



Q 700

1'798'987

LE DROIT
DES GENS,
OU
PRINCIPES
DE

LA LOI NATURELLE,

Appliqués à la conduite et aux affaires des
nations et des souverains.

PAR M. DE VATTEL.

*Nihil est enim illi principi Deo, qui omnem hunc
mundum regit, quod quidem in terris fiat,
acceptius, quàm concilia cætusque hominum jure
sociati, quæ civitates appellantur. CICERO,
Somn. Scipion.*

Nouvelle édition augmentée.

T O M E I.



A L Y O N,

Chez ROBERT et GAUTHIER, Libraires,
grand'rue Mercière, N.º II.

M. DCCCL.



P R É F A C E.

LE droit des gens , cette matière si noble et si importante , n'a point été traité jusqu'ici avec tout le soin qu'il mérite. Aussi la plupart des hommes n'en ont-ils qu'une notion vague , très-incomplète , souvent même fausse. La foule des écrivains et des auteurs même célèbres ne comprennent guère sous le nom de *droit des gens* , que certaines maximes , certains usages reçus entre les nations , et devenus obligatoires pour elles , par l'effet de leur consentement. C'est resserrer dans des bornes bien étroites une loi si étendue , si intéressante pour le genre humain , et c'est en même temps la dégrader , en méconnaissant sa véritable origine.

Il est certainement un droit des gens naturel , puisque la loi de la nature n'oblige pas moins les états , les hommes unis en société politique , qu'elle n'oblige les particuliers. Mais pour connaître exactement ce droit , il ne suffit pas de savoir ce que la loi de la nature prescrit aux individus

humains. L'application d'une règle à des sujets divers ne peut se faire que d'une manière convenable à la nature de chaque sujet : d'où il résulte que le droit des gens naturel est une science particulière, laquelle consiste dans une application juste et raisonnée de la loi naturelle aux affaires et à la conduite des nations ou des souverains. Tous ces traités, dans lesquels le droit des gens se trouve mêlé et confondu avec le droit naturel ordinaire, sont donc insuffisans pour donner une idée distincte, une solide connaissance de la loi sacrée des nations.

Les Romains ont souvent confondu le droit des gens avec le droit de la nature, appelant droit des gens (*jus gentium*) le droit naturel, en tant qu'il est reconnu et adopté généralement par toutes les nations policées (*). On connaît les définitions que l'empereur JUSTINIEN donne du droit naturel, du droit des gens, et du droit civil. *Le droit naturel*, dit-il, *est celui que la nature enseigne à tous les ani-*

(*) *Neque verò hoc solum natura, id est, jure gentium, etc. CICER. de Offic. Lib. III. c. 5.*

P R É F A C E.

maxx (*) : définissant ainsi le droit de la nature dans le sens le plus étendu , et non le droit naturel particulier à l'homme , et qui découle de sa nature raisonnable , aussi bien que de sa nature animale. *Le droit civil* , dit ensuite l'empereur , est celui que chaque peuple s'établit à soi-même , et qui est propre à chaque état ou société civile. Et ce droit , que la raison naturelle a établi parmi tous les hommes , également observé chez tous les peuples , s'appelle droit des gens , comme étant un droit que toutes les nations suivent (**). Dans le paragraphe suivant , l'empereur semble approcher davantage du sens que nous donnons aujourd'hui à ce terme. *Le droit des gens* , dit-il , est commun à tout le genre humain. Les affaires des hommes et leurs besoins ont porté toutes les na-

(*) *Jus naturale est , quod natura omnia animalia docuit. INSTIT. Lib. I. Tit. II.*

(**) *Quod quisque populus ipse sibi Jus constituit , id ipsius proprium civitatis est , vocaturque Jus civile , quasi jus proprium ipsius civitatis : quod vero naturalis ratio inter omnes homines constituit , id apud omnes peraque custoditur , vocaturque jus gentium , quasi quo jure omnes gentes utantur. Ibid. §. 1.*

tions à se faire certaines règles de droit. Car les guerres se sont élevées, et ont produit les captivités et les servitudes, lesquelles sont contraires au droit naturel; puisque originairement et par le droit naturel, tous les hommes naissaient libres (*). Mais ce qu'il ajoute, que presque tous les contrats, ceux de vente et d'achat, de louage, de société, de dépôt, et une infinité d'autres doivent leur origine à ce droit des gens, cela, dis-je, fait voir que la pensée de JUSTINIEN est seulement, que, suivant l'état et les conjonctures dans lesquelles les hommes se sont trouvés, la droite raison leur a dicté certaines maximes de droit, tellement fondées sur la nature des choses, qu'elles ont été reconnues et admises par-tout. Ce n'est là encore que le droit naturel qui convient à tous les hommes.

Cependant ces mêmes Romains reconnaissaient une loi qui oblige les na-

(*) *Jus autem gentium omni humano generi commune est; nam usu exigente et humanis necessitatibus, gentes humanæ jura quædam sibi constituerunt. Bella etenim orta sunt et captivitates secutæ, servitutes, quæ sunt naturali juri contrariæ. Jure enim naturali omnes homines ab initio liberi nascebantur. Ibid. §. 2.*

tions entr'elles , et ils rapportaient à cette loi le droit des ambassades. Ils avaient aussi leur droit *fécial* , lequel n'était autre chose que le droit des gens par rapport aux traités publics , et particulièrement à la guerre. Les *féciaux* (*feciales*) étaient les interprètes, les gardiens , et en quelque façon les prêtres de la foi publique (*).

Les modernes s'accordent généralement à réserver le nom de droit des gens au droit qui doit régner entre les nations ou états souverains. Ils ne diffèrent que dans l'idée qu'ils se font de l'origine de ce droit et de ses fondemens. Le célèbre GROTIUS entend par *droit des gens* , un droit établi par le commun consentement des peuples , et il le distingue ainsi du droit naturel :
 « Quand plusieurs personnes , en divers
 » temps et en divers lieux , soutien-
 » nent une même chose comme cer-
 » taine ; cela doit être rapporté à une

(*) FECIALES , *quod fidei publicæ inter populos præerant ; nam per hos fiebat , ut justum conciperetur bellum (et inde desitum) et ut fœdere fides pacis constitueretur. Ex his mittebant , antequàm conciperetur , qui res repeterent : et per hos etiam nunc fit fœdus. VARRO. De Ling. Lat. Lib. IV.*

» cause générale. Or dans les questions
» dont il s'agit , cette cause ne peut
» être que l'une ou l'autre de ces deux ,
» ou une juste conséquence tirée des
» principes de la nature , ou un con-
» sentement universel. La première
» nous découvre le *droit naturel* , et
» l'autre , le *droit des gens* (*). »

Il paraît par bien des endroits de son excellent ouvrage, que ce grand homme a entrevu la vérité. Mais comme il défrichait, pour ainsi dire, une matière importante , fort négligée avant lui , il n'est pas surprenant que , l'esprit chargé d'une immense quantité d'objets et de citations qui entraient dans son plan , il n'ait pu parvenir toujours aux idées distinctes, si nécessaires cependant dans les sciences. Persuadé que les nations ou les puissances souveraines sont soumises à l'autorité de la loi naturelle, dont il leur recommande si souvent l'observation, ce savant reconnaissait dans le fond un droit des gens naturel (qu'il appelle quelque part droit des gens *interne*), et peut-être paraîtra-t-il ne différer de nous que dans les termes.

(*) Droit de la guerre et de la paix , traduit par BARBEYRAC. Discours prélim. §. XLI.

Mais nous avons déjà observé que , pour former ce droit des gens naturel , il ne suffit pas d'appliquer simplement aux nations ce que la loi naturelle décide à l'égard des particuliers. Et d'ailleurs, GROTIUS , par sa distinction même , et en affectant le nom de *droit des gens* aux seules maximes établies par le consentement des peuples , semble donner à entendre que les souverains ne peuvent presser entr'eux que l'observation de ces dernières maximes , réservant le droit *interne* pour la direction de leur conscience. Si , partant de cette idée , que les sociétés politiques , ou les nations , vivent entr'elles dans une indépendance réciproque , dans l'état de nature , et qu'elles sont soumises , dans leur qualité de corps politiques , à la loi naturelle , GROTIUS eût de plus considéré qu'on doit appliquer la loi à ces nouveaux sujets d'une manière convenable à leur nature , ce judicieux auteur eût reconnu sans peine que le droit des gens naturel est une science particulière ; que ce droit produit entre les nations une obligation même *externe* , indépendamment de leur volonté , et que le consentement des peuples est seulement le fondement

et la source d'une espèce particulière de droit des gens , que l'on appelle *droit des gens arbitraire*.

HOBBS , dans l'ouvrage de qui on reconnaît une main habile , malgré ses paradoxes et ses maximes détestables , HOBBS , dis-je , est , à ce que je crois , le premier qui ait donné une idée distincte , mais encore imparfaite du droit des gens. Il divisé la loi naturelle en *loi naturelle de l'homme* , et *loi naturelle des états*. Cette dernière , selon lui , est ce que l'on appelle d'ordinaire *droit des gens*. *Les maximes* , ajoute-t-il , *de l'une et de l'autre de ces lois sont précisément les mêmes ; mais comme les états acquièrent en quelque manière des propriétés personnelles , la même loi qui se nomme naturelle , lorsqu'on parle des particuliers , s'appelle droit des gens , lorsqu'on l'applique au corps entier d'un état , ou d'une nation (*)*. Cet auteur a fort bien

(*) (*Rursus lex*) naturalis dividi potest in naturalem hominum , quæ sola obtinuit dici lex naturæ , et naturalem civitatum quæ dici potest lex gentium , vulgò autem jus gentium appellatur. Præcepta utriusque eadem sunt : Sed quia civitates semel institutæ induunt proprietates hominum personales , lex quam loquentes de hominum singulo-

Observé que le droit des gens est le droit naturel appliqué aux états , ou aux nations. Mais nous verrons dans le cours de cet ouvrage, qu'il s'est trompé quand il a cru que le droit naturel ne souffrait aucun changement nécessaire dans cette application ; d'où il a conclu que les maximes du droit naturel et celles du droit des gens sont précisément les mêmes.

PUFFENDORF déclare qu'il souscrit absolument à cette opinion de HOBBS(*). Aussi n'a-t-il point traité à part du droit des gens , le mêlant par-tout avec le droit naturel proprement dit.

BARBEYRAC , traducteur et commentateur de GROTIUS et de PUFFENDORF , a beaucoup plus approché de la juste idée du droit des gens. Quoique l'ouvrage soit entre les mains de tout le monde , je transcrirai ici , pour la commodité du lecteur , la note de ce savant traducteur sur GROTIUS , droit de la guerre

rum officio naturalem dicimus , applicata totis civitatibus , nationibus , sive gentibus , vocatur jus gentium. De cive , cap. XIV. §. 4. Je me sers de la traduction de BARBEYRAC , PUFFENDORF , droit de la nature et des gens , Liv. II. Chap. III. §. XXIII.

(*) Ibid.

et de la paix , Liv. I. Chap. I. §. XIV.

Not. 3. « J'avoue , dit-il , qu'il y a

» des lois communes à tous les peuples ,

» ou des choses que tous les peuples

» doivent observer les uns envers les

» autres : et si l'on veut appeler cela

» *droit des gens* , on le peut très-bien.

» Mais outre que le consentement des

» peuples n'est pas le fondement de

» l'obligation où l'on est d'observer

» ces lois , et ne saurait même avoir

» lieu ici en aucune sorte , les princi-

» pes et les lois d'un tel droit sont au

» fond les mêmes que celles du *droit*

» *naturel* proprement ainsi nommé.

» Toute la différence qu'il y a consiste

» dans l'application , qui peut se faire

» un peu autrement , à cause de la dif-

» férence qu'il y a quelquefois dans la

» manière dont les sociétés voient les

» affaires qu'elles ont les unes avec

» les autres. »

L'auteur que nous venons d'entendre s'est bien aperçu que les règles et les décisions du droit naturel ne peuvent s'appliquer purement et simplement aux états souverains, et qu'elles doivent nécessairement souffrir quelques changemens, suivant la nature des nouveaux sujets auxquels on les applique. Mais

il ne paraît pas qu'il ait vu toute l'étendue de cette idée, puisqu'il semble ne pas approuver que l'on traite le droit des gens séparément du droit naturel des particuliers. Il loue seulement la méthode de BUDDEUS, disant « que cet » auteur a eu raison de marquer (dans » ses *elementa philos. pract.*) après » chaque matière du droit naturel, » l'application qu'on en peut faire aux » peuples les uns par rapport aux autres, » autant du moins que la chose le permettait ou l'exigeait (*). » C'était mettre le pied dans le bon chemin. Mais il fallait de plus profondes méditations et des vues plus étendues, pour concevoir l'idée d'un système de droit des gens naturel, qui fût ainsi comme la loi des souverains et des nations, pour sentir l'utilité d'un pareil ouvrage, et sur-tout pour l'exécuter le premier.

La gloire en était réservée à M. le Baron de WOLF. Ce grand philosophe a vu que l'application du droit naturel

(*) Note 2, sur PUFFENDORF, droit de la nat. et des gens, Liv. II. Chap. III. §. XXIII. Je n'ai pu me procurer l'ouvrage de BUDDEUS, dans lequel je soupçonne que BARBEYRAC avait puisé cette idée du droit des gens.

aux nations en corps , ou aux états , modifiée par la nature des sujets , ne peut se faire avec précision , avec netteté et avec solidité , qu'à l'aide des principes généraux et des notions directrices qui doivent la régler ; que c'est par le moyen de ces principes seuls que l'on peut montrer évidemment comment , en vertu du droit naturel même , les décisions de ce droit à l'égard des particuliers doivent être changées et modifiées , quand on les applique aux états , ou sociétés politiques , et former ainsi un droit des gens naturel et nécessaire (*) : d'où il a conclu qu'il

(*) S'il n'était pas plus à propos , pour abréger , pour éviter les répétitions , et pour profiter des notions déjà toutes formées et établies dans l'esprit des hommes , si , dis-je , pour toutes ces raisons , il n'était pas plus convenable de supposer ici la connaissance du droit naturel ordinaire , pour en faire l'application aux états souverains , au lieu de parler de cette application , il serait plus exact de dire , que comme le droit naturel proprement dit , est la loi naturelle des particuliers , fondée sur la nature de l'homme , le droit des gens naturel est la loi naturelle des sociétés politiques , fondée sur la nature de ces sociétés. Mais ces deux méthodes reviennent à la même chose ; j'ai préféré la plus abrégée. Le droit naturel ayant été fort bien traité , il est plus court d'en faire simplement une application raisonnée aux nations.

Était convenable de faire un système particulier de ce droit des gens ; et il l'a exécuté heureusement. Mais il est juste d'entendre M. WOLF lui-même dans sa préface.

« Les nations (*), dit-il , ne recon-
» naissent entr'elles d'autre droit que
» celui-là même qui est établi par la
» nature : il paraîtra peut-être super-
» flu de donner un traité du droit des
» gens , distingué du droit naturel ;
» mais ceux qui pensent ainsi n'ont
» pas assez approfondi la matière. Les
» nations, il est vrai, ne peuvent être
» considérées que comme autant de
» personnes particulières , vivant en-
» semble dans l'état de nature ; et par
» cette raison , on doit leur appliquer
» tous les devoirs et tous les droits que
» la nature prescrit et attribue à tous
» les hommes , en tant qu'ils naissent
» libres naturellement , et qu'ils ne sont
» liés les uns aux autres que par les
» seuls nœuds de cette même nature.
» Le droit qui naît de cette applica-
» tion , et les obligations qui en résultent , viennent de cette loi immuable

(*) Une nation est ici un état souverain , une société politique indépendante.

» fondée sur la nature de l'homme ;
» et de cette manière , le droit des
» gens appartient certainement au
» droit de la nature ; c'est pourquoi
» on l'appelle droit des gens *naturel* ,
» eu égard à son origine ; et *néces-*
» *saire* , par rapport à sa force obli-
» gatoire. Ce droit est commun à toutes
» les nations , et celle qui ne le res-
» pecte pas dans ses actions , viole le
» droit commun de tous les peuples.

» Mais les nations , ou les états sou-
» verains , étant des personnes morales ,
» et les sujets des obligations et des
» droits résultans , en vertu du droit
» naturel , de l'acte d'association qui
» a formé le corps politique , la nature
» et l'essence de ces personnes morales
» diffèrent nécessairement , et à bien
» des égards , de la nature et de
» l'essence des individus physiques ,
» savoir des hommes qui les compo-
» sent. Lors donc que l'on veut appli-
» quer aux nations les devoirs que la
» loi naturelle prescrit à chaque homme
» en particulier , et les droits qu'elle
» lui attribue afin qu'il puisse remplir
» ses devoirs , ces droits et ces devoirs ne
» pouvant être autres que la nature des
» sujets ne le comporte , ils doivent né-

» cessairement souffrir dans l'applica-
 » tion un changement convenable à la
 » nature des nouveaux sujets auxquels
 » on les applique. On voit ainsi que le
 » droit des gens ne demeure point en
 » toutes choses le même que le droit na-
 » turel, en tant que celui-ci régit les ac-
 » tions des particuliers. Pourquoi donc
 » ne le traiterait-on pas séparément,
 » comme un droit propre aux nations? »

Convaincu moi-même de l'utilité
 d'un pareil ouvrage, j'attendais avec
 impatience celui de M. WOLF; et dès
 qu'il parut, je formai le dessein de
 faciliter à un plus grand nombre de
 lecteurs la connaissance des idées lumi-
 neuses qu'il présente. Le traité du phi-
 losophe de HALL sur le droit des gens,
 est dépendant de tous ceux du même
 auteur sur la philosophie et le droit
 naturel. Pour le lire et l'entendre, il
 faut avoir étudié seize ou dix-sept vo-
 lumes *in-4.*^o, qui le précèdent. D'ailleurs
 il est écrit dans la méthode et même
 dans la forme des ouvrages de géomé-
 trie : autant d'obstacles, qui le rendent
 à-peu-près inutile aux personnes en qui
 la connaissance et le goût des vrais
 principes du droit des gens sont plus
 importans et plus désirables. Je pen-

sai d'abord que je n'aurai qu'à détacher, pour ainsi dire, ce traité du système entier, en le rendant indépendant de tout ce qui le précède chez M. WOLF, et qu'à le revêtir d'une forme plus agréable, plus propre à lui donner accès dans le monde poli. J'en fis quelques essais; mais je reconnus bientôt, que si je voulais me procurer des lecteurs dans l'ordre des personnes pour lesquelles j'avais dessein d'écrire, et produire quelque fruit, je devais faire un ouvrage fort différent de celui que j'avais devant les yeux, et travailler à neuf. La méthode que M. WOLF a suivie a répandu la sécheresse dans son livre, et l'a rendu incomplet, à bien des égards. Les matières y sont dispersées d'une manière très-fatigante pour l'attention; et comme l'auteur avait traité du droit public universel, dans son droit de la nature, il se contente souvent d'y renvoyer, lorsque, dans le droit des gens, il parle des devoirs d'une nation envers elle-même.

Je me suis donc borné à prendre dans l'ouvrage de M. WOLF ce que j'y ai trouvé de meilleur, sur-tout les définitions et les principes généraux; mais j'ai puisé avec choix dans cette

source, et j'ai accommodé à mon plan les matériaux que j'en tirais. Ceux qui auront les traités du droit naturel et du droit des gens de M. WOLF, verront combien j'en ai profité. Si j'eusse voulu marquer par-tout ce que j'en empruntais, mes pages se trouveraient chargées de citations également inutiles et désagréables au lecteur. Il vaut mieux reconnaître ici, une fois pour toutes, les obligations que j'ai à ce grand maître. Quoique mon ouvrage, comme le verront ceux qui voudront se donner la peine d'en faire la comparaison, soit très-différent du sien, j'avoue que je n'aurais jamais eu l'assurance d'entrer dans une si vaste carrière, si le célèbre philosophe de HALL n'eût marché devant moi et ne m'eût éclairé.

J'ai osé cependant m'écarter quelquefois de mon guide, et m'opposer à ses sentimens : j'en donnerai ici quelques exemples. M. WOLF, entraîné peut-être par la foule des écrivains, consacre plusieurs propositions (*) à traiter de la nature des royaumes

(*) Dans la VIII. partie du droit nat. et dans le droit des gens.

patrimoniaux , sans rejeter ou corriger cette idée injurieuse à l'humanité. Je n'admets pas même la dénomination , que je trouve également choquante , impropre et dangereuse dans ses effets , dans les impressions qu'elle peut donner aux souverains ; et je me flatte qu'en cela j'obtiendrai le suffrage de tout homme qui aura de la raison et du sentiment , de tout vrai citoyen.

M. WOLF décide (*J. Gent.* §. 878.) qu'il est permis naturellement de se servir à la guerre d'armes empoisonnées. Cette décision m'a révolté , et je suis mortifié de la trouver dans l'ouvrage d'un si grand homme. Heureusement pour l'humanité , il n'est pas difficile de démontrer le contraire , et par les principes mêmes de M. WOLF. On verra ce que je dis sur cette question , Liv. III. §. 156.

Dès le commencement de mon ouvrage , on trouvera que je diffère entièrement de M. WOLF dans la manière d'établir les fondemens de cette espèce de droit des gens , que nous appelons *volontaire*. M. WOLF le déduit de l'idée d'une espèce de grande République (*Civitatis Maximæ*) instituée par la nature elle-même , et de la

quelle toutes les nations du monde sont les membres. Suivant lui, le droit des gens *volontaire* sera comme le droit civil de cette grande République. Cette idée ne me satisfait point, et je ne trouve la fiction d'une pareille République, ni bien juste, ni assez solide pour en déduire les règles d'un droit des gens universel et nécessairement admis entre les états souverains. Je ne reconnais point d'autre société naturelle entre les nations, que celle-là même que la nature a établie entre tous les hommes. Il est de l'essence de toute société civile (*civitatis*) que chaque membre ait cédé une partie de ses droits au corps de la société, et qu'il y ait une autorité capable de commander à tous les membres, de leur donner des lois, de contraindre ceux qui refuseraient d'obéir. On ne peut rien concevoir, ni rien supposer de semblable entre les nations. Chaque état souverain se prétend, et est effectivement indépendant de tous les autres. Ils doivent tous, suivant M. WOLF lui-même, être considérés comme autant de particuliers libres, qui vivent ensemble dans l'état de nature, et ne connaissent d'autres lois que celles de la nature

même, ou de son auteur. Or, la nature a bien établi une société générale entre tous les hommes, lorsqu'elle les a fait tels, qu'ils ont absolument besoin du secours de leurs semblables pour vivre comme il convient à des hommes de vivre; mais elle ne leur a point imposé précisément l'obligation de s'unir en société civile proprement dite; et si tous suivaient les lois de cette bonne mère, l'assujettissement à une société civile leur serait inutile. Il est vrai que les hommes étant bien éloignés d'observer volontairement entr'eux les règles de la loi naturelle, ils ont eu recours à une association politique, comme au seul remède convenable contre la dépravation du grand nombre, au seul moyen d'assurer l'état des bons et de contenir les méchants: et la loi naturelle elle-même approuve cet établissement. Mais il est aisé de sentir qu'une société civile entre les nations n'est point aussi nécessaire, à beaucoup près, qu'elle l'a été entre les particuliers. On ne peut donc pas dire que la nature la recommande également, bien moins qu'elle la prescrive. Les particuliers sont tels, et ils peuvent si peu de chose par eux-mêmes, qu'ils ne sauraient

guère se passer du secours et des lois de la société civile. Mais dès qu'un nombre considérable se sont unis sous un même gouvernement, ils se trouvent en état de pourvoir à la plupart de leurs besoins, et le secours des autres sociétés politiques ne leur est point aussi nécessaire que celui des particuliers l'est à un particulier. Ces sociétés ont encore, il est vrai, de grands motifs de communiquer et de commercer entr'elles, et elles y sont même obligées; nul homme ne pouvant, sans de bonnes raisons, refuser son secours à un autre homme. Mais la loi naturelle peut suffire pour régler ce commerce, cette correspondance. Les états se conduisent autrement que des particuliers. Ce n'est point d'ordinaire le caprice ou l'aveugle impétuosité d'un seul qui en forme les résolutions, qui détermine les démarches publiques; on y apporte plus de conseil, plus de lenteur et de circonspection: et dans les occasions épineuses ou importantes, on s'arrange, on se met en règle par le moyen des traités. Ajoutez que l'indépendance est même nécessaire à chaque état, pour s'acquitter exactement de ce qu'il se doit à soi-même, et de ce qu'il doit

aux citoyens , et pour se gouverner de la manière qui lui est la plus convenable. Il suffit donc , encore un coup , que les nations se conforment à ce qu'exige d'elles la société naturelle et générale , établie entre tous les hommes.

Mais , dit M. WOLF , la rigueur du droit naturel ne peut être toujours suivie dans ce commerce et cette société des peuples ; il faut y faire des changemens , lesquels vous ne sauriez déduire que de cette idée d'une espèce de grande République des nations , dont les lois , dictées par la saine raison et fondées sur la nécessité , régleront ces changemens à faire au droit naturel et nécessaire des gens , comme les lois civiles déterminent ceux qu'il faut faire dans un état , au droit naturel des particuliers. Je ne sens pas la nécessité de cette conséquence , et j'ose me promettre de faire voir dans cet ouvrage , que toutes les modifications , toutes les restrictions , tous les changemens , en un mot , qu'il faut apporter dans les affaires des nations , à la rigueur du droit naturel , et dont se forme le droit des gens *volontaire* ; que tous ces changemens , dis-je , se déduisent de la liberté naturelle des nations , des intérêts

rêts de leur salut commun , de la nature de leur correspondance mutuelle , de leurs devoirs réciproques , et des distinctions de droit *interne* et *externe*, *parfait* et *imparfait* , en raisonnant à-peu-près comme M. WOLF a raisonné à l'égard des particuliers , dans son traité du droit de la nature.

On voit dans ce traité , comment les règles , qui , en vertu de la liberté naturelle , doivent être admises dans le droit *externe* , ne détruisent point l'obligation imposée à un chacun dans sa conscience , par le droit *interne*. Il est aisé de faire l'application de cette doctrine aux nations , et de leur apprendre , en distinguant soigneusement le droit *interne* du droit *externe* , c'est-à-dire le droit des gens *nécessaire* , du droit des gens *volontaire* , à ne point se permettre tout ce qu'elles peuvent faire impunément , si les lois immuables du juste et la voix de la conscience ne l'approuvent.

Les nations étant également obligées d'admettre entr'elles ces exceptions et ces modifications apportées à la rigueur du droit *nécessaire* , soit qu'on les déduise de l'idée d'une grande République , dont on conçoit que tous les

peuples sont membres , soit qu'on les tire des sources où je me propose de les chercher , rien n'empêche que l'on n'appelle le droit qui en résulte *droit des gens volontaire* pour le distinguer du droit des gens *nécessaire*, interne et de conscience. Les noms sont assez indifférens : ce qui est véritablement important , c'est de distinguer soigneusement ces deux sortes de droit , afin de ne jamais confondre ce qui est juste et bon en soi , avec ce qui est seulement toléré par nécessité.

Le droit des gens *nécessaire* et le droit des gens *volontaire* , sont donc établis l'un et l'autre par la nature , mais chacun à sa manière. Le premier, comme une loi sacrée , que les nations et les souverains doivent respecter et suivre dans toutes leurs actions ; le second , comme une règle , que le bien et le salut commun les obligent d'admettre dans les affaires qu'ils ont ensemble. Le droit *nécessaire* procède immédiatement de la nature ; cette mère commune des hommes recommande l'observation du droit des gens *volontaire* , en considération de l'état où les nations se trouvent les unes avec les autres , et pour le bien de leurs

affaires. Ce double droit , fondé sur des principes certains et constans , est susceptibles de démonstration. Il fera le principal sujet de mon ouvrage.

Il est une autre espèce de droit des gens , que les auteurs appellent *arbitraire* , parce qu'il vient de la volonté, ou du consentement des nations. Les états , de même que les particuliers , peuvent acquérir des droits et contracter des obligations par des engagements exprès , par des pactes et des traités : il en résulte un droit des gens *conventionnel* , particulier aux contractans. Les nations peuvent encore se lier par un consentement tacite : c'est là-dessus qu'est fondé tout ce que les mœurs ont introduit parmi les peuples , et qui forme la *coutume* des nations , ou le droit des gens fondé sur la coutume. Il est évident que ce droit ne peut imposer quelque obligation qu'aux nations seules qui en ont adopté les maximes par un long usage. C'est un droit particulier , de même que le droit *conventionnel*. L'un et l'autre tirent toute leur force du droit naturel , qui prescrit aux nations l'observation de leurs engagements, exprès ou tacites. Ce même droit naturel doit régler la

conduite des états , par rapport aux traités qu'ils concluent , aux coutumes qu'ils adoptent. Je dois me borner à donner les principes généraux et les règles que la loi naturelle fournit pour la direction des souverains à cet égard : le détail des différens traités et des diverses coutumes des peuples appartient à l'histoire , et non pas à un traité systématique du droit des gens.

Un pareil traité doit consister principalement , comme nous l'avons déjà observé , dans une application judicieuse et raisonnée des principes de la loi naturelle aux affaires et à la conduite des nations et des souverains. L'étude du droit des gens suppose donc une connaissance préalable du droit naturel ordinaire. Je suppose en effet , au moins à un certain point , cette connaissance dans mes lecteurs. Cependant , comme on n'aime point à aller chercher ailleurs les preuves de ce qu'un auteur avance , j'ai pris soin d'établir en peu de mots les plus importans de ces principes du droit naturel , dont j'avais à faire l'application aux nations. Mais je n'ai point cru que , pour les démontrer , il fallût toujours remonter jusques à leurs premiers fondemens ,

et je me suis quelquefois contenté de les appuyer sur des vérités communes, reconnues de tout lecteur de bonne foi, sans pousser l'analyse plus loin. Il me suffit de persuader, et pour cet effet de ne rien avancer comme principe, qui ne soit facilement admis par toute personne raisonnable.

Le droit des gens est la loi des souverains. C'est pour eux principalement, et pour leurs ministres, qu'on doit l'écrire. Il intéresse véritablement tous les hommes, et l'étude de ses maximes convient, dans un pays libre, à tous les citoyens; mais il importerait peu d'en instruire seulement des particuliers qui ne sont point appelés aux conseils des nations, et qui n'en déterminent point les démarches. Si les conducteurs des peuples, si tous ceux qui sont employés dans les affaires publiques, daignaient faire une étude sérieuse d'une science qui devrait être leur loi et leur boussole, quels fruits ne pourrait-on pas attendre d'un bon traité du droit des gens? On sent tous les jours ceux d'un bon corps de lois dans la société civile: le droit des gens est autant au-dessus du droit civil, dans

son importance , que les démarches des nations et des souverains surpassent dans leurs conséquences celles des particuliers.

Mais une funeste expérience ne prouve que trop combien peu ceux qui sont à la tête des affaires se mettent en peine du droit , là où ils espèrent trouver leur avantage. Contens de s'appliquer à une politique , souvent fausse , puisqu'elle est souvent injuste , la plupart croient en avoir assez fait quand ils l'ont bien étudiée. Cependant on peut dire des états , ce qu'on a reconnu il y a long-temps , à l'égard des particuliers , qu'il n'est point de meilleure et de plus sûre politique , que celle qui est fondée sur la vertu. CICERON , aussi grand maître dans la conduite d'un état que dans l'éloquence et la philosophie , ne se contente pas de rejeter la maxime vulgaire , que *l'on ne peut gouverner heureusement la République sans commettre des injustices* ; il va jusqu'à établir le contraire , comme une vérité constante , et il soutient que *l'on ne peut administrer salutairement les affaires publiques , si l'on*

ne s'attache à la plus exacte justice (*).

La providence donne de temps en temps au monde des rois et des ministres pénétrés de cette grande vérité. Ne perdons point l'espérance que le nombre de ces sages conducteurs des nations se multipliera quelque jour ; et en attendant , que chacun de nous travaille dans sa sphère , à amener des temps si heureux.

C'est principalement dans la vue de faire goûter cet ouvrage à ceux de qui il importe le plus qu'il soit lu et goûté , que j'ai quelquefois joint des exemples aux maximes ; et j'ai été confirmé dans mon idée par l'approbation d'un de ces ministres , amis éclairés du genre humain , et qui seuls devraient entrer dans le conseil des rois ; mais j'ai usé avec retenue de cet ornement. Sans jamais chercher à faire un vain étalage d'érudition , j'ai voulu seulement délasser de temps en temps

(*) *Nihil est quod adhuc de Republica putem dictum , et quo possim longius progredi , nisi sit confirmatum , non modò falsum esse istud sine injuria non posse , sed hoc verissimum , sine summa justitia rempublicam regi non posse. CICER. frag. ex Lib. de Republica.*

mon lecteur , ou rendre la doctrine plus sensible dans un exemple ; quelquefois faire voir que la pratique des nations est conforme aux principes : et lorsque j'en ai trouvé l'occasion , je me suis proposé sur toutes choses d'inspirer l'amour de la vertu , en la montrant si belle , si digne de nos hommages , dans quelques hommes véritablement grands , et même si solidement utile , dans quelque trait frappant de l'histoire. J'ai pris la plupart de mes exemples dans l'histoire moderne , comme plus intéressans , et pour ne pas répéter ceux que GROTIUS , PUFFENDORF et leurs commentateurs ont accumulés.

Au reste , et dans ces exemples et dans mes raisonnemens , je me suis étudié à n'offenser personne , me proposant de garder religieusement le respect qui est dû aux nations et aux puissances souveraines. Mais je me suis fait une loi plus inviolable encore , de respecter la vérité et l'intérêt du genre humain. Si de lâches flatteurs du despotisme s'élèvent contre mes principes , j'aurai pour moi les hommes vertueux , les gens de cœur , les amis des lois , les vrais citoyens.

Je prendrais le parti du silence, si je ne pouvais suivre dans mes écrits les lumières de ma conscience. Mais rien ne lie ma plume ; et je ne suis point capable de la prostituer à la flatterie. Je suis né dans un pays dont la liberté est l'ame, le trésor et la loi fondamentale ; je puis être encore, par ma naissance, l'ami de toutes les nations. Ces heureuses circonstances m'ont encouragé à tenter de me rendre utile aux hommes par cet ouvrage. Je sentais la faiblesse de mes lumières et de mes talens ; j'ai vu que j'entreprenais une tâche pénible ; mais je serai satisfait, si des lecteurs estimables reconnaissent dans mon travail l'honnête homme et le citoyen.



T A B L E

Des livres , chapitres et paragraphes contenus dans cet ouvrage.

P R É L I M I N A I R E S.

Idée et principes généraux du droit des Gens.

§. 1.	<i>C</i> E que c'est qu'une nation , ou un état.	page 1
2	<i>Elle est une personne morale.</i>	ibid.
3	<i>Définition du droit des gens.</i>	2
4	<i>Comment on y considère les nations ou états.</i>	ibid.
5	<i>A quelles lois les nations sont soumises.</i>	3
6	<i>En quoi consiste originairement le droit des gens.</i>	4
7	<i>Définition du droit des gens nécessaire.</i>	6
8	<i>Il est immuable.</i>	7
9	<i>Les nations n'y peuvent rien changer , ni se dispenser de l'obligation qu'il leur impose.</i>	ibid.
10	<i>De la société établie par la nature entre tous les hommes.</i>	8
11	<i>Et entre les nations.</i>	10
12	<i>Quel est le but de cette société des nations.</i>	11
13	<i>Obligation générale qu'elle impose.</i>	12
14	<i>Explication de cette obligation.</i>	ibid.
15	<i>Liberté et indépendance des nations : deuxième loi générale.</i>	13
16	<i>Effet de cette liberté.</i>	ibid.

TABLE.

xxxv

17	<i>Distinctions de l'obligation et du droit interne et externe , parfait et imparfait.</i>	14
18	<i>Egalité des nations.</i>	15
19	<i>Effet de cette égalité.</i>	16
20	<i>Chacune est maîtresse de ses actions , quand elles n'intéressent pas le droit parfait des autres.</i>	ibid.
21	<i>Fondement du droit des gens volontaire.</i>	ibid.
22	<i>Droit des nations contre les infracteurs du droit des gens.</i>	18
23	<i>Règle de ce droit.</i>	ibid.
24	<i>Droit des gens conventionnel , ou droit des traités.</i>	19
25	<i>Droit des gens coutumier.</i>	20
26	<i>Règle générale sur ce droit.</i>	ibid.
27	<i>Droit des gens positif.</i>	21
28	<i>Maxime générale sur l'usage du droit nécessaire et du droit volontaire.</i>	22

LIVRE I.

De la nation considérée en elle-même.

CHAPITRE I.

Des nations , ou états souverains.

§. 1.	<i>DE l'état et de la souveraineté.</i>	p. 23
2	<i>Droit du corps sur les membres.</i>	24
3	<i>Diverses espèces de gouvernement.</i>	ibid.
4	<i>Quels sont les états souverains.</i>	25
5	<i>Des états liés par alliances inégales.</i>	26
6	<i>Ou par des traités de protection.</i>	ibid.
7	<i>Des états tributaires.</i>	27

b 6

8	<i>Des états feudataires.</i>	27
9	<i>De deux états soumis au même prince.</i>	28
10	<i>Des états formant une république fédérative.</i>	ibid.
11	<i>D'un état qui a passé sous la domination d'un autre.</i>	29
12	<i>Objets de ces traités.</i>	ibid.

CHAPITRE II.

Principes généraux des devoirs d'une nation
envers elle-même.

§. 13	<i>Une nation doit agir convenablement à sa nature.</i>	p. 30
14	<i>De la conservation et de la perfection d'une nation.</i>	31
15	<i>Quel est le but de la société civile.</i>	32
16	<i>Une nation est obligée de se conserver.</i>	ibid.
17	<i>Et de conserver ses membres.</i>	34
18	<i>Une nation a droit à tout ce qui est nécessaire à sa conservation.</i>	35
19	<i>Elle doit éviter tout ce qui pourrait causer sa destruction.</i>	ibid.
20	<i>De son droit à tout ce qui peut servir à cette fin.</i>	36
21	<i>Une nation doit se perfectionner elle et son état.</i>	ibid.
22	<i>Et éviter tout ce qui est contraire à sa perfection.</i>	37
23	<i>Des droits que ces obligations lui donnent.</i>	ibid.
24	<i>Exemples.</i>	38
25	<i>Une nation doit se connaître elle-même</i>	40

C H A P I T R E I I I.

De la constitution de l'état , des devoirs et des droits de la nation à cet égard.

- §. 26 *De l'autorité publique.* p. 41
 27 *Ce que c'est que la constitution de l'état.* ibid.
 28 *La nation doit choisir la meilleure.* 42
 29 *Des lois politiques , fondamentales et civiles.* ibid.
 30 *Du maintien de la constitution , et de l'obéissance aux lois.* 44
 31 *Droits de la nation à l'égard de sa constitution et de son gouvernement.* 45
 32 *Elle peut réformer le gouvernement.* 46
 33 *Et changer la constitution.* ibid.
 34 *De la puissance législative , et si elle peut changer la constitution.* 48
 35 *La nation ne doit s'y porter qu'avec réserve.* 49
 36 *Elle est juge de toutes les contestations sur le gouvernement.* 50
 37 *Aucune puissance étrangère n'est en droit de s'en mêler.* ibid.
-

C H A P I T R E I V.

Du souverain , de ses obligations et de ses droits.

- §. 38 *Du souverain.* p. 51
 39 *Il n'est établi que pour le salut et l'avantage de la société.* 52
 40 *De son caractère représentatif.* 55
 41 *Il est chargé des obligations de la nation et revêtu de ses droits.* 56

42	<i>Son devoir à l'égard de la conservation et de la perfection de la nation.</i>	56
43	<i>Ses droits à cet égard.</i>	ibid.
44	<i>Il doit connaître sa nation.</i>	57
45	<i>Etendue de son pouvoir , droits de majesté.</i>	ibid.
46	<i>Le prince doit respecter et maintenir les lois fondamentales.</i>	58
47	<i>S'il peut changer les lois non fondamentales.</i>	59
48	<i>Il doit maintenir et observer celles qui subsistent.</i>	ibid.
49	<i>En quel sens il est soumis aux lois.</i>	60
50	<i>Sa personne est sacrée et inviolable.</i>	62
51	<i>Cependant la nation peut réprimer un tyran , et se soustraire à son obéissance.</i>	63
52	<i>Compromis entre le prince et ses sujets.</i>	70
53	<i>Obéissance que les sujets doivent au souverain.</i>	71
54	<i>En quel cas on peut lui résister.</i>	ibid.
55	<i>Des ministres.</i>	75

CHAPITRE V.

Des états électifs , successifs ou héréditaires , et de ceux qu'on appelle patrimoniaux.

§. 56.	<i>Des états électifs.</i>	p. 76
57	<i>Si les rois électifs sont de véritables souverains.</i>	77
58	<i>Des états successifs et héréditaires : origine du droit de succession.</i>	ibid.
59	<i>Autre origine qui revient à la même.</i>	78
60	<i>Autres sources qui reviennent encore à la même.</i>	ibid.
61	<i>La nation peut changer l'ordre de succession.</i>	79

T A B L E.

xxxix

62	<i>Des renonciations.</i>	81
63	<i>L'ordre de succession doit ordinairement être gardé.</i>	82
64	<i>Des régens.</i>	84
65	<i>Indivisibilité des souverainetés.</i>	ibid.
66	<i>A qui appartient le jugement des contestations sur la succession à une souveraineté.</i>	85
67	<i>Que le droit à la succession ne doit point dé- pendre du jugement d'une puissance étran- gère.</i>	89
68	<i>Des états appelés patrimoniaux.</i>	92
69	<i>Toute véritable souveraineté est aliénable.</i>	93
70	<i>Devoir du prince qui peut nommer son succes- seur.</i>	96
71	<i>La ratification , au moins tacite , de l'état y est nécessaire.</i>	97

C H A P I T R E V I.

Principaux objets d'un bon gouvernement.

1.^o *Pourvoir aux besoins de la nation.*

§. 72	<i>Le but de la société marque au souverain ses devoirs. 1.^o Il doit procurer l'abondance.</i>	p. 98
73	<i>Prendre soin qu'il y ait un nombre suffisant d'ouvriers.</i>	99
74	<i>Empêcher la sortie de ceux qui sont utiles.</i>	ibid.
75	<i>Des émissaires qui les débauchent.</i>	100
76	<i>On doit encourager le travail et l'industrie.</i>	101

CHAPITRE VII.

De la culture des terres.

§. 77	Utilité du labourage.	p. 102
78	Police nécessaire à cet égard : pour la distribution des terres.	ibid.
79	Pour la protection des laboureurs.	103
80	On doit mettre en honneur le labourage.	ibid.
81	Obligation naturelle de cultiver la terre.	104
82	Des greniers publics.	106

CHAPITRE VIII.

Du commerce.

§. 83	Du commerce intérieur et extérieur.	p. 107
84	Utilité du commerce intérieur.	ibid.
85	Utilité du commerce extérieur.	108
86	Obligation de cultiver le commerce intérieur.	109
87	Obligation de cultiver le commerce extérieur.	ibid.
88	Fondement du droit de commerce. Du droit d'acheter.	110
89	Du droit de vendre.	111
90	Prohibition des marchandises étrangères.	112
91	Nature du droit d'acheter.	113
92	C'est à chaque nation de voir comment elle veut exercer le commerce.	114
93	Comment on acquiert un droit parfait à un commerce étranger.	115
94	De la simple permission du commerce.	ibid.
95	Si les droits touchant le commerce sont sujets à la prescription.	116

T A B L E.

xli

96	<i>Imprescriptibilité de ceux qui sont fondés sur un traité.</i>	119
97	<i>Du monopole et des compagnies de commerce exclusif.</i>	120
98	<i>Balance du commerce , attention du gouvernement à cet égard.</i>	122
99	<i>Des droits d'entrée.</i>	ibid.

C H A P I T R E I X.

Du soin des chemins publics , et des droits de péage.

§. 100	<i>Utilité des grands chemins , des canaux , etc.</i>	p. 123
101	<i>Devoirs du gouvernement à cet égard.</i>	124
102	<i>De ses droits à ce même égard.</i>	ibid.
103	<i>Fondement du droit de péage.</i>	125
104	<i>Abus de ce droit.</i>	ibid.

C H A P I T R E X.

De la monnaie et du change.

§. 105	<i>Etablissement de la monnaie.</i>	p. 127
106	<i>Devoirs de la nation , ou du prince , à l'égard de la monnaie.</i>	ibid.
107.	<i>De ses droits à cet égard.</i>	130
108	<i>Injure qu'une nation peut faire à l'autre , au sujet de la monnaie.</i>	131
109.	<i>Du change et des lois du commerce.</i>	132

C H A P I T R E X I.

Second objet d'un bon gouvernement , procurer
la vraie félicité de la nation.

§. 110	<i>Une nation doit travailler à sa propre félicité.</i>	p. 132
111	<i>Instruction.</i>	133
112	<i>Education de la jeunesse.</i>	134
113	<i>Des sciences et des arts.</i>	135
114	<i>De la liberté de philosopher.</i>	137
115	<i>On doit inspirer l'amour de la vertu et l'horreur du vice.</i>	140
116	<i>La nation connaîtra en cela l'intention de ceux qui la gouvernent.</i>	141
117	<i>L'état ou la personne publique doit en particulier perfectionner son entendement et sa volonté.</i>	143
118	<i>Et diriger au bien de la société les lumières et les vertus des citoyens.</i>	144
119	<i>Amour de la patrie.</i>	145
120	<i>Dans les particuliers.</i>	146
121	<i>Dans la nation ou l'état lui-même , et dans le souverain.</i>	ibid.
122	<i>Définition du mot patrie.</i>	147
123	<i>Combien il est honteux et criminel de nuire à sa patrie.</i>	148
124	<i>Gloire des bons citoyens , exemples.</i>	ibid.

C H A P I T R E X I I.

De la piété et de la religion.

§. 125	<i>De la piété.</i>	pag. 150
126	<i>Elle doit être éclairée.</i>	151

TABLE.

xliij

127	<i>De la religion ; intérieure , extérieure.</i>	152
128	<i>Droits des particuliers ; liberté des consciences.</i>	ibid.
129	<i>Etablissement public de la religion ; devoirs et droits de la nation.</i>	154
130	<i>Lorsqu'il n'y a point encore de religion autorisée.</i>	ibid.
131	<i>Lorsqu'il y en a une établie par les lois.</i>	156
132	<i>Des devoirs et des droits du souverain à l'égard de la religion.</i>	157
133	<i>Dans le cas où il y a une religion établie par les lois.</i>	159
134	<i>Objet de ses soins , et moyens qu'il doit employer.</i>	161
135	<i>De la tolérance.</i>	162
136	<i>Ce que doit faire le prince , quand la nation veut changer la religion.</i>	163
137	<i>La différence de religion ne dépouille point le prince de sa couronne.</i>	164
138	<i>Conciliation des droits et des devoirs du souverain avec ceux des sujets.</i>	165
139	<i>Le souverain doit avoir inspection sur les affaires de la religion , et autorité sur ceux qui l'enseignent.</i>	166
140	<i>Il doit empêcher que l'on n'abuse de la religion reçue.</i>	169
141	<i>Autorité du souverain sur les ministres de la religion.</i>	170
142	<i>Nature de cette autorité.</i>	171
143	<i>Règle à observer à l'égard des ecclésiastiques.</i>	ibid.
144	<i>Récapitulation des raisons qui établissent les droits du souverain en fait de religion , avec des autorités et des exemples.</i>	173
145	<i>Pernicieuses conséquences du sentiment contraire.</i>	175
146	<i>Détail des abus. 1.º La puissance des papes.</i>	177

147	2. ^o Des emplois importans conférés par une puissance étrangère.	181
148	3. ^o Sujets puissans dépendans d'une cour étrangère.	ibid.
149	4. ^o Célibat des prêtres, couvens.	183
150	5. ^o Prétentions énormes du clergé, prééminence.	185
151	6. ^o Indépendances, immunités.	186
152	7. ^o Immunité des biens d'église.	190
153	8. ^o Excommunication des gens en place.	191
154	9. ^o Et des souverains eux-mêmes.	192
155	10. ^o Le clergé tirant tout à lui, et troublant l'ordre de la justice.	195
156	11. ^o Argent attiré à Rome.	197
157	12. ^o Lois et pratiques contraires au bien de l'état.	198

CHAPITRE XIII.

De la justice et de la police.

§. 158	Une nation doit faire régner la justice,	p. 199
159	Etablir de bonnes lois.	200
160	Les faire observer.	201
161	Fonctions et devoirs du prince en cette matière.	ibid.
162	Comment il doit rendre la justice.	202
163	Il doit établir des juges intègres et éclairés.	203
164	Les tribunaux ordinaires doivent juger des causes du fisc.	204
165	On doit établir des tribunaux souverains qui jugent définitivement.	205
166	Le prince doit garder les formes de la justice.	206
167	Le prince doit maintenir l'autorité des juges, et faire exécuter leurs sentences.	207

T A B L E.		xl
168	<i>De la justice attributive ; distribution des emplois et des récompenses.</i>	207
169	<i>Punition des coupables ; fondement du droit de punir.</i>	209
170	<i>Des lois criminelles.</i>	210
171	<i>De la mesure des peines.</i>	211
172	<i>De l'exécution des lois.</i>	213
173	<i>Du droit de faire grâce.</i>	214
174	<i>De la police.</i>	215
175	<i>Du duel , ou des combats singuliers.</i>	ibid.
176	<i>Moyens d'arrêter ce désordre.</i>	216

C H A P I T R E X I V.

Troisième objet d'un bon gouvernement ; se fortifier contre les attaques du dehors.

§. 177	<i>Une nation doit se fortifier contre les attaques du dehors.</i>	p. 222
178	<i>De la puissance d'une nation.</i>	ibid.
179	<i>Multipliation des citoyens.</i>	223
180	<i>De la valeur.</i>	226
181	<i>Des autres vertus militaires.</i>	227
182	<i>Des richesses.</i>	228
183	<i>Revenus de l'état , et impôts.</i>	229
184	<i>La nation ne doit pas augmenter sa puissance par des moyens illicites.</i>	ibid.
185	<i>La puissance est relative à celle d'autrui.</i>	230

C H A P I T R E X V.

De la gloire d'une nation.

§. 186	<i>Combien la gloire est avantageuse.</i>	p. 231
187	<i>Devoir de la nation. Comment la véritable gloire s'acquiert.</i>	ibid.

188	<i>Devoir du prince.</i>	232
189	<i>Exemple des Suisses.</i>	235
190	<i>Attaquer la gloire d'une nation , c'est lui faire injure.</i>	236

CHAPITRE XVI.

De la protection recherchée par une nation , et de sa soumission volontaire à une puissance étrangère.

§. 191	<i>De la protection.</i>	p. 237
192	<i>Soumission volontaire d'une nation à une autre.</i>	ibid.
193	<i>Diverses espèces de soumission.</i>	238
194	<i>Droit des citoyens quand la nation se soumet à une puissance étrangère.</i>	239
195	<i>Ces pactes annullés par défaut de protection.</i>	240
196	<i>Ou par l'infidélité du protégé.</i>	241
198	<i>Et par les entreprises du protecteur.</i>	ibid.
199	<i>Comment le droit de la nation protégée se perd par son silence.</i>	242

CHAPITRE XVII.

Comment un peuple peut se séparer de l'état dont il est membre , ou renoncer à l'obéissance de son souverain quand il n'est pas protégé.

§. 200	<i>Différence entre le cas présent et ceux du chapitre précédent.</i>	p. 243
201	<i>Devoir des membres d'un état , ou des sujets d'un prince qui sont en danger.</i>	245
202	<i>Leur droit quand ils sont abandonnés.</i>	246

218	<i>Du domicile.</i>	259
219	<i>Des vagabonds.</i>	260
220	<i>Si l'on peut quitter sa patrie.</i>	ibid.
221	<i>Comment on peut s'en absenter pour un temps.</i>	263
222	<i>Variation des lois politiques à cet égard.</i>	ibid.
	<i>Il faut leur obéir.</i>	ibid.
223	<i>Des cas où un citoyen est en droit de quitter sa patrie.</i>	265
224	<i>Des émigrans.</i>	266
225	<i>Sources de leur droit.</i>	267
226	<i>Si le souverain viole leur droit, il leur fait injure.</i>	268
227	<i>Des supplians.</i>	ibid.
228	<i>De l'exil et du bannissement.</i>	269
229	<i>Les exilés et les bannis ont droit d'habiter quelque part.</i>	270
230	<i>Nature de ce droit.</i>	271
231	<i>Devoir des nations envers eux.</i>	272
232	<i>Une nation ne peut les punir pour des fautes commises hors de son territoire.</i>	273
233	<i>Si ce n'est pour celles qui intéressent la sûreté du genre humain.</i>	ibid.

CHAPITRE XX.

Des biens publics, communs et particuliers.

§. 234.	<i>De ce que les Romains appelaient res communes.</i>	p. 275
235	<i>Totalité des biens de la nation, et leur division.</i>	ibid.
236	<i>Deux manières d'acquérir des biens publics.</i>	276
237	<i>Les revenus des biens publics sont naturellement à la disposition du souverain.</i>	277
		238 La

T A B L E.

xlii

238	<i>La nation peut lui céder l'usage et la propriété des biens communs.</i>	278
239	<i>Elle peut lui en attribuer le domaine et s'en réserver l'usage.</i>	ibid.
240	<i>Des impôts.</i>	279
241	<i>La nation peut se réserver le droit de les établir.</i>	ibid.
242	<i>Du souverain qui a ce pouvoir.</i>	280
243	<i>Devoir du prince à l'égard des impôts.</i>	281
244	<i>Du domaine éminent attaché à la souveraineté.</i>	ibid.
245	<i>De l'empire sur les choses publiques.</i>	283
246	<i>Le supérieur peut faire des lois sur l'usage des biens communs.</i>	ibid.
247	<i>De l'aliénation des biens de communauté.</i>	284
248	<i>De l'usage des biens communs.</i>	286
249	<i>Manière dont chacun doit en jouir.</i>	ibid.
250	<i>Du droit de prévention dans leur usage.</i>	287
251	<i>Du même droit, dans un autre cas.</i>	ibid.
252	<i>De la conservation et de la réparation des biens communs.</i>	288
253	<i>Devoir et droit du souverain à cet égard.</i>	289
254	<i>Des biens particuliers.</i>	ibid.
255	<i>Le souverain peut les soumettre à une police.</i>	290
256	<i>Des héritages.</i>	291

C H A P I T R E X X I.

*De l'aliénation des biens publics ou du domaine,
et de celle d'une partie de l'état*

§. 257	<i>La nation peut aliéner ses biens publics.</i>	p. 292
258	<i>Devoirs d'une nation à cet égard.</i>	ibid.

259	<i>Ceux du prince.</i>	293
260	<i>Il ne peut aliéner les biens publics.</i>	ibid.
261	<i>La nation peut lui en donner le droit.</i>	294
262	<i>Règles à ce sujet , pour les traités de nation à nation.</i>	295
263	<i>De l'aliénation d'une partie de l'état.</i>	296
264	<i>Droit de ceux qu'on veut démembler.</i>	297
265	<i>Si le prince a le pouvoir de démembler l'état.</i>	298

C H A P I T R E X X I I.

Des fleuves , des rivières et des lacs.

§. 266	<i>D'un fleuve qui sépare deux territoires.</i>	p. 300
267	<i>Du lit d'une rivière qui tarit , ou qui prend son cours ailleurs.</i>	302
268	<i>Du droit d'alluvion.</i>	303
269	<i>Si l'alluvion apporte quelque changement aux droits sur le fleuve.</i>	304
270	<i>De ce qui arrive quand le fleuve change son cours.</i>	305
271	<i>Des ouvrages tendans à détourner le courant.</i>	306
272	<i>Ou en général préjudiciables aux droits d'autrui.</i>	ibid.
273	<i>Règles au sujet de deux droits qui sont en contradiction.</i>	307
274	<i>Des lacs.</i>	308
275	<i>Des accroissemens d'un lac.</i>	309
276	<i>Des atterrissemens formés sur le bord d'un lac.</i>	312
277	<i>Du lit d'un lac desséché.</i>	ibid.
278	<i>De la juridiction sur les lacs et les rivières.</i>	ibid.

CHAPITRE XXIII.

De la mer.

- §. 279 *De la mer et de son usage.* p. 313
 280 *Si la mer peut être occupée et soumise à la domination.* ibid.
 281 *Personne n'est en droit de s'approprier l'usage de la pleine mer.* 314
 282 *La nation qui veut en exclure une autre, lui fait injure.* 315
 283 *Elle fait même injure à toutes les nations.* 316
 284 *Elle peut acquérir un droit exclusif par des traités.* ibid.
 285 *Mais non par prescription et par un long usage.* 317
 286 *Si ce n'est en vertu d'un pacte tacite.* ibid.
 287 *La mer près des côtes peut être soumise à la propriété.* 318
 288 *Autre raison de s'approprier la mer voisine des côtes.* 319
 289 *Jusqu'où cette possession peut s'étendre.* 321
 290 *Des rivages et des ports.* 323
 291 *Des bayes et des détroits.* 324
 292 *Des détroits en particulier.* ibid.
 293 *Du droit de naufrage.* 325
 294 *D'une mer enclavée dans les terres d'une nation.* 326
 295 *Les parties de la mer occupées par une puissance sont de sa juridiction.* 327

L I V R E I I.

De la nation considérée dans ses relations
avec les autres.

C H A P I T R E I.

Des devoirs communs d'une nation envers les
autres , ou des offices de l'humanité entre les
nations.

- §. 1. **F**ondement des devoirs communs et mutuels
des nations. p. 1
- 2 Offices d'humanité et leur fondement. 4
- 3 Principe général de tous les devoirs mutuels
des nations. 5
- 4 Devoirs d'une nation pour la conservation des
autres. 6
- 5 Elle doit assister un peuple désolé par la
famine et par d'autres calamités. 8
- 6 Contribuer à la perfection des autres. 9
- 7 Mais non point par force. 10
- 8 Du droit de demander les offices d'humanité. 12
- 9 Du droit de juger si on peut les accorder. ibid.
- 10 Une nation n'en peut contraindre une autre à lui
rendre ces offices , dont le refus n'est pas une
injure. 13
- 11 De l'amour mutuel des nations. 14
- 12 Chacune doit cultiver l'amitié des autres. ibid.
- 13 Se perfectionner en vue de l'utilité des autres ,
et leur donner de bons exemples. 15

T A B L E.

14	Prendre soin de leur gloire.	15
15	La différence de religion ne doit pas empêcher de rendre les offices d'humanité.	16
16	Règle et mesure des offices d'humanité.	17
17	Limitation particulière à l'égard du prince.	20
18	Aucune nation ne doit léser les autres.	21
19	Des offenses.	23
20	Mauvaise coutume des anciens.	24

C H A P I T R E I I.

Du commerce mutuel des nations.

§. 21	Obligation générale des nations de commercer ensemble.	p. 25
22	Elles doivent favoriser le commerce.	26
23	De la liberté du commerce.	27
24	Du droit de commercer qui appartient aux nations.	ibid.
25	C'est à chacune de juger si elle est dans le cas d'exercer le commerce.	28
26	Nécessité des traités de commerce.	29
27	Règle générale sur ces traités.	30
28	Devoir des nations qui font ces traités.	ibid.
29	Traités perpétuels, ou à temps, ou révocables à volonté.	31
30	On ne peut rien accorder à un tiers contre la teneur d'un traité.	32
31	Comment il est permis de s'ôter par un traité la liberté de commercer avec d'autres peuples.	ibid.
32	Une nation peut restreindre son commerce en faveur d'une autre.	33
33	Elle peut s'approprier un commerce.	34
34	Des consuls.	36

C H A P I T R E I I I.

De la dignité et de l'égalité des nations , des titres et autres marques d'honneur.

§. 35 *De la dignité des nations ou états souverains.*

p. 39

36 *De leur égalité.*

40

37 *De la préséance.*

ibid.

38 *La forme du gouvernement n'y fait rien.*

41

39 *Un état doit garder son rang , malgré le changement dans la forme du gouvernement.*

ibid.

40 *Il faut observer à cet égard les traités et l'usage établi.*

42

41 *Du nom et des honneurs attribués par la nation à son conducteur.*

44

42 *Si le souverain peut s'attribuer le titre et les honneurs qu'il veut.*

46

43 *Du droit des autres nations à cet égard.*

ibid.

44 *De leur devoir.*

47

45 *Comment on peut s'assurer les titres et les honneurs.*

48

46 *On doit se conformer à l'usage général.*

49

47 *Des égards mutuels que les souverains se doivent.*

ibid.

48 *Comment un souverain doit maintenir sa dignité.*

51

CHAPITRE IV.

Du droit de sureté , et des effets de la souveraineté et de l'indépendance des nations.

- §. 49 *Du droit de sureté.* p. 52
 50 *Il produit le droit de résister.* 53
 51 *Et celui de poursuivre la réparation.* ibid.
 52 *Et le droit de punir.* ibid.
 53 *Droit de tous les peuples contre une nation malfaisante.* 54
 54 *Aucune nation n'est en droit de se mêler du gouvernement d'une autre.* ibid.
 55 *Un souverain ne peut s'ériger en juge de la conduite d'un autre.* 55
 56 *Comment il est permis d'entrer dans la querelle d'un souverain avec son peuple.* 56
 57 *Droit de ne pas souffrir que des puissances étrangères se mêlent des affaires du gouvernement.* 58.
 58 *De ces mêmes droits , à l'égard de la religion.* 59
 59 *Aucune nation ne peut être contrainte à l'égard de la religion.* 61
 60 *Des offices d'humanité en cette matière , des missionnaires.* 62
 61 *Circonspection dont on doit user.* 63
 62 *Ce que peut faire un souverain en faveur de ceux qui professent sa religion dans un autre état.* 64

C H A P I T R E V.

De l'observation de la justice entre les nations.

- §. 63 *Nécessité de l'observation de la justice dans la société humaine.* p. 65
 64 *Obligation de toutes les nations de cultiver et d'observer la justice.* 66
 65 *Droit de ne pas souffrir l'injustice.* 67
 66 *Ce droit est parfait.* ibid.
 67 *Il produit 1.^o Le droit de défense.* 68
 68 *2.^o Celui de se faire rendre justice.* ibid.
 69 *Droit de punir un état injuste.* ibid.
 70 *Droit de toutes les nations contre celle qui méprise ouvertement la justice.* ibid.
-

C H A P I T R E V I.

De la part que la nation peut avoir aux actions de ses citoyens.

- §. 71 *Le souverain doit venger les injures de l'état, et protéger les citoyens.* p. 70
 72 *On ne doit point souffrir que les sujets offensent les autres nations ou leurs citoyens.* 71
 73 *On ne peut imputer à la nation les actions des particuliers.* 72
 74 *A moins qu'elle ne les approuve, ou qu'elle ne les ratifie.* ibid.
 75 *Conduite que doit tenir l'offensé.* 73
 76 *Devoir du souverain de l'agresseur.* ibid.
 77 *S'il refuse justice, il prend part à la faute et à l'offense.* 75
 78 *Autre cas où la nation est tenue des faits des citoyens.* ibid.

C H A P I T R E V I I.

Des effets du domaine entre les nations.

- §. 79 *Effet général du domaine.* p. 77
 80 *De ce qui est compris dans le domaine d'une nation.* 78
 81 *Les biens des citoyens sont des biens de la nation à l'égard des nations étrangères.* ibid.
 82 *Conséquence de ce principe.* 79
 83 *Connexion du domaine de la nation avec l'empire.* 80
 84 *Juridiction.* 81
 85 *Effet de la juridiction pour les pays étrangers.* 82
 86 *Des lieux déserts et incultes.* 84
 87 *Devoir de la nation à cet égard.* 85
 88 *Du droit d'occuper les choses qui n'appartiennent à personne.* 86
 89 *Droits accordés à une autre nation.* ibid.
 90 *Il n'est pas permis de chasser une nation du pays qu'elle habite.* 87
 91 *Ni d'étendre par la violence les bornes de son empire.* 88
 92 *Il faut délimiter soigneusement les territoires.* ibid.
 93 *De la violation du territoire.* 89
 94 *De la défense d'entrer dans le territoire.* 90
 95 *D'une terre occupée en même-temps par plusieurs nations.* 91
 96 *D'une terre occupée par un particulier.* ibid.
 97 *Familles indépendantes dans un pays.* 92
 98 *Occupation de certains lieux seulement, ou de certains endroits dans un pays vacant.* 94

CHAPITRE VIII.

Règles à l'égard des étrangers.

§. 99	<i>Idée générale de la conduite que l'état doit tenir envers les étrangers.</i>	p. 94
100	<i>De l'entrée dans le territoire.</i>	95
101	<i>Les étrangers sont soumis aux lois.</i>	96
102	<i>Et punissables suivant les lois.</i>	97
103	<i>Quel est le juge de leurs différends.</i>	ibid.
104	<i>Protection due aux étrangers.</i>	98
105	<i>Leurs devoirs.</i>	99
106	<i>A quelles charges ils sont sujets.</i>	100
107	<i>Les étrangers demeurent membres de leur nation.</i>	ibid.
108	<i>L'état n'a aucun droit sur la personne d'un étranger.</i>	101
109	<i>Ni sur ses biens.</i>	102
110	<i>Quels sont les héritiers d'un étranger.</i>	ibid.
111	<i>Du testament d'un étranger.</i>	103
112	<i>Du droit d'aubaine.</i>	105
113	<i>Du droit de traite-foraine.</i>	107
114	<i>Des immeubles possédés par un étranger.</i>	ibid.
115	<i>Mariages des étrangers.</i>	108

CHAPITRE IX.

Des droits qui restent à toutes les nations, après l'introduction du domaine et de la propriété.

§. 116	<i>Quels sont les droits dont les hommes ne peuvent être privés.</i>	p. 109
--------	--	--------

T A B L E.

lix

117	<i>Du droit qui reste de la communion primitive.</i>	110
118	<i>Du droit qui reste à chaque nation sur ce qui appartient aux autres.</i>	ibid.
119	<i>Du droit de nécessité.</i>	111
120	<i>Du droit de se procurer des vivres par la force.</i>	ibid.
121	<i>Du droit de se servir des choses appartenantes à autrui.</i>	112
122	<i>Du droit d'enlever des femmes.</i>	113
123	<i>Du droit de passage.</i>	114
124	<i>Et de se procurer les choses dont on a besoin.</i>	115
125	<i>Du droit d'habiter dans un pays étranger.</i>	116
126	<i>Des choses d'un usage inépuisable.</i>	117
127	<i>Du droit d'usage innocent.</i>	118
128	<i>De la nature de ce droit en général.</i>	119
129	<i>Et dans les cas non douteux.</i>	ibid.
130	<i>De l'exercice de ce droit entre les nations.</i>	120

C H A P I T R E X.

Comment une nation doit user de son droit de domaine , pour s'acquitter de ses devoirs envers les autres , à l'égard de l'utilité innocente.

§. 131	<i>Devoir général du propriétaire.</i>	p. 121
132	<i>Du passage innocent.</i>	123
133	<i>Des suretés que l'on peut exiger.</i>	124
134	<i>Du passage des marchandises.</i>	ibid.
135	<i>Du séjour dans le pays.</i>	ibid.
136	<i>Comment on doit agir envers les étrangers qui demandent une habitation perpétuelle.</i>	126

- 137 Du droit provenant d'une permission générale. 127
 138 Du droit accordé en forme de bienfait. 128
 139 La nation doit être officieuse. 129
-

CHAPITRE XI.

De l'usucapion et de la prescription entre les nations.

- §. 140 Définition de l'usucapion et de la prescription. p. 130
 141 Que l'usucapion et la prescription sont de droit naturel. 132
 142 De ce qui est requis pour fonder la prescription ordinaire. 135
 143 De la prescription immémoriale. 136
 144 De celui qui allègue les raisons de son silence. 137
 145 De celui qui témoigne suffisamment qu'il ne veut pas abandonner son droit. ibid.
 146 Prescription fondée sur les actions du propriétaire. 138
 147 L'usucapion et la prescription ont lieu entre les nations. ibid.
 148 Il est plus difficile de les fonder entre nations sur un abandonnement présumé. 139
 149 Autres principes qui en font la force. 140
 150 Effets du droit des gens volontaire en cette matière. 141
 151 Du droit des traités, ou de la coutume en cette matière. 142

CHAPITRE XII.

Des traités d'alliance et autres traités publics.

- §. 152 *Ce que c'est qu'un traité.* p. 143
 153 *Des pactions, accords, ou conventions.* ibid.
 154 *Qui sont ceux qui font les traités.* 144
 155 *Si un état protégé peut faire des traités.* 145
 156 *Traités conclus par les mandataires ou plénipotentiaires des souverains.* 146
 157 *De la validité des traités.* 147
 158 *La lésion ne les rend pas nuls.* ibid.
 159 *Devoir des nations en cette matière.* 148
 160 *Nullité des traités pernicioeux à l'état.* ibid.
 161 *Nullité des traités faits pour cause injuste ou déshonnête.* 149
 162 *S'il est permis de faire alliance avec ceux qui ne professent pas la vraie religion.* 150
 163 *Obligation d'observer les traités.* 151
 164 *La violation d'un traité est une injure.* 152
 165 *On ne peut faire des traités contraires à ceux qui subsistent.* 153
 166 *Comment on peut contracter avec plusieurs dans le même objet.* 154
 167 *Le plus ancien allié doit être préféré.* ibid.
 168 *On ne doit aucun secours pour une guerre injuste.* 155
 169 *Division générale des traités. 1.^o De ceux qui concernent des choses déjà dues par le droit naturel.* ibid.
 170 *De la collision de ces traités avec les devoirs envers soi-même.* 156
 171 *Des traités où l'on promet simplement de ne point léser.* 157

172	<i>Traités concernant des choses qui ne sont pas dues naturellement. Des traités égaux.</i>	158
173	<i>Obligation de garder l'égalité dans les traités.</i>	160
174	<i>Différence des traités égaux et des alliances égales.</i>	161
175	<i>Des traités inégaux et des alliances inégales.</i>	162
176	<i>Comment une alliance avec diminution de souveraineté peut annuler des traités précédens.</i>	167
177	<i>On doit éviter autant qu'il se peut de faire de pareilles alliances.</i>	168
178	<i>Devoirs mutuels des nations à l'égard des alliances inégales.</i>	169
179	<i>Dans celles qui sont inégales du côté le plus haut.</i>	170
180	<i>Comment l'inégalité des traités et des alliances peut se trouver conforme à la loi naturelle.</i>	171
181	<i>De l'inégalité imposée par forme de peine.</i>	172
182	<i>Autres espèces dont on a parlé ailleurs.</i>	173
183	<i>Des traites personnels , et des traités réels.</i>	ibid.
184	<i>Le nom des contractans inséré dans le traité , ne le rend pas personnel.</i>	174
185	<i>Une alliance faite par une république est réelle.</i>	175
186	<i>Des traités conclus par des rois ou autres monarques.</i>	176
187	<i>Traites perpétuels ou pour un certain temps.</i>	177
188	<i>Traités faits pour un roi et ses successeurs.</i>	ibid.
189	<i>Traité fait pour le bien du royaume.</i>	ibid.
190	<i>Comment se forme la présomption dans les cas douteux.</i>	178

TABLE.

lxiiij

191	<i>Que l'obligation et le droit résultans d'un traité reel passent aux successeurs.</i>	180
192	<i>Des traités accomplis une fois pour toutes, et consommés.</i>	181
193	<i>Des traites déjà accomplis d'une part.</i>	183
194	<i>L'alliance personnelle expire, si l'un des contractans cesse de régner.</i>	186
195	<i>Traites personnels de leur nature.</i>	ibid.
196	<i>D'une alliance faite pour la defense du roi et de la famille royale.</i>	187
197	<i>A quoi oblige une alliance réelle, quand le roi allié est chassé du trône.</i>	189

CHAPITRE XIII.

De la dissolution et du renouvellement des traités.

§. 198	<i>Extinction des alliances à termes.</i>	p. 191
199	<i>Du renouvellement des traités.</i>	192
200	<i>Comment un traité se rompt, quand il est violé par l'un des contractans.</i>	194
201	<i>La violation d'un traité n'en rompt pas un autre.</i>	ibid.
202	<i>Que la violation d'un article dans un traité peut en opérer la rupture dans tous.</i>	195
203	<i>Le traité perit avec l'un des contractans.</i>	197
204	<i>Des alliances d'un état qui a passé ensuite sous la protection d'un autre.</i>	199
205	<i>Traites rompus d'un commun accord.</i>	200

C H A P I T R E X I V.

Des autres conventions publiques , de celles qui sont faites par les puissances inférieures , en particulier de l'accord appelé en latin *sponsio* , et des conventions du souverain avec les particuliers.

§. 206	<i>Des conventions faites par les souverains.</i>	p. 201
207	<i>De celles qui se font par des puissances subalternes.</i>	202
208	<i>Des traités faits par une personne publique , sans ordre du souverain , ou sans pouvoir suffisant.</i>	203
209	<i>De l'accord appelé <i>sponsio</i>.</i>	204
210	<i>L'état n'est point lié par un semblable accord.</i>	206
211	<i>A quoi est tenu le promettant quand il est désavoué.</i>	207
212	<i>A quoi est tenu le souverain.</i>	213
213	<i>Des contrats privés du souverain.</i>	219
214	<i>De ceux qu'il fait au nom de l'état avec des particuliers.</i>	ibid.
215	<i>Ils obligent la nation et les successeurs.</i>	220
216	<i>Des dettes du souverain et de l'état.</i>	221
217	<i>Des donations du souverain.</i>	223

C H A P I T R E X V.

De la foi des traités.

§. 218	<i>De ce qui est sacré parmi les nations.</i>	p. 224
219	<i>Les traités sont sacrés entre les nations.</i>	225

TABLE.

lxv

220	<i>La foi des traités est sacrée.</i>	226
221	<i>Celui qui viole ses traités viole le droit des gens.</i>	ibid.
222	<i>Droit des nations contre celui qui méprise la foi des traités.</i>	227
223	<i>Atteintes données par les papes au droit des gens.</i>	228
224	<i>Cet abus autorisé par les princes.</i>	230
225	<i>Usage du serment dans les traités : il n'en constitue point l'obligation.</i>	231
226	<i>Il n'en change point la nature.</i>	233
227	<i>Il ne donne point de prérogative à un traité sur les autres.</i>	ibid.
228	<i>Il ne peut donner force à un traité invalide.</i>	234
229	<i>Des asseverations.</i>	ibid.
230	<i>La foi des traités ne dépend point de la différence de religion.</i>	235
231	<i>Précautions à prendre en dressant les traités.</i>	ibid.
232	<i>Des subterfuges dans les traités.</i>	236
233	<i>Combien une interprétation manifestement fausse est contraire à la foi des traités.</i>	ibid.
234	<i>De la foi tacite.</i>	238

CHAPITRE XVI.

Des suretés données pour l'observation des traités.

§. 235	<i>De la garantie.</i>	p. 240
236	<i>Elle ne donne aucun droit au garant d'intervenir dans l'exécution du traité, sans en être requis.</i>	241
237	<i>Nature de l'obligation qu'elle impose.</i>	242
238	<i>La garantie ne peut nuire au droit d'un tiers.</i>	243

239	<i>Durée de la garantie.</i>	244
240	<i>Des traités de cautionnement.</i>	ibid.
241	<i>Des gages, des engagements, des hypothèques.</i>	ibid.
242	<i>Des droits d'une nation sur ce qu'elle tient en engagement.</i>	245
243	<i>Comment elle est obligée de le restituer.</i>	246
244	<i>Comment elle peut se l'approprier.</i>	247
245	<i>Des otages.</i>	ibid.
246	<i>Quel droit on a sur les otages.</i>	248
247	<i>La liberté seule des otages est engagée.</i>	249
248	<i>Quand on doit les renvoyer.</i>	ibid.
249	<i>S'ils peuvent être retenus pour un autre sujet.</i>	250
250	<i>Ils peuvent l'être pour leurs propres faits.</i>	252
251	<i>De l'entretien des otages.</i>	ibid.
252	<i>Un sujet ne peut refuser d'aller en otage.</i>	ibid.
253	<i>De la qualité des otages.</i>	253
254	<i>Ils ne doivent point s'enfuir.</i>	254
255	<i>Si l'otage qui meurt doit être remplacé.</i>	255
256	<i>De celui qui prend la place d'un otage.</i>	ibid.
257	<i>D'un otage qui parvient à la couronne.</i>	256
258	<i>L'engagement de l'otage finit avec le traité.</i>	257
259	<i>La violation du traité fait injure aux otages.</i>	ibid.
260	<i>Sort de l'otage, quand celui qui l'a donné manque à ses engagements.</i>	258
261	<i>Du droit fondé sur la coutume.</i>	ibid.

C H A P I T R E X V I I.

De l'interprétation des traités.

- §. 262 Qu'il est nécessaire d'établir des règles
d'interprétation. p. 259
- 263 Première maxime générale ; il n'est pas per-
mis d'interpréter ce qui n'a pas besoin d'in-
terprétation. 261
- 264 Deuxième maxime générale : si celui qui
pouvait et devait s'expliquer ne l'a pas fait,
c'est à son dam. 262
- 265 Troisième maxime générale : ni l'un ni
l'autre des contractans n'est en droit d'inter-
préter l'acte à son gré. 263
- 266 Quatrième maxime générale : on prend pour
vrai ce qui est suffisamment déclaré. *ibid.*
- 267 On doit se régler plutôt sur les paroles du
promettant , que sur celles de celui qui sti-
pule. 264
- 268 Cinquième maxime générale : l'interprétation
doit se faire suivant des règles certaines. 265
- 269 La foi des traités oblige à suivre ces règles. 266
- 270 Règle générale d'interprétation. 267
- 271 On doit expliquer les termes conformément
à l'usage commun. 269
- 272 De l'interprétation des traités anciens. 270
- 273 Des chicanes sur les mots. 271
- 274 Règles à ce sujet. 272
- 275 Des réservations mentales. *ibid.*
- 276 De l'interprétation des termes techniques. 273
- 277 Des termes dont la signification admet des
degrés. 274
- 278 De quelques expressions figurées. 275
- 279 Des expressions équivoques. *ibid.*

239	<i>Durée de la garantie.</i>	244
240	<i>Des traités de cautionnement.</i>	ibid.
241	<i>Des gages, des engagements, des hypothèques.</i>	ibid.
242	<i>Des droits d'une nation sur ce qu'elle tient en engagement.</i>	245
243	<i>Comment elle est obligée de le restituer.</i>	246
244	<i>Comment elle peut se l'approprier.</i>	247
245	<i>Des otages.</i>	ibid.
246	<i>Quel droit on a sur les otages.</i>	248
247	<i>La liberté seule des otages est engagée.</i>	249
248	<i>Quand on doit les renvoyer.</i>	ibid.
249	<i>S'ils peuvent être retenus pour un autre sujet.</i>	250
250	<i>Ils peuvent l'être pour leurs propres faits.</i>	252
251	<i>De l'entretien des otages.</i>	ibid.
252	<i>Un sujet ne peut refuser d'aller en otage.</i>	ibid.
253	<i>De la qualité des otages.</i>	253
254	<i>Ils ne doivent point s'enfuir.</i>	254
255	<i>Si l'otage qui meurt doit être remplacé.</i>	255
256	<i>De celui qui prend la place d'un otage.</i>	ibid.
257	<i>D'un otage qui parvient à la couronne.</i>	256
258	<i>L'engagement de l'otage finit avec le traité.</i>	257
259	<i>La violation du traité fait injure aux otages.</i>	ibid.
260	<i>Sort de l'otage, quand celui qui l'a donné manque à ses engagements.</i>	258
261	<i>Du droit fondé sur la coutume.</i>	ibid.

C H A P I T R E X V I I.

De l'interprétation des traités.

- §. 262 Qu'il est nécessaire d'établir des règles
d'interprétation. p. 259
- 263 Première maxime générale ; il n'est pas per-
mis d'interpréter ce qui n'a pas besoin d'in-
terprétation. 261
- 264 Deuxième maxime générale : si celui qui
pouvait et devait s'expliquer ne l'a pas fait,
c'est à son dam. 262
- 265 Troisième maxime générale : ni l'un ni
l'autre des contractans n'est en droit d'inter-
préter l'acte à son gré. 263
- 266 Quatrième maxime générale : on prend pour
vrai ce qui est suffisamment déclaré. *ibid.*
- 267 On doit se régler plutôt sur les paroles du
promettant , que sur celles de celui qui sti-
pule. 264
- 268 Cinquième maxime générale : l'interprétation
doit se faire suivant des règles certaines. 265
- 269 La foi des traités oblige à suivre ces règles. 266
- 270 Règle générale d'interprétation. 267
- 271 On doit expliquer les termes conformément
à l'usage commun. 269
- 272 De l'interprétation des traités anciens. 270
- 273 Des chicanes sur les mots. 271
- 274 Règles à ce sujet. 272
- 275 Des réservations mentales. *ibid.*
- 276 De l'interprétation des termes techniques. 273
- 277 Des termes dont la signification admet des
degrés. 274
- 278 De quelques expressions figurées. 275
- 279 Des expressions équivoques. *ibid.*

280	<i>Règle pour ces deux cas.</i>	276
281	<i>Ce n'est point une nécessité de ne donner à un terme que le même sens , dans un même acte.</i>	278
282	<i>On doit rejeter toute interprétation qui mène à l'absurde.</i>	279
283	<i>Et celle qui rendrait l'acte nul et sans effet.</i>	281
284	<i>Expressions obscures interprétées par d'autres plus claires du même auteur.</i>	283
285	<i>Interprétation fondée sur la liaison du discours.</i>	284
286	<i>Interprétation tirée de la liaison et des rapports des choses mêmes.</i>	285
287	<i>Interprétation fondée sur la raison de l'acte.</i>	287
288	<i>Du cas où plusieurs raisons ont concouru à déterminer la volonté.</i>	289
289	<i>De ce qui fait la raison suffisante d'un acte de la volonté.</i>	290
290	<i>Interprétation extensive prise de la raison de l'acte.</i>	291
291	<i>Des fraudes tendantes à éluder les lois ou les promesses.</i>	293
292	<i>De l'interprétation restrictive.</i>	294
293	<i>Son usage pour éviter de tomber dans l'absurde ou dans ce qui est illicite.</i>	296
294	<i>Ou dans ce qui est trop dur et trop onéreux.</i>	ibid.
295	<i>Comment elle doit resserrer la signification convenablement au sujet.</i>	298
296	<i>Comment le changement survenu dans l'état des choses peut former une exception.</i>	ibid.
297	<i>Interprétation d'un acte dans les cas imprévus.</i>	301
298	<i>De la raison prise de la possibilité , et non de la seule existence d'une chose.</i>	302
299	<i>Des expressions susceptibles d'un sens étendu et d'un sens plus resserré.</i>	303

T A B L E.

Ixi

300	<i>Des choses favorables, et des choses odieuses.</i>	304
301	<i>Ce qui tend à l'utilité commune et à l'égalité est favorable ; le contraire est odieux.</i>	306
302	<i>Ce qui est utile à la société humaine est favorable ; le contraire est odieux.</i>	307
303	<i>Ce qui contient une peine est odieux.</i>	308
304	<i>Ce qui rend un acte nul est odieux.</i>	ibid.
305	<i>Ce qui va à changer l'état présent des choses est odieux ; le contraire est favorable.</i>	309
306	<i>Des choses mixtes.</i>	310
307	<i>Interprétation des choses favorables.</i>	312
308	<i>Interprétation des choses odieuses.</i>	314
309	<i>Exemples.</i>	316
310	<i>Comment on doit interpréter les actes de pure libéralité.</i>	319
311	<i>De la collision des lois ou des traités.</i>	321
312	<i>Première règle pour les cas de collision.</i>	ibid.
313	<i>Deuxième règle.</i>	322
314	<i>Troisième règle.</i>	ibid.
315	<i>Quatrième règle.</i>	324
316	<i>Cinquième règle.</i>	325
317	<i>Sixième règle.</i>	326
318	<i>Septième règle.</i>	ibid.
319	<i>Huitième règle.</i>	328
320	<i>Neuvième règle.</i>	ibid.
321	<i>Dixième règle.</i>	329
322	<i>Remarque générale sur la manière d'observer toutes les règles précédentes.</i>	ibid.

C H A P I T R E X V I I I.

De la manière de terminer les différends entre les nations.

§. 323	<i>Direction générale sur cette matière.</i>	p. 330
324	<i>Toute nation est obligée de donner satisfaction sur les justes griefs d'une autre.</i>	ibid.

325	<i>Comment les nations peuvent abandonner leurs droits et leurs justes griefs.</i>	331
326	<i>Des moyens que la loi naturelle leur recommande pour finir leurs différends ; 1.^o de l'accommodement amiable.</i>	333
327	<i>De la transaction.</i>	334
328	<i>De la médiation.</i>	ibid.
329	<i>De l'arbitrage.</i>	335
330	<i>Des conférences et congrès.</i>	338
331	<i>Distinction des cas évidens et des cas douteux.</i>	339
332	<i>Des droits essentiels et des droits moins importants.</i>	340
333	<i>Comment on a le droit de recourir à la force dans une cause douteuse.</i>	342
334	<i>Et même sans tenter d'autres voies.</i>	ibid.
335	<i>Du droit des gens volontaire en cette matière.</i>	343
336	<i>On doit toujours offrir des conditions équitables.</i>	345
337	<i>Droit du possesseur en matière douteuse.</i>	346
338	<i>Comment on doit poursuivre la réparation d'une injure.</i>	ibid.
339	<i>Du talion.</i>	347
340	<i>Diverses manières de punir sans en venir aux armes.</i>	349
341	<i>De la rétorsion de droit.</i>	ibid.
342	<i>Des représailles.</i>	350
343	<i>De ce qui est requis pour qu'elles soient légitimes.</i>	351
344	<i>Sur quels biens elles s'exercent.</i>	352
345	<i>L'état doit dédommager ceux qui souffrent par des représailles.</i>	353
346	<i>Le souverain seul peut ordonner les représailles.</i>	ibid.
347	<i>Comment elles peuvent avoir lieu contre une nation pour le fait de ses sujets , et en faveur des sujets lésés.</i>	354

T A B L E.

lxxj

348	<i>Mais non en faveur des étrangers.</i>	355
349	<i>Ceux qui ont donné lieu aux représailles doivent dédommager ceux qui en souffrent.</i>	357
350	<i>De ce qui peut passer pour un refus de faire justice.</i>	358
351	<i>Sujets arrêtés par représailles.</i>	359
352	<i>Droit contre ceux qui s'opposent aux représailles.</i>	360
353	<i>De justes représailles ne donnent point un juste sujet de guerre.</i>	361
354	<i>Comment on doit se borner aux représailles, ou en venir enfin à la guerre.</i>	ibid.

L I V R E I I I.

De la guerre.

C H A P I T R E I.

*De la guerre et de ses différentes espèces ,
et du droit de faire la guerre.*

§. 1	<i>D</i> éfinition de la guerre.	page 1
2	<i>De la guerre publique.</i>	2
3	<i>Du droit de faire la guerre.</i>	ibid.
4	<i>Il n'appartient qu'à la puissance souveraine.</i>	3
5	<i>De la guerre défensive et de la guerre offensive.</i>	5

C H A P I T R E I I.

De ce qui sert à faire la guerre , de la levée des troupes , etc. , de leurs commandans , ou des puissances subalternes dans la guerre.

§. 6	<i>Des instrumens de la guerre.</i>	p. 6
7	<i>Du droit de lever des troupes.</i>	7
8	<i>Obligation des citoyens ou sujets.</i>	8
9	<i>Enrôlemens , levée des troupes.</i>	9
10	<i>S'il y a des exemptions de porter les armes.</i>	ibid.
11	<i>Soldé et logement des gens de guerre.</i>	12
12	<i>Des hôpitaux et hôtels d'invalides.</i>	13
13	<i>Des soldats mercenaires.</i>	14
14	<i>Ce qu'il faut observer dans leurs engagements.</i>	17
15	<i>Des enrôlemens en pays étrangers.</i>	ibid.
16	<i>Obligation des soldats.</i>	19
17	<i>Des lois militaires.</i>	ibid.
18	<i>De la discipline militaire.</i>	20
19	<i>Des puissances subalternes dans la guerre.</i>	ibid.
20	<i>Comment leurs promesses obligent le souverain.</i>	22
21	<i>En quels cas leurs promesses ne lient qu'elles seules.</i>	23
22	<i>De celle qui s'attribue un pouvoir qu'elle n'a pas.</i>	ibid.
23	<i>Comment elles obligent leurs inférieurs.</i>	24

C H A P I T R E I I I.

Des justes causes de la guerre.

§. 24	<i>Que la guerre ne doit point être entreprise sans de très-fortes raisons.</i>	p. 24
25	<i>Des</i>	

TABLE.

lxxiiij

25	<i>Des raisons justificatives et des motifs de faire la guerre.</i>	25
26	<i>Quelle est en général la juste cause de la guerre.</i>	26
27	<i>Quelle guerre est injuste.</i>	27
28	<i>Du but de la guerre.</i>	28
29	<i>Les raisons justificatives et les motifs honnêtes doivent concourir pour faire entreprendre la guerre.</i>	29
30	<i>Des motifs honnêtes et des motifs vicieux. ibid.</i>	
31	<i>Guerre dont le sujet est légitime et les motifs vicieux.</i>	30
32	<i>Des prétextes.</i>	32
33	<i>Guerre entreprise pour la seule utilité.</i>	33
34	<i>Des peuples qui font la guerre sans raisons et sans motifs apparens.</i>	ibid.
35	<i>Comment la guerre défensive est juste ou injuste.</i>	34
36	<i>Comment elle peut devenir juste contre une offensive qui était juste dans son principe.</i>	35
37	<i>Comment la guerre offensive est juste dans une cause évidente.</i>	36
38	<i>Et dans une cause douteuse.</i>	37
39	<i>La guerre ne peut être juste des deux côtés.</i>	38
40	<i>Quand réputée cependant pour légitime. ibid.</i>	
41	<i>Guerre entreprise pour punir une nation.</i>	39
42	<i>Si l'accroissement d'une puissance voisine peut autoriser à lui faire la guerre.</i>	40
43	<i>Seul et par lui-même il ne peut en donner le droit.</i>	42
44	<i>Comment les apparences du danger donnent ce droit.</i>	43
45	<i>Autre cas plus évident.</i>	47
46	<i>Autres moyens toujours permis pour se mettre en garde contre une grande puissance.</i>	48
47	<i>De l'équilibre politique.</i>	50

d

48	<i>Moyens de le maintenir.</i>	50
49	<i>Comment on peut contenir, ou même affaiblir celui qui rompt l'équilibre.</i>	52
50	<i>Conduite que l'on peut tenir avec un voisin qui fait des préparatifs de guerre.</i>	54

C H A P I T R E I V.

De la déclaration de guerre , et de la guerre en forme.

§. 51	<i>Déclaration de guerre , et sa nécessité.</i>	p. 57
52	<i>Ce qu'elle doit contenir.</i>	59
53	<i>Elle est simple ou conditionnelle.</i>	ibid.
54	<i>Le droit de faire la guerre tombe par l'offre de conditions équitables.</i>	60
55	<i>Formalités de la déclaration de guerre.</i>	ibid.
56	<i>Autres raisons qui en rendent la publication nécessaire.</i>	61
57	<i>La guerre défensive n'a pas besoin de déclaration.</i>	62
58	<i>En quel cas on peut l'omettre dans une guerre offensive.</i>	ibid.
59	<i>On ne peut point l'omettre par représailles.</i>	63
60	<i>Du temps de la déclaration.</i>	ibid.
61	<i>Devoirs des habitans , dans le cas où une armée étrangère entre dans le pays avant que de déclarer la guerre.</i>	64
62	<i>Commencement des hostilités.</i>	ibid.
63	<i>Conduite que l'on doit tenir envers les sujets de l'ennemi qui se trouvent dans le pays lors de la déclaration de guerre.</i>	65
64	<i>Publication de la guerre , manifestes.</i>	66
65	<i>Décence et modération que l'on doit garder dans les manifestes.</i>	68

T A B L E.

lxxv

- 66 *Ce que c'est que la guerre légitime et dans les formes.* ibid.
 67 *Il faut la distinguer de la guerre informe et illégitime.* 69
 68 *Fondement de cette distinction.* 70
-

C H A P I T R E V.

De l'ennemi , et des choses appartenantes à l'ennemi.

- §. 69 *Ce que c'est que l'ennemi.* p. 72
 70 *Tous les sujets de deux états qui se font la guerre sont ennemis.* 73
 71 *Et demeurent tels en tous lieux.* ibid.
 72 *Si les femmes et les enfans sont au nombre des ennemis.* 74
 73 *Des choses appartenantes à l'ennemi.* ibid.
 74 *Elles demeurent telles par-tout.* ibid.
 75 *Des choses neutres qui se trouvent chez l'ennemi.* 75
 76 *Des fonds possédés par des étrangers en pays ennemi.* ibid.
 77 *Des choses dues par un tiers à l'ennemi.* 76
-

C H A P I T R E V I.

Des associés de l'ennemi , des sociétés de guerre , des auxiliaires , des subsides.

- §. 78 *Des traités relatifs à la guerre.* p. 78
 79 *Des alliances défensives et des alliances offensives.* ibid.
 80 *Différence des sociétés de guerre et des traités de secours.* 79
 81 *Des troupes auxiliaires.* 80

d 2

82	<i>Des subsides.</i>	80
83	<i>Comment il est permis à une nation de donner du secours à une autre.</i>	81
84	<i>Et de faire des alliances pour la guerre.</i>	82
85	<i>Des alliances qui se font avec une nation actuellement en guerre.</i>	ibid.
86	<i>Clause tacite en toute alliance de guerre.</i>	83
87	<i>Refuser du secours pour une guerre injuste , ce n'est pas rompre l'alliance.</i>	84
88	<i>Ce que c'est que le casus fœderis.</i>	85
89	<i>Il n'existe jamais pour une guerre injuste.</i>	ibid.
90	<i>Comment il existe pour une guerre défensive.</i>	ibid.
91	<i>Et dans un traité de garantie.</i>	86
92	<i>On ne doit pas le secours , quand on est hors d'état de le fournir , ou quand le salut public serait exposé.</i>	ibid.
93	<i>De quelques autres cas , et de celui où deux confédérés de la même alliance se font la guerre.</i>	88
94	<i>De celui qui refuse les secours dus en vertu d'une alliance.</i>	89
95	<i>Des associés de l'ennemi.</i>	ibid.
96	<i>Ceux qui font cause commune sont associés de l'ennemi.</i>	91
97	<i>Et ceux qui l'assistent sans y être obligés par des traités.</i>	ibid.
98	<i>Ou qui ont avec lui une alliance offensive.</i>	92
99	<i>Comment l'alliance défensive associe à l'ennemi.</i>	93
100	<i>Autre cas.</i>	94
101	<i>En quel cas elle ne produit point le même effet.</i>	95
102	<i>S'il est besoin de déclarer la guerre aux associés de l'ennemi.</i>	97

C H A P I T R E V I I .

De la neutralité , et du passage des troupes en pays neutre.

§. 103	<i>Des peuples neutres.</i>	p. 99
104	<i>Conduite que doit tenir un peuple neutre.</i>	ibid.
105	<i>Un allié peut fournir le secours qu'il doit , et rester neutre.</i>	101
106	<i>Du droit de demeurer neutre.</i>	ibid.
107	<i>Des traités de neutralité.</i>	102
108	<i>Nouvelle raison de faire ces traités.</i>	103
109	<i>Fondement des règles sur la neutralité.</i>	104
110	<i>Comment on peut permettre des levées , prêter de l'argent ou vendre toutes sortes de choses , sans rompre la neutralité.</i>	105
111	<i>Du commerce des nations neutres avec celles qui sont en guerre.</i>	107
112	<i>Des marchandises de contrebande.</i>	110
113	<i>Si l'on peut confisquer ces marchandises.</i>	112
114	<i>De la visite des vaisseaux neutres.</i>	114
115	<i>Effets de l'ennemi sur un vaisseau neutre.</i>	115
116	<i>Effets neutres sur un vaisseau ennemi.</i>	116
117	<i>Commerce avec une place assiégée.</i>	ibid.
118	<i>Offices impartiaux des peuples neutres.</i>	117
119	<i>Du passage des troupes en pays neutre.</i>	118
120	<i>On doit demander le passage.</i>	119
121	<i>Il peut être refusé pour de bonnes raisons.</i>	ibid.
122	<i>En quel cas on peut le forcer.</i>	120
123	<i>La crainte du danger peut autoriser à le refuser.</i>	122
124	<i>Ou à exiger toute sureté raisonnable.</i>	ibid.
125	<i>Si l'on est toujours obligé de se prêter à toutes sortes de suretés.</i>	123

- 126 *De l'égalité qu'il faut garder , quant au passage , entre les deux parties.* 124
- 127 *On ne peut se plaindre de l'état neutre qui accorde le passage.* 125
- 128 *Cet état peut le refuser par la crainte des maux qu'il lui attirerait de la part du parti contraire.* 126
- 129 *Et pour éviter de rendre son pays le théâtre de la guerre.* ibid.
- 130 *De ce qui est compris dans la concession du passage.* 127
- 131 *Sureté du passage.* 128
- 132 *On ne peut exercer aucune hostilité en pays neutre.* ibid.
- 133 *Ce pays ne doit pas donner retraite à des troupes pour attaquer de nouveau leurs ennemis.* 129
- 134 *Conduite que doivent tenir ceux qui passent dans un pays neutre.* 130
- 135 *On peut refuser le passage pour une guerre manifestement injuste.* 131

C H A P I T R E V I I I.

Du droit des nations dans la guerre , et 1.^o de ce qu'on est en droit de faire et de ce qui est permis dans une guerre juste , contre la personne de l'ennemi.

- §. 136 *Principe général des droits contre l'ennemi , dans une guerre juste.* p. 132
- 137 *Différence de ce qu'on est en droit de faire , et de ce qui est seulement permis ou impuni entre ennemis.* 133
- 138 *Du droit d'affaiblir l'ennemi par tous moyens licites en eux-mêmes.* 136

T A B L E. lxxix

139	<i>Du droit sur la personne de l'ennemi.</i>	135
140	<i>Bornes de ce droit. On ne peut tuer un ennemi qui cesse de résister.</i>	136
141	<i>D'un cas particulier où on peut lui refuser la vie.</i>	137
142	<i>Des représailles.</i>	138
143	<i>Si l'ennemi peut punir de mort un commandant de place , à cause de sa défense opiniâtre.</i>	140
144	<i>Des transfuges et déserteurs.</i>	145
145	<i>Des femmes , enfans , vieillards et infirmes.</i>	ibid.
146	<i>Des ministres de la religion , des gens de lettres , etc.</i>	146
147	<i>Des laboureurs et en général de tout le peuple désarmé.</i>	147
148	<i>Du droit de faire des prisonniers de guerre.</i>	148
149	<i>On ne peut faire mourir un prisonnier de guerre.</i>	150
150	<i>Comment on doit traiter les prisonniers de guerre.</i>	151
151	<i>S'il est permis de tuer des prisonniers que l'on ne peut garder ou nourrir.</i>	152
152	<i>Si l'on peut rendre esclaves les prisonniers de guerre.</i>	156
153	<i>De l'échange et du rachat des prisonniers.</i>	157
154	<i>L'état est obligé de les délivrer.</i>	158
155	<i>S'il est permis de faire assassiner ou empoisonner un ennemi.</i>	159
156	<i>Si l'on peut se servir d'armes empoisonnées.</i>	166
157	<i>Et empoisonner les fontaines.</i>	167
158	<i>Dispositions qu'il faut conserver envers l'ennemi.</i>	168
159	<i>Des ménagemens pour la personne d'un roi ennemi.</i>	171

C H A P I T R E I X.

Du droit de la guerre à l'égard des choses qui
appartiennent à l'ennemi.

§. 160	<i>Principes du droit sur les choses qui appar- tiennent à l'ennemi.</i>	p. 172
161	<i>Du droit de s'en emparer.</i>	173
162	<i>De ce qu'on ôte à l'ennemi par forme de peine.</i>	174
163	<i>De ce qu'on lui retient pour l'obliger à donner une juste satisfaction.</i>	175
164	<i>Du butin.</i>	ibid.
165	<i>Des contributions.</i>	177
166	<i>Du dégât.</i>	178
167	<i>Des ravages et des incendies.</i>	179
168	<i>Quelles choses on doit épargner.</i>	181
169	<i>Du bombardement des villes.</i>	182
170	<i>Démolition des forteresses.</i>	183
171	<i>Des sauve-gardes.</i>	184
172	<i>Règle générale de modération sur le mal que l'on peut faire à l'ennemi.</i>	ibid.
173	<i>Règle du droit des gens volontaire sur le même sujet.</i>	185

C H A P I T R E X.

De la foi entre ennemis , des stratagèmes , des
ruses de guerre , des espions et de quelques
autres pratiques.

§. 174	<i>Que la foi doit être sacrée entre ennemis.</i>	p. 187
--------	---	--------

T A B L E.

lxxxj

175	<i>Quels sont les traités qu'il faut observer entre ennemis.</i>	189
176	<i>En quelles occasions on peut les rompre.</i>	190
177	<i>Du mensonge.</i>	191
178	<i>Des stratagèmes et ruses de guerre.</i>	194
179	<i>Des espions.</i>	198
180	<i>Des pratiques pour séduire les gens de l'ennemi.</i>	199
181	<i>Si l'on peut accepter les offres d'un traître.</i>	201
182	<i>Des intelligences doubles.</i>	203

C H A P I T R E X I.

Du souverain qui fait une guerre injuste.

§. 183	<i>Une guerre injuste ne donne aucun droit.</i>	p. 204
184	<i>Combien est coupable le souverain qui l'entreprend.</i>	205
185	<i>A quoi il est tenu.</i>	206
186	<i>Difficulté de réparer les maux qu'il a faits.</i>	ibid.
187	<i>Si la nation et les gens de guerre sont tenus à quelque chose.</i>	207

C H A P I T R E X I I.

Du droit des gens volontaire , par rapport aux effets de la guerre en forme , indépendamment de la justice de la cause.

§. 188	<i>Que les nations ne peuvent presser entr'elles la rigueur du droit naturel.</i>	p. 209
--------	---	--------

- 189 *Pourquoi elles doivent admettre les règles du droit des gens volontaire.* 211
- 190 *La guerre en forme doit être regardée, quant aux effets, comme juste de part et d'autre.* 213
- 191 *Tout ce qui est permis à l'un est permis à l'autre.* 214
- 192 *Le droit volontaire ne donne que l'impunité à celui dont les armes sont injustes.* 215
-

CHAPITRE XIII.

De l'acquisition par guerre, et principalement de la conquête.

- §. 193 *Comment la guerre est un moyen d'acquérir.* p. 217
- 194 *Mesure du droit qu'elle donne.* 218
- 195 *Disposition du droit des gens volontaire.* 219
- 196 *Acquisition des choses mobilières.* 220
- 197 *De l'acquisition des immeubles, ou de la conquête.* 223
- 198 *Comment on peut en disposer valablement.* ibid.
- 199 *Des conditions auxquelles on acquiert une ville conquise.* 224
- 200 *Des terres des particuliers.* 226
- 201 *De la conquête de l'état entier.* ibid.
- 202 *A qui appartient la conquête.* 233
- 203 *Si l'on doit remettre en liberté un peuple que l'ennemi avait injustement conquis.* 234

C H A P I T R E X I V.

Du droit de *postliminie*.

- §. 204 *Définition du droit de postliminie.* p. 235
 205 *Fondement de ce droit.* *ibid.*
 206 *Comment il a lieu.* 237
 207 *S'il a lieu chez les alliés.* *ibid.*
 208 *Il n'a pas lieu chez les peuples neutres.* 238
 209 *Quelles choses se recouvrent par ce droit.* 239
 210 *De ceux qui ne peuvent retourner par droit de postliminie.* 240
 211 *Ils jouissent de ce droit quand ils sont repris.* *ibid.*
 212 *Si ce droit s'étend à leurs biens aliénés par l'ennemi.* 241
 213 *Si une nation qui a été généralement conquise peut jouir du droit de postliminie.* 243
 214 *Du droit de postliminie pour ce qui est rendu à la paix.* 245
 215 *Et à l'égard de ce qui est cédé à l'ennemi.* 246
 216 *Le droit de postliminie n'a plus lieu après la paix.* *ibid.*
 217 *Pourquoi il a toujours lieu pour les prisonniers.* 247
 218 *Ils sont libres même, s'ils se sauvent dans un pays neutre.* *ibid.*
 219 *Comment les droits et les obligations des prisonniers subsistent.* 248
 220 *Du testament d'un prisonnier de guerre.* *ibid.*
 221 *Du mariage.* 249
 222 *De ce qui est établi, par rapport au droit de postliminie, par les traités ou par la coutume.* *ibid.*

C H A P I T R E X V.

Du droit des particuliers dans la guerre.

- §. 223 *Les sujets ne peuvent commettre des hostilités sans ordre du souverain.* p. 250
224 *Cet ordre peut être général ou particulier.* 251
225 *Source de la nécessité d'un pareil ordre.* ibid.
226 *Pourquoi le droit des gens a dû adopter cette règle.* 252
227 *A quoi se réduit l'ordre général de courir sus.* 253
228 *De ce que les particuliers peuvent entreprendre sur la présomption de la volonté du souverain.* 254
229 *Des armateurs.* 255
230 *Des volontaires.* 256
231 *De ce que peuvent faire les soldats et les subalternes.* ibid.
232 *Si l'état doit dédommager les sujets des pertes qu'ils ont souffertes par la guerre.* 259



C H A P I T R E X V I.

De diverses conventions qui se font dans le cours de la guerre.

- §. 233 *De la trêve et de la suspension d'armes.*
p. 261
- 234 *Elle ne finit point la guerre.* 262
- 235 *La trêve est particulière ou universelle.* 263
- 236 *Trêve générale et à longues années.* ibid.
- 237 *Par qui ces accords peuvent être conclus.* 264
- 238 *Ils engagent la foi du souverain.* 266
- 239 *Quand la trêve commence à obliger.* ibid.
- 240 *Publication de la trêve.* 268
- 241 *Des actions des sujets contre la trêve.* ibid.
- 242 *Violation de la trêve.* ibid.
- 243 *Du cas où l'on est convenu d'une peine pour l'infracteur.* 269
- 244 *Du temps de la trêve.* 270
- 245 *Des effets de la trêve, de ce qui est permis ou non, pendant sa durée. Première règle : chacun peut faire chez soi ce qu'il a droit de faire en pleine paix.* 272
- 246 *Deuxième règle : on ne peut profiter de la trêve, pour faire ce que les hostilités ne laissaient pas le pouvoir d'exécuter.* 273
- 247 *Par exemple, continuer les travaux d'un siège, ou réparer les brèches.* 274
- 248 *Ou faire entrer du secours.* 275
- 249 *Distinction d'un cas particulier.* ibid.
- 250 *D'une armée qui se retire pendant une suspension d'armes.* 276
- 251 *Troisième règle : ne rien entreprendre dans les lieux disputés, mais y laisser toutes choses en état.* 278

- 252 *Des lieux abandonnés par l'ennemi, et de ceux qu'il néglige de garder.* 278
- 253 *On ne peut recevoir, pendant la trêve, les sujets qui veulent se révolter contre leur prince.* ibid.
- 254 *Bien moins les inviter à la trahison.* 279
- 255 *On ne peut saisir, pendant la trêve, les personnes ou les biens des ennemis.* ibid.
- 256 *Du droit de postliminie pendant la trêve.* ibid.
- 257 *On peut aller et venir pendant la trêve.* 280
- 258 *De ceux qui sont retenus par un obstacle invincible, après l'expiration de la trêve.* ibid.
- 259 *Des conditions particulières ajoutées aux trêves.* 281
- 260 *A l'expiration de la trêve, la guerre recommence sans nouvelle déclaration.* ibid.
- 261 *Des capitulations, et par qui elles peuvent être conclues.* 282
- 262 *Des clauses qu'elles peuvent contenir.* 283
- 263 *Observation des capitulations et son utilité.* 285
- 264 *Des promesses faites à l'ennemi par des particuliers.* 286



C H A P I T R E X V I I.

Des sauf-conduits et passeports, et questions
sur la rançon des prisonniers de guerre.

- §. 265 *Ce que c'est qu'un sauf-conduit et un
passeport.* p. 289
- 266 *De quelle autorité il émane.* 290
- 267 *Il ne peut se transporter d'une personne à
l'autre.* ibid.
- 268 *Etendue de la sureté promise.* 291
- 269 *Comment il faut juger du droit que donne un
sauf-conduit.* ibid.
- 270 *S'il comprend le bagage et les domestiques.*
292
- 271 *Le sauf-conduit accordé au père ne comprend
pas sa famille.* 293
- 272 *D'un sauf-conduit donné en général pour quel-
qu'un et sa suite.* ibid.
- 273 *Du terme du sauf-conduit.* 294
- 274 *D'une personne retenue au-delà du terme par
une force majeure.* ibid.
- 275 *Le sauf-conduit n'expire pas à la mort de
celui qui l'a donné.* 295
- 276 *Comment il peut être révoqué.* ibid.
- 277 *D'un sauf-conduit avec la clause, pour autant
de temps qu'il nous plaira.* 296
- 278 *Des conventions qui concernent le rachat des
prisonniers.* ibid.
- 279 *Le droit d'exiger une rançon peut se trans-
férer.* 297
- 280 *De ce qui peut annuler la convention faite
pour le prix de la rançon.* 298
- 281 *D'un prisonnier mort avant que d'avoir payé
sa rançon.* ibid.

- 282 *D'un prisonnier relâché à condition d'en faire délivrer un autre.* 300
- 283 *De celui qui est pris une seconde fois, avant qu'il ait payé sa première rançon.* 301
- 284 *De celui qui est délivré avant qu'il ait reçu la liberté.* *ibid.*
- 285 *Si les choses que le prisonnier a pu conserver lui appartiennent.* *ibid.*
- 286 *De celui qui est donné en otage pour l'élargissement d'un prisonnier.* 302
-

CHAPITRE XVIII.

De la guerre civile.

- §. 287 *Fondement des droits du souverain contre les rebelles.* p. 303
- 288 *Qui sont les rebelles.* 304
- 289 *Emotion populaire, soulèvement, sédition.* *ibid.*
- 290 *Comment le souverain doit les réprimer.* 305
- 291 *Il doit tenir ce qu'il a promis aux rebelles.* 307
- 292 *De la guerre civile.* 309
- 293 *La guerre civile fait naître deux partis indépendans.* 310
- 294 *Ils doivent observer les lois communes de la guerre.* 311
- 295 *Distinction des effets de la guerre civile, suivant les cas.* 314
- 296 *Conduite que doivent tenir les nations étrangères.* 315

L I V R E I V.

Du rétablissement de la paix , et des ambassades.

C H A P I T R E I.

De la paix , et de l'obligation de la cultiver.

§. 1. <i>C</i> E que c'est que la paix.	page 317
2 <i>O</i> bligation de la cultiver.	318
3 <i>O</i> bligation du souverain à ce même égard.	319
4 <i>E</i> tendue de ce devoir.	320
5 <i>D</i> es perturbateurs de la paix.	321
6 <i>J</i> usqu'où on peut continuer la guerre.	322
7 <i>P</i> aix , fin de la guerre.	323
8. <i>E</i> ffets généraux de la paix.	ibid.



C H A P I T R E I I.

Des traités de paix.

- §. 9 *Ce que c'est que le traité de paix.* p. 324
10 *Par qui il peut être conclu.* ibid.
11 *Des aliénations faites par le traité de paix.* 327
12 *Comment le souverain peut disposer dans le traité de ce qui intéresse les particuliers.* 330
13 *Si un roi prisonnier de guerre peut faire la paix.* ibid.
14 *Si l'on peut faire la paix avec un usurpateur.* 333
15 *Alliés compris dans le traité de paix.* 334
16 *Les associés doivent traiter chacun pour soi.* 335
17 *De la médiation.* ibid.
18 *Sur quel pied la paix peut se conclure.* 336
19 *Effet général du traité de paix.* 338
20 *De l'amnistie.* 339
21 *Des choses dont le traité ne dit rien.* ibid.
22 *Des choses qui ne sont pas comprises dans la transaction ou dans l'amnistie.* 340
23 *Les traités anciens , rappelés et confirmés dans le nouveau , en font partie.* 341



CHAPITRE III.

De l'exécution du traité de paix.

- §. 24 *Quand le traité commence à obliger.*
p. 342
- 25 *Publication de la paix.* 343
- 26 *Du temps de l'exécution.* 344
- 27 *Une excuse légitime doit être admise.* ibid.
- 28 *La promesse tombe, quand l'acceptant en a
lui-même empêché l'exécution.* 345
- 29 *Cessation des contributions.* 346
- 30 *Des fruits de la chose restituée ou cédée.*
ibid.
- 31 *En quel état les choses doivent être rendues.*
347
- 32 *De l'interprétation du traité de paix ; qu'elle
se fait contre celui qui a donné la loi.*
348
- 33 *Du nom des pays cédés.* 350
- 34 *La restitution ne s'entend pas de ceux qui se
sont donnés volontairement.* ibid.
-

CHAPITRE IV.

De l'observation et de la rupture du traité de paix.

- §. 35 *Le traité de paix oblige la nation et les
successeurs.* p. 351
- 36 *Il doit être fidèlement observé.* 352
- 37 *L'exception prise de la crainte ou de la force,
ne peut en dégager.* ibid.

- 38 *En combien de manières un traité de paix peut se rompre.* 355
- 39 1.^o *Par une conduite contraire à la nature de tout traité de paix.* 356
- 40 *Prendre les armes pour un sujet nouveau, ce n'est pas rompre le traité de paix.* 357
- 41 *S'allier dans la suite avec un ennemi, ce n'est pas non plus rompre le traité.* 358
- 42 *Pourquoi il faut distinguer entre une guerre nouvelle et la rupture du traité.* *ibid.*
- 43 *La juste défense de soi-même ne rompt point le traité de paix.* 360
- 44 *Des sujets de rupture qui ont pour objet des alliés.* 362
- 45 2.^o *Le traité se rompt par ce qui est opposé à sa nature particulière.* *ibid.*
- 46 3.^o *Par la violation de quelque article.* 363
- 47 *La violation d'un seul article rompt le traité entier.* 364
- 48 *Si l'on peut distinguer à cet égard entre les articles plus ou moins importants.* 365
- 49 *De la peine attachée à la violation d'un article.* *ibid.*
- 50 *Des délais affectés.* 366
- 51 *Des empêchemens insurmontables.* *ibid.*
- 52 *Des atteintes données au traité de paix par les sujets.* 368
- 53 *Ou par des alliés.* *ibid.*
- 54 *Droit de la partie lésée contre celle qui a violé le traité.* 369

CHAPITRE V.

Du droit d'ambassade, ou du droit d'envoyer et de recevoir des ministres publics.

- §. 55 *Il est nécessaire que les nations puissent traiter et communiquer ensemble.* p. 371

T A B L E.

xcii]

56	<i>Elles le font par le moyen des ministres publics.</i>	372
57	<i>Tout état souverain est en droit d'envoyer et de recevoir des ministres publics.</i>	373
58	<i>L'alliance inégale , ni le traité de protection n'ôte pas ce droit.</i>	ibid.
59	<i>Du droit des princes et états de l'empire à cet égard.</i>	374
60	<i>Des villes qui ont le droit de bannière.</i>	375
61	<i>Ministres des vice-rois.</i>	376
62	<i>Ministres de la nation ou des régens dans l'interrègne.</i>	377
63	<i>De celui qui trouble un autre dans l'exercice du droit d'ambassade.</i>	378
64	<i>De ce qui est permis à cet égard en temps de guerre.</i>	ibid.
65	<i>On doit recevoir le ministre d'une puissance amie.</i>	379
66	<i>Des ministres résidens.</i>	380
67	<i>Comment on doit admettre les ministres d'un ennemi.</i>	381
68	<i>Si l'on peut recevoir les ministres d'un usurpateur , et lui en envoyer.</i>	382

C H A P I T R E V I.

Des divers ordres de ministres publics , du caractère représentatif , et des honneurs qui sont dus aux ministres.

§. 69	<i>Origine des divers ordres de ministres publics.</i>	p. 385
70	<i>Du caractère représentatif.</i>	386
71	<i>De l'ambassadeur.</i>	387
72	<i>Des envoyés.</i>	388
73	<i>Des résidens.</i>	ibid.
74	<i>Des ministres.</i>	389

75	<i>Des consuls , agens , députés , commissaires , etc.</i>	390
76	<i>Des lettres de créance.</i>	391
77	<i>Des instructions.</i>	392
78	<i>Du droit d'envoyer des ambassadeurs.</i>	ibid.
79	<i>Des honneurs qui sont dus aux ambassadeurs.</i>	394

C H A P I T R E V I I.

Des droits , privilèges et immunités des ambassadeurs et autres ministres publics.

§. 80	<i>Respect dû aux ministres publics.</i>	p. 397
81	<i>Leur personne est sacrée et inviolable.</i>	398
82	<i>Protection particulière qui leur est due.</i>	399
83	<i>Du temps où elle commence.</i>	401
84	<i>De ce qui leur est dû dans les pays où ils passent.</i>	ibid.
85	<i>Ambassadeurs passant en pays ennemi.</i>	404
86	<i>Ambassades entre ennemis.</i>	405
87	<i>Des hérauts , trompettes et tambours.</i>	406
88	<i>Les ministres , les trompettes , etc. doivent être respectés même dans une guerre civile.</i>	407
89	<i>On peut quelquefois refuser de les admettre.</i>	408
90	<i>Il faut éviter à leur égard tout ce qui sent l'insulte.</i>	409
91	<i>Par qui et à qui ils peuvent être envoyés.</i>	410
92	<i>Indépendance des ministres étrangers.</i>	411
93	<i>Conduite que doit tenir le ministre étranger.</i>	415
94	<i>Comment on peut le réprimer , 1.^o à l'égard des délits communs.</i>	420
95	<i>2.^o Pour les fautes commises contre le prince.</i>	ibid.

T A B L E.

xcv

96	<i>Droit de chasser un ambassadeur coupable ou justement suspect.</i>	421
97	<i>Droit de le réprimer par la force , s'il agit en ennemi.</i>	422
98	<i>De l'ambassadeur qui forme des conjurations et des complots dangereux.</i>	424
99	<i>De ce qui est permis contre lui , selon l'exi- gence du cas.</i>	427
100	<i>D'un ambassadeur qui attente à la vie du prince.</i>	429
101	<i>Deux exemples remarquables sur la question des immunités des ministres publics.</i>	431
102	<i>Si l'on peut user de représailles envers un am- bassadeur.</i>	433
103	<i>Consentement des nations sur les privilèges des ambassadeurs.</i>	435
104	<i>Du libre exercice de la religion.</i>	437
105	<i>Si l'ambassadeur est exempt de tous impôts.</i>	438
106	<i>De l'obligation fondée sur l'usage et la cou- tume.</i>	440
107	<i>Du ministre dont le caractère n'est pas public.</i>	442
108	<i>D'un souverain qui se trouve en pays étranger.</i>	443
109	<i>Des députés des états.</i>	446

C H A P I T R E V I I I.

Du juge de l'ambassadeur , en matière civile.

§. 110	<i>L'ambassadeur est exempt de la juridis- tion civile du pays où il réside.</i>	p. 448
111	<i>Comment il peut s'y soumettre volontairement.</i>	451
112	<i>D'un ministre sujet de l'état auprès duquel il est employé.</i>	452

- 113 *Comment l'exemption du ministre s'étend à ses biens.* 455
- 114 *L'exemption ne peut s'étendre aux effets appartenans à quelque trafic que fera le ministre.* 456
- 115 *Non plus qu'aux immeubles qu'il possède dans le pays.* 458
- 116 *Comment on peut obtenir justice contre un ambassadeur.* 460

CHAPITRE IX.

De la maison de l'ambassadeur, de son hôtel et des gens de sa suite.

- §. 117 *De l'hôtel de l'ambassadeur.* p. 461
- 118 *Du droit d'asile.* 463
- 119 *Franchise des carrosses de l'ambassadeur.* 466
- 120 *De la suite de l'ambassadeur.* 467
- 121 *De l'épouse et de la famille de l'ambassadeur.* 468
- 122 *Du secrétaire de l'ambassade.* ibid.
- 123 *Des courriers et des dépêches de l'ambassadeur.* 469
- 124 *Autorité de l'ambassadeur sur les gens de sa suite.* 470
- 125 *Quand finissent les droits de l'ambassadeur.* 473
- 126 *Des cas où il faut de nouvelles lettres de créance.* 474
- 127 *Conclusion.* 475

Fin de la table.

LE DROIT



LE DROIT
DES GENS.

PRÉLIMINAIRES.

IDÉE ET PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT
DES GENS.

§. 1.

Ce que c'est qu'une nation, ou un état.

LES nations ou états sont des corps politiques, des sociétés d'hommes unis ensemble pour procurer leur salut et leur avantage, à forces réunies.

§. 2.

Elle est une personne morale.

Une pareille société a ses affaires et ses intérêts, elle délibère et prend des résolutions en commun, et par-là elle devient une personne morale, qui a son entendement et sa volonté propre, et qui est capable d'obligations et de droits.

Tome I.

A

§. 3.

Définition du droit des gens.

C'est à établir solidement les obligations et les droits des nations , que cet ouvrage est destiné. Le *droit des gens* est la science du droit qui a lieu entre les nations ou états, et des obligations qui répondent à ce droit.

On verra dans ce traité de quelle manière les états , comme tels , doivent régler toutes leurs actions. Nous pèserons les obligations d'un peuple , tant envers lui-même , qu'envers les autres , et nous découvrirons par cela même les droits qui résultent de ces obligations. Car le droit n'étant autre chose que la faculté de faire ce qui est moralement possible , c'est-à-dire , ce qui est bien , ce qui est conforme au devoir , il est évident que le droit naît du devoir , ou de l'obligation passive , de l'obligation dans laquelle on se trouve d'agir de telle ou telle manière. Il est donc nécessaire qu'une nation s'instruise de ses obligations , non-seulement pour éviter de pécher contre son devoir , mais encore pour se mettre en état de connaître avec certitude ses droits , ou ce qu'elle peut légitimement exiger des autres.

§. 4.

Comment on y considère les nations ou états.

Les nations étant composées d'hommes naturellement libres et indépendans , et

qui, avant l'établissement des sociétés civiles, vivaient ensemble dans l'état de nature, les nations ou les états souverains doivent être considérés comme autant de personnes libres, qui vivent entr'elles dans l'état de nature.

On prouve en *droit naturel*, que tous les hommes tiennent de la nature une liberté et une indépendance, qu'ils ne peuvent perdre que par leur consentement. Les citoyens n'en jouissent pas pleinement et absolument dans l'état, parce qu'ils l'ont soumise en partie au souverain; mais le corps de la nation, l'état, demeure absolument libre et indépendant à l'égard de tous les autres hommes, des nations étrangères, tant qu'il ne se soumet pas volontairement à elles.

§. 5.

A quelles lois les nations sont soumises.

Les hommes étant soumis aux lois de la nature, et leur union en société civile n'ayant pu les soustraire à l'obligation d'observer ces lois, puisque dans cette union ils ne cessent pas d'être hommes, la nation entière, dont la volonté commune n'est que le résultat des volontés réunies des citoyens, demeure soumise aux lois de la nature, obligée à les respecter dans toutes ses démarches. Et puisque le droit naît de l'obligation, comme nous venons de l'observer (§. 3.), la nation a aussi les

4 LE DROIT DES GENS.

mêmes droits que la nature donne aux hommes pour s'acquitter de leurs devoirs.

§. 6.

En quoi consiste originairement le droit des gens.

Il faut donc appliquer aux nations les règles du droit naturel , pour découvrir quelles sont leurs obligations , et quels sont leurs droits ; par conséquent le *droit des gens* n'est originairement autre chose que le *droit de la nature appliqué aux nations*. Mais comme l'application d'une règle ne peut être juste et raisonnable , si elle ne se fait d'une manière convenable au sujet , il ne faut pas croire que le droit des gens soit précisément et par-tout le même que le droit naturel , aux sujets près , en sorte que l'on n'ait qu'à substituer les nations aux particuliers. Une société civile , un état , est un sujet bien différent d'un individu humain : d'où résultent , en vertu des lois naturelles mêmes , des obligations et des droits bien différens en beaucoup de cas ; la même règle générale , appliquée à deux sujets , ne pouvant opérer des décisions semblables , quand les sujets diffèrent ; ou une règle particulière , très-juste pour un sujet , n'étant point applicable à un second sujet de toute autre nature. Il est donc bien des cas dans lesquels la loi naturelle ne décide point d'état à état , comme elle déciderait de particulier à particulier. Il

faut savoir en faire une application accommodée aux sujets : et c'est l'art de l'appliquer ainsi , avec une justesse fondée sur la droite raison , qui fait du droit des gens une science particulière (*).

L'étude de cette science suppose la connaissance du droit naturel ordinaire , dont les individus humains sont les objets. Cependant, en faveur de ceux qui n'ont point fait de ce droit une étude systématique, il ne sera pas hors de propos d'en donner ici une idée générale. Le droit naturel est *la science des lois de la nature*, de ces lois que la nature impose aux hommes, ou auxquelles ils sont soumis par cela même qu'ils sont hommes; science dont le premier principe est cette vérité de sentiment, cet axiome incontestable : la grande fin de tout être doué d'intelligence et de sentiment, est le bonheur. C'est par le seul désir de ce bonheur que l'on peut lier un être pensant, former les nœuds de l'obligation qui doit le soumettre à quelque règle. Or, en étudiant la nature des choses, et celle de l'homme en particulier, on peut en déduire les règles que l'homme doit suivre pour atteindre à sa grande fin, pour obtenir le plus parfait bonheur dont il soit capable. Nous appelons ces règles les lois naturelles ou les lois de la nature. Elles sont certaines, obligatoires et sacrées pour tout homme raisonnable, abstraction faite de toute autre considération que celle de sa nature, et quand même on le supposerait dans l'ignorance totale d'un Dieu. Mais la sublime considération d'un être éternel, nécessaire, infini, auteur de toutes choses, ajoute la plus grande force à la loi de la nature, et lui donne toute sa perfection. L'être nécessaire réunit nécessairement en lui toute perfection. Il est donc souverainement bon, et il le témoigne en formant des créatures capables de bonheur. Il veut donc que ses créatures soient aussi heureuses que leur nature le comporte, et par conséquent sa volonté est qu'elles suivent dans toute leur conduite les règles que cette même nature leur trace comme la route la plus certaine du bonheur. La volonté du créateur coïncide ainsi parfaitement avec la simple indication de la nature, et ces deux sources produisant la même loi, se réunissent à former la même obligation. Tout revient à la première et grande fin de l'homme, qui est le bonheur. C'est pour le conduire à cette fin, que sont faites les lois naturelles. C'est le désir de la félicité qui forme l'obligation de suivre ces mêmes lois. Il n'est donc point d'homme, quelles que soient ses idées sur l'origine des choses,

Définition du droit des gens nécessaire.

Nous appelons *droit des gens nécessaire*, droit qui consiste dans l'application du droit naturel aux nations. Il est nécessaire, parce que les nations sont obligées à l'observer. Ce droit contient les préceptes que la loi naturelle donne aux états, pour qui cette loi n'est pas moins obligatoire que pour les particuliers ; puisque les états sont composés d'hommes, que leurs délibérations sont prises par des hommes, et que la loi de la nature oblige tous les hommes, sous quelque relation qu'ils agissent. C'est ce même droit que GROTIUS et ceux qui le suivent, appellent *droit des gens interne*, en tant qu'il oblige les nations dans la conscience. Plusieurs le nomment aussi *droit des gens naturel*.

eût-il même le malheur d'être athée, qui ne doive se soumettre aux lois de la nature. Elles sont nécessaires au commun bonheur des hommes. Celui qui les rejetterait, qui les mépriserait hautement, se déclarerait par cela même l'ennemi du genre humain, et mériterait d'être traité comme tel. Or, une des premières vérités que nous découvrons l'étude de l'homme, qui suit nécessairement de sa nature, c'est que, seul et isolé, il ne saurait atteindre à son grand but, à la félicité ; c'est qu'il est fait pour vivre en société avec ses semblables. La nature elle-même a donc établi cette société, dont la grande fin est le commun avantage des membres, et les moyens d'arriver à cette fin forment les règles que chaque individu doit suivre dans toute sa conduite. Telles sont les lois naturelles de la société humaine. Après en avoir donné cette idée générale, suffisante pour un lecteur intelligent, et que l'on trouve développée dans plus d'un ouvrage estimé, revenons à l'objet particulier de ce traité.

§. 8.

Il est immuable.

Puis donc que le droit des gens nécessaire consiste dans l'application que l'on fait aux états , du droit naturel , lequel est immuable , comme étant fondé sur la nature des choses , et en particulier sur la nature de l'homme , il s'ensuit que le droit des gens nécessaire est immuable.

§. 9.

Les nations n'y peuvent rien changer , ni se dispenser de l'obligation qu'il leur impose.

Dès-là que ce droit est immuable , et l'obligation qu'il impose nécessaire et indispensable , les nations ne peuvent y apporter aucun changement par leurs conventions , ni s'en dispenser elles-mêmes , ou réciproquement l'une l'autre.

C'est ici le principe , au moyen duquel on peut distinguer les conventions , ou traités légitimes , de ceux qui ne le sont pas , et les *coutumes innocentes* et raisonnables de celles qui sont injustes ou condamnables.

Il est des choses justes et permises par le droit des gens nécessaire , dont les nations peuvent convenir entr'elles , ou qu'elles peuvent consacrer et fortifier par les mœurs et la coutume. Il en est d'indifférentes , sur lesquelles les peuples peuvent s'arranger comme il leur plaît par des traités , ou

§ LE DROIT DES GENS.

introduire telle coutume, tel usage qu'ils trouvent à propos. Mais tous les traités, toutes les coutumes qui vont contre ce que le droit des gens nécessaire prescrit ou défend, sont illégitimes. Nous verrons toutefois qu'ils ne sont toujours tels que suivant le droit *interne*, ou de conscience, et que par des raisons qui seront déduites en leur lieu, ces conventions, ces traités ne laissent pas que d'être souvent valides par le droit *externe*. Les nations étant libres et indépendantes, quoique les actions de l'une soient illégitimes et condamnables suivant les lois de la conscience, les autres sont obligées de les souffrir, quand ces actions ne blessent pas leurs droits parfaits. La liberté de cette nation ne demeurerait pas entière, si les autres s'arrogeaient une inspection et des droits sur sa conduite, ce qui serait contre la loi naturelle, qui déclare toute nation libre et indépendante des autres.

§. 10.

De la société établie par la nature entre tous les hommes.

L'homme est tel de sa nature, qu'il ne peut se suffire à soi-même, et qu'il a nécessairement besoin du secours et du commerce de ses semblables, soit pour se conserver, soit pour se perfectionner, et pour vivre comme il convient à un animal raisonnable. C'est ce que l'expérience prouve

suffisamment. On a des exemples d'hommes nourris parmi les ours , lesquels n'avaient ni langage , ni usage de la raison , uniquement bornés , comme les bêtes , aux facultés sensibles. On voit de plus que la nature a refusé aux hommes la force et les armes naturelles dont elle a pourvu d'autres animaux , leur donnant au lieu de ces avantages , ceux de la parole et de la raison , ou au moins la faculté de les acquérir dans le commerce de leurs semblables. La parole les met en état de communiquer ensemble , de s'entr'aider , de perfectionner leur raison et leurs connaissances ; et devenus ainsi intelligens , ils trouvent mille moyens de se conserver et de pourvoir à leurs besoins. Chacun d'eux sent encore en lui-même qu'il ne saurait vivre heureux et travailler à sa perfection , sans le secours et le commerce des autres. Puis donc que la nature a fait les hommes tels , c'est un indice manifeste qu'elle les destine à converser ensemble , à s'aider et se secourir mutuellement.

Voilà d'où l'on déduit la société naturelle établie entre tous les hommes. La loi générale de cette société est , que chacun fasse pour les autres tout ce dont ils ont besoin , et qu'il peut faire sans négliger ce qu'il se doit à soi-même : loi que tous les hommes doivent observer , pour vivre convenablement à leur nature , et pour se conformer aux vues de leur commun

créateur : loi que notre propre salut, notre bonheur, nos avantages les plus précieux doivent rendre sacrée à chacun de nous. Telle est l'obligation générale qui nous lie à l'observation de nos devoirs ; remplissons les avec soin , si nous voulons travailler sagement à notre plus grand bien.

Il est aisé de sentir combien le monde serait heureux si tous les hommes voulaient observer la règle que nous venons d'établir. Au contraire , si chaque homme ne veut penser qu'à soi , uniquement et immédiatement , s'il ne fait rien pour les autres , tous ensemble seront très-malheureux. Travaillons donc au bonheur de tous , tous travailleront au nôtre , et nous établirons notre félicité sur les fondemens les plus solides.

§. II.

Et entre les nations.

La société universelle du genre humain étant une institution de la nature elle-même , c'est-à-dire , une conséquence nécessaire de la nature de l'homme , tous les hommes , en quelque état qu'ils soient , sont obligés de la cultiver et d'en remplir les devoirs. Ils ne peuvent s'en dispenser par aucune convention , par aucune association particulière. Lors donc qu'ils s'unissent en société civile , pour former un état , une nation à part , ils

peuvent bien prendre des engagements particuliers envers ceux avec qui ils s'associent; mais ils demeurent toujours chargés de leurs devoirs envers le reste du genre humain. Toute la différence consiste, en ce qu'étant convenus d'agir en commun, et ayant remis leurs droits et soumis leur volonté au corps de la société, en tout ce qui intéresse le bien commun, c'est désormais à ce corps, à l'état, et à ses conducteurs de remplir les devoirs de l'humanité envers les étrangers, dans tout ce qui ne dépend plus de la liberté des particuliers, et c'est à l'état particulièrement de les observer avec les autres états. Nous avons déjà vu (§. 5.) que des hommes unis en société, demeurent sujets aux obligations que la nature humaine leur impose. Cette société, considérée comme une personne morale, puisqu'elle a un entendement, une volonté et une force qui lui sont propres, est donc obligée de vivre avec les autres sociétés, ou états, comme un homme était obligé avant ces établissemens, de vivre avec les autres hommes, c'est-à-dire, suivant les lois de la société naturelle établie dans le genre humain, en observant les exceptions qui peuvent naître de la différence des sujets.

§. 12.

Quel est le but de cette société des nations.

Le but de la société naturelle, établie

A 6

entre tous les hommes , étant qu'ils se présentent une mutuelle assistance pour leur propre perfection et pour celle de leur état, et les nations , considérées comme autant de personnes libres qui vivent ensemble dans l'état de nature , étant obligées de cultiver entr'elles cette société humaine , le but de la grande société établie par la nature entre toutes les nations , est aussi une assistance mutuelle , pour se perfectionner elles et leur état.

§. 13.

Obligation générale qu'elle impose.

La première loi générale que le but même de la société des nations nous découvre, est que chaque nation doit contribuer au bonheur et à la perfection des autres de tout ce qui est en son pouvoir (*).

§. 14.

Explication de cette obligation.

Mais les devoirs envers soi-même l'emportant incontestablement sur les devoirs envers autrui , une nation se doit premièrement et préféablement à elle-même tout ce qu'elle peut faire pour son bonheur et pour sa perfection. (Je dis ce qu'elle *peut*,

(*) Xénophon indique la vraie raison , et établit la nécessité de ce premier devoir dans ces mots. « Si nous voyons, » dit-il , un homme toujours ardent à chercher son avantage particulier , sans se mettre en peine ni de l'honnêteté ni des devoirs de l'amitié , pourquoi l'épargnerons-nous dans l'occasion ? »

non pas seulement *physiquement*, mais aussi *moralement*, c'est-à-dire, ce qu'elle peut faire légitimement, avec justice et honnêteté.) Lors donc qu'elle ne pourrait contribuer au bien d'une autre, sans se nuire essentiellement à soi-même, son obligation cesse dans cette occasion particulière, et la nation est censée dans l'impossibilité de rendre cet office.

§. 15.

Liberté et indépendance des nations, seconde loi générale.

Les nations étant libres et indépendantes les unes des autres, puisque les hommes sont naturellement libres et indépendans, la seconde loi générale de leur société est, que chaque nation doit être laissée dans la paisible jouissance de cette liberté qu'elle tient de la nature. La société naturelle des nations ne peut subsister, si les droits que chacune a reçus de la nature n'y sont pas respectés. Aucune ne veut renoncer à sa liberté, et elle rompra plutôt tout commerce avec celles qui entreprendront d'y donner atteinte.

§. 16.

Effet de cette liberté.

De cette liberté et indépendance il suit, que c'est à chaque nation de juger de ce que sa conscience exige d'elle, de ce qu'elle peut ou ne peut pas, de ce qu'il lui

convient ou ne lui convient pas de faire ; et par conséquent d'examiner et de décider si elle peut rendre quelque office à une autre , sans manquer à ce qu'elle se doit à soi-même. Dans tous les cas donc où il appartient à une nation de juger de ce que son devoir exige d'elle , une autre ne peut la contraindre à agir de telle ou de telle manière. Car si elle l'entreprenait , elle donnerait atteinte à la liberté des nations. Le droit de contrainte , contre une personne libre , ne nous appartient que dans les cas où cette personne est obligée envers nous à quelque chose de particulier , par une raison particulière , qui ne dépend point de son jugement ; dans les cas , en un mot , où nous avons un droit parfait contre elle.

§. 17.

Distinctions de l'obligation et du droit interne et externe , parfait et imparfait.

Pour bien entendre ceci , il est nécessaire d'observer que l'on distingue l'obligation et le droit qui y répond , ou qu'elle produit , en *interne* et *externe*. L'obligation est *interne* en tant qu'elle lie la conscience , qu'elle est prise des règles de notre devoir ; elle est *externe* en tant qu'on la considère relativement aux autres hommes , et qu'elle produit quelque droit entr'eux. L'obligation interne est toujours la même en nature , quoiqu'elle varie en degrés ; mais l'obli-

gation externe se divise en *parfaite* et *imparfaite*, et le droit qu'elle produit est de même *parfait* ou *imparfait*. Le *droit parfait* est celui auquel se trouve joint le droit de contraindre ceux qui ne veulent pas satisfaire à l'obligation qui y répond ; et le *droit imparfait* est celui qui n'est pas accompagné de ce droit de contrainte. L'*obligation parfaite* est celle qui produit le droit de contrainte ; l'*imparfaite* ne donne à autrui que le droit de demander.

On comprendra maintenant sans difficulté, pourquoi le droit est toujours imparfait quand l'obligation qui y répond dépend du jugement de celui en qui elle se trouve. Car si dans ce cas-là, on avait droit de le contraindre, il ne dépendrait plus de lui de résoudre ce qu'il a à faire pour obéir aux lois de sa conscience. Notre obligation est toujours imparfaite par rapport à autrui, quand le jugement de ce que nous avons à faire nous est réservé ; et ce jugement nous est réservé dans toutes les occasions où nous devons être libres.

§. 18.

Egalité des nations.

Puisque les hommes sont naturellement égaux, et que leurs droits et leurs obligations sont les mêmes, comme venant également de la nature, les nations composées d'hommes, et considérées comme autant

16 LE DROIT DES GENS.

de personnes libres qui vivent ensemble dans l'état de nature , sont naturellement égales , et tiennent de la nature les mêmes obligations et les mêmes droits. La puissance ou la faiblesse ne produisent , à cet égard , aucune différence. Un nain est aussi bien un homme qu'un géant : une petite république n'est pas moins un état souverain que le plus puissant royaume.

§. 19.

Effet de cette égalité.

Par une suite nécessaire de cette égalité , ce qui est permis à une nation , l'est aussi à toute autre ; et ce qui n'est pas permis à l'une , ne l'est pas non plus à l'autre.

§. 20.

Chacune est maîtresse de ses actions , quand elles n'intéressent pas le droit parfait des autres.

Une nation est donc maîtresse de ses actions , tant qu'elles n'intéressent pas les droits propres et parfaits d'une autre , tant qu'elle n'est liée que d'une obligation *interne* , sans aucune obligation *externe parfaite*. Si elle abuse de sa liberté , elle pèche ; mais les autres doivent le souffrir , n'ayant aucun droit de lui commander.

§. 21.

Fondement du droit des gens volontaire.

Les nations étant libres , indépendantes ,

égales , et chacune devant juger en sa conscience de ce qu'elle a à faire pour remplir ses devoirs , l'effet de tout cela est d'opérer, au moins extérieurement et parmi les hommes , une parfaite égalité de droit entre les nations , dans l'administration de leurs affaires et dans la poursuite de leurs prétentions , sans égard à la justice intrinsèque de leur conduite , dont il n'appartient pas aux autres de juger définitivement ; en sorte que ce qui est permis à l'une est aussi permis à l'autre , et qu'elles doivent être considérées dans la société humaine , comme ayant un droit égal.

Chacune prétend en effet avoir la justice de son côté , dans les différends qui peuvent survenir , et il n'appartient ni à l'un ni à l'autre des intéressés , ni aux autres nations , de juger la question. Celle qui a tort pèche contre sa conscience ; mais comme il se pourrait faire qu'elle eût droit , on ne peut l'accuser de violer les lois de la société.

Il est donc nécessaire en beaucoup d'occasions , que les nations souffrent certaines choses , bien qu'injustes et condamnables en elles-mêmes , parce qu'elles ne pourraient s'y opposer par la force , sans violer la liberté de quelqu'une , et sans détruire les fondemens de leur société naturelle. Et puisqu'elles sont obligées de cultiver cette société , on présume de droit , que toutes les nations ont consenti au principe que nous venons d'établir. Les règles qui

en découlent forment ce que M. WOLF appelle *le droit des gens volontaire* ; et rien n'empêche que nous n'usions du même terme , quoique nous ayons cru devoir nous écarter de cet habile homme , dans la manière d'établir le fondement de ce droit.

§. 22.

Droit des nations contre les infracteurs du droit des gens.

Les lois de la société naturelle sont d'une telle importance au salut de tous les états , que si l'on s'accoutumait à les fouler aux pieds , aucun peuple ne pourrait se flatter de se conserver et d'être tranquille chez lui , quelques mesures de sagesse , de justice et de modération qu'il pût prendre (*). Or , tous les hommes et tous les états ont un droit parfait aux choses sans lesquelles ils ne peuvent se conserver , puisque ce droit répond à une obligation indispensable. Donc toutes les nations sont en droit de réprimer par la force celle qui viole ouvertement les lois de la société que la nature a établies entr'elles , ou qui attaque directement le bien et le salut de cette société.

§. 23.

Règle de ce droit.

Mais il faut prendre garde de ne pas éten-

(*) *Etenim , si hæc (les lois) perturbare omnia et permiscere volumus , totam vitam periculosam , insidiosam , infestamque reddemus. CICERO in Verr. Act. 2. Lib. 1. Cap. 15.*

dre ce droit au préjudice de la liberté des nations. Toutes sont libres et indépendantes, mais obligées d'observer les lois de la société que la nature a établies entr'elles, et tellement obligées, que les autres ont droit de réprimer celle qui viole ces lois; toutes ensemble n'ont donc aucun droit sur la conduite de chacune, sinon en tant que la société naturelle s'y trouve intéressée. Le droit général et commun des nations sur la conduite de tout état souverain, se doit mesurer sur la fin de la société qui est entr'elles.

§. 24.

Droit des gens conventionnel, ou droit des traités.

Les divers engagements dans lesquels les nations peuvent entrer, produisent une nouvelle espèce de droit des gens, que l'on appelle *conventionnel*, ou *de traités*. Comme il est évident qu'un traité n'oblige que les parties contractantes, le *droit des gens conventionnel* n'est point un droit universel, mais un droit particulier. Tout ce que l'on peut faire sur cette matière dans un traité du droit des gens, c'est de donner les règles générales que les nations doivent observer par rapport à leurs traités. Le détail des différens accords qui se font entre certaines nations, des droits et des obligations qui en résultent, est matière de fait, et appartient à l'histoire.

§. 25.

Droit des gens coutumier.

Certaines maximes, certaines pratiques, consacrées par un long usage, et que les nations observent entr'elles comme une sorte de droit, forment *le droit des gens coutumier*, ou *la coutume des nations*. Ce droit est fondé sur le consentement tacite, ou, si vous voulez, sur une convention tacite des nations qui l'observent entr'elles, d'où il paraît qu'il n'oblige que ces mêmes nations qui l'ont adopté, et qu'il n'est point universel, non plus que le *droit conventionnel*. Il faut donc dire aussi de ce *droit coutumier*, que le détail n'en appartient point à un traité systématique du droit des gens, mais que nous devons nous borner à en donner une théorie générale, c'est-à-dire, les règles qui doivent y être observées, tant pour ses effets, que par rapport à sa matière même : et à ce dernier égard, ces règles serviront à distinguer les coutumes légitimes et innocentes, des coutumes injustes et illicites.

§. 26.

Règle générale sur ce droit.

Lorsqu'une coutume, un usage est généralement établi, soit entre toutes les nations policées du monde, soit seulement entre toutes celles d'un certain continent de l'Europe par exemple, ou celles qui ont en-

semble un commerce plus fréquent , si cette coutume est indifférente en soi , et à plus forte raison , si elle est utile et raisonnable , elle devient obligatoire pour toutes ces nations-là , qui sont censées y avoir donné leur consentement , et elles sont tenues à l'observer les unes envers les autres , tant qu'elles n'ont pas déclaré expressément ne vouloir plus la suivre. Mais si cette coutume renferme quelque chose d'injuste ou d'illicite , elle n'est d'aucune force , et même toute nation est obligée de l'abandonner , rien ne pouvant ni l'obliger , ni lui permettre de violer la loi naturelle.

§. 27.

Droit des gens positif.

Ces trois espèces de droit des gens , *volontaire* , *conventionnel* et *coutumier* , composent ensemble le *droit des gens positif*. Car ils procèdent tous de la volonté des nations ; le droit *volontaire* , de leur consentement présumé ; le droit *conventionnel* , d'un consentement exprès ; et le droit *coutumier* , d'un consentement tacite ; et comme il ne peut y avoir d'autre manière de déduire quelque droit de la volonté des nations , il n'y a que ces trois sortes de *droit des gens positif*.

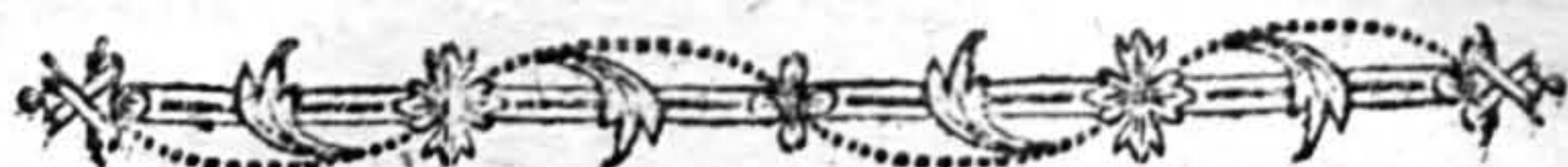
Nous aurons soin de les distinguer soigneusement du droit des gens *naturel* , ou *nécessaire* , sans cependant les traiter à part. Mais après avoir établi sur chaque matière

ce que le droit nécessaire prescrit, nous ajouterons tout de suite, comment et pourquoi il faut en modifier les décisions par le droit *volontaire*; ou, ce qui est la même chose en d'autres termes, nous expliquerons comment, en vertu de la liberté des nations et des règles de leur société naturelle, le droit *externe* qui doit être observé entr'elles, diffère en certaines rencontres des maximes du droit *interne*, toujours obligatoires cependant dans la conscience. Quant aux droits introduits par les traités, ou par la coutume, il n'est point à craindre que personne les confonde avec le droit des gens naturel. Ils forment cette espèce de droit des gens, que les auteurs nomment *arbitraire*.

§. 28.

Maxime générale sur l'usage du droit nécessaire et du droit volontaire.

Pour donner dès à présent une direction générale sur la distinction du *droit nécessaire* et du *droit volontaire*, observons que le *droit nécessaire* étant toujours obligatoire dans la conscience, une nation ne doit jamais le perdre de vue, quand elle délibère sur le parti qu'elle a à prendre pour satisfaire à son devoir; mais lorsqu'il s'agit d'examiner ce qu'elle peut exiger des autres états, elle doit consulter le *droit volontaire*, dont les maximes sont consacrées au salut et à l'avantage de la société universelle.



LE DROIT

DES GENS.



LIVRE I.

De la nation considérée en elle-même.



CHAPITRE PREMIER.

DES NATIONS , OU ÉTATS SOUVERAINS.

§. I.

De l'état et de la souveraineté.

UNE nation , un état est , comme nous l'avons dit dès l'entrée de cet ouvrage , un corps politique , ou une société d'hommes unis ensemble pour procurer leur avantage et leur sûreté , à forces réunies.

Par cela même que cette multitude forme une société , qui a ses intérêts communs , et qui doit agir de concert , il est nécessaire qu'elle établisse une autorité publique , pour ordonner et diriger ce que chacun doit faire relativement au but de l'association.

Cette autorité politique est la *souveraineté*, et celui ou ceux qui la possèdent, sont le *souverain*.

§. 2.

Droit du corps sur les membres.

On conçoit que par l'acte d'association civile ou politique, chaque citoyen se soumet à l'autorité du corps entier, dans tout ce qui peut intéresser le bien commun. Le droit de tous sur chaque membre appartient donc essentiellement au corps politique, à l'état; mais l'exercice de ce droit peut être remis en diverses mains, suivant que la société en aura ordonné.

§. 3.

Diverses espèces de gouvernement.

Si le corps de la nation retient à soi l'empire, ou le droit de commander, c'est un gouvernement populaire, une *démocratie*; s'il le remet à un certain nombre de citoyens, à un sénat, il établit une république *aristocratique*; enfin s'il confie l'empire à un seul, l'état devient une *monarchie*.

Ces trois espèces de gouvernement peuvent être diversement combinées et modifiées. Nous n'entrons point ici dans le détail; c'est l'objet du *droit public universel* (*).

(*) Nous n'examinerons pas non plus laquelle de ces diverses sortes de gouvernement est la meilleure. Il suffira de dire en général, que le gouvernement monarchique paraît préférable à tout autre, moyennant que le pouvoir du sou-

Il suffit au but de cet ouvrage , d'établir les principes généraux , nécessaires pour la décision des questions qui peuvent s'élever entre les nations.

§. 4.

Quels sont les états souverains.

Toute nation qui se gouverne elle-même , sous quelque forme que ce soit , sans dépendance d'aucun étranger , est un *état souverain*. Ses droits sont naturellement les mêmes que ceux de tout autre état. Telles sont les personnes morales , qui vivent ensemble dans une société naturelle soumise aux lois du droit des gens. Pour qu'une nation ait droit de figurer immédiatement dans cette grande société , il suffit qu'elle soit véritablement souveraine et indépendante , c'est-

verain soit limité et non absolu. *Qui (principatus) tum demum regius est , si intra modestiæ et mediocritatis fines se contineat : excessu potestatis quam imprudentes in dies augere satagunt , minuitur , penitusque corrumpitur. Nos stulti , majoris potentiæ specie , decepti , dilabimur in contrarium , non satis considerantes eam demum tutam esse potentiam quæ viribus modum imponit.* La maxime est très-vraie et très-sage. L'auteur cite ici ce mot de Théopompe , roi de Sparte. Revenant chez lui aux acclamations du peuple , après l'établissement des Ephores , sa femme lui dit : *vous laisserez à vos enfans une autorité diminuée par votre faute.* Oui , répond le roi , *je la laisserai moindre mais plus stable.* Les Lacédémoniens eurent pendant un temps deux chefs auxquels ils donnaient très-improprement le titre de rois. C'étaient des magistrats d'un pouvoir très-borné , on les traduisait en jugement , on les arrêtait , on les condamnait à la mort. La Suède a plus de raison de conserver à son chef le titre de roi , quoiqu'elle ait resserré son autorité dans des bornes fort étroites. Ce chef est unique et héréditaire , et l'état portait de toute ancienneté le titre de royaume.

Tome I.

B

à-dire , qu'elle se gouverne elle-même , par sa propre autorité et par ses lois.

§. 5.

Des états liés par des alliances inégales.

On doit donc compter au nombre des souverains , ces états qui se sont liés à un autre plus puissant , par une *alliance inégale* , dans laquelle , comme l'a dit *Aristote* , on donne au plus puissant plus d'honneur , et au plus faible plus de secours.

Les conditions de ces alliances inégales peuvent varier à l'infini. Mais quelles qu'elles soient , pourvu que l'allié inférieur se réserve la *souveraineté* , ou le droit de se gouverner par lui-même , il doit être regardé comme un état indépendant qui commerce avec les autres sous l'autorité du droit des gens.

§. 6.

Ou par des traités de protection.

Par conséquent un état faible , qui , pour sa sûreté , se met sous la protection d'un plus puissant , et s'engage , en reconnaissance , à plusieurs devoirs équivalens à cette protection , sans toutefois se dépouiller de son gouvernement et de sa *souveraineté* ; cet état , dis-je , ne cesse point pour cela de figurer parmi les souverains qui ne reconnoissent d'autre loi que le droit des gens.

§. 7.

Des états tributaires.

Il n'y a pas plus de difficulté à l'égard des états *tributaires*. Car bien qu'un tribut payé à une puissance étrangère diminue quelque chose de la dignité de ces états, étant un aveu de leur faiblesse, il laisse subsister entièrement leur souveraineté. L'usage de payer tribut était autrefois très-fréquent; les plus faibles se rachetant par-là des vexations du plus fort, ou se ménageant à ce prix sa protection, sans cesser d'être souverains.

§. 8.

Des états feudataires.

Les nations Germaniques introduisirent un autre usage, celui d'exiger l'hommage d'un état vaincu, ou trop foible pour résister. Quelquefois même une puissance a donné des souverainetés en fiefs, et des souverains se sont rendus volontairement feudataires d'un autre.

Lorsque l'hommage, laissant subsister l'indépendance et l'autorité souveraine dans l'administration de l'état, emporte seulement certains devoirs envers le seigneur du fief, ou même une simple reconnaissance honorifique, il n'empêche point que l'état, ou le prince feudataire ne soit véritablement souverain. Le roi de *Naples* fait hommage de son royaume au *Pape*: il n'en est

pas moins compté parmi les principaux souverains de l'Europe.

§. 9.

De deux états soumis au même prince.

Deux états souverains peuvent aussi être soumis au même prince, sans aucune dépendance de l'un envers l'autre, et chacun retient tous ses droits de nation libre et souveraine. Le roi de *Prusse* est prince souverain de *Neufchatel* en *Suisse*, sans aucune réunion de cette principauté à ses autres états; en sorte que les *Neufchatelois*, en vertu de leurs franchises, pourraient servir une puissance étrangère qui serait en guerre avec le roi de *Prusse*, pourvu que la guerre ne se fît pas pour la cause de leur principauté.

§. 10.

Des états formant une république fédérative.

Enfin plusieurs états souverains et indépendans peuvent s'unir ensemble par une confédération perpétuelle, sans cesser d'être chacun en particulier un état parfait. Ils formeront ensemble une république fédérative : les délibérations communes ne donneront aucune atteinte à la *souveraineté* de chaque membre; quoiqu'elles en puissent gêner l'exercice à certains égards, en vertu d'engagemens volontaires. Une personne ne cesse point d'être libre et indépendante, lorsqu'elle est obligée à remplir des engagemens qu'elle a bien voulu prendre.

Telles étoient autrefois les villes de la Grèce, et telles sont aujourd'hui les Provinces-unies des pays-bas, tels les membres du corps Helvétique.

§. II.

D'un état qui a passé sous la domination d'un autre.

Mais un peuple qui a passé sous la domination d'un autre, ne fait plus un état, et ne peut plus se servir directement du droit des gens. Tels furent les peuples et les royaumes que les Romains soumirent à leur empire : la plupart même de ceux qu'ils honorèrent du nom d'amis et d'alliés, ne formaient plus de vrais états. Ils se gouvernaient dans l'intérieur, par leurs propres lois et par leurs magistrats ; mais au dehors, obligés de suivre en tout les ordres de Rome, ils n'osaient faire d'eux-mêmes ni guerre ni alliance ; ils ne pouvaient traiter avec les nations.

§. 12.

Objets de ce traité.

Le droit des gens et la loi des souverains : les états libres et indépendans sont les personnes morales, dont nous venons établir les droits et les obligations dans ce traité.

CHAPITRE II.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DES DEVOIRS
D'UNE NATION ENVERS ELLE - MÊME.

§. 13.

Une nation doit agir convenablement à sa nature.

Si les droits d'une nation naissent de ses obligations (§. 3.), c'est principalement de celles dont elle-même est l'objet. Nous verrons aussi que ses devoirs envers les autres, dépendent beaucoup de ses devoirs envers elle-même, sur lesquels ils doivent se régler et se mesurer. Ayant donc à traiter des obligations et des droits des nations, l'ordre demande que nous commencions par établir ce que chacune se doit à elle-même.

La règle générale et fondamentale des devoirs envers soi-même est, que tout être moral doit vivre d'une manière convenable à sa nature, *naturæ convenienter vivere*. Une nation est un être déterminé par ses attributs essentiels, qui a sa nature propre, et qui peut agir convenablement à cette nature. Il est donc des actions d'une nation, comme telle, qui la concernent dans sa qualité de nation, et qui sont convenables ou opposées à ce qui la constitue telle; en sorte qu'il n'est point indifférent qu'elle commette

quelques-unes de ces actions et qu'elle en omette d'autres. La loi naturelle lui prescrit des devoirs à cet égard. Nous verrons dans ce premier livre qu'elle est la conduite qu'une nation doit tenir pour ne point se manquer à elle-même. Il faut d'abord en crayonner une idée générale.

§. 14.

De la conservation et de la perfection d'une nation.

Il n'est plus de devoirs pour qui n'existe plus, et un être moral n'est chargé d'obligations envers lui-même, qu'en vue de sa perfection et de son bonheur : *se conserver et se perfectionner*, c'est la somme de tous devoirs envers soi-même.

La *conservation* d'une nation consiste dans la durée de l'association politique qui la forme. Si cette association vient à finir, la nation ou l'état ne subsiste plus, quoique les individus qui le composaient, existent encore.

La *perfection* d'une nation se trouve dans ce qui la rend capable d'obtenir la fin de la société civile, et l'*état* d'une nation est *parfait*, lorsqu'il n'y manque rien de tout ce qui lui est nécessaire pour arriver à cette fin. On sait que la perfection d'une chose consiste, en général, dans un parfait accord de tout ce qui constitue cette chose-là, pour tendre à la même fin. Une nation étant une multitude d'hommes unis ensem-

ble en société civile, si dans cette multitude tout conspire à obtenir la fin que l'on se propose, en formant une société civile, la nation est parfaite, et elle le sera plus ou moins, selon qu'elle approchera plus ou moins de ce parfait accord. De même, son état externe sera plus ou moins parfait, selon qu'il concourra avec la perfection intrinsèque de la nation.

§. 15.

Quel est le but de la société civile.

Le *but*, ou la *fin* de la société civile est de procurer aux citoyens toutes les choses dont ils ont besoin pour les nécessités, la commodité et les agrémens de la vie, et en général pour leur bonheur; de faire en sorte que chacun puisse jouir tranquillement du *sien* et obtenir justice avec sûreté; enfin de se défendre ensemble contre toute violence du dehors.

Il est aisé maintenant de se faire une juste idée de la perfection d'un état ou d'une nation; il faut que tout y concoure au but que nous venons de marquer.

§. 16.

Une nation est obligée de se conserver.

Dans l'acte d'association, en vertu duquel une multitude d'hommes forment ensemble un état, une nation, chaque particulier s'est engagé envers tous à procurer le bien commun, et tous se sont engagés envers

chacun à lui faciliter les moyens de pourvoir à ses besoins , à le protéger et à le défendre. Il est manifeste que ces engagements réciproques ne peuvent se remplir qu'en maintenant l'association politique. La nation entière est donc obligée à maintenir cette association. Et comme c'est dans sa durée que consiste la conservation de la nation , il s'ensuit que toute nation est obligée de se conserver.

Cette obligation , naturelle aux individus que Dieu a créés , ne vient point aux nations immédiatement de la nature , mais du pacte par lequel la société civile est formée ; aussi n'est-elle point absolue , mais hypothétique , c'est-à-dire , qu'elle suppose un fait humain , savoir le pacte de société. Et comme les pactes peuvent se rompre d'un commun consentement des parties , si les particuliers qui composent une nation consentaient unanimement à rompre les nœuds qui les unissent , il leur serait permis de le faire , et de détruire ainsi l'état ou la nation ; mais ils pécheraient sans doute s'ils se portaient à cette démarche sans de grandes et justes raisons ; car les sociétés civiles sont approuvées de la loi naturelle , qui les recommande aux hommes , comme le vrai moyen de pourvoir à tous leurs besoins et de travailler efficacement à leur propre perfection. Il y a plus , la société civile est si utile , si nécessaire même à tous les citoyens , que l'on peut bien regarder comme

moralement impossible le consentement unanime de la rompre sans nécessité. Ce que peuvent ou doivent faire des citoyens, ce que la pluralité peut résoudre, en certains cas de nécessité, ou de besoins pressans ; ce sont des questions qui trouveront leur place ailleurs : on ne peut les décider solidement sans quelques principes que nous n'avons pas encore établis. Il suffit pour le présent, d'avoir prouvé qu'en général, tant que la société politique subsiste, la nation entière est obligée de travailler à la maintenir.

§. 17.

Et de conserver ses membres.

Si une nation est obligée de se conserver elle-même, elle ne l'est pas moins de conserver précieusement tous ses membres. Elle se le doit à elle-même, puisque perdre quelqu'un de ses membres, c'est s'affaiblir et nuire à sa propre conservation. Elle le doit aussi aux membres en particulier, par un effet de l'acte même d'association ; car ceux qui composent une nation se sont unis pour leur défense et leur commun avantage : nul ne peut être privé de cette union et des fruits qu'il en attend, tant que de son côté il en remplit les conditions.

Le corps de la nation ne peut donc abandonner une province, une ville, ni même un particulier qui en fait partie, à moins que la nécessité ne l'y contraigne, ou que

les plus fortes raisons , prises du salut public , ne lui en fassent une loi.

§. 18.

Une nation a droit à tout ce qui est nécessaire à sa conservation.

Puis donc qu'une nation est obligée de se conserver , elle a droit à tout ce qui est nécessaire à sa conservation. Car la loi naturelle nous donne droit à toutes les choses sans lesquelles nous ne pouvons satisfaire à notre obligation ; autrement elle nous obligerait à l'impossible , ou plutôt elle se contredirait elle-même , en nous prescrivant un devoir , et nous interdisant en même temps les seuls moyens de le remplir. Au reste , on comprend bien sans doute , que ces moyens ne doivent pas être injustes en eux-mêmes , et de ceux que la loi naturelle proscriit absolument. Comme il est impossible qu'elle permette jamais de pareils moyens , si en quelque occasion particulière , il ne s'en présente point d'autres pour satisfaire à une obligation générale , l'obligation doit passer , dans ce cas particulier , pour impossible , et nulle par conséquent.

§. 19.

Elle doit éviter tout ce qui pourrait causer sa destruction.

Par une conséquence bien évidente de ce qui vient d'être dit , une nation doit éviter avec soin , et autant qu'il lui est possible ,

36 LE DROIT DES GENS.
tout ce qui pourrait causer sa destruction ;
ou celle de l'état , qui est la même chose.

§. 20.

*De son droit à tout ce qui peut servir à
cette fin.*

La nation ou l'état a droit à tout ce qui peut lui servir pour détourner un péril imminent , et pour éloigner des choses capables de causer sa ruine , et cela par les mêmes raisons qui établissent son droit aux choses nécessaires à sa conservation.

§. 21.

*Une nation doit se perfectionner elle et son
état.*

Le second devoir général d'une nation envers elle-même est de travailler à sa perfection et à celle de son état. C'est cette double perfection qui rend une nation capable d'atteindre le but de la société civile ; il serait absurde de s'unir en société , et cependant de ne pas travailler à la fin pour laquelle on s'unit.

Ici le corps entier de la nation et chaque citoyen en particulier se trouvent liés d'une double obligation ; l'une venant immédiatement de la nature , et l'autre résultant de leurs engagements réciproques. La nature oblige tout homme à travailler à sa propre perfection , et par-là déjà il travaille à celle de la société civile , qui ne pourrait manquer d'être bien florissante , si elle n'était

composée que de bons citoyens. Mais cet homme trouvant dans une société bien réglée les plus puissans secours pour remplir la tâche que la nature lui impose relativement à lui-même, pour devenir meilleur et par conséquent plus heureux, il est sans doute obligé de contribuer de tout son pouvoir à rendre cette société parfaite.

Les citoyens qui forment une société politique s'engagent tous réciproquement à avancer le bien commun, et à procurer autant qu'il se pourra l'avantage de chaque membre. Puis donc que la perfection de la société est ce qui la rend propre à assurer également le bonheur du corps et celui des membres, travailler à cette perfection est le grand objet des engagements et des devoirs d'un citoyen. C'est sur-tout la tâche du corps entier, dans toutes les délibérations communes, dans tout ce qu'il fait comme corps.

§. 22.

Et éviter tout ce qui est contraire à sa perfection.

Une nation doit donc aussi prévenir et éviter soigneusement tout ce qui peut nuire à sa perfection et à celle de son état, ou retarder les progrès de l'une et de l'autre.

§. 23.

Des droits que ces obligations lui donnent.

Concluons encore, de même que nous l'avons fait ci-dessus par rapport à la conservation de l'état (§. 18.), qu'une nation

a droit à toutes les choses sans lesquelles elle ne peut se perfectionner elle-même et son état, ni prévenir et détourner tout ce qui est contraire à cette double perfection.

§. 24.

Exemples.

Les Anglais nous fournissent sur cette matière un exemple bien digne d'attention. Cette illustre nation se distingue d'une manière éclatante, par son application à tout ce qui peut rendre l'état plus florissant. Une constitution admirable y met tout citoyen en état de concourir à cette grande fin, et répand par-tout cet esprit de vrai patriotisme, qui s'occupe avec zèle du bien public. On y voit de simples citoyens former des entreprises considérables pour la gloire et le bien de la nation. Et tandis qu'un mauvais prince y aurait les mains liées, un roi sage et modéré y trouve les plus puissans secours, pour le succès de ses glorieux des-seins. Les grands et les représentans du peuple forment un lien de confiance entre le monarque et la nation, et concourant avec lui à tout ce qui convient au bien public, le soulagent en partie du fardeau du gouvernement, affermissent sa puissance, et lui font rendre une obéissance d'autant plus parfaite qu'elle est plus volontaire. Tout bon citoyen voit que la force de l'état est véritablement le bien de tous, et non pas celui d'un seul. Heureuse constitution! à

laquelle on n'a pu parvenir tout d'un coup, qui a coûté, il est vrai, des ruisseaux de sang, mais que l'on n'a point achetée trop cher. Puisse le luxe, cette peste fatale aux vertus mâles et patriotiques, ce ministre de corruption si funeste à la liberté, ne renverser jamais un monument honorable à l'humanité, monument capable d'apprendre aux rois combien il est glorieux de commander à un peuple libre !

Il est une autre nation, illustre par sa valeur et par ses victoires. Une noblesse vaillante et innombrable, de vastes et fertiles domaines pourraient la rendre respectable dans toute l'Europe : il est en son pouvoir de devenir en peu de temps florissante. Mais sa constitution s'y oppose ; et son attachement à cette constitution est tel, que l'on n'ose espérer d'y voir apporter les remèdes convenables. En vain un roi magnanime, élevé par ses vertus au dessus de l'ambition et de l'injustice, concevra les desseins les plus salutaires à son peuple, en vain il les fera goûter à la plus saine, à la plus grande partie de la nation ; un seul député opiniâtre, ou vendu à l'étranger, arrêtera tout, et rompra les mesures les plus sages et les plus nécessaires. Excessivement jalouse de sa liberté, cette nation a pris des précautions qui mettent sans doute le roi hors d'état de rien entreprendre contre la liberté publique. Mais ne voit-on pas que ces mesures passent le but, qu'elles lient les

main du prince le plus juste et le plus sage, et lui ôtent les moyens d'assurer cette même liberté contre les entreprises des puissances étrangères, et de rendre la nation riche et heureuse ? Ne voit-on pas que la nation elle-même s'est mise dans l'impuissance d'agir, et que son conseil est livré au caprice, ou à la trahison d'un seul membre ?

§. 25.

Une nation doit se connaître elle-même.

Observons enfin, pour terminer ce chapitre, qu'une nation doit se connaître elle-même. Sans cette connaissance, elle ne peut travailler avec succès à sa perfection. Il faut qu'elle ait une juste idée de son état, afin de prendre des mesures qui y soient convenables ; qu'elle connaisse les progrès qu'elle a déjà faits et ceux qui lui restent à faire, ce qu'elle a de bon, ce qu'elle renferme encore de défectueux, pour conserver l'un et corriger l'autre. Sans cette connaissance, une nation se conduit au hasard ; elle prend souvent les plus fausses mesures, elle croit agir avec beaucoup de sagesse, en imitant la conduite des peuples réputés habiles, et ne s'aperçoit pas que tel règlement, telle pratique, salutaire à une nation, est souvent pernicieuse à une autre. Chaque chose doit être conduite suivant sa nature : les peuples ne peuvent être bien gouvernés, si l'on ne se règle sur leur caractère ; et pour cela, il faut connaître ce caractère.

CHAPITRE III.

DE LA CONSTITUTION DE L'ÉTAT, DES
DEVOIRS ET DES DROITS DE LA
NATION A CET ÉGARD.

§. 26.

De l'autorité publique.

Nous n'avons pu éviter dans le premier chapitre d'anticiper quelque peu sur la matière de celui-ci. On a déjà vu que toute société politique doit nécessairement établir une autorité publique, qui ordonne des affaires communes, qui prescrive à chacun la conduite qu'il doit tenir en vue du bien public, et qui ait les moyens de se faire obéir. Cette autorité appartient essentiellement au corps de la société ; mais elle peut s'exercer de bien des manières : c'est à chaque société de choisir celle qui lui convient le mieux.

. 27.

Ce que c'est que la constitution de l'état.

Le règlement fondamental qui détermine la manière dont l'autorité publique doit être exercée, est ce qui forme la *constitution de l'état*. En elle se voit la forme sous laquelle la nation agit en qualité de corps politique, comment et par qui le peuple doit être gouverné, quels sont les droits et les devoirs de ceux qui gouvernent. Cette

42 LE DROIT DES GENS.
constitution n'est dans le fond autre chose
que l'établissement de l'ordre dans lequel
une nation se propose de travailler en com-
mun à obtenir les avantages en vue desquels
la société politique s'est établie.

§. 28.

La nation doit choisir la meilleure.

C'est donc la constitution de l'état qui
décide de sa perfection , de son aptitude à
remplir les fins de la société ; et par consé-
quent le plus grand intérêt d'une nation qui
forme une société politique , son premier et
plus important devoir envers elle-même ,
est de choisir la meilleure constitution pos-
sible et la plus convenable aux circonstances.
Lorsqu'elle fait ce choix , elle pose les fon-
demens de sa conservation , de son salut ,
de sa perfection et de son bonheur : elle ne
saurait donner trop de soins à rendre ces
fondemens solides.

§. 29.

Des lois politiques , fondamentales et civiles.

Les lois sont des règles établies par l'au-
torité publique , pour être observées dans
la société. Toutes doivent se rapporter au
bien de l'état et des citoyens. Les lois qui
sont faites directement en vue du bien public
sont des *lois politiques* ; et dans cette classe ,
celles qui concernent le corps même et l'es-
sence de la société , la forme du gouverne-
ment , la manière dont l'autorité publique

doit être exercée ; celles , en un mot , dont le concours forme la constitution de l'état , sont les *lois fondamentales*.

Les lois *civiles* sont celles qui règlent les droits et la conduite des particuliers entr'eux.

Toute nation qui ne veut pas se manquer à elle-même , doit apporter tous ses soins à établir ces lois , et principalement les lois fondamentales , à les établir , dis-je , avec sagesse , d'une manière convenable au naturel des peuples , et à toutes les circonstances dans lesquelles ils se trouvent ; elle doit les déterminer et les énoncer avec précision et clarté , afin qu'elles demeurent stables , qu'elles ne puissent être éludées et qu'elles n'engendrent , s'il se peut , aucune dissension ; que d'un côté , celui , ou ceux à qui l'exercice du souverain pouvoir sera confié , et les citoyens de l'autre , connaissent également leurs devoirs et leurs droits. Ce n'est point ici le lieu de considérer en détail quelles doivent être cette constitution et ces lois ; cette discussion appartient au droit public et à la politique. D'ailleurs les lois et la constitution des divers états doivent nécessairement varier suivant le caractère des peuples et les autres circonstances. Il faut s'en tenir aux généralités dans le droit des gens. On y considère les devoirs d'une nation envers elle-même , principalement pour déterminer la conduite qu'elle doit tenir dans cette grande société que la nature a

établie entre tous les peuples. Ces devoirs lui donnent des droits qui servent à régler et à établir ce qu'elle peut exiger des autres nations, et réciproquement ce que les autres peuvent attendre d'elle.

§. 30.

Du maintien de la constitution et de l'obéissance aux lois.

La constitution de l'état et ses lois sont la base de la tranquillité publique, le plus ferme appui de l'autorité politique et le gage de la liberté des citoyens. Mais cette constitution est un vain fantôme, et les meilleures lois sont inutiles, si on ne les observe pas religieusement. La nation doit donc veiller sans relâche à les faire également respecter et de ceux qui gouvernent, et du peuple destiné à obéir. Attaquer la constitution de l'état, violer ses lois, c'est un crime capital contre la société; et si ceux qui s'en rendent coupables sont des personnes revêtues d'autorité, ils ajoutent au crime en lui-même, un perfide abus du pouvoir qui leur est confié. La nation doit constamment les réprimer avec toute la vigueur et la vigilance que demande l'importance du sujet. Il est rare de voir heurter de front les lois et la constitution d'un état : c'est contre les attaques sourdes et lentes que la nation devrait être particulièrement en garde. Les révolutions subites frappent l'imagination des hommes : on en écrit l'histoire, on en développe les

ressorts : on néglige les changemens qui arrivent insensiblement , par une longue suite de degrés peu marqués. Ce serait rendre aux nations un service important , que de montrer par l'histoire combien d'états ont ainsi changé totalement de nature , et perdu leur première constitution. On réveillerait l'attention des peuples , et désormais remplis de cette excellente maxime , non moins essentielle en politique qu'en morale , *principiis obsta* , ils ne fermentaient plus les yeux sur des innovations peu considérables en elles-mêmes , mais qui servent de marches , pour arriver à des entreprises plus hautes et plus pernicieuses.

§. 31.

Droits de la nation à l'égard de sa constitution et de son gouvernement.

Les suites d'une bonne ou d'une mauvaise constitution étant d'une telle importance , et la nation se trouvant étroitement obligée à se procurer , autant qu'elle le peut , la meilleure et la plus convenable , elle a droit à toutes les choses sans lesquelles elle ne peut remplir cette obligation (§. 18.) Il est donc manifeste que la nation est en plein droit de former elle-même sa constitution , de la maintenir , de la perfectionner , et de régler à sa volonté tout ce qui concerne le gouvernement , sans que personne puisse avec justice l'en empêcher. Le gouvernement n'est établi que pour la nation , en vue de son salut et de son bonheur.

§. 32.

Elle peut réformer le gouvernement.

S'il arrive donc qu'une nation soit mécontente de l'administration publique , elle peut y mettre ordre et réformer le gouvernement. Mais prenez garde que je dis la nation ; car je suis bien éloigné de vouloir autoriser quelques mécontents ou quelques brouillons à troubler ceux qui gouvernent, en excitant des murmures et des séditions. C'est uniquement le corps de la nation qui a le droit de réprimer des conducteurs qui abusent de leur pouvoir. Quand la nation se tait et obéit , elle est censée approuver la conduite des supérieurs , ou au moins la trouver supportable , et il n'appartient point à un petit nombre de citoyens de mettre l'état en péril , sous prétexte de le réformer.

§. 33.

Et changer la constitution.

En vertu des mêmes principes , il est certain que si la nation se trouve mal de sa constitution même , elle est en droit de la changer.

Il n'y a nulle difficulté , au cas que la nation se porte unanimement à ce changement : on demande ce qui doit s'observer , en cas de partage. Dans la conduite ordinaire de l'état , le sentiment de la pluralité doit passer sans contredit pour celui de la

nation entière ; autrement il seroit comme impossible que la société prît jamais aucune résolution. Il paraît donc que , par la même raison , une nation peut changer la constitution de l'état , à la pluralité des suffrages ; et toutes les fois qu'il n'y aura rien dans ce changement que l'on puisse regarder comme contraire à l'acte même d'association civile , à l'intention de ceux qui se sont unis , tous seront tenus de se conformer à la résolution du plus grand nombre. Mais s'il était question de quitter une forme de gouvernement , à laquelle seule il paraîtrait que les citoyens ont voulu se soumettre , en se liant par les nœuds de la société civile ; si la plus grande partie d'un peuple libre , à l'exemple des *Juifs* du temps de *Samuel* , s'ennuyait de sa liberté , et voulait la soumettre à l'empire d'un monarque , les citoyens plus jaloux de cette prérogative si précieuse à ceux qui l'ont goûtée , obligés de laisser faire le plus grand nombre , ne le seraient point du tout de se soumettre au nouveau gouvernement : ils pourraient quitter une société qui semblerait se dissoudre d'elle-même pour se reproduire sous une autre forme ; ils seraient en droit de se retirer ailleurs , de vendre leurs terres et d'emporter tous leurs biens.

§. 34.

*De la puissance législative , et si elle peut
changer la constitution.*

Il se présente encore ici une question très-importante. Il appartient essentiellement à la société de faire des lois sur la manière dont elle prétend être gouvernée , et sur la conduite des citoyens : ce pouvoir s'appelle *puissance législative*. La nation peut en confier l'exercice au prince , ou à une assemblée , ou à cette assemblée et au prince conjointement , lesquels sont dès-lors en droit de faire des lois nouvelles et d'abroger les anciennes. On demande si leur pouvoir s'étend jusque sur les lois fondamentales , s'ils peuvent changer la constitution de l'état. Les principes que nous avons posés nous conduisent certainement à décider que l'autorité de ces législateurs ne va pas si loin , et que les lois fondamentales doivent être sacrées pour eux , si la nation ne leur a pas donné très-expressément le pouvoir de les changer. Car la constitution de l'état doit être stable : et puisque la nation l'a premièrement établie , et qu'elle a ensuite confié la *puissance législative* à certaines personnes , les lois fondamentales sont exceptées de leur commission. On voit que la société a seulement voulu pourvoir à ce que l'état fût toujours muni de lois convenables aux conjonctures , et donner pour cet effet aux législateurs le pouvoir d'abroger les
anciennes

anciennes lois civiles et les lois politiques non fondamentales , et d'en faire de nouvelles ; mais rien ne conduit à penser qu'elle ait voulu soumettre sa constitution même à leur volonté. Enfin , c'est de la constitution que ces législateurs tiennent leur pouvoir ; comment pourraient-ils la changer , sans détruire le fondement de leur autorité ? Par les lois fondamentales de l'Angleterre , les deux chambres du parlement , de concert avec le roi , exercent la puissance législative. S'il prenait envie aux deux chambres de se supprimer elles-mêmes , et de revêtir le roi de l'empire plein et absolu , certainement la nation ne le souffrirait pas. Et qui oserait dire qu'elle n'aurait pas le droit de s'y opposer ? Mais si le parlement délibérait de faire un changement si considérable , et que la nation entière gardât volontairement le silence , elle serait censée approuver le fait de ses représentans.

§. 35.

La nation ne doit s'y porter qu'avec réserve.

Au reste , en traitant ici du changement de la constitution , nous ne parlons que du droit ; ce qui est expédient appartient à la politique. Contentons-nous d'observer en général , que les grands changemens dans l'état étant des opérations délicates , pleines de dangers , et la fréquence des changemens nuisible en elle-même , un peuple doit être très-circonspect sur cette matière , et ne se

porter jamais aux nouveautés, sans les raisons les plus pressantes, ou sans nécessité. L'esprit volage des *Athéniens* fut toujours contraire au bonheur de la république, et fatal enfin à une liberté dont ils étaient si jaloux, sans savoir en jouir.

§. 36.

Elle est juge de toutes les contestations sur le gouvernement.

Concluons encore de ce que nous avons établi (§. 31.), que s'il s'élève dans l'état des contestations sur les loix fondamentales, sur l'administration publique, sur les droits des différentes puissances qui y ont part, il appartient uniquement à la nation d'en juger et de les terminer conformément à sa constitution politique.

§. 37.

Aucune puissance étrangère n'est en droit de s'en mêler.

Enfin toutes ces choses n'intéressant que la nation, aucune puissance étrangère n'est en droit de s'en mêler, ni ne doit y intervenir autrement que par ses bons offices, à moins qu'elle n'en soit requise, ou que des raisons particulières ne l'y appellent. Si quelqu'une s'ingère dans les affaires domestiques d'une autre, si elle entreprend de la contraindre dans ses délibérations, elle lui fait injure.

CHAPITRE IV.

DU SOUVERAIN, DE SES OBLIGATIONS
ET DE SES DROITS.

§. 38.

Du Souverain.

ON ne s'attend point, sans doute, à trouver ici une longue déduction des droits de la *souveraineté* et des fonctions du prince. C'est dans les traités du droit public qu'il faut les chercher. Nous nous proposons seulement dans ce chapitre, de faire voir, en conséquence des grands principes du droit des gens, ce que c'est que le souverain, et de donner une idée générale de ses obligations et de ses droits.

Nous avons dit que la *souveraineté* est cette autorité publique qui commande dans la société civile, qui ordonne et dirige ce que chacun y doit faire pour en atteindre le but. Cette autorité appartient originairement et essentiellement au corps même de la société, auquel chaque membre s'est soumis et a cédé les droits qu'il tenait de la nature, de se conduire en toutes choses suivant ses lumières, par sa propre volonté, et de se faire justice lui-même. Mais le corps de la société ne retient pas toujours à soi cette autorité souveraine, souvent il prend le

parti de la confier à un sénat, ou à une seule personne. Ce sénat, ou cette personne est alors le *souverain*.

§. 39.

Il n'est établi que pour le salut et l'avantage de la société.

Il est évident que les hommes ne forment une société politique, et ne se soumettent à ses lois, que pour leur propre avantage et leur salut. L'autorité souveraine n'est donc établie que pour le bien commun de tous les citoyens, et il serait absurde de penser qu'elle puisse changer de nature, en passant dans les mains d'un sénat ou d'un monarque. La flatterie ne peut donc disconvenir, sans se rendre également ridicule et odieuse, que le souverain est uniquement établi pour le salut et l'avantage de la société.

Un bon prince, un sage conducteur de la société doit être bien rempli de cette grande vérité, que la souveraine puissance ne lui est confiée que pour le salut de l'état et le bonheur de tout le peuple; qu'il ne lui est pas permis de se chercher lui-même dans l'administration des affaires, de se proposer sa propre satisfaction, ou son avantage particulier, mais qu'il doit rapporter toutes ses vues, toutes ses démarches au plus grand bien de l'état et des peuples qui lui sont soumis (*). Qu'il est beau de voir un roi

(*) Dernières paroles de Louis-le-gros à Louis VII, son

d'Angleterre rendre compte à son parlement de ses principales opérations, assurer ce corps représentatif de la nation, qu'il ne se propose d'autre but que la gloire de l'état et le bonheur de son peuple, et remercier affectueusement tous ceux qui concourent avec lui à des vues si salutaires ! Certainement un monarque qui tient ce langage, et qui en prouve la sincérité par sa conduite, est le seul grand aux yeux du sage. Mais dès long-temps une criminelle flatterie a fait oublier ces maximes dans la plupart des royaumes. Une troupe de lâches courtisans persuade sans peine à un monarque orgueilleux, que la nation est faite pour lui, et non pas lui pour la nation. Il regarde bientôt le royaume comme un patrimoine qui lui est propre, et le peuple comme un troupeau de bétail, dont il doit tirer ses richesses, et duquel il peut disposer pour remplir ses vues et satisfaire ses passions. De là ces guerres funestes, entreprises par l'ambition, l'inquiétude, la haine ou l'orgueil. De là ces impôts accablans, dont les deniers sont dissipés par un luxe ruineux, ou livrés à des maî-

filis. *Souvenez-vous, mon fils, que la royauté n'est qu'une charge publique dont vous rendrez un compte rigoureux à celui qui seul dispose des sceptres et des couronnes. Hist. de France, par l'abbé Velly, Tom. III. pag. 65.*

Timur-Bec déclara, comme il l'avoit déjà fait en pareilles occasions, que l'application qu'un prince donne au soin de son état, durant une heure seulement, est plus utile et plus importante que le culte qu'il rend à Dieu, et les prières qu'il ferait pendant toute sa vie. La même chose se trouve dans l'Alcoran. *Hist. de TIMUR-BEC. Liv. II. Chap. XLI.*

tresses et à des favoris. De là enfin les places importantes données à la faveur, le mérite envers l'état négligé, et tout ce qui n'intéresse pas directement le prince, abandonné aux ministres et aux subalternes. Qui reconnaîtrait dans ce malheureux gouvernement une autorité établie pour le bien public ? Un grand prince sera en garde même contre ses vertus. Ne disons point, avec quelques écrivains, que les vertus des particuliers ne sont pas les vertus des rois : maximes de politique superficielles, ou peu exactes dans leurs expressions. La bonté, l'amitié, la reconnaissance sont encore des vertus sur le trône ; et plutôt au ciel qu'elles y fussent toujours ! mais un roi sage ne se livre pas sans discernement à leurs impressions. Il les chérit, il les cultive dans sa vie privée : dès qu'il agit au nom de l'état, il n'écoute que la justice et la saine politique. Et pourquoi ? parce qu'il sait que l'empire ne lui est confié que pour le bien de la société, qu'il ne doit point se chercher lui-même dans l'usage qu'il fait de sa puissance. Il tempère sa bonté par la sagesse ; il donne à l'amitié ses faveurs domestiques et privées ; il distribue les charges et les emplois au mérite, les récompenses publiques aux services rendus à l'état ; en un mot, il n'use de la puissance publique qu'en vue du bien public. Tout cela est compris dans ce beau mot de LOUIS XII. *Un roi de France ne venge point les injures d'un duc d'Orléans.*

§. 40.

De son caractère représentatif.

La société politique est une personne morale, (prélim. §. 2.) en tant qu'elle a un entendement et une volonté, dont elle fait usage pour la conduite de ses affaires, et qu'elle est capable d'obligations et de droits. Lors donc qu'elle confère la souveraineté à quelqu'un, elle met en lui son entendement et sa volonté, elle lui transporte ses obligations et ses droits, autant qu'ils se rapportent à l'administration de l'état, à l'exercice de l'autorité publique ; et le conducteur de l'état, le souverain, devenant ainsi le sujet où résident les obligations et les droits relatifs au gouvernement, c'est en lui que se trouve la personne morale, qui, sans cesser absolument d'exister dans la nation, n'agit désormais qu'en lui et par lui. Telle est l'origine du caractère représentatif que l'on attribue au souverain. Il représente sa nation dans toutes les affaires qu'il peut avoir comme souverain. Ce n'est point avilir la dignité du plus grand monarque, que de lui attribuer ce caractère représentatif ; au contraire, rien ne la relève avec plus d'éclat : par-là le monarque réunit en sa personne toute la majesté qui appartient au corps entier de la nation.

§. 41.

*Il est chargé des obligations de la nation ;
et revêtu de ses droits.*

Le souverain ainsi revêtu de l'autorité publique , de tout ce qui fait la personnalité morale de la nation , se trouve par-là chargé des obligations de cette nation et muni de ses droits.

§. 42.

*Son devoir à l'égard de la conservation et de
la perfection de la nation.*

Tout ce que nous avons dit au chapitre II. des devoirs généraux d'une nation envers elle-même , regarde particulièrement le souverain. Dépositaire de l'empire , du pouvoir de commander tout ce qui convient au bien public , il doit , en père tendre et sage , en fidelle administrateur , veiller pour la nation , prendre soin de la conserver , de la rendre plus parfaite , d'améliorer son état , et de la garantir autant qu'il se pourra de tout ce qui menacerait sa sûreté ou son bonheur.

§. 43.

Ses droits à cet égard.

Dès-lors , tous les droits que l'obligation de se conserver et de se perfectionner elle-même et son état donne à une nation , (voyez les §. 18. 20. et 23. de ce livre) , tous ces droits , dis-je , résident dans le souverain ,

que l'on appelle indifféremment aussi *conducteur* de la société, *supérieur*, *prince*, etc.

§. 44.

Il doit connaître sa nation.

Nous avons observé ci-dessus, que toute nation doit se connaître elle-même. Cette obligation retombe sur le souverain, puisque c'est à lui de veiller à la conservation et à la perfection de la nation. Le devoir que la loi naturelle impose ici aux conducteurs des nations, est d'une extrême importance et d'une très-grande étendue. Ils doivent connaître exactement tout le pays soumis à leur autorité, ses qualités, ses défauts, ses avantages, sa situation à l'égard des voisins; ils doivent se procurer une parfaite connaissance des mœurs et des inclinations générales de leur nation, de ses vertus, de ses vices, de ses talens, etc. Toutes ces lumières leur sont nécessaires pour bien gouverner.

§. 45.

Etendue de son pouvoir, droits de majesté.

Le prince tient son autorité de la nation; il en a précisément autant qu'elle a voulu lui en confier (*). Si la nation lui a remis

(*) *Neque enim se princeps reipublicæ et singulorum dominum arbitrabitur, quamvis assentatoribus id in aurem insurrantibus, sed rectorem mercede à civibus designatâ quam augere nisi ipsis volentibus nefas existimabit. Ibid. Cap. V.*
Il suit de ce principe que la nation est au-dessus du souve-

purement et simplement la souveraineté, sans limitations et sans partage, elle est censée l'avoir revêtu de tous les droits sans lesquels le souverain commandement, ou l'empire ne peut être exercé de la manière la plus convenable au bien public. Ces droits sont ceux que l'on appelle *droits de majesté*, ou *droits régaliens*.

§. 46.

Le prince doit respecter et maintenir les lois fondamentales.

Mais lorsque la puissance souveraine est limitée et réglée par les lois fondamentales de l'état, ces lois marquent au prince l'étendue et les bornes de son pouvoir, et la manière dont il doit l'exercer. Le prince est donc étroitement obligé, non-seulement à les respecter, mais encore à les maintenir. La constitution et les lois fondamentales sont le plan sur lequel la nation a résolu de travailler à son bonheur : l'exécution en est confiée au prince. Qu'il suive religieusement ce plan ; qu'il regarde les lois fondamentales comme des règles inviolables et sacrées, et qu'il sache que dès le moment qu'il s'en écarte, ses commandemens deviennent injustes, et ne sont plus qu'un abus criminel de la puissance qui lui est confiée. Il est,

rain. Quod caput est, sit principi persuasum totius rei-publicæ majorem quam ipsius unius auctoritatem esse : neque pessimis hominibus credat diversum affirmantibus gratificandi studio ; quæ magna perniciēs est. Ibid.

en vertu de cette puissance , le gardien , le défenseur des lois : obligé de réprimer quiconque osera les violer , pourrait-il les fouler aux pieds lui-même ? (*)

§. 47.

S'il peut changer les lois non fondamentales.

Si le prince est revêtu de la puissance législative , il peut , suivant sa sagesse , et lorsque le bien de l'état le demande , abolir les lois non fondamentales , et en faire de nouvelles. Voyez ce que nous avons dit sur cette matière au chapitre précédent. (§. 34.)

§. 48.

Il doit maintenir et observer celles qui subsistent.

Mais tandis que les lois subsistent , le

(*) Il y a des pays où l'on prend des précautions formelles contre l'abus du pouvoir. « Les peuples du Brabant , » dit Grotius , considérant entr'autres choses qu'il se trouve » souvent des potentats , qui , sous le prétexte assez vulgaire du bien public , ne font point de difficulté de rompre leurs promesses ; pour s'opposer à cet inconvénient , » établirent chez eux une coutume qui est telle , que jamais » ils n'admettent leur prince dans la possession du gouvernement , sans avoir auparavant fait avec lui cette paction : » que toutes les fois qu'il lui arrivera de violer les lois du » pays , ils demeureront affranchis des liens de l'obéissance » qu'ils lui avaient jurée , jusques à ce que les outrages aient » été entièrement réparés. Et cette vérité se confirme par » l'exemple des prédécesseurs , qui se servirent autrefois utilement de la force des armes et de celle des décrets , pour » remettre dans le devoir leurs princes qui s'en étaient écartés , soit par leur propre dérèglement , soit par l'artifice de leurs flatteurs , ainsi qu'il arriva à Jean , second de ce nom ; et ils ne voulurent point faire de paix avec lui ni avec ses successeurs , jusques à ce que ces princes eussent promis religieusement de leur conserver leurs privilèges. » *Ann. des pays-Bas. Liv. II.*

souverain doit les maintenir et les observer religieusement. Elles sont le fondement de la tranquillité publique, et le plus ferme appui de l'autorité souveraine. Tout est incertain, violent, sujet aux révolutions dans ces états malheureux où règne un pouvoir arbitraire. Il est donc du véritable intérêt du prince, comme de son devoir, de maintenir les lois et de les respecter : il doit s'y soumettre lui-même. Nous trouvons cette vérité établie dans un écrit publié pour un prince des plus absolu que l'Europe ait vu régner, pour LOUIS XIV.

“ Qu'on ne dise point que le souverain ne
 „ soit pas sujet aux lois de son état, puis-
 „ que la proposition contraire est une
 „ vérité du droit des gens, que la flatterie
 „ a quelquefois attaquée, et que les bons
 „ princes ont toujours défendue comme une
 „ divinité tutélaire de leurs états ” (*).

§. 49.

En quel sens il est soumis aux lois.

Mais il est nécessaire d'expliquer cette soumission du prince aux lois. Premièrement, il doit, comme nous venons de le voir, en suivre les dispositions dans tous les actes de son administration. En second lieu, il est sujet lui-même, dans ses affaires particulières, à toutes les lois qui concer-

(*) Traité des droits de la reine sur divers états de la monarchie d'Espagne, 1667. in-12. II. partie, p. 191.

nent la propriété. Je dis dans ses affaires particulières ; car dès qu'il agit comme prince , et au nom de l'état , il n'est sujet qu'aux lois fondamentales et à celles du droit des gens. En troisième lieu , le prince est soumis à certains réglemens de police générale , regardés comme inviolables dans l'état , à moins qu'il n'en soit excepté , ou expressément par la loi , ou tacitement par une conséquence nécessaire de sa dignité. Je veux parler ici des lois qui concernent l'état des personnes , et sur-tout de celles qui règlent la validité des mariages. Ces lois sont établies pour assurer l'état des familles ; or , la famille royale est celle de toutes dont il importe le plus que l'état soit certain. Mais 4.^o observons en général sur cette question , que si le prince est revêtu de la souveraineté pleine , absolue et illimitée , il est au-dessus des lois , qui tiennent de lui seul toute leur force , et il peut s'en dispenser lui-même , toutes les fois que la justice et l'équité naturelles le lui permettent. 5.^o Quant aux lois qui regardent les mœurs et le bon ordre , le prince doit sans doute les respecter et les soutenir par son exemple. Mais 6.^o il est certainement au-dessus de toute loi civile pénale. La majesté du souverain ne souffre point qu'il soit puni comme un particulier , et ses fonctions sont trop sublimes , pour qu'il puisse être troublé , sous prétexte d'une faute qui n'intéresse pas directement le gouvernement de l'état.

Sa personne est sacrée et inviolable.

Ce n'est point assez que le prince soit au dessus des lois pénales : allons plus loin , pour l'intérêt même des nations. Le souverain est l'ame de la société ; s'il n'est pas en vénération aux peuples et dans une parfaite sureté , la paix publique , le bonheur et le salut de l'état sont dans un danger continuel. Le salut même de la nation exige donc nécessairement que la personne du prince soit sacrée et inviolable. Le peuple Romain avait attribué cette prérogative à ses tribuns , afin qu'ils pussent veiller sans obstacle à sa défense , et qu'aucune crainte ne les troublât dans leurs fonctions. Les soins , les opérations du souverain sont d'une plus grande importance que n'étaient celles des tribuns , et non moins pleines de dangers , s'il n'est muni d'une puissante sauvegarde. Il est impossible que le monarque , même le plus juste et le plus sage , ne fasse pas des mécontents : l'état demeurera-t-il exposé à perdre ce bon prince par la main d'un furieux ? La monstrueuse et folle doctrine , qu'il est permis à un particulier de tuer un mauvais prince , priva la France , au commencement du siècle dernier , d'un héros qui était véritablement le père de son peuple. (*)

(*) Depuis que ceci est écrit, la France a vu renouveler ces horreurs. Elle gémit d'avoir produit un monstre capable

Quel que soit un prince , c'est un énorme attentat contre une nation , que de lui arracher un souverain à qui elle trouve à propos d'obéir. (*)

§. 51.

Cependant la nation peut réprimer un tyran , et se soustraire à son obéissance.

Mais ce haut attribut du souverain n'empêche pas que la nation ne puisse réprimer un tyran insupportable , le juger même , en respectant dans sa personne la majesté de son rang , et se soustraire à son obéissance. C'est à ce droit incontestable , qu'une puissante république doit sa naissance. La tyrannie exercée par PHILIPPE II dans les *Pays-bas* , fit soulever ces provinces : sept d'entr'elles ,

de violer la majesté royale dans la personne d'un prince , qui , par les qualités de son cœur , mérite l'amour de ses sujets et la vénération des étrangers.

(*) Je trouve dans l'ouvrage de MARIANA , *Chap. VII.* vers la fin , un exemple remarquable des erreurs où nous jette une vaine subtilité dénuée de bons principes. Cet auteur permet d'empoisonner un tyran et même un ennemi public , pourvu qu'on l'empoisonne de manière qu'on ne l'engage point , ni par force , ni par erreur ou ignorance , à concourir lui-même à l'acte qui lui donne la mort , comme on ferait , par exemple , en lui présentant un breuvage empoisonné. Car , dit-il , en l'induisant ainsi à se donner la mort lui-même , quoiqu'il le fasse par ignorance , on lui fait violer la loi naturelle qui défend de s'ôter la vie à soi-même , et la faute de celui qui s'empoisonne ainsi sans le savoir , retombe sur son véritable auteur , sur celui qui a donné le poison. *Ne cogatur tantum sciens aut imprudens sibi conscire mortem : quod esse nefas judicamus veneno in potu aut cibo quod hauriat qui perimendus est , aut simili aliâ re temperato.* Belle raison ! Mariana s'est-il moqué des lecteurs , ou a-t-il voulu seulement un peu plâtrer ce que sa doctrine a d'affieux dans ce chapitre ?

étroitement confédérées , maintinrent courageusement leur liberté , sous la conduite des héros de la maison d'*Orange* ; et l'*Espagne* , après de vains et ruineux efforts , les a reconnues pour des états souverains et indépendans. Si l'autorité du prince est limitée et réglée par les lois fondamentales , le prince , en sortant des bornes qui lui sont prescrites , commande sans aucun droit , sans titre même , la nation n'est point obligée de lui obéir , elle peut résister à ses entreprises injustes. Dès qu'il attaque la constitution de l'état , le prince rompt le contrat qui liait le peuple à lui ; le peuple devient libre par le fait du souverain , et ne voit plus en lui qu'un usurpateur , qui voudrait l'opprimer. Cette vérité est reconnue de tout écrivain sensé , dont la plume n'est point asservie à la crainte , ou vendue à l'intérêt. Mais quelques auteurs célèbres soutiennent que si le prince est revêtu de l'empire suprême , plein et absolu , personne n'est en droit de lui résister , bien moins de le réprimer , et qu'il ne reste à la nation que de souffrir avec patience et d'obéir. Ils se fondent sur ce qu'un pareil souverain ne doit compte à personne de la manière dont il gouverne , et que si la nation pouvait contrôler ses actions et lui résister , quand elle les trouve injustes , son autorité ne serait plus absolument souveraine ; ce qui serait contre l'hypothèse. Ils disent que le souverain absolu possède pleinement

toute l'autorité politique de la société, à laquelle personne ne peut s'opposer; que s'il en abuse, il fait mal, à la vérité, et blesse sa conscience, mais que ses commandemens n'en sont pas moins obligatoires, comme fondés sur un droit légitime de commander; que la nation en lui donnant l'empire absolu, ne s'en est rien réservé, et s'est remise à sa discrétion, etc. Nous pourrions nous contenter de répondre que sur ce pied-là, il ne peut donc y avoir aucun souverain pleinement absolu. Mais pour faire évannouir toutes ces vaines subtilités, rappelons-nous le but essentiel de la société civile. N'est-ce pas de travailler de concert au commun bonheur de tous? N'est-ce pas dans cette vue que tout citoyen s'est dépouillé de ses droits, qu'il a soumis sa liberté? La société pourrait-elle user de son autorité, pour se livrer sans retour, elle et tous ses membres, à la discrétion d'un tyran furieux? Non sans doute, puisqu'elle n'aurait plus aucun droit elle-même, si elle voulait opprimer une partie des citoyens. Lors donc qu'elle confère l'empire suprême et absolu, sans réserve expresse, c'est nécessairement avec la réserve tacite, que le souverain en usera pour le salut du peuple, et non pour sa ruine. S'il se rend le fléau de l'état, il se dégrade lui-même; ce n'est plus qu'un ennemi public, contre lequel la nation peut et doit même se défendre: et s'il a porté la tyrannie à son comble, pour-

quoi la vie même d'un ennemi si cruel et si perfide , serait-elle épargnée ? Qui osera blâmer la démarche du sénat Romain , qui déclara *Néron* ennemi de la patrie ?

Mais il est très-important de remarquer que ce jugement ne peut être porté que par la nation , ou par un corps qui la représente , et que la nation elle-même ne peut attenter à la personne du souverain , que dans un cas d'extrême nécessité , et lorsque le prince , violant toutes les règles , et menaçant le salut de son peuple , s'est mis en état de guerre avec lui. C'est la personne du souverain , que l'intérêt même de la nation déclare inviolable et sacrée , et non pas celle d'un tyran dénaturé , d'un ennemi public. On voit rarement des monstres tels que *Néron*. Dans les cas plus ordinaires , lorsqu'un prince viole les lois fondamentales , lorsqu'il attaque les libertés et les droits des sujets ; ou , s'il est absolu , lorsque son gouvernement , sans en venir aux dernières violences , tend manifestement à la ruine de la nation , elle peut lui résister , le juger , et se soustraire à son obéissance ; mais , encore un coup , en épargnant sa personne , et cela pour le bien même de l'état. (*) Il

(*) *Dissimulandum censeo quatenus salus publica patiatur , privatimque corruptis moribus princeps contingat ; alioquin si rempublicam in periculum vocat , si patriæ religionis contemptor existit , neque medicinam ullam recipit ; abdicandum judico , alium substituendum : quod in Hispania non semel fuisse factum scimus ; quasi fera irritata omnium telis peti debet , cum humanitate abdicata tyrannum induat. Sic Petre*

y a plus d'un siècle que les Anglais se soulevèrent contre leur roi et le firent descendre

rege ob immanitatem dejecto publicè , Henricus ejus frater , quamvis ex impari matre regnum obtinuit. Sic Henrico , hujus ab nepote ob ignaviam pravosque mores abdicato procerum suffragiis , primùm Alfonsus ejus frater , rectè an secus non disputo , sed tamen in tenera ætate rex est proclamatus : deinde defuncto Alfonso , Elisabeth , ejus soror , Henrico invito , rerum summam ad se traxit , regio tantum nomine abstinens dum ille vixit. MARIANA. De rege et regis institut. Lib I. Cap. III.

Joignez à cette autorité de l'Espagne celle de l'Ecosse , prouvée par la lettre des Barons au Pape , du 6 Avril 1320 , pour lui demander d'engager le roi d'Angleterre à se désister de ses entreprises contre l'Ecosse. Après avoir parlé des maux qu'ils avaient soufferts de sa part , ils ajoutent : *A quibus malis innumeris , ipso juvante qui post vulnera medetur et sanat , liberati sumus per serenissimum principem regem et dominum nostrum , Dominum ROBERTUM , qui pro populo et hereditate suis de manibus inimicorum liberandis , quasi alter Maccabæus aut Josue labores et tædia , inedia et pericula læto sustinuit animo . Quem etiam divina dispositio et juxta leges et consuetudines nostras , quas usque ad mortem sustinere volumus , juris successio et debitus nostrorum consensus et assensus nostrum fecerunt principem atque regem. Cui tanquam illi per quem salus in populo facta est , pro nostra libertate tuenda , tam jure quam meritis tenemur , et volumus in omnibus adhærere. Quem si ab inceptis desistet , regi Anglorum , aut Anglicis nos , aut regnum nostrum volens subjicere tanquam inimicum nostrum , et sui nostrique juris subversorem statim expellere niteremur , et alium regem nostrum , qui ad defensionem nostram sufficiet , faciemus. Quia quamdiu centum viri remanserint , nunquam Anglorum dominio aliquatenus volumus subjugari. Non enim propter gloriam , divitias , aut honores pugnamus , sed propter libertatem solummodo , quam nemo bonus nisi simul cum vita amisit.*

« L'an 1581 , dit GROTIUS , *Ann. Liv. III.* les provinces » confédérées des Pays-Bas , après avoir soutenu la guerre » pendant neuf ans contre Philippe II , sans cesser de le re- » connaître pour leur prince , le privèrent enfin solennelle- » ment de la puissance qu'il avait eu sur leur pays , pour » en avoir violé les lois et les privilèges. » L'auteur observe ensuite , « que la France , l'Espagne même , l'Angle- » terre , la Suède , le Danemarck , fournissent des exem- » ples de rois déposés par leurs peuples ; en sorte qu'il y a » actuellement peu de souverains en Europe dont le droit à

du trône. Des audacieux habiles et dévorés d'ambition, profitèrent d'une fermentation terrible, causée par le fanatisme et l'esprit de parti, et la Grande-Bretagne souffrit que son souverain pût indignement sur un échafaud. La nation, rendue à elle-même, reconnut son aveuglement. Si elle en fait encore chaque année une réparation solennelle, ce n'est pas seulement parce qu'elle juge que l'infortuné CHARLES I ne méritait pas un sort si cruel, c'est sans doute aussi qu'elle est convaincue que, pour le salut même de l'état, la personne du souverain doit être sacrée et inviolable, et que la nation entière doit rendre cette maxime vénérable, en la respectant elle-même, lorsque le soin de sa propre conservation le lui permet.

Un mot encore sur la distinction que l'on veut faire ici en faveur d'un souverain absolu. Quiconque aura bien pesé toute la force des principes incontestables que nous avons établis, sera convaincu, que quand il s'agit de résister à un prince devenu tyran, le *droit* du peuple est toujours le même, que

» la couronne ne soit fondé sur celui qui appartient au peuple d'ôter le pouvoir au prince qui en abuse. » Aussi les états des provinces-Unies, dans des lettres justificatives, adressées à ce sujet aux princes de l'empire, et au roi de Danemarck, après avoir déduit les vexations du roi d'Espagne disaient : « Alors, par une voie que les peuples même qui » vivent aujourd'hui sous des rois, ont assez souvent suivie, » nous ôtâmes la principauté à celui dont toutes les actions » étaient contraires au devoir d'un prince. », *Ibid.*

ce prince soit absolu par les lois , ou qu'il ne le soit pas , parce que ce *droit* vient de la fin de toute société politique , du salut de la nation , qui est la loi suprême (*). Mais si la distinction dont nous parlons est inutile par rapport au *droit* , elle ne l'est point dans la pratique , à l'égard de la *convenance*. Comme il est très-difficile de s'opposer à un prince absolu , et qu'on ne peut le faire sans exciter de grands troubles dans l'état , des mouvemens violens et dangereux , on ne doit l'entreprendre que dans les cas extrêmes , lorsque les maux sont montés au point que l'on peut dire avec TACITE : *miseram pacem , vel bello bene mutari* , qu'il vaut mieux s'exposer à une guerre civile , que de les souffrir. Mais si l'autorité du prince est limitée , s'il dépend à quelques égards d'un sénat , d'un parlement représentant la nation , il est des moyens de lui résister , de le réprimer , sans exposer l'état à de violentes secousses. Il n'y a point de raison d'attendre que les maux soient extrêmes , quand on peut y appliquer des remèdes doux et innocens.

(*) *Populi patroni non pauciora neque minora præsidia habent. Certè à republica unde ortum habet regia potestas , rebus exigentibus , regens in jus vocari posse , et si sanitatem respuat , principatu spoliari ; neque ita in principem jura potestatis transtulit , ut non sibi majorem reservaret potestatem. Ibid. Cap. VI.*

Est tamen salutaris cogitatio , ut sit principibus persuasum , si rempublicam oppresserint , si vitiis et fœditate intolerandi erunt , eâ corâitione vivere ut non jure tantum sed cum laude et gloria periri possint. Ibid.

Compromis entre le prince et ses sujets.

Mais quelque limitée que soit l'autorité d'un prince, il en est ordinairement fort jaloux; il n'arrive guère qu'il souffre patiemment la résistance, qu'il se soumette paisiblement au jugement de son peuple; et le dispensateur des grâces manquera-t-il d'appui? On voit trop d'ames basement ambitieuses, pour qui l'état d'un esclave riche et décoré a plus de charmes que celui d'un citoyen modeste et vertueux. Il est donc toujours difficile que la nation résiste à son prince, et prononce sur sa conduite, sans que l'état soit exposé à des troubles dangereux, à des secousses capables de le renverser. C'est ce qui a fait prendre quelquefois le parti de lier un compromis entre le prince et les sujets, pour soumettre au jugement d'une puissance amie les contestations qui s'élèveraient entr'eux. Ainsi les rois de *Danemarck* ont autrefois déferé à ceux de *Suède*, par des traités solennels, la connaissance des différends qui pourraient naître entr'eux et leur sénat; ce que les rois de *Suède* ont fait aussi à l'égard de ceux de *Danemarck*. Les princes et les états d'*Ost-Frise*, et les bourgeois d'*Emden*, ont de même constitué la république des *Provinces-Unies* juge de leurs différends. Le prince et la ville de *Neufchatel* établirent, en 1406, le canton de *Berne* juge et arbitre perpétuel

de leurs contestations. C'est ainsi encore que suivant l'esprit de la confédération Helvétique, le corps entier prend connaissance des troubles qui s'élèvent dans quelqu'un des états confédérés, quoique chacun d'eux soit véritablement souverain et indépendant.

§. 53.

Obéissance que les sujets doivent au souverain.

Dès que la nation reconnaît un prince pour son souverain légitime, tous les citoyens lui doivent une fidelle obéissance. Il ne peut gouverner l'état et s'acquitter de ce que la nation attend de lui, s'il n'est pas obéi ponctuellement. Les sujets ne sont donc point en droit, dans les cas susceptibles de quelque doute, de peser la sagesse ou la justice des commandemens souverains; cet examen appartient au prince; les sujets doivent supposer, autant qu'il se peut, que tous ses ordres sont justes et salutaires: lui seul est coupable du mal qui peut en résulter.

§. 54.

En quels cas on peut lui résister.

Cependant cette obéissance ne doit point être absolument aveugle. Aucun engagement ne peut obliger, ni même autoriser un homme à violer la loi naturelle. Tous les auteurs qui ont quelque conscience, ou quelque pudeur, conviennent que personne ne doit obéir à des commandemens qui bles-

sent évidemment cette loi sacrée. Ces gouverneurs de place qui refusèrent courageusement d'exécuter les ordres barbares de *Charles IX*, à la fameuse *St-Barthelemi*, ont été loués de tout le monde; et la cour n'osa les punir, au moins ouvertement. *Sire*, écrivait le brave d'Orte, commandant dans Bayonne, *j'ai communiqué le commandement de V. M. à ses fidelles habitants et gens de guerre de la garnison : je n'y ai trouvé que bons citoyens et braves soldats, mais pas un bourreau. C'est pourquoi eux et moi supplions très-humblement V. M. de vouloir employer nos bras et nos vies en choses possibles; quelque hasardeuses qu'elles soient, nous y mettrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang (*)*. Le comte de Tende, Charny et autres, répondirent à ceux qui leur apportaient les ordres de la cour, qu'ils respectaient trop le roi pour croire que des ordres si barbares vinssent de lui. Il est plus difficile de décider en quels cas un sujet peut, non-seulement refuser d'obéir, mais même résister au souverain, et opposer la force à la violence. Dès que le souverain fait tort à quelqu'un, il agit sans aucun droit véritable; mais il n'en faut pas conclure tout de suite que le sujet puisse lui résister. La nature de la souveraineté et le bien de l'état ne souffrent point que les citoyens s'opposent au supérieur, toutes les fois que ses

(*) *Mezeray, Histoire de France, Tom. II. p. 1107.*

commandemens leur paraîtront injustes ou préjudiciables. Ce serait retomber dans l'état de nature, et rendre le gouvernement impossible. Un sujet doit souffrir avec patience, de la part du prince, les injustices douteuses et les injustices supportables : les premières, par la raison que quiconque s'est soumis à un juge, ne peut plus juger lui-même de ses prétentions : les injustices supportables doivent être sacrifiées à la paix et au salut de l'état, en faveur des grands avantages que l'on retire de la société. On présume de droit, que tout citoyen s'est engagé tacitement à cette modération, parce que sans elle la société ne saurait subsister. Mais lorsqu'il s'agit d'injures manifestes et atroces, lorsqu'un prince, sans aucune raison apparente, voudrait nous ôter la vie, ou nous enlever des choses dont la perte rend la vie amère, qui nous disputera le droit de lui résister ? Le soin de notre conservation est non-seulement de droit naturel, c'est une obligation imposée par la nature ; aucun homme ne peut y renoncer entièrement et absolument. Et quand il pourrait y renoncer, est-il censé l'avoir fait par ses engagements politiques, lui qui n'est entré dans la société civile que pour établir plus solidement sa propre sûreté ? Le bien même de la société n'exige point un pareil sacrifice ; et comme le dit très-bien BARBEYRAC, dans ses notes sur GROTIUS, " s'il est de l'intérêt public, que ceux

Tome I,

D

„ qui obéissent, souffrent quelque chose ;
 „ il n'est pas moins de l'intérêt public , que
 „ ceux qui commandent , craignent de pous-
 „ ser à bout leur patience (*). „ Le prince
 qui viole toutes les règles , qui ne garde plus
 de mesures , et qui veut en furieux arracher
 la vie à un innocent , se dépouille de son
 caractère ; ce n'est plus qu'un ennemi in-
 juste et violent , contre lequel il est permis
 de se défendre. La personne du souverain
 est inviolable et sacrée ; mais celui qui ,
 après avoir perdu tous les sentimens d'un
 souverain , en dépouille jusqu'aux apparen-
 ces et à la conduite extérieure , celui-là se
 dégrade lui-même : il ne fait plus le person-
 nage de souverain ; et ne peut retenir les pré-
 rogatives attachées à ce caractère sublime.
 Cependant , si ce prince n'est pas un mons-
 tre , s'il n'est furieux que contre nous et par
 l'effet d'un transport ou d'une passion vio-
 lente , s'il est d'ailleurs supportable au reste
 de la nation ; les égards que nous devons à
 la tranquillité de l'état , sont tels , le respect
 de la majesté souveraine est si puissant , que
 nous sommes étroitement obligés à chercher
 tout autre moyen de nous préserver , plutôt
 que de mettre sa personne en péril. Tout le
 monde connaît l'exemple de *David* : il prit
 la fuite , il se tint caché , pour se soustraire
 à la fureur de *Saül* ; et il épargna plus d'une

(*) Droit de la guerre et de la paix , *Liv. I. Chap. IV.*
 §. II. Not. 2.

fois la vie de son persécuteur. Lorsqu'un funeste accident troubla tout-à-coup la raison de *Charles VI*, roi de France, il tua dans sa fureur plusieurs de ceux qui l'environnaient : aucun d'eux ne pensa à mettre sa vie en sûreté, aux dépens de celle du prince ; ils ne cherchèrent qu'à le désarmer et à se rendre maîtres de lui : ils firent leur devoir en braves gens, en sujets fidèles, qui exposaient leur vie pour celle du monarque infortuné : on doit ce sacrifice à l'état et à la majesté souveraine. Furieux par le dérangement de ses organes, *Charles* n'était point coupable : il pouvait recouvrer la santé et redevenir un bon roi.

§. 55.

Des Ministres.

En voilà assez pour le but de cet ouvrage ; on peut voir ces questions traitées plus au long dans plusieurs livres connus. Finissons sur cette matière par une observation importante. Il est permis sans doute à un souverain de prendre des ministres, pour se faire soulager dans ses pénibles fonctions ; mais il ne doit jamais leur abandonner son autorité. Quand une nation se choisit un conducteur, ce n'est pas pour qu'il la livre en d'autres mains. Les ministres ne doivent être que des instrumens dans les mains du prince ; il faut qu'il les dirige constamment, et qu'il s'applique sans relâche à connaître s'ils opèrent suivant ses intentions. Si la fai-

blesse de l'âge, ou quelque infirmité le rend incapable de gouverner, on doit nommer un régent, suivant les lois de l'état; mais dès que le souverain peut tenir les rênes, qu'il se fasse servir, et jamais remplacer. Les derniers rois de France, de la première race, livrèrent le gouvernement et l'autorité aux maires du palais. Devenus de vains fantômes, ils perdirent avec justice le titre et les honneurs d'une dignité dont ils avaient abandonné les fonctions. La nation gagne tout à couronner un ministre tout-puissant: il cultivera, comme son héritage, le fonds qu'il pillait, tandis qu'il en avait seulement l'usufruit précaire.

CHAPITRE V.

*DES ÉTATS ÉLECTIFS, SUCCESSIFS OU
HÉRÉDITAIRES, ET DE CEUX QU'ON
APPELLE PATRIMONIAUX.*

§. 56.

Des états électifs.

ON a vu au chapitre précédent, qu'il appartient originairement à la nation de conférer l'autorité suprême, de choisir celui qui doit la gouverner. Si elle ne lui confère la souveraineté que pour sa personne seulement, se réservant le droit d'élire, après la mort du souverain, celui qui doit le rem-

placer, l'état est *électif*. Aussitôt que le prince est élu suivant les lois, il entre dans tous les droits que ces mêmes lois attribuent à sa dignité.

§. 57.

Si les rois électifs sont de véritables souverains.

On a mis en question si les rois et princes électifs sont de véritables souverains. S'attacher à cette circonstance, c'est n'avoir qu'une idée bien confuse de la souveraineté. La manière dont un prince parvient à sa dignité ne fait rien du tout pour en déterminer la nature. Il faut considérer 1°. si la nation elle-même forme une société indépendante. (Voyez le Chapitre I.) 2°. Quelle est l'étendue du pouvoir qu'elle a confié à son prince. Toutes les fois que le chef d'un état indépendant représente véritablement sa nation, on doit le considérer comme un véritable souverain (§. 40.), quand même son autorité se trouverait limitée à divers égards.

§. 58.

Des états successifs et héréditaires ; origine du droit de succession.

Quand la nation veut éviter les troubles, dont l'élection d'un souverain ne manque guère d'être accompagnée, elle fait ce choix pour une longue suite d'années, en établissant le *droit de succession*, ou en rendant la couronne héréditaire dans une famille, sui-

vant l'ordre et les règles qui lui paraissent les plus convenables. On appelle *état* ou *royaume héréditaire*, celui dont le successeur est désigné par la même loi qui règle les successions des particuliers : le *royaume successif* est celui auquel on succède suivant une loi particulière, fondamentale de l'état. Ainsi la succession linéale, et pour les mâles seuls, est établie en France.

§. 59.

Autre origine, qui revient à la même.

Le droit de succession n'est pas toujours primitivement établi par la nation ; il peut avoir été introduit par la concession d'un autre souverain, par l'usurpation même. Mais lorsqu'il est appuyé d'une longue possession, le peuple est censé y consentir, et ce consentement tacite le légitime quoique sa source soit viciieuse. Il pose alors sur le même fondement que nous venons d'indiquer, fondement seul légitime et inébranlable, auquel il faut toujours revenir.

§. 60.

Autres sources, qui reviennent encore à la même.

Ce même droit peut encore, selon GROTIUS et la plupart des auteurs, venir d'autres sources, comme de la conquête, ou du droit d'un propriétaire, qui se trouvant maître d'un pays, y appellerait des habitans, et leur donnerait des terres, à condition

qu'ils le reconnaîtront lui et ses héritiers pour leurs souverains. Mais comme il est absurde qu'une société d'hommes puisse se soumettre autrement qu'en vue de son salut et de son bien, et plus encore qu'elle pût engager sa postérité sur un autre pied, tout revient enfin au même, et il faut toujours dire, que la succession est établie par la volonté expresse, ou par le consentement tacite de la nation, pour le bien et le salut de l'état.

§. 61.

La nation peut changer l'ordre de succession.

Il demeure ainsi constant que, dans tous les cas, la succession n'est établie ou reçue qu'en vue du bien public et du salut commun. S'il arrivait donc que l'ordre établi à cet égard devînt destructif de l'état, la nation aurait certainement le droit de le changer par une loi nouvelle. *Salus populi suprema lex*, le salut du peuple est la loi suprême; et cette loi est de la plus exacte justice, le peuple ne s'étant lié par les nœuds de la société, qu'en vue de son salut et de son plus grand avantage (*).

Ce prétendu droit de propriété, qu'on attribue aux princes, est une chimère enfantée par un abus que l'on voudrait faire des lois sur les héritages des particuliers.

(*) *Nimirum, quod publicæ salutis causa et communi consensu statutum est, eâdem multitudinis voluntate, rebus exigentibus immutari quid obstat?* MARIANA. Ibid. Cap. IV.

L'état n'est, ni ne peut être un patrimoine ; puisque le patrimoine est fait pour le bien du maître, au lieu que le prince n'est établi que pour le bien de l'état (*). La conséquence est évidente : si la nation voit certainement que l'héritier de son prince ne serait pour elle qu'un souverain pernicieux, elle peut l'exclure.

Les auteurs que nous combattons accordent ce droit au prince despotique, tandis qu'ils le refusent aux nations. C'est qu'ils considèrent ce prince comme un vrai *propriétaire* de l'empire, et ne veulent pas reconnaître que le soin de son propre salut, le

(*) Lorsque Philippe II céda les Pays-Bas à sa fille Isabelle-Claire-Eugénie, on disait, selon Grotius, « que c'était » introduire un pernicieux exemple pour un prince de vouloir mettre au rang de ses revenus et faire passer en commerce les personnes libres à la manière des esclaves domestiques ; qu'à la vérité les barbares pratiquaient quelquefois » cette nouveauté de céder les empires par des testaments ou » par des donations, parce qu'ils ne savaient pas juger la » différence qui se trouve entre un prince et un maître ; mais » que ceux qui étaient instruits dans la connaissance de ce » qui est licite ou qui ne l'est pas, voyaient assez que l'administration d'un état est le bien du peuple ; (c'est pourquoi » on lui donne ordinairement le nom de République,) et » que comme de tout temps il s'est vu des nations qui se gouvernaient ou par des assemblées populaires, ou par un sénat, » il s'en est aussi trouvé qui ont mis la conduite générale de » leurs fortunes entre les mains des princes. Car il ne faut » pas croire, disait-on, que les principautés légitimes aient » commencé autrement que par le consentement des peuples » qui se donnaient tous à une seule personne, ou bien, pour » éviter les brouilleries des élections, à une famille entière ; » et ceux à qui ils se donnaient de la sorte n'étaient induits » que par l'espérance de l'honneur, à recevoir une dignité » qui les obligeait de préférer l'avantage commun de leurs » citoyens à leur utilité particulière. » GROTIUS. *Hist. des troubles des Pays-Bas*. Liv. VII.

droit de se gouverner , appartient toujours essentiellement à la société , quoiqu'elle l'ait confié , même sans réserve expresse , à un monarque et à ses héritiers. A leurs yeux le royaume est l'héritage du prince , comme son champ et ses troupeaux. Maxime injurieuse à l'humanité , et qui n'eût osé se produire dans un siècle éclairé , si elle ne portait sur des appuis trop souvent plus forts que la raison et la justice.

§. 62.

Des renonciations.

La nation peut , par la même raison , faire renoncer une branche qui s'établit ailleurs , une fille qui épouse un prince étranger. Ces renonciations exigées , ou approuvées par l'état , sont très-valides , puisqu'elles sont équivalentes à une loi que l'état ferait pour exclure ces mêmes personnes qui ont renoncé , et leur postérité. Ainsi la loi d'Angleterre a rejeté pour toujours tout héritier catholique romain. « Ainsi la loi de Russie , » faite au commencement du regne d'ELIZABETH , exclut-elle très-prudemment tout » héritier qui posséderait une autre monarchie ; ainsi la loi de Portugal rejette-t-elle » tout étranger qui serait appelé à la couronne par le droit du sang (*). »

Des auteurs célèbres , très-savans d'ail-

(*) *Esprit des lois* , Liv. XXVI. Chap. XXIII. où l'on peut voir de très-bonnes raisons politiques de ces dispositions.

leurs et très-judicieux, ont donc manqué les vrais principes, en traitant des renonciations. Ils ont beaucoup parlé des droits des enfans nés ou à naître, de la transmission de ces droits, etc. Il fallait considérer la succession, moins comme une propriété de la famille régnante, que comme une loi de l'état. De ce principe lumineux et incontestable découle avec facilité toute la doctrine des renonciations. Celles que l'état a exigées, ou approuvées, sont valides et sacrées; ce sont des lois fondamentales: celles qui ne sont point autorisées par l'état ne peuvent être obligatoires que pour le prince qui les a faites: elles ne sauraient nuire à sa postérité; et lui-même peut en revenir, au cas que l'état ait besoin de lui et l'appelle; car il se doit à un peuple qui lui avait commis le soin de son salut. Par la même raison, le prince ne peut légitimement renoncer à contre-temps, au dommage de l'état, et abandonner dans le danger une nation qui s'était remise entre ses mains (*).

§. 63.

L'ordre de succession doit ordinairement être gardé.

Dans les cas ordinaires, quand l'état peut suivre la règle établie sans s'exposer à un danger très-grand et manifeste, il est certain

(*) Voyez ci-dessous.

que tout descendant doit succéder, lorsque l'ordre de succession l'y appelle, de quelque incapacité de régner par lui même qu'il puisse être atteint. C'est une conséquence de l'esprit de la loi qui a établi la succession. Car on n'y a eu recours que pour prévenir les troubles, qui, sans cela, seraient presque inévitables à chaque mutation. Or, on n'aurait pas beaucoup avancé vers ce but, si, à la mort d'un prince, il était permis d'examiner la capacité de son héritier, avant que de le reconnaître. « Quelle porte
 » ouverte aux usurpateurs, ou aux mécon-
 » tens !... C'est pour éviter ces inconvé-
 » niens, qu'on a établi l'ordre de la succes-
 » sion ; et on ne pouvait rien faire de plus
 » sage, puisque par-là il ne s'agit que d'être
 » fils du prince, et d'être en vie, ce qui ne
 » reçoit point de contestation ; au lieu qu'il
 » n'y a point de règle fixe pour juger de la ca-
 » pacité ou de l'incapacité de régner (*). »

Quoique la succession ne soit pas établie pour l'avantage particulier du souverain et de sa famille, mais pour celui de l'état, le successeur désigné ne laisse pas d'avoir un droit auquel la justice veut que l'on ait égard. Son droit est subordonné à celui de la nation, au salut de l'état ; mais il doit avoir son effet, quand le bien public ne s'y oppose pas.

(*) Mémoire par madame de Longueville, touchant la principauté de Neufchatel, en 1672.

Des Régens.

Ces raisons ont d'autant plus de force, que la loi ou l'état peut suppléer à l'incapacité du prince, en nommant un régent, comme cela se pratique dans les cas de minorité. Ce régent est revêtu, pour tout le temps de son administration, de l'autorité royale, mais il l'exerce au nom du roi.

Indivisibilité des souverainetés.

Les principes que nous venons d'établir sur le droit successif ou héréditaire, font voir manifestement, qu'un prince n'est point en droit de partager son état entre ses enfans. Toute souveraineté proprement dite est, de sa nature, une et indivisible, puisqu'on ne peut séparer malgré eux ceux qui se sont unis en société. Ces partages, si contraires à la nature de la souveraineté et à la conservation des états, ont été fort en usage : ils ont pris fin par-tout où les peuples et les princes eux-mêmes ont ouvert les yeux sur leurs plus grands intérêts, sur les fondemens de leur salut.

Mais lorsqu'un prince a réuni sous sa puissance plusieurs nations différentes, son empire est proprement alors un assemblage de diverses sociétés, soumises au même chef ; rien n'empêche naturellement qu'elles ne puissent être partagées entre ses enfans.

Il pourra les leur distribuer, s'il n'y a ni loi, ni conventions au contraire, et si chacun de ces peuples consent à recevoir le souverain qu'il lui aura désigné. C'est pour cette raison que la France était divisible sous les deux premières races (*). Ayant pris enfin une entière consistance sous la troisième, elle a été regardée comme un seul royaume, elle est devenue indivisible, et une loi fondamentale l'a déclarée telle. Cette loi pourvoyant sagement à la conservation et à la splendeur du royaume, unit irrévocablement à la couronne toutes les acquisitions des rois.

§. 66.

A qui appartient le jugement des contestations sur la succession à une souveraineté.

Les mêmes principes nous fourniront encore la solution d'une question célèbre. Lorsque dans un état successif ou héréditaire, le droit de succession devient incertain, et qu'il se présente deux ou plusieurs prétendants à la couronne, on demande qui sera le juge de leurs prétentions? Quelques savans, se fondant sur ce que les souverains ne reconnaissent d'autre juge que Dieu, ont avancé que les prétendants à la couronne, tant que leur droit est incertain, doivent ou s'accommoder à l'amiable, ou transiger entr'eux,

(*) Il faut même observer que ces partages ne se faisaient qu'avec l'approbation et le consentement des états respectifs.

ou se choisir des arbitres, recourir même au sort, ou enfin vider le différend par les armes, et que les sujets n'en peuvent en aucune façon décider. Il y aurait lieu de s'étonner que des auteurs célèbres aient enseigné une pareille doctrine. Mais puisqu'en matière même de philosophie spéculative, il n'est rien de si absurde, qui n'ait été avancé par quelqu'un d'entre les philosophes (*), que devons-nous attendre de l'esprit humain séduit par l'intérêt ou par la crainte? Quoi! dans une question qui n'intéresse personne autant que la nation, qui concerne un pouvoir établi uniquement en vue de son bonheur; dans une querelle qui va peut-être décider à jamais de ses plus chers intérêts, de son salut même, elle demeurera tranquille spectatrice? Elle souffrira que des étrangers, ou le sort aveugle des armes, lui désignent son maître, comme un troupeau de moutons doit attendre qu'il soit décidé s'il sera livré au boucher, ou remis sous la garde de son berger?

Mais, dit-on, la nation s'est dépouillée de toute juridiction, en se donnant au souverain; elle s'est soumise à la famille régnante, elle a donné à ceux qui en descendent un droit que personne ne peut plus leur ôter: elle les a établis sur elle; elle ne peut

(*) *Nescio quomodo nihil tam absurdè dici potest, quod non dicatur ab aliquo philosophorum. Cicer. De divinat. Lib. II.*

plus les juger. Eh bien ! ne sera-ce point à cette même nation de reconnaître celui à qui son devoir la lie , d'empêcher qu'on ne la livre à un autre ? Et puisqu'elle a établi la loi de succession , qui peut mieux qu'elle , et avec plus de droit , désigner celui qui se trouve dans le cas que la loi fondamentale a prévu et marqué ? Disons donc sans hésiter , que la décision de cette grande controverse appartient à la nation , et à la nation seule. Si même les prétendans ont transigé entr'eux , ou choisi des arbitres , la nation n'est point obligée de se soumettre à ce qui aura été ainsi réglé , à moins qu'elle n'ait consenti à la *transaction* , ou au *compromis* ; des princes non reconnus et de qui le droit est incertain , ne pouvant en aucune façon disposer de son obéissance. Elle ne reconnaît aucun juge sur elle , dans une affaire où il s'agit de ses devoirs les plus sacrés et de ses droits les plus précieux.

GROTIUS et PUFFENDORF ne s'éloignent pas beaucoup , dans le fond , de notre sentiment ; mais ils ne veulent pas que l'on appelle la décision du peuple , ou des états , une sentence juridique (*judicium jurisdictionis*). A la bonne heure ; ne disputons pas des termes. Cependant il y a plus ici qu'un simple examen des droits , pour se soumettre à celui des prétendans qui aura le meilleur. Toute contestation qui s'élève dans la société , doit être jugée par l'autorité publique. Aussitôt que le droit de succession se trouve

incertain, l'autorité souveraine retourne pour un temps au corps de l'état, qui doit l'exercer par lui-même, ou par ses représentans, jusqu'à ce que le véritable souverain soit reconnu. " La contestation de ce droit " en suspendant les fonctions dans la personne d'un souverain, l'autorité retourne " naturellement aux sujets, non pas pour la " retenir, mais pour mettre en évidence à " qui d'entre les prétendans elle est légitimement dévolue, et la lui remettre ensuite " entre les mains. Il ne serait pas difficile " d'appuyer d'une infinité d'exemples une " vérité si constante, par les lumières de la " raison ; mais il suffit de se souvenir que " ce fut par les états du royaume de France " que se termina, après la mort de *Charles-le Bel*, la fameuse contestation entre *Philippe de Valois* et le roi d'Angleterre " (*Edouard III*) ; et que ces états, tous sujets " qu'ils étaient de celui en faveur duquel ils " prononcèrent, ne laissèrent pas d'être juges du différend (*). "

Guinchardin, Liv. XII, témoigne aussi que ce furent les états d'Arragon qui jugèrent de la succession de ce royaume-là, et qui préférèrent FERDINAND, aïeul de FERDINAND, mari d'ISABELLE, reine de Castille, à d'autres parens de MARTIN, roi d'Arragon, qui prétendaient que le royaume leur appartenait (**).

(*) Réponse pour madame de Longueville à un mémoire pour madame de Némours.

(**) Ibid.

C'étaient de même les états, au royaume de *Jérusalem*, qui jugeaient des droits de ceux qui y prétendaient, comme il est justifié par divers exemples dans l'histoire politique d'outre-mer (*).

Les états de la principauté de *Neufchatel* ont souvent prononcé, en forme de sentence juridique, sur la succession à la souveraineté. En l'année 1707, ils jugèrent entre un grand nombre de prétendants, et leur jugement, rendu en faveur du roi de *Prusse*, a été reconnu de toute l'Europe dans le traité d'*Utrecht*.

§. 67.

Que le droit à la succession ne doit point dépendre du jugement d'une puissance étrangère.

Pour assurer d'autant mieux la succession dans un ordre certain et invariable, il est établi aujourd'hui dans tous les états chrétiens, (le Portugal excepté) qu'aucun descendant du souverain ne peut succéder à la couronne, s'il n'est né d'un mariage conforme aux lois du pays. Et comme c'est la nation qui a établi la succession, c'est aussi à elle seule qu'il appartient de reconnaître ceux qui sont dans le cas de succéder; et par conséquent, c'est de son jugement seul, et de ses lois, que doit dépendre la validité du

(*) Voyez le même mémoire, qui cite l'abrégé royal du P. Labbe, p. 501. et suiv.

mariage de ses souverains , et la légitimité de leur naissance.

Si l'éducation n'avait la force de familiariser l'esprit humain avec les plus grandes absurdités , est-il un homme sage qui ne fût frappé d'étonnement en voyant tant de nations souffrir que la légitimité et le droit de leurs princes dépendent d'une puissance étrangère ? La cour de Rome a imaginé une infinité d'empêchemens et de nullités dans les mariages , et en même temps elle s'est arrogé le droit de juger de leur validité , et celui de lever les empêchemens ; en sorte qu'un prince de sa communion ne sera point le maître , en certains cas , de contracter un mariage nécessaire au salut de son état. JEANNE, fille unique de HENRI IV , roi de Castille , en fit la cruelle expérience. Des rebelles publièrent qu'elle devait sa naissance à *Bertrand de la Cueva* , favori du roi ; et malgré les déclarations et le testament de ce prince , qui reconnut constamment JEANNE pour sa fille et la nomma son héritière , ils appelèrent à la couronne ISABELLE , sœur de HENRI et femme de FERDINAND , héritier d'Arragon. Les seigneurs du parti de JEANNE lui avaient ménagé une puissante ressource , en négociant son mariage avec ALPHONSE , roi de Portugal. Mais comme ce prince était oncle de JEANNE , il fallait une dispense du pape , et PIE II , qui était dans les intérêts de FERDINAND et d'ISABELLE , refusait de donner

la dispense, sous prétexte que la proximité était trop grande, quoique de pareilles alliances fussent très-communes alors. Ces difficultés ralentirent le monarque Portugais, et refroidirent le zèle des Castillans fidèles : tout réussit à ISABELLE ; et l'infortunée JEANNE prit le voile de religieuse, pour assurer le repos de la Castille, par ce sacrifice héroïque (*).

Si le prince passe outre et se marie malgré les refus du pape, il expose son état aux troubles les plus funestes. Que serait devenue l'Angleterre, si la réformation ne s'y fût heureusement établie, lorsque le pape osa déclarer la reine ELISABETH illégitime et inhabile à porter la couronne ?

Un grand empereur, LOUIS DE BAVIERE, sut bien revendiquer à cet égard les droits de sa couronne. On voit dans le code diplomatique du droit des gens de LEIBNITZ (**), deux actes dans lesquels ce

(*) Je prends ce trait d'histoire dans les *Conjurations de M. du Port de Tertre*, à qui je m'en rapporte, n'ayant pas les historiens originaux sous la main. Au reste, je n'entre point dans la question de la naissance de *Jeanne*, elle est inutile à mon sujet. La princesse n'avait point été déclarée bâtarde suivant les lois, le roi l'avouait pour sa fille ; et d'ailleurs, qu'elle fût légitime ou non, les inconvéniens qui résultèrent des refus du Pape demeurèrent toujours les mêmes pour elle et pour le roi de Portugal.

(**) p. 154. *Forma divortii matrimonialis inter Johannem filium regis Bohemiæ et Margaretham Ducissam Karinthiæ.* C'est l'empereur qui donne ce divorce, sur le fondement de l'impuissance du mari, *per auctoritatem*, dit-il, *nobis ritè debitam et concessam.*

p. 156. *Forma dispensationis super affinitate consanguinitatis inter Ludovicum Marchionem Brandenburg, et Mar-*

prince condamne comme attentatoire à l'autorité impériale, la doctrine qui attribue à une autre puissance que la sienne le droit de donner dispense, et de juger de la validité des mariages dans les lieux de son obéissance; mais il n'a été ni bien soutenu de son temps, ni imité par ses successeurs.

§. 68.

Des états appelés patrimoniaux.

Il est enfin des états dont le souverain peut choisir son successeur, et même transporter la couronne à un autre, pendant sa vie : on les appelle communément royaumes ou états *patrimoniaux*. Rejetons une expression si peu juste et si impropre; elle ne peut servir qu'à faire naître dans l'esprit de quelques souverains, des idées fort opposées à celles qui doivent les occuper. Nous avons fait voir (§. 61.) que l'état ne peut être un patrimoine. Mais il peut arriver qu'une nation, soit par l'effet d'une entière confiance en son prince, soit par quelque autre raison, lui ait confié le soin de désigner son succes-

garetham Ducissam Karinthiæ, nec non legitimatio liberorum procreandorum, factæ per Dom. Ludovic. IV. Rom. Imper.

Ce n'est, dit l'empereur, qu'une loi humaine qui empêche ces mariages, *intra gradus affinitatis sanguinis præsertim intra fratres et sorores. De cujus legis præceptis dispensare solummodò pertinet ad auctoritatem imperatoris seu principis Romanorum.* Il combat ensuite et condamne l'opinion de ceux qui osent dire que ces dispenses dépendent des ecclésiastiques. Cet acte est de l'an 1341, aussi bien que le précédent.

seur, et même qu'elle ait consenti à recevoir, s'il le trouve à propos, un autre souverain de sa main. Nous avons vu PIERRE I, empereur de Russie, nommer sa femme pour lui succéder, quoiqu'il eût des enfans.

§. 69.

Toute véritable souveraineté est inaliénable.

Mais quand un prince choisit son successeur, ou quand il cède la couronne à un autre, il ne fait proprement que nommer, en vertu du pouvoir qui lui est confié, soit expressément, soit par un consentement tacite; il ne fait, dis-je, que nommer celui qui doit gouverner l'état après lui. Ce n'est point, et ce ne peut être une aliénation proprement dite. Toute vraie souveraineté est inaliénable de sa nature. On s'en convaincra aisément, si l'on fait attention à l'origine et au but de la société politique et de l'autorité souveraine. Une nation se forme en corps de société, pour travailler au bien commun, comme elle jugera à propos, pour vivre suivant ses propres lois. Elle établit dans cette vue une autorité publique. Si elle confie cette autorité à un prince, même avec pouvoir de la transmettre en d'autres mains, ce ne peut jamais être, à moins d'un consentement exprès et unanime des citoyens, avec le droit de l'aliéner véritablement, ou d'assujettir l'état à un autre corps politique. Car les particuliers qui ont formé cette société, y sont entrés pour vivre dans un état

indépendant, et point du tout pour être soumis à un joug étranger. Qu'on ne nous oppose point quelque autre source de ce droit, la conquête, par exemple. Nous avons déjà fait voir (§. 60.) que ces différentes sources reviennent enfin aux vrais principes de tout juste gouvernement. Tant que le vainqueur ne traite pas sa conquête suivant ces principes, l'état de guerre subsiste en quelque façon : du moment qu'il la met véritablement dans l'état civil, ses droits se mesurent sur les principes de cet état.

Je sais que plusieurs auteurs, GROTIUS entr'autres (*), nous donnent de longues énumérations d'aliénations de souverainetés. Mais les exemples ne prouvent souvent que l'abus du pouvoir, et non pas le droit. Et puis, les peuples ont consenti à l'aliénation, de gré ou de force. Qu'eussent fait les habitans de *Pergame*, de la *Bithynie*, de la *Cyrénaïque*, lorsque leurs rois les donnèrent par testament au peuple Romain ? Il ne leur restait que le parti de se soumettre de bonne grâce à un *légataire* si puissant. Pour alléguer un exemple capable de faire autorité, il faudrait nous citer celui de quelque peuple résistant à une semblable disposition de son souverain, et condamné généralement comme injuste et rebelle. Si ce même PIERRE I, qui nomma sa femme

(*) Droit de la guerre et de la paix, Liv. I. Chap. III. XII.

pour lui succéder, eût voulu assujettir son empire au Grand-seigneur, ou à quelque autre puissance voisine, croit-on que les *Russes* l'eussent souffert ? et leur résistance eût-elle passé pour une révolte ? Nous ne voyons point en Europe de grand état qui soit réputé aliénable. Si quelques petites principautés ont été regardées comme telles, c'est qu'elles n'étaient point de véritables souverainetés. Elles relevaient de l'empire, avec plus ou moins de liberté : leurs maîtres trafiquaient des droits qu'ils avaient sur ces territoires, mais ils ne pouvaient les soustraire à la dépendance de l'empire.

Concluons donc que la nation seule ayant le droit de se soumettre à une puissance étrangère, le droit d'aliéner véritablement l'état ne peut jamais appartenir au souverain, s'il ne lui est expressément donné par le peuple entier (*). Celui de se nommer un successeur, ou de remettre le sceptre en d'autres mains, ne se présume point non plus, et doit être fondé sur un consentement exprès, sur une loi de l'état, ou sur un long usage,

(*) Le pape s'opposant à l'entreprise de Louis, fils de Philippe Auguste, sur le royaume d'Angleterre, sous prétexte que le roi Jean s'était rendu feudataire du St. Siège, on lui répondit, entr'autres choses, qu'un souverain n'avait aucun droit de disposer de ses états sans le consentement de ses barons, qui sont obligés de les défendre. Alors les seigneurs Français s'écrièrent tous d'une voix, qu'ils soutiendraient jusques à la mort cette vérité : qu'aucun prince ne peut, par sa seule volonté, donner son royaume ou le rendre tributaire, et asservir ainsi la noblesse. *Hist. de France, de VELLÉ, Tom. III. p. 491.*

96 LE DROIT DES GENS.
justifié par le consentement tacite des peuples.

§. 70.

Devoir du prince qui peut nommer son successeur.

Si le pouvoir de nommer son successeur est confié au souverain, il ne doit avoir en vue, dans son choix, que l'avantage et le salut de l'état. Il n'a été lui-même établi que pour cette fin (§. 39.); la liberté de remettre sa puissance en d'autres mains ne peut donc lui avoir été confiée que dans la même vue. Il serait absurde de la considérer comme un droit utile du prince, dont il peut user pour son avantage particulier. PIERRE LE GRAND ne se proposa que le bien de l'empire, lorsqu'il laissa la couronne à son épouse. Il connaissait cette héroïne pour la plus capable de suivre ses vues, de perfectionner les grandes choses qu'il avait commencées; il la préféra à son fils encore trop jeune. Si l'on voyait souvent sur le trône des ames aussi élevées que celle de PIERRE, une nation ne saurait prendre de plus sages mesures pour s'assurer d'être toujours bien gouvernée, que de confier au prince, par une loi fondamentale, le pouvoir de désigner son successeur. Ce moyen serait bien plus sûr que l'ordre de la naissance. Les empereurs Romains qui n'avaient point d'enfans mâles, se donnaient un successeur par l'adoption. Rome fut redevable

à cet usage d'une suite de souverains, unique dans l'histoire : NERVA , TRAJAN , ADRIEN même , ANTONIN , MARC-AURÈLE ; quels princes ! La naissance en place-t-elle souvent de pareils sur le trône ?

§. 71.

La ratification , au moins tacite.

Allons plus loin , et disons hardiment , que s'agissant , dans un acte si important , du salut de la nation entière , le consentement et la ratification , au moins tacite , du peuple ou de l'état y est nécessaire , pour lui donner un plein et entier effet. Si un empereur de Russie s'avisait de nommer pour son successeur un sujet notoirement indigne de porter la couronne , il n'y a point d'apparence que ce vaste empire se soumît aveuglément à une disposition si pernicieuse. Et qui osera blâmer une nation de ce qu'elle ne veut pas courir à sa ruine , par déférence aux derniers ordres de son prince ? Dès que le peuple se soumet au souverain qui lui a été désigné , il ratifie tacitement le choix qu'en a fait le dernier prince ; et le nouveau monarque entre dans tous les droits de son prédécesseur.

CHAPITRE VI.

PRINCIPAUX OBJETS D'UN BON GOUVERNEMENT ; 1.^o POURVOIR AUX BESOINS DE LA NATION.

§, 72.

Le but de la société marque au souverain ses devoirs. 1.^o Il doit procurer l'abondance.

APRÈS ces observations sur la constitution même de l'état, venons maintenant aux principaux objets d'un bon gouvernement. Nous avons vu ci-dessus, (§§. 41. et 42.) que le prince, une fois revêtu de l'autorité souveraine, est chargé des devoirs de la nation par rapport au gouvernement. Traiter des principaux objets d'une sage administration, c'est donc exposer en même temps les devoirs d'une nation envers elle-même, et ceux du souverain envers son peuple.

Un sage conducteur de l'état trouvera dans les fins de la société civile, la règle et l'indication générale de ses devoirs. La société est établie dans la vue de procurer à ceux qui en sont membres, les nécessités, les commodités, et même les agrémens de la vie, et en général tout ce qui est nécessaire à leur félicité ; de faire en sorte que chacun

puisse jouir tranquillement du sien , et obtenir justice avec sûreté ; enfin de se défendre ensemble contre toute violence du dehors. (§. 15.) La nation , ou son conducteur ; s'appliquera donc premièrement à pourvoir aux besoins du peuple , à faire régner dans l'état une heureuse abondance de toutes les choses nécessaires à la vie , même des commodités et des agrémens innocens et louables. Outre qu'une vie aisée sans mollesse contribue au bonheur des hommes , elle les met en état de travailler avec plus de soin et de succès à leur propre perfection ; ce qui est leur grand et principal devoir , et l'une des vues qu'ils doivent se proposer lorsqu'ils s'unissent en société.

§. 73.

Prendre soin qu'il y ait un nombre suffisant d'ouvriers.

Pour réussir à procurer cette abondance de toutes choses , il faut s'appliquer à faire en sorte qu'il y ait un nombre suffisant d'ouvriers habiles dans chaque profession utile ou nécessaire. Les soins attentifs du gouvernement , des réglemens sages , des secours placés à propos produiront cet effet , sans user d'une contrainte toujours funeste à l'industrie.

§. 74.

Empêcher la sortie de ceux qui sont utiles.

On doit retenir dans l'état les ouvriers qui lui sont utiles ; et certainement l'autorité

publique est en droit d'user, s'il le faut, de contrainte pour y réussir. Tout citoyen se doit à sa patrie ; et un artisan en particulier, nourri, élevé, instruit dans son sein, ne peut légitimement la quitter, et porter chez l'étranger une industrie qu'il tient d'elle, à moins que la patrie ne lui manque la première, ou qu'il ne puisse pas y recueillir le juste fruit de son travail et de ses talens. Il faut donc lui procurer de l'occupation ; et si pouvant faire un gain honnête dans son pays, il voulait l'abandonner sans raison, la patrie est en droit de le retenir. Mais elle doit user fort sobrement de ce droit, et seulement dans les cas importants, ou de nécessité. La liberté est l'ame des talens et de l'industrie : souvent un ouvrier, ou un artiste, après avoir beaucoup voyagé, est rappelé dans sa patrie par un sentiment naturel, et revient plus habile et mieux en état de la servir utilement. Si vous exceptez certains cas particuliers, le mieux est dans cette affaire de ne mettre en usage que des moyens doux, la protection, l'encouragement, etc. et se reposer du reste sur cet amour naturel à tout homme pour les lieux qui l'ont vu naître.

§. 75.

Des émissaires qui les débauchent.

Quant à ces émissaires qui viennent dans un pays pour lui débaucher des sujets utiles ; le souverain est en droit de les punir sévère-

ment, et il a un juste sujet de plainte contre la puissance qui les emploie.

Nous traiterons ailleurs plus expressément la question générale, s'il est permis à un citoyen de quitter la société dont il est membre. Les raisons particulières qui concernent les ouvriers utiles, nous suffisent ici.

§. 76.

On doit encourager le travail et l'industrie.

L'Etat doit encourager le travail, animer l'industrie, exciter les talens, proposer des récompenses, des honneurs, des privilèges; faire en sorte que chacun trouve à vivre de son travail. L'Angleterre mérite encore d'être proposée ici pour exemple. Le parlement veille sans cesse à ces objets importants, il n'épargne ni soins ni dépenses. Et ne voyons-nous pas même une société d'excellens citoyens, formée dans cette vue, y consacrer des sommes considérables? Elle distribue des prix, en *Irlande*, aux ouvriers qui se sont le plus distingués dans leur profession; elle assiste les étrangers qui s'y transplantent, et qui n'ont pas les moyens de s'établir. Un pareil état peut-il manquer d'être puissant et heureux?

CHAPITRE VII.

DE LA CULTURE DES TERRES.

§. 77.

Utilité du labourage.

DE tous les arts le labourage ou l'agriculture est sans doute le plus utile et le plus nécessaire. C'est le père nourricier de l'état. La culture des terres en multiplie infiniment les productions ; elle forme la ressource la plus sûre , le fonds de richesses et de commerce le plus solide , pour tout peuple qui habite un heureux climat.

§. 78.

Police nécessaire à cet égard , pour la distribution des terres.

Cet objet mérite donc toute l'attention du gouvernement. Le souverain ne doit rien négliger pour procurer aux terres de son obéissance la meilleure culture. Il ne faut pas souffrir que des communautés , ou des particuliers acquièrent de grandes terres pour les laisser incultes. Ces droits de *communes* , qui ôtent à un propriétaire la libre disposition de son fonds , qui ne lui permettent pas de le fermer , et de lui donner la culture la plus avantageuse , ces droits , dis-je , sont contraires au bien de l'état , et

doivent être supprimés , ou réduits dans de justes bornes. La propriété introduite parmi les citoyens , n'empêche pas que la nation ne soit en droit de prendre des mesures efficaces pour faire en sorte que la totalité de son terrain produise le plus grand revenu possible , et le plus avantageux.

§. 79.

Pour la protection des laboureurs.

Le gouvernement doit éviter avec soin tout ce qui peut rebuter le laboureur , ou le détourner de son travail. Ces tailles , ces impôts excessifs et mal proportionnés , qui tombent presque entièrement à la charge des cultivateurs , les vexations des commis qui les exigent , ôtent au malheureux paysan les moyens de labourer la terre , et dépeuplent les campagnes. L'Espagne est le pays de l'Europe le plus fertile , et le moins cultivé. L'Eglise y possède trop de terres ; et les entrepreneurs des magasins royaux , autorisés à prendre à vil prix tout le blé qui se trouve chez un paysan , au-delà de ce qui est destiné à sa subsistance , découragent si fort le laboureur , qu'il ne sème précisément que la quantité de blé nécessaire pour lui et sa famille. De là ces disettes fréquentes dans un pays qui pourrait nourrir ses voisins.

§. 80.

On doit mettre en honneur le labourage.

Un autre abus nuit encore à la culture ; c'est le mépris que l'on fait du laboureur.

Les bourgeois des villes, les artisans même les plus serviles, les citoyens oisifs, regardent le cultivateur d'un œil dédaigneux, l'humilient et le découragent : ils osent mépriser une profession qui nourrit le genre humain, la vocation naturelle de l'homme. Un petit marchand de modes, un tailleur d'habits, met bien loin au dessous de lui l'occupation chérie des premiers consuls et dictateurs de Rome. La Chine a sagement évité cet abus ; le labourage y est en honneur : et pour maintenir cette heureuse façon de penser, chaque année, dans un jour solennel, l'empereur lui-même, suivi de toute sa cour, met la main à la charrue, ensemence un coin de terre. Aussi la Chine est-elle le pays du monde le mieux cultivé : elle nourrit un peuple innombrable, qui paraît d'abord au voyageur trop grand pour l'espace qu'il occupe.

§. 81.

Obligation naturelle de cultiver la terre.

La culture de la terre n'est pas seulement recommandable au gouvernement, pour son extrême utilité ; c'est encore une obligation imposée à l'homme par la nature. La terre entière est destinée à nourrir ses habitants : mais elle ne peut y suffire, s'ils ne la cultivent pas. Chaque nation est donc obligée par la loi naturelle, à cultiver le pays qui lui est échu en partage, et elle n'a droit de s'étendre, ou de recourir à l'assistance

des autres , qu'autant que la terre qu'elle habite ne peut lui fournir le nécessaire. Ces peuples , tels que les anciens *Germaines* , et quelques *Tartares* modernes , qui , habitant des pays fertiles , dédaignent la culture des terres , et aiment mieux vivre de rapines , se manquent à eux-mêmes , font injure à tous leurs voisins , et méritent d'être exterminés , comme des bêtes féroces et nuisibles. Il en est d'autres qui , pour fuir le travail , ne veulent vivre que de leur chasse et de leurs troupeaux. Cela pouvait se faire sans contradiction , dans le premier âge du monde , lorsque la terre était plus que suffisante par elle-même au petit nombre de ses habitans. Mais aujourd'hui que le genre humain s'est si fort multiplié , il ne pourrait subsister , si tous les peuples voulaient vivre de cette manière. Ceux qui retiennent encore ce genre de vie oisif , usurpent plus de terrain qu'ils n'en auraient besoin avec un travail honnête , et ils ne peuvent se plaindre si d'autres nations , plus laborieuses et trop resserrées , viennent en occuper une partie. Ainsi , tandis que la conquête des empires policés du *Pérou* et du *Mexique* a été une usurpation criante , l'établissement de plusieurs colonies dans le continent de l'*Amérique septentrionale* , pouvait , en se contenant dans de justes bornes , n'avoir rien que de très-légitime. Les peuples de ces vastes contrées , les parcouraient plutôt qu'ils ne les habitaient.

Des greniers publics.

L'établissement des greniers publics est une excellente police pour prévenir la disette. Mais il faut bien se garder de les administrer avec un esprit mercantile et dans des vues de profit : on tomberait alors dans un monopole , qui , pour être exercé par le magistrat , n'en serait pas moins illicite. Ces greniers se remplissent dans les temps de grande abondance , et déchargent le cultivateur des blés qui lui resteraient , ou qui passeraient chez l'étranger en trop grande quantité : ils s'ouvrent quand le blé renchérit , et le maintiennent à un juste prix. Si , dans l'abondance , ils empêchent que cette denrée si nécessaire ne tombe aisément à un prix fort bas , cet inconvénient est plus que compensé par le soulagement qu'ils apportent dans les temps de cherté , ou plutôt il n'y a point là d'inconvénient. Lorsque le blé se donne à si grand marché , l'ouvrier est tenté , pour obtenir la préférence , d'établir ses manufactures à un prix qu'il est obligé de hausser dans la suite , ce qui en dérange le commerce , ou bien il s'accoutume à une aisance qu'il ne peut soutenir dans les temps plus difficiles. Il serait avantageux aux fabriques et au commerce , que la subsistance des ouvriers pût se maintenir à un prix modique , et toujours à peu près le même. Enfin les greniers publics retiennent

dans l'état des blés , qui en sortiraient à vil prix , et qu'il faudrait faire revenir à grands frais dans les années de mauvaise recolte , ce qui est une perte réelle pour la nation. Ces établissemens n'empêchent pas cependant le commerce des blés. Si le pays en produit , année commune , plus qu'il n'en faut pour la nourriture des habitans , le superflu ne laissera pas de s'écouler au dehors ; mais il y passera à un prix plus soutenu et plus juste.

C H A P I T R E V I I I.

D U C O M M E R C E.

§. 83.

Du commerce intérieur et extérieur.

C'EST par le moyen du commerce que les particuliers et les nations peuvent se procurer les choses dont ils ont besoin , et qu'ils ne trouvent pas chez eux. On le divise en commerce intérieur et commerce extérieur : le premier est celui qui s'exerce dans l'état entre les divers habitans ; le second se fait avec les peuples étrangers.

§. 84.

Utilité du commerce intérieur.

Le commerce intérieur est d'une grande utilité ; il fournit à tous les citoyens le moyen

de se procurer les choses dont ils ont besoin, le nécessaire, l'utile et l'agréable; il fait circuler l'argent, excite l'industrie, anime le travail; et donnant la subsistance à un très-grand nombre de sujets, il contribue à rendre le pays plus peuplé, et l'état plus puissant.

§. 85.

Utilité du commerce extérieur.

Les mêmes raisons démontrent l'utilité du commerce extérieur, et on y trouve de plus ces deux avantages : 1^o. c'est par son commerce avec les étrangers qu'une nation se procure les choses que la nature ou l'art ne produisent point dans le pays qu'elle occupe. 2^o. Si ce commerce est bien dirigé, il augmente les richesses de la nation, et peut devenir pour elle une source d'abondance et de trésors. L'exemple des *Carthaginois* chez les anciens, celui des *Anglais* et des *Hollandais* chez les modernes, en fournissent des preuves éclatantes. Carthage balança par ses richesses la fortune, le courage et la grandeur de Rome. La Hollande a amassé des sommes immenses dans ses marais : une compagnie de ses marchands possède des royaumes dans l'Orient, et le gouverneur de *Batavia* commande aux rois des Indes. A quel degré de puissance et de gloire l'Angleterre est-elle parvenue ? Autrefois ses rois et ses peuples guerriers avaient fait des conquêtes brillantes, que les revers

si fréquens dans la guerre lui firent perdre , aujourd'hui c'est principalement le commerce qui met en sa main la balance de l'Europe.

§. 86.

Obligation de cultiver le commerce intérieur.

Les nations sont obligées de cultiver le commerce intérieur ; 1.^o parce que l'on démontre en droit naturel , que les hommes doivent s'assister réciproquement , contribuer autant qu'ils le peuvent à la perfection et au bonheur de leurs semblables ; d'où résulte , après l'introduction de la propriété , l'obligation de céder aux autres , à un juste prix , les choses dont ils ont besoin , et que nous ne destinons pas à notre usage. 2.^o La société étant établie dans la vue que chacun puisse se procurer les choses nécessaires à sa perfection et à son bonheur , et le commerce intérieur étant le moyen d'obtenir toutes ces choses-là , l'obligation de le cultiver dérive du pacte même qui a formé la société. 3.^o Enfin , ce commerce étant utile à la nation , elle se doit à elle-même le soin de le rendre florissant.

§. 87.

Obligation de cultiver le commerce extérieur.

Par la même raison tirée du bien de l'état , et aussi pour procurer aux citoyens toutes les choses dont ils ont besoin , une nation est obligée d'exercer et de favoriser

le commerce extérieur. De tous les états modernes, l'Angleterre est celui qui se distingue le plus à cet égard. Le parlement a toujours les yeux ouverts sur cet objet important ; il protège efficacement la navigation de ses marchands, il favorise, par des gratifications considérables, l'exportation des denrées et marchandises superflues. On peut voir dans un fort bon ouvrage (*) les fruits précieux que ce royaume a tirés d'une police si sage.

§. 88.

Fondement du droit de commerce. Du droit d'acheter.

Voyons maintenant quelles sont les lois de la nature, et quels sont les droits des nations dans ce commerce qu'elles exercent entr'elles. Les hommes sont obligés de s'assister mutuellement, autant qu'ils peuvent le faire, de contribuer à la perfection et au bonheur de leurs semblables (Prélim. §. 10) ; d'où il suit, comme nous venons de le dire (§. 86.), qu'après l'introduction de la propriété, c'est un devoir de vendre, les uns aux autres, à un juste prix, les choses dont le possesseur n'a pas besoin pour lui-même, et qui sont nécessaires à d'autres ; parce que, depuis cette introduction, aucun homme ne peut

(*) Remarques sur les avantages et les désavantages de la France et de la Grande-Bretagne, par rapport au commerce.

L I V. I. C H A P. V I I I. 111

se procurer autrement tout ce qui lui est nécessaire ou utile , ce qui est propre à lui rendre la vie douce et agréable. Puis donc que le droit naît de l'obligation (Prél. §. 3.), celle que nous venons d'établir donne à chaque homme le droit de se procurer les choses dont il a besoin , en les achetant à un prix raisonnable , de ceux qui n'en ont pas besoin pour eux-mêmes.

Nous avons vu encore (Prélim. §. 5.) que les hommes , en s'unissant en société civile , n'ont pu se soustraire à l'autorité des lois naturelles , et que la nation entière demeure soumise, comme nation, à ces mêmes lois ; en sorte que la loi des nations , ou le droit des gens naturel et nécessaire , n'est autre chose que le droit de la nature appliqué convenablement aux nations ou états souverains (Prélim. §. 6.) : de tout cela il résulte qu'une nation a droit de se procurer, à un prix équitable , les choses qui lui manquent , en les achetant des peuples qui n'en ont pas besoin pour eux-mêmes. Voilà le fondement du droit de commerce entre les nations , et en particulier du droit d'acheter.

§. 89.

Du droit de vendre.

On ne peut pas appliquer le même raisonnement au droit de vendre les choses dont on voudrait se défaire. Tout homme et toute nation étant parfaitement libre d'acheter une chose qui est à vendre , ou de

ne la pas acheter, et de l'acheter de l'un plutôt que de l'autre, la loi naturelle ne donne à qui que ce soit aucune espèce de droit de vendre ce qui lui appartient à celui qui ne souhaite pas de l'acheter, ni à aucune nation celui de vendre ses denrées, ou marchandises, chez un peuple qui ne veut pas les recevoir.

§. 90.

Prohibition des marchandises étrangères.

Tout état, par conséquent, est en droit de défendre l'entrée des marchandises étrangères; et les peuples que cette défense intéresse, n'ont aucun droit de s'en plaindre, pas même comme si on leur eût refusé un office d'humanité. Leurs plaintes seraient ridicules, puisqu'elles auraient pour objet un gain que cette nation leur refuse, ne voulant pas qu'ils le fassent à ses dépens. Il est vrai seulement, que si une nation était bien certaine que la prohibition de ses marchandises n'est fondée sur aucune raison prise du bien de l'état qui les interdit, elle aurait sujet de regarder cette conduite comme une marque de mauvaise volonté à son égard, et de s'en plaindre sur ce pied. Mais il lui serait très-difficile de juger surement que cet état n'aurait eu aucune raison solide ou apparente de se porter à une pareille défense.

§. 91.

Nature du droit d'acheter.

Par la manière dont nous avons démontré le droit qu'a une nation d'acheter chez les autres ce qui lui manque , il est aisé de voir que ce droit n'est point de ceux que l'on appelle *parfaits* , et qui sont accompagnés du droit de contraindre. Développons plus distinctement la nature d'un droit qui peut donner lieu à des querelles sérieuses. Vous avez droit d'acheter des autres les choses qui vous manquent , et dont ils n'ont pas besoin pour eux-mêmes ; vous vous adressez à moi : je ne suis point obligé de vous les vendre , si j'en ai moi-même besoin. En vertu de la liberté naturelle qui appartient à tous les hommes , c'est à moi de juger si j'en ai besoin , ou si je suis dans le cas de vous les vendre ; et il ne vous appartient point de décider si je juge bien ou mal ; parce que vous n'avez aucune autorité sur moi. Si je refuse mal à propos, et sans aucune bonne raison , de vous vendre à juste prix ce dont vous avez besoin , je pèche contre mon devoir ; vous pouvez vous en plaindre , mais vous devez le souffrir , et vous ne pourriez entreprendre de m'y forcer , sans violer ma liberté naturelle , et me faire injure. Le droit d'acheter les choses dont on a besoin , n'est donc qu'un droit *imparfait* , semblable à celui qu'a un pauvre de recevoir l'aumône d'un riche ; si celui-ci la

lui refuse, le pauvre est fondé à se plaindre ; mais il n'est pas en droit de la prendre par force.

Si l'on demande ce qu'une nation serait en droit de faire, dans le cas d'une extrême nécessité, c'est une question qui trouvera sa place dans le livre suivant. (au ch. IX.)

§. 92.

C'est à chaque nation de voir comment elle veut excercer le commerce.

Puis donc qu'une nation ne peut avoir naturellement aucun droit de vendre ses marchandises à une autre, qui ne veut pas les acheter ; qu'elle n'a qu'un droit imparfait d'acheter des autres ce dont elle a besoin ; qu'il appartient à celles-ci de juger si elles sont dans le cas de vendre, ou si elles n'y sont pas ; et qu'enfin le commerce consiste dans la vente et l'achat réciproque de toutes sortes de marchandises, il est évident qu'il dépend de la volonté de chaque nation d'exercer le commerce avec une autre, ou de ne pas l'exercer. Et si elle veut le permettre à quelqu'une, il dépend d'elle encore de le permettre sous telles conditions qu'elle trouvera à propos. Car en lui permettant le commerce, elle lui accorde un droit ; et chacun est libre d'attacher telle condition qu'il lui plaît à un droit qu'il accorde volontairement.

§. 93.

Comment on acquiert un droit parfait à un commerce étranger.

Les hommes et les états souverains peuvent s'obliger parfaitement les uns envers les autres, par leurs promesses, aux choses auxquelles la nature ne les obligeait qu'imparfaitement. Une nation n'ayant point naturellement un droit parfait d'exercer le commerce avec une autre, elle peut se le procurer par un pacte, ou un traité. Ce droit ne s'acquiert donc que par les traités, et se rapporte à cette espèce de droit des gens que nous appelons *conventionnel* (Prélim. § 24.) Le traité qui donne un droit de commerce, est la mesure et la règle de ce même droit.

§. 94.

De la simple permission du commerce.

Une simple permission de faire le commerce ne donne aucun droit parfait à ce commerce. Car si je vous permets purement et simplement de faire quelque chose, je ne vous donne aucun droit de le faire dans la suite malgré moi : vous pouvez user de ma condescendance, aussi long-temps qu'elle durera ; mais rien ne m'empêche de changer de volonté. Comme donc il appartient à chaque nation de voir si elle veut exercer le commerce avec une autre, où si elle ne le veut pas, et à quelles conditions elle le veut (§. 92.) ; si une nation a souffert pendant quelque temps qu'une autre vînt commercer

dans son pays, elle demeure libre d'interdire quand il lui plaira ce commerce, de le restreindre, de l'assujettir à certaines règles, et le peuple qui l'exerçait, ne peut se plaindre qu'on lui fasse une injustice.

Observons seulement que les nations, comme les particuliers, sont obligées de commercer ensemble, pour le commun avantage du genre humain, à cause du besoin que les hommes ont les uns des autres (Prélim. §§. 10. 11. et Liv. I. §. 88.); mais cela n'empêche pas que chacune ne demeure libre de considérer, dans les cas particuliers, s'il lui convient de cultiver, ou de permettre le commerce; et comme les devoirs envers soi-même l'emportent sur les devoirs envers autrui, si une nation se trouve en de telles circonstances, qu'elle juge le commerce avec les étrangers dangereux pour l'état, elle peut y renoncer et l'interdire. C'est ainsi que les *Chinois* en ont usé pendant long-temps. Mais encore un coup, il faut que ses devoirs envers elle-même lui prescrivent cette réserve, par des raisons sérieuses et importantes; autrement elle ne peut se refuser aux devoirs généraux de l'humanité.

§. 95.

Si les droits touchant le commerce sont sujets à la prescription.

Nous avons vu quels sont les droits que les nations tiennent de la nature à l'égard du

commerce , et comment elles peuvent s'en procurer d'autres par des traités : voyons si elles peuvent en fonder quelques-uns sur un long usage. Pour décider solidement cette question , il faut d'abord observer qu'il est des droits qui consistent dans un simple *pouvoir* : on les appelle en latin , *jura meræ facultatis* , droits de simple faculté. Ils sont tels de leur nature , que celui qui les possède peut en user , ou n'en pas user , suivant qu'il le trouve à propos , étant absolument libre de toute contrainte à cet égard ; en sorte que les actions qui se rapportent à l'exercice de ces droits sont des actes de pure et libre volonté , que l'on peut faire , ou ne pas faire , selon son bon plaisir. Il est manifeste que les droits de cette espèce ne peuvent se prescrire par le non-usage ; puisque la prescription n'est fondée que sur un consentement légitimement présumé , et que si je possède un droit tel de sa nature que je puisse en user , ou n'en pas user , suivant que je le trouverai à propos , sans que personne ait rien à me prescrire là-dessus , on ne peut présumer , de ce que j'aurai été long-temps sans en faire usage , que mon intention ait été de l'abandonner. Ce droit est donc imprescriptible , à moins que l'on ne m'ait défendu ou empêché d'en faire usage , et que je n'aie obéi , avec des marques suffisantes de consentement. Supposons , par exemple , que je sois libre de moudre mon blé à tel moulin qu'il me plaira , et que pendant un

temps très-considérable, un siècle si vous voulez, je me sois servi du même moulin; comme j'ai fait en cela ce que j'ai trouvé à propos, on ne peut présumer de ce long usage du même moulin, que j'aie voulu me priver du droit de moudre en tout autre, et par conséquent mon droit ne peut se prescrire. Mais supposons maintenant que voulant me servir d'un autre moulin, le maître du premier s'y oppose, et me fasse signifier une défense; si j'obéis à sa défense, sans nécessité, et sans lui rien opposer, quoique je sois en pouvoir de me défendre, et que je connaisse mon droit, ce droit se prescrit, parce que ma conduite donne lieu de présumer légitimement que j'ai voulu l'abandonner. Faisons l'application de ces principes. Puisqu'il dépend de la volonté de chaque nation d'exercer le commerce avec une autre, ou de ne pas l'exercer, et de régler la manière dont elle veut l'exercer (§. 92.); le droit de commerce est évidemment un droit de pure faculté (*jus mercæ facultatis*), un simple pouvoir, et par conséquent il est imprescriptible. Ainsi, quand même deux nations auraient commercé ensemble, sans interruption, pendant un siècle, ce long usage ne donne aucun droit ni à l'une ni à l'autre, et l'une n'est point obligée pour cela de souffrir que l'autre vienne lui vendre ses marchandises, ou en acheter chez elle: toutes les deux conservent le double droit, et d'interdire l'entrée des marchandises étrangères,

et de vendre les leurs par-tout où l'on voudra les recevoir. Que les *Anglais* soient, depuis un temps immémorial, dans l'usage de tirer des vins du *Portugal*, ils ne sont pas obligés pour cela de continuer ce commerce, et ils n'ont point perdu la liberté d'acheter leurs vins ailleurs. Qu'ils vendent de même, depuis un très long-temps, leurs draps dans ce royaume, ils n'en sont pas moins les maîtres de les porter ailleurs, et réciproquement les *Portugais* ne sont point obligés par ce long usage, de vendre leurs vins aux *Anglais*, ni d'en acheter les draps. Si une nation désire quelque droit de commerce, qui ne dépende plus de la volonté d'une autre, il faut qu'elle se le procure par un traité.

. 96.

Imprescriptibilité de ceux qui sont fondés sur un traité.

Ce que nous venons de dire se peut appliquer aux droits de commerce acquis par des traités. Si une nation s'est procuré par cette voie la liberté de vendre certaines marchandises chez une autre, elle ne perd pas son droit, quand même elle laisse écouler un grand nombre d'années sans en faire usage : parce que ce droit est un simple pouvoir, *jus meræ facultatis*, dont elle est maîtresse d'user quand il lui plaît, ou de ne pas user.

Cependant certaines circonstances pourraient changer cette décision, parce qu'elles

changeraient implicitement la nature du droit en question. Par exemple, s'il paraissait évidemment que la nation qui a donné ce droit, ne l'a accordé que dans la vue de se procurer une espèce de marchandises dont elle a besoin ; celle qui a obtenu le droit de les lui vendre, négligeant de les fournir, et un autre offrant de les livrer régulièrement, sous la condition d'un privilège exclusif, il paraît certain qu'on peut accorder ce privilège : la nation qui avait ce droit de vendre le perdra ainsi, parce qu'elle n'en a pas rempli la condition tacite.

§. 97.

Du monopole et des compagnies de commerce exclusif.

Le commerce est un bien commun à la nation ; tous ses membres y ont un droit égal. Le *monopole* est donc, en général, contraire aux droits des citoyens. Cependant cette règle a ses exceptions, prises du bien même de la nation, et un sage gouvernement peut, en certains cas, établir le monopole avec justice. Il est des entreprises de commerce qui ne peuvent être faites qu'en forces, qui demandent des fonds considérables, et qui passent la portée des particuliers. Il en est d'autres, qui deviendront bientôt ruineuses, si elles ne sont conduites avec beaucoup de prudence, dans un même esprit, et suivant des maximes et des règles soutenues : ces commerces ne peuvent se faire indistinctement

ment par les particuliers ; il se forme alors des compagnies, sous l'autorité du gouvernement, et ces compagnies ne sauraient se soutenir sans un privilège exclusif. Il est donc avantageux à la nation de le leur accorder. C'est ainsi que l'on a vu naître en divers pays ces puissantes compagnies qui font le commerce de l'Orient. Lorsque les sujets des *Provinces-Unies* s'établirent dans les *Indes*, sur les ruines des *Portugais* leurs ennemis, des marchands particuliers n'auraient osé penser à une si haute entreprise, et l'état lui-même, occupé à défendre sa liberté contre les *Espagnols*, n'avait pas les moyens de la tenter.

Il est encore hors de doute que quand une branche de commerce, ou une manufacture, n'est point au pouvoir d'une nation, si quelqu'un s'offre à l'établir, sous la réserve d'un privilège exclusif, le souverain peut le lui accorder.

Mais toutes les fois qu'un commerce peut être libre à toute la nation, sans inconvénient, sans être moins avantageux à l'état, le réserver à quelques citoyens privilégiés, c'est blesser le droit des autres. Et lors même que ce commerce exige des frais considérables, pour entretenir des forts, des vaisseaux de guerre, etc. comme c'est l'affaire commune de la nation, l'état peut se charger de ces dépenses, et en abandonner le fruit aux négocians pour encou-

rager l'industrie. C'est ainsi que l'on en use quelquefois en Angleterre.

§. 98.

Balance du commerce ; attention du gouvernement à cet égard.

Le conducteur de la nation doit veiller soigneusement à encourager le commerce avantageux à son peuple , et à supprimer ou restreindre celui qui lui est désavantageux. L'or et l'argent étant devenus la commune mesure de toutes les choses commercables , le commerce qui apporte dans l'état une plus grande quantité de ces métaux , qu'il n'en fait sortir , est un commerce avantageux ; et au contraire celui-là est ruineux , qui fait sortir plus d'or et d'argent qu'il n'en apporte : c'est ce qu'on appelle la balance du commerce. L'habileté de ceux qui le dirigent , consiste à faire pencher cette balance en faveur de la nation.

§. 99.

Des droits d'entrée.

De toutes les mesures qu'un sage gouvernement peut prendre dans cette vue , nous ne toucherons ici que les droits d'entrée. Lorsque les conducteurs de l'état , sans contraindre absolument le commerce , veulent cependant le jeter d'un autre côté , ils assujettissent la marchandise qu'ils prétendent détourner , à des droits d'entrée capables d'en dégoûter les habitans. C'est ainsi que

les vins de France sont chargés en Angleterre de droits très-forts , tandis que ceux de Portugal n'en payent que de modiques , parce que l'Angleterre vend peu de ses productions en France , au lieu qu'elle en verse abondamment en Portugal. Il n'y a rien dans cette conduite que de très-sage et de très-juste , et la France ne peut pas s'en plaindre ; toute nation étant maîtresse des conditions auxquelles elle veut bien recevoir des marchandises étrangères , et pouvant même ne les pas recevoir du tout.

C H A P I T R E I X.

DU SOIN DES CHEMINS PUBLICS , ET DES DROITS DE PÉAGE.

§. 100.

Utilité des grands chemins ; des canaux , etc.

L'UTILITÉ des grands chemins , des ponts , des canaux , en un mot de toutes les voies de communication sûres et commodés , ne peut être douteuse. Elles facilitent le commerce d'un lieu à l'autre , et rendent le transport des marchandises moins coûteux , plus sûr et plus aisé. Les marchands se trouvent en état de vendre à meilleur prix , et d'obtenir la préférence ; on attire les étrangers , leurs marchandises.

prennent leur route dans le pays , et répandent de l'argent dans tous les lieux où elles passent. La France et la Hollande en font tous les jours l'heureuse expérience.

§. 101.

Devoir du gouvernement à cet égard.

L'un des principaux soins que le gouvernement doit au bien public , au commerce en particulier , regardera donc les grands chemins , canaux , etc. Il ne doit rien négliger pour les rendre également surs et commodes. La France est l'un des états du monde où l'on s'acquitte de ce devoir public avec le plus d'attention et de magnificence. Par-tout de nombreuses maréchaussées veillent à la sûreté des voyageurs ; des chaussées magnifiques , des ponts , des canaux , facilitent la communication d'une province à l'autre : LOUIS XIV a joint les deux mers , par un ouvrage digne des Romains.

§. 102.

De ses droits à ce même égard.

La nation entière doit contribuer sans doute à des choses qui lui sont si utiles. Lors donc que la construction et la réparation des grands chemins , des ponts , des canaux , chargeraient trop les revenus ordinaires de l'état , le gouvernement peut obliger les peuples d'y travailler , ou de subvenir aux dépenses. On a vu les paysans de quelques provinces de France murmurer des travaux

qu'on leur imposait pour la construction des chaussées ; mais ils n'ont pas tardé à bénir les auteurs de l'entreprise , dès que l'expérience les a éclairés sur leurs véritables intérêts.

§. 103.

Fondement du droit de péage.

La construction et l'entretien de tous ces ouvrages exigeant de grandes dépenses , une nation peut très-justement y faire contribuer tous ceux qui participent à leur utilité , c'est la source légitime du droit de *péage*. Il est juste qu'un voyageur , et sur-tout un marchand , qui profite d'un canal , d'un pont , ou d'une chaussée , pour faire sa route , pour transporter plus commodément ses marchandises , entre dans les frais de ces établissemens utiles par une modique contribution ; et si un état juge à propos d'en exempter les citoyens , rien ne l'oblige à en gratifier les étrangers.

§. 104.

Abus de ce droit.

Mais un droit si légitime dans son origine , dégénère souvent en de grands abus. Il est des pays , où l'on ne prend aucun soin des chemins , et où on ne laisse pas d'exiger des péages considérables. Tel seigneur , qui aura une langue de terre aboutissante à un fleuve , y établit un péage , quoiqu'il ne dépense pas un denier à l'entretien du fleuve

et à la commodité de la navigation. C'est une extorsion manifeste et contraire au droit des gens naturel. Car le partage et la propriété des terres n'a pu ôter à personne le droit de passage, lorsque l'on ne nuit en aucune façon à celui sur le territoire de qui on passe. Tout homme tient ce droit de la nature, et on ne peut avec justice le lui faire acheter.

Mais le droit des gens *arbitraire*, ou la *coutume* des nations, tolère aujourd'hui cet abus, tant qu'il ne va pas à un excès capable de détruire le commerce. Cependant on ne s'y soumet sans difficulté, que pour les droits établis par un ancien usage : l'imposition de nouveaux péages est souvent une source de querelles. Les Suisses ont fait autrefois la guerre aux ducs de Milan, pour des vexations de cette nature. On abuse encore du droit de péage, lorsqu'on exige des passans une contribution trop forte, et peu proportionnée à ce que coûte l'entretien des chemins publics.

Aujourd'hui les nations s'arrangent là-dessus par des traités pour éviter toute vexation, toute difficulté.



CHAPITRE X.

DE LA MONNAIE ET DU CHANGE.

§. 105.

Etablissement de la monnaie.

DANS les premiers temps, depuis l'introduction de la propriété, les hommes échangeaient leurs denrées et effets superflus, contre ceux dont ils avaient besoin. L'or et l'argent devinrent ensuite la commune mesure du prix de toutes choses; et afin que le peuple n'y fût pas trompé, on imagina d'imprimer au nom de l'état sur des pièces d'or et d'argent, ou l'image du prince, ou quelque autre empreinte, qui fût comme le sceau et le garant de sa valeur. Cette institution est d'un grand usage et d'une commodité infinie. Il est aisé de voir combien elle facilite le commerce. Les nations ou leurs conducteurs ne sauraient donner trop d'attention à une matière si importante.

§. 106.

Devoirs de la nation ou du prince, à l'égard de la monnaie.

L'empreinte qui se voit sur la monnaie, devant être le sceau de son titre et de son poids, on sent d'abord qu'il ne peut être

permis indifféremment à tout le monde d'en fabriquer. Les fraudes y deviendraient trop communes ; elle perdrait bientôt la confiance publique : ce serait anéantir une institution utile. La monnaie se fabrique par l'autorité et au nom de l'état ou du prince, qui en est garant. Il doit donc avoir soin d'en faire fabriquer en quantité suffisante pour les besoins du pays , et veiller à ce qu'on la fasse bonne , c'est-à-dire , que sa valeur intrinsèque soit proportionnée à sa valeur extrinsèque , ou numéraire.

Il est vrai que dans une nécessité pressante, l'état serait en droit d'ordonner aux citoyens de recevoir la monnaie à un prix supérieur à sa valeur réelle. Mais comme les étrangers ne la recevront point à ce prix-là , la nation ne gagne rien à cette manœuvre : c'est farder pour un moment la plaie , sans la guérir. Cet excédant de valeur , ajouté arbitrairement à la monnaie , est une vraie dette que le souverain contracte envers les particuliers : et pour observer une exacte justice , la crise passée , on doit racheter toute cette monnaie aux dépens de l'état , en la payant en d'autres espèces , au cours naturel ; autrement cette espèce de charge , imposée dans la nécessité , retombe sur ceux-là seulement qui ont reçu en paiement une monnaie arbitraire ; ce qui est injuste. D'ailleurs , l'expérience a montré qu'une pareille ressource est ruineuse pour le commerce , en ce qu'elle détruit la confiance

de l'étranger et du citoyen , fait hausser à proportion le prix de toutes choses , et engageant tout le monde à resserrer , ou à envoyer au dehors les bonnes espèces anciennes , suspend la circulation de l'argent. En sorte qu'il est du devoir de toute nation et de tout souverain de s'abstenir , autant qu'il est possible , d'une opération si dangereuse , et de recourir plutôt à des impôts et à des contributions extraordinaires , pour subvenir aux besoins pressans de l'état. (*).

(*) On trouve dans BOIZART , *traité des monnaies* , les observations suivantes. « Il est à remarquer que quand nos » rois affaiblissaient leurs monnaies, ils cachaient cet affaiblissement aux peuples ; témoin l'ordonnance de Philippe » de Valois , de l'année 1350 , par laquelle, ayant ordonné » que l'on fît des doubles tournois à deux deniers cinq » grains et un tiers de loi , ce qui était proprement altérer » la monnaie , il dit dans son mandement , parlant aux officiers des monnaies : *sur le serment que vous avez au roi , tenez cette chose secrète le mieux que vous pourrez , que par vous les changeurs ni autres ne puissent savoir ou sentir aucune chose. Car si par vous est su , en serez punis par telle manière que tous autres en auront exemple.* » Le même auteur rapporte encore d'autres ordonnances semblables du même roi , et une du dauphin , régent du royaume, pendant la captivité du roi Jean , en date du 27 juin 1360 , en vertu de laquelle les généraux maîtres des monnaies , ordonnant aux officiers de la monnaie de fabriquer des blancs deniers , à un denier et douze grains de loi , leur commande expressément de tenir cette ordonnance secrète , et si aucuns demandent à combien ils sont , (ces blancs deniers) si maintenir qu'ils sont à deux deniers de loi. Chap. 29.

Les rois avaient recours à cet étrange expédient dans des cas de nécessité urgente , mais ils en sentaient l'injustice. Le même auteur parlant de l'empirance ou des divers moyens d'affaiblir les monnaies , dit : « on a rarement recours à ces » moyens , parce qu'ils donnent occasion au transport et à » la fonte des bonnes espèces , à l'apport et au cours des espèces étrangères , à l'enchérissement de toutes choses , à » l'appauvrissement des particuliers , à la diminution des » revenus qui se paient en faibles monnaies et quelquefois

De ses droits à cet égard.

Puisque l'état est garant de la bonté de la monnoie et de son cours, c'est à l'autorité publique seule qu'il appartient de la faire fabriquer. Ceux qui la contrefont, violent les droits du souverain, soit qu'ils la fassent au même titre, soit qu'ils l'altèrent. On les appelle *faux monnayeurs*, et leur crime passe avec raison pour l'un des plus graves. Car s'ils fabriquent une monnoie de mauvais aloi, ils volent le public et le prince, et s'ils la font bonne, ils usurpent le droit du souverain. Ils ne se porteront pas à la faire bonne, à moins qu'il n'y ait un profit sur la fabrique; et alors, ils dérobent à l'état un gain qui lui appartient. Dans tous les cas, ils font une injure au souverain; car la foi publique étant garante de la monnaie,

» à la cessation du commerce. Cette vérité a été si reconnue
 » de tout temps, que les princes qui ont pratiqué quelques-
 » uns de ces affaiblissements dans les temps fâcheux, ont
 » cessé de les pratiquer au moment où la nécessité a cessé.
 » Nous avons à ce sujet une ordonnance de Philippe-le-Bel,
 » du mois de mai 1295, qui porte que le roi étant à Paris,
 » ayant aucunement affaibli les monnaies en poids et loi,
 » espérant encore les affaiblir pour subvenir à ses affaires,
 » et connaissant être chargé en conscience du dommage
 » qu'il avait fait et ferait porter à sa république pour
 » raison de cet affaiblissement, le roi s'oblige par chartre
 » authentique au peuple de son royaume, que ses affaires
 » passées, il remettra la monnaie en bon ordre et valeur,
 » à ses propres coûts et dépends, et portera la perte et tare
 » sur lui. Et outre cette obligation, madame Jeanne, reine
 » de France et de Navarre, oblige ses revenus et apa-
 » nages aux conditions susdites. »

le souverain seul peut la faire fabriquer. Aussi met-on le droit de battre monnaie au nombre des *droits de majesté*, et BODIN (*) rapporte que *Sigismond-Auguste*, roi de Pologne, ayant donné ce privilège au duc de Prusse en 1543, les états du pays firent un décret où il fut inséré que le roi n'avait pu donner ce droit, comme étant inséparable de la couronne. Le même auteur observe que bien qu'autrefois plusieurs seigneurs et évêques de France eussent le privilège de faire battre monnaie, elle était toujours censée se fabriquer par l'autorité du roi, qui a enfin retiré tous ces privilèges à cause des abus.

§. 108.

Injure qu'une nation peut faire à l'autre, au sujet de la monnaie.

Des principes que nous venons d'établir, il est aisé de conclure que si une nation contrefait la monnaie d'une autre, où si elle souffre et protège les faux monnayeurs qui osent l'entreprendre, elle lui fait injure. Mais ordinairement les criminels de cet ordre ne trouvent asile nulle part; tous les princes étant également intéressés à les exterminer.

(*) De la république, Liv. I. Chap. X.

Du change et des lois du commerce.

Il est un autre usage plus moderne , et non moins utile au commerce que l'établissement de la monnaie ; c'est le *change*, où le négoce des banquiers , par le moyen duquel un marchand remet d'un bout du monde à l'autre des sommes immenses , presque sans frais et , s'il le veut , sans péril. Par la même raison que les souverains doivent protéger le commerce , ils sont obligés de soutenir cet usage par de bonnes lois , dans lesquelles tout marchand , étranger ou citoyen , puisse trouver sa sûreté. En général , il est également de l'intérêt et du devoir de toute nation , d'établir chez elle de sages et justes lois de commerce.

C H A P I T R E X I.

SECOND OBJET D'UN BON GOUVERNEMENT : PROCURER LA VRAIE FÉLICITÉ DE LA NATION.

Une nation doit travailler à sa propre félicité.

CONTINUONS à exposer les principaux objets d'un bon gouvernement. Ce que nous avons dit dans les cinq chapitres précédens ,

se rapporte au soin de pourvoir aux besoins du peuple et de procurer l'abondance dans l'état : c'est un point de nécessité ; mais il ne suffit pas au bonheur d'une nation. L'expérience montre qu'un peuple peut être malheureux au milieu de tous les biens de la terre , et dans le sein des richesses. Tout ce qui peut faire jouir l'homme d'une vraie et solide félicité , forme un second objet , qui mérite la plus sérieuse attention du gouvernement. Le bonheur est le centre où tendent tous les devoirs d'un homme et d'un peuple envers soi-même : c'est la grande fin de la loi naturelle. Le désir d'être heureux est le puissant ressort qui fait mouvoir les hommes ; la félicité est le but où ils tendent tous , et elle doit être le grand objet de la volonté publique (Prélim. §. 5). C'est donc à ceux qui forment cette volonté publique , ou à ceux qui la représentent , aux conducteurs de la nation , de travailler à sa félicité , d'y veiller continuellement , et de l'avancer de tout leur pouvoir.

§. III.

Instruction.

Pour y réussir , il faut instruire la nation à chercher la félicité là où elle se trouve , c'est-à-dire , dans la perfection , et lui enseigner les moyens de se la procurer. Le conducteur de l'état ne saurait donc apporter trop de soins à instruire son peuple , à l'éclairer , à le former aux bonnes connais-

sances et aux sages disciplines. Laissons aux despotes de l'Orient leur haine pour les sciences : ils craignent que l'on n'instruise leurs peuples parce qu'ils veulent dominer sur des esclaves. Mais s'ils jouissent des excès de la soumission, ils éprouvent souvent ceux de la désobéissance et de la révolte. Un prince juste et sage ne redoute point la lumière ; il sait qu'elle est toujours avantageuse à un bon gouvernement. Si les gens éclairés savent que la liberté est le partage naturel de l'homme, ils connaissent mieux que personne, combien il est nécessaire, pour leur propre avantage, que cette liberté soit soumise à une autorité légitime : incapables d'être esclaves, ils sont sujets fidèles.

§. 112.

Education de la jeunesse.

Les premières impressions sont d'une extrême conséquence pour toute la vie. Dans les tendres années de l'enfance et de la jeunesse, l'esprit et le cœur de l'homme reçoivent avec facilité la semence du bien, ou celle du mal. L'éducation de la jeunesse est une des matières les plus importantes, qui méritent l'attention du gouvernement. Il ne doit point s'en reposer entièrement sur les pères. Fonder de bons établissemens pour l'éducation publique, les pourvoir de maîtres habiles, les diriger avec sagesse, et faire en sorte, par des moyens doux et convenables, que les sujets ne négligent pas d'en

profiter ; c'est une voie sûre pour se former d'excellens citoyens. L'admirable éducation que celles des Romains , dans leurs beaux siècles , et qu'il était naturel qu'on lui vît former de grands hommes ! Les jeunes gens s'attachaient à un personnage illustre , ils se rendaient chez lui , ils l'accompagnaient par-tout , et profitaient également de ses instructions et de ses exemples : leurs jeux , leurs amusemens étaient des exercices propres à former des soldats. On vit la même chose à *Lacédémone* , et ce fut une des plus sages institutions de l'incomparable *Lycur-gue*. Ce législateur philosophe entra dans le plus grand détail sur l'éducation de la jeunesse (*), persuadé que de là dépendait la prospérité et la gloire de sa république.

§. 113.

Des sciences et des arts.

Qui doutera qu'un souverain , que la nation entière , ne doive favoriser les sciences et les arts ? Sans parler de tant d'inventions utiles , qui frappent les yeux de tout le monde , les lettres et les beaux arts éclairent l'esprit , adoucissent les mœurs ; et si l'étude n'inspire pas toujours l'amour de la vertu , c'est que malheureusement elle rencontre quelquefois , et trop souvent , un cœur désespérément vicieux. La nation et ses con-

(*) Voyez *Xenophontis* , *Lacedemon* , *Respublica*.

ducteurs doivent donc protéger les savans et les grands artistes , exciter les talens par les honneurs et les récompenses. Que les partisans de la barbarie déclament contre les sciences et les beaux arts ; sans daigner répondre à leurs vains raisonnemens , contentons-nous d'en appeler à l'expérience. Comparons l'Angleterre , la France , la Hollande , plusieurs villes de Suisse et d'Allemagne , à tant de régions livrées à l'ignorance , et voyons où il se trouve le plus d'honnêtes gens et de bons citoyens. Ce serait errer grossièrement que de nous opposer l'exemple de Sparte , et celui de l'ancienne Rome. Il est vrai qu'on y négligait les spéculations curieuses , les connaissances et les arts de pur agrément ; mais les sciences solides et pratiques , la morale , la jurisprudence , la politique , la guerre , y étaient cultivées , à Rome principalement , avec plus de soin que parmi nous.

On reconnaît assez généralement aujourd'hui l'utilité des lettres et des beaux arts , et la nécessité de les encourager. L'immortel PIERRE I ne crut point pouvoir , sans leur secours , civiliser entièrement la Russie , et la rendre florissante. En Angleterre la science et les talens conduisent aux honneurs et aux richesses. *Newton* fut honoré , protégé , récompensé pendant sa vie , et placé après sa mort dans le tombeau des rois. La France mérite aussi à cet égard des louanges particulières : elle doit à la magnificence de ses

rois plusieurs établissemens non moins utiles que glorieux. L'académie royale des sciences répand de tous côtés la lumière et le désir de s'instruire. LOUIS XV lui a fourni les moyens d'envoyer chercher sous l'équateur et sous le cercle polaire, la preuve d'une vérité importante : on *sait* maintenant, ce que l'on *croyoit* auparavant sur la foi des calculs de *Newton*. Heureux ce royaume, si le goût trop général du siècle ne lui fait point négliger les connaissances solides, pour se livrer à celles de pur agrément, et si ceux qui craignent la lumière, n'y réussissent pas à étouffer le germe de la science !

§. II4.

De la liberté de philosopher.

Je parle de la liberté de philosopher. C'est l'ame de la république des lettres. Que peut produire un génie rétréci par la crainte ? Et le plus grand homme éclairera-t-il beaucoup ses citoyens, s'il se voit toujours en butte à des chicaneurs ignorans et bigots, s'il est obligé de se tenir continuellement sur ses gardes, pour n'être pas accusé par les tireurs de conséquences de choquer indirectement les opinions reçues ? Je sais que la liberté a ses justes bornes ; qu'une sage police doit veiller sur les presses, et ne point souffrir que l'on publie des ouvrages scandaleux, qui attaquent les mœurs, le gouvernement, ou la religion établie par les lois ; mais il faut bien se garder aussi d'éteindre une lu-

mière, dont l'état peut recueillir les plus précieux avantages. Peu de gens savent tenir un juste milieu, et les fonctions de censeur littéraire ne devraient être confiées qu'à des hommes également sages et éclairés. Pourquoi chercher dans un livre ce qu'il ne paraît pas que l'auteur y ait voulu mettre ; et lorsqu'un écrivain ne s'occupe et ne parle que de philosophie, devrait-on écouter de malins adversaires, qui veulent le mettre aux prises avec la religion ? Bien loin d'inquiéter un philosophe sur ses opinions, le magistrat devrait châtier ceux qui l'accusent publiquement d'impiété, lorsqu'il a respecté dans ses écrits la religion de l'état. Les Romains semblent être faits pour donner des exemples à l'univers : ce peuple sage maintenait avec soin le culte et les cérémonies religieuses établies par les lois, et il laissait le champ libre aux spéculations des philosophes. Cicéron, sénateur, consul, augure, se moque de la superstition, il l'attaque, il la met en poudre dans ses écrits philosophiques ; il croit travailler par-là à son propre bien et à celui de ses concitoyens : Mais il observe, « que détruire
» la superstition, ce n'est point ruiner la
» religion ; car, dit-il, il est d'un homme
» sage de respecter les institutions, les cé-
» rémonies religieuses des ancêtres ; et il
» suffit de considérer la beauté du monde
» et l'ordre admirable des astres, pour
» reconnaître l'existence d'un être éternel

„ et tout parfait, qui mérite la vénération
 „ du genre humain (*). „ Et dans ses en-
 tretiens sur la nature des dieux, il introduit
 l'académicien *Cotta*, qui était pontife, le-
 quel attaquant librement les opinions des
Stoïciens, déclare qu'il sera toujours prêt à
 défendre la religion établie, dont il voit
 que la république a reçu de grands avan-
 tages ; que ni savant, ni ignorant ne pourra
 la lui faire abandonner : sur quoi il dit à son
 adversaire : „ Voilà ce que je pense, et
 „ comme pontife, et comme *Cotta*. Mais
 „ vous, en qualité de philosophe, amenez-
 „ moi à votre sentiment par la force de
 „ vos raisons. Car un philosophe doit me
 „ prouver la religion qu'il veut que j'em-
 „ brasse ; au lieu que j'en dois croire là-
 „ dessus nos ancêtres, même sans preu-
 „ ves (**). „

(*) *Nam, ut verè loquamur, superstitio fusa per gentes, oppressit omnium ferè animos, atque hominum imbecillitatem occupavit. . . . multum enim et nobismetipsi, et nostris profuturi videbamur, si eam funditus sustulissemus. Non verò (id enim diligenter intelligi volo) superstitione tollendâ religio tollitur. Nam et majorem instituta tueri sacris, ceremoniisque retinendis, sapientis est : et esse præstantem aliquam æternamque naturam, et eam suspiciendam, admirandamque hominum generi, pulchritudo mundi ordoque rerum cœlestium cogit confiteri. De Divinatione, Lib. II.*

(**) *Harum ego religionum nullam unquam contemnendam putavi : mihi que ita persuasi, Romulum auspiciis, Numam sacris constitutis fundamenta jecisse nostræ civitatis : quæ numquam profectò sine summa placatione Deorum immortalium tanta esse potuisset. Habes, Balbe, quid Cotta, quid pontifex sentiat. Fac nunc ergo ut intelligam, quid tu sentias ; à te enim philosopho rationem accipere debeo religionis ; majoribus autem nostris, etiam nullâ ratione redditâ, cie-*

Joignons l'expérience à ces exemples et à ces autorités. Jamais philosophe n'a troublé l'état, ou la religion, par ses opinions. Elles ne feraient aucun bruit parmi le peuple, et ne scandaliseraient pas les faibles, si la malignité, ou un zèle imprudent ne s'efforçait à en découvrir le prétendu venin. Celui-là trouble l'état, et met la religion en péril, qui travaille à mettre les opinions d'un grand homme en opposition avec la doctrine et le culte établis par les lois.

§. 115.

On doit inspirer l'amour de la vertu et l'horreur du vice.

Ce n'est point assez d'instruire la nation; il est plus nécessaire encore, pour la conduire au bonheur, de lui inspirer l'amour de la vertu et l'horreur du vice. Ceux qui ont approfondi la morale, sont convaincus que la vertu est le véritable et le seul chemin qui conduit au bonheur; en sorte que ses maximes ne sont autre chose que l'art de vivre heureux; et il faudrait être bien ignorant dans la politique, pour ne pas sentir combien une nation vertueuse sera plus capable qu'une autre, de former un état heureux, tranquille, florissant, solide, respectable à tous ses voisins et formidable à ses

dere. De natura Deorum, Lib. III. Je me suis servi de la traduction de M. l'abbé d'OLIVET.

ennemis. L'intérêt du prince doit donc concourir avec ses devoirs et les mouvemens de sa conscience , pour l'engager à veiller attentivement sur une matière si importante. Qu'il emploie toute son autorité à faire régner la vertu, et à réprimer le vice ; qu'il destine à cette fin les établissemens publics ; qu'il y dirige sa conduite , son exemple , la distribution des grâces , des emplois et des dignités ; qu'il porte son attention jusque sur la vie privée des citoyens , et qu'il bannisse de l'état tout ce qui n'est propre qu'à corrompre les mœurs. C'est à la politique de lui enseigner en détail tous les moyens de parvenir à ce but désirable , de lui montrer ceux qu'il doit préférer , et ceux qu'il doit éviter , à cause des dangers qui les accompagnent dans l'exécution , et des abus qui pourraient s'y glisser. Observons seulement en général , que le vice peut être réprimé par les châtimens , mais que les moyens doux sont seuls capables d'élever les hommes jusqu'à la vertu : elle s'inspire , et ne se commande pas.

§. 116.

La nation connaîtra en cela l'intention de ceux qui la gouvernent.

Il est incontestable que les vertus des citoyens sont les dispositions les plus heureuses que puisse désirer un juste et sage gouvernement. Voici donc un indice certain , auquel la nation reconnaîtra les intentions

de ceux qui la gouvernent : s'ils travaillent à rendre les grands et le peuple vertueux, leurs vues sont droites et pures ; tenez-vous assurés qu'ils visent uniquement à la grande fin du gouvernement, au bonheur et à la gloire de la nation. Mais s'ils corrompent les mœurs, s'ils répandent l'amour du luxe, la mollesse, la fureur des plaisirs déréglés, s'ils excitent les grands à un faste ruineux, peuples, gardez-vous de ces corrupteurs, ils cherchent à acheter des esclaves, pour dominer arbitrairement sur eux.

Pour peu qu'un prince soit modéré, il n'aura point recours à ces moyens odieux. Satisfait du rang suprême, et de la puissance qu'il tient des lois, il se propose de régner avec gloire et sûreté ; il aime son peuple, et il désire de le rendre heureux. Mais ses ministres, d'ordinaire, ne peuvent souffrir la résistance, la moindre opposition ; s'il leur abandonne l'autorité, ils sont plus fiers et plus intraitables que leur maître ; ils n'ont point pour son peuple le même amour que lui : que la nation soit corrompue, pourvu qu'elle obéisse ! Ils redoutent le courage et la fermeté qu'inspire la vertu, et ils savent que le distributeur des grâces domine à son gré sur les hommes dont le cœur est ouvert à la convoitise. Ainsi une misérable qui exerce le plus infâme de tous les métiers, pervertit les inclinations d'une jeune victime de son odieux trafic ; elle la pousse au luxe, à la gourmandise, elle la remplit de mollesse

et de vanité, pour la livrer plus surement à un riche séducteur. Cette indigne créature est quelquefois châtiée par la police; et le ministre, infiniment plus coupable, nage dans l'opulence, est revêtu d'honneurs et d'autorité. La postérité fera justice; elle détestera le corrupteur d'une nation respectable.

§. 117.

L'état, ou la personne publique doit en particulier perfectionner son entendement et sa volonté.

Si ceux qui gouvernent s'attachaient à remplir l'obligation que la loi naturelle leur impose envers eux-mêmes et dans leur qualité de conducteur de l'état, ils seraient incapables de donner jamais dans l'odieux abus dont nous venons de parler. Jusques-ici nous avons considéré l'obligation où se trouve une nation, d'acquérir des lumières et des vertus, ou de perfectionner son entendement et sa volonté; nous avons, dis-je, considéré cette obligation relativement aux particuliers qui composent la nation: elle tombe aussi, et d'une manière propre et singulière, sur les conducteurs de l'état. Une nation, en tant qu'elle agit en commun, ou en corps, est une personne morale (Prelim. §. 2.), qui a son entendement et sa volonté propre, et qui n'est pas moins obligée que tout homme en particulier d'obéir aux lois naturelles (liv. I. §. 5.) et de perfec-

tionner ses facultés (liv. I. §. 21.) Cette personne morale réside dans ceux qui sont revêtus de l'autorité publique et qui représentent la nation entière. Que ce soit le commun conseil de la nation, ou un corps aristocratique, ou un monarque; ce conducteur et représentant de la nation, ce souverain, quel qu'il puisse être, est donc indispensablement obligé de se procurer toutes les lumières, toutes les connaissances nécessaires pour bien gouverner, et de se former à la pratique de toutes les vertus convenables à un souverain.

Et comme c'est en vue du bien public que cette obligation lui est imposée, il doit diriger toutes ses lumières et toutes ses vertus, au salut de l'état, au but de la société civile.

§. 118.

Et diriger au bien de la société les lumières et les vertus des citoyens.

Il doit même diriger, autant qu'il lui est possible, à cette grande fin toutes les facultés, les lumières et les vertus des citoyens; en sorte qu'elles ne soient pas utiles seulement aux particuliers qui les possèdent, mais encore à l'état. C'est ici l'un des plus grands secrets de l'art de régner. L'état sera puissant et heureux, si les bonnes qualités des sujets, passant la sphère étroite des vertus des particuliers, deviennent des vertus de citoyens. Cette heureuse disposition élève la

la république Romaine au plus haut point de puissance et de gloire.

§. 119.

Amour de la patrie.

Le grand secret pour donner aux vertus des particuliers une tournure si avantageuse à l'état , est d'inspirer aux citoyens un vif amour pour la patrie. Il arrive alors tout naturellement , que chacun s'efforce à servir l'état , à tourner à l'avantage et à la gloire de la nation , ce qu'il possède de forces et de talens. Cet amour de la patrie est naturel à tous les hommes. Le bon et sage auteur de la nature a pris soin de les attacher , par une espèce d'instinct , aux lieux qui les ont vu naître , et ils aiment leur nation , comme une chose à laquelle ils tiennent intimément. Mais souvent des causes malheureuses affaiblissent , ou détruisent cette impression naturelle. L'injustice , la dureté du gouvernement , l'effacent trop aisément du cœur des sujets : l'amour de soi-même attachera-t-il un particulier aux affaires d'un pays , où tout se fait en vue d'un seul homme ? L'on voit , au contraire , toutes les nations libres passionnées pour la gloire et le bonheur de la patrie. Rappelons-nous les citoyens de Rome , dans les beaux jours de la république ; considérons aujourd'hui les Anglais et les Suisses.

§. 120. —

Dans les particuliers.

L'amour et l'affection d'un homme pour l'état dont il est membre , est une suite nécessaire de l'amour éclairé et raisonnable qu'il se doit à soi-même , puisque son propre bonheur est lié à celui de sa patrie. Ce sentiment doit résulter aussi des engagements qu'il a pris envers la société. Il a promis d'en procurer le salut et l'avantage , autant qu'il sera en son pouvoir : comment la servira-t-il avec zèle , avec fidélité , avec courage , s'il ne l'aime pas véritablement ?

§. 121.

Dans la nation , ou l'état lui-même , et dans le Souverain.

La nation en corps , en tant que nation , doit sans doute s'aimer elle-même et désirer son propre bien. Elle ne peut manquer à cette obligation ; le sentiment est trop naturel. Mais ce devoir regarde très-particulièrement le conducteur , le souverain , qui représente la nation , qui agit en son nom. Il doit l'aimer comme ce qu'il a de plus cher , la préférer à tout ; car elle est le seul objet légitime de ses soins et de ses actions , dans tout ce qu'il fait en vertu de l'autorité publique. Le monstre qui n'aimerait pas son peuple , ne serait plus qu'un usurpateur odieux ; il mériterait sans doute d'être précipité du trône. Il n'est point de royaume

qui ne dût avoir devant le palais du souverain , la statue de CODRUS. Ce magnanime roi d'Athènes donna sa vie pour son peuple. Ce grand prince et LOUIS XII , sont d'illustres modèles du tendre amour qu'un souverain doit à ses sujets.

§. 122.

Définition du mot PATRIE.

Le terme de *patrie* est , ce semble , assez connu de tout le monde. Cependant , comme on le prend en différens sens , il ne sera pas inutile de le définir ici exactement. Il signifie communément *l'état dont on est membre* : c'est en ce sens que nous l'avons employé dans les paragraphes précédens , et qu'il doit être pris dans le droit des gens.

Dans un sens plus resserré et plus dépendant de l'étymologie , ce terme signifie l'état , ou même plus particulièrement la ville , le lieu où nos parens avaient leur domicile , au moment de notre naissance. En ce sens , on dit avec raison , que la patrie ne se peut changer , et demeure toujours la même , en quelque lieu que l'on se transporte dans la suite. Un homme doit conserver de la reconnaissance et de l'affection pour l'état auquel il doit son éducation , et dont ses parens étaient membres lorsqu'ils lui donnèrent la vie. Mais comme diverses raisons légitimes peuvent l'obliger à se choisir une autre patrie , c'est-à-dire , à devenir membre d'une autre société , quand nous parlons en

général des devoirs envers la patrie , on doit entendre ce terme de l'état dont un homme est membre actuel , puisque c'est celui auquel il se doit tout entier et par préférence.

§. 123.

Combien il est honteux et criminel de nuire à sa patrie.

Si tout homme est obligé d'aimer sincèrement sa patrie , et d'en procurer le bonheur autant qu'il dépend de lui , c'est un crime honteux et détestable de nuire à cette même patrie. Celui qui s'en rend coupable , viole ses engagements les plus sacrés , et tombe dans une lâche ingratitude : il se déshonore par la plus noire perfidie , puisqu'il abuse de la confiance de ses concitoyens , et traite en ennemis ceux qui étaient fondés à n'attendre de lui que des secours et des services. On ne voit des traîtres à la patrie que parmi ces hommes uniquement sensibles à un grossier intérêt , qui ne cherchent qu'eux-mêmes immédiatement , et dont le cœur est incapable de tout sentiment d'affection pour les autres. Aussi sont-ils justement détestés de tout le monde , comme les plus infâmes de tous les scélérats.

§. 124.

Gloire des bons citoyens : exemples.

Au contraire , on comble d'honneur et de louanges ces citoyens généreux , qui , non contents de ne point manquer à la

patrie , se portent en sa faveur à de nobles efforts , et sont capables de lui faire les plus grands sacrifices. Les noms de BRUTUS , de CURTIUS , des deux DECIUS , vivront autant que celui de Rome. Les Suisses n'oublieront jamais ARNOLD DE WINKELRIED , ce héros dont l'action eût mérité d'être transmise à la postérité par un TITELIVE. Il se dévoua véritablement pour la patrie ; mais il se dévoua en capitaine , en soldat intrépide , et non pas en superstitieux. Ce gentilhomme , du pays d'*Undervald* , voyant à la bataille de *Sempach* , que ses compatriotes ne pouvaient enfoncer les *Autrichiens* , parce que ceux-ci , armés de toutes pièces , ayant mis pied à terre , et formant un bataillon serré , présentaient un front couvert de fer , hérissé de lances et de piques , il forma le généreux dessein de se sacrifier pour sa patrie. « Mes amis , dit-il aux Suisses qui commençaient à se » rebuter , je vais aujourd'hui donner ma » vie pour vous procurer la victoire ; je » vous recommande seulement ma famille : » suivez-moi , agissez en conséquence de » ce que vous me verrez faire. » A ces mots , il les range en cette forme , que les Romains appelaient *cuneus* : il occupe la pointe du triangle , il marche au centre des ennemis , et embrassant le plus de piques qu'il put saisir , il se jette à terre , ouvrant ainsi à ceux qui le suivaient un chemin pour pénétrer dans cet épais bataillon. Les

Autrichiens une fois entamés, furent vaincus, la pesanteur de leurs armes leur devenant funeste, et les Suisses remportèrent une victoire complète (*).

CHAPITRE XII.

DE LA PIÉTÉ ET DE LA RELIGION.

§. 125.

De la piété.

LA piété et la religion influent essentiellement sur le bonheur d'une nation, et méritent par leur importance un chapitre particulier. Rien n'est si propre que la piété à fortifier la vertu, et à lui donner toute l'étendue qu'elle doit avoir. J'entends par ce terme de *piété*, une disposition de l'ame, en vertu de laquelle on rapporte à Dieu toutes ses actions, et on se propose, dans tout ce qu'on fait, de plaire à l'Etre suprême. Cette vertu est d'une obligation

(*) L'an 1386. L'armée Autrichienne était de 4000 hommes choisis, parmi lesquels se trouvaient grand nombre de princes, de comtes, et une noblesse distinguée, tous armés de pied-en-cap. Les Suisses n'étaient pas plus de 1500 hommes, mal armés. Le duc d'Autriche perit à cette bataille, avec 2000 des siens, et dans ce nombre 676 gentilshommes des premières maisons d'Allemagne. Histoire de la confédération Helvétique, par M. DE WATTEVILLE, Tom. I. p. 183 et suiv. TSCHUDI. ETTERLIN. SCHODELER. RÆBMANN.

indispensable pour tous les hommes ; c'est la plus pure source de leur félicité , et ceux qui s'unissent en société civile , n'en sont que plus obligés à la pratiquer : une nation doit donc être pieuse. Que les supérieurs chargés des affaires publiques , se proposent constamment de mériter l'approbation de leur divin maître : tout ce qu'ils font au nom de l'état , doit être réglé sur cette grande vue. Le soin de former tout le peuple à la piété , sera toujours l'un des principaux objets de leur vigilance, et l'état en recevra de très-grands avantages. Une sérieuse attention à mériter , dans toutes ses actions , l'approbation d'un être infiniment sage , ne peut manquer de produire d'excellens citoyens. La piété éclairée , dans les peuples , est le plus ferme appui d'une autorité légitime : dans le cœur du souverain , elle est le gage de la sûreté du peuple , et produit sa confiance. Maîtres de la terre , vous ne reconnaissez point de supérieurs ici bas ! quelle assurance aura-t-on de vos intentions , si l'on ne vous croit pénétrés de respect pour le père et le commun seigneur des hommes , et animés du désir de lui plaire ?

§. 126.

Elle doit être éclairée.

Nous avons déjà insinué que la piété doit être éclairée. C'est en vain que l'on se propose de plaire à Dieu , si l'on n'en

connaît pas les moyens. Mais quel déluge de maux , si des gens échauffés par un motif si puissant , viennent à prendre des moyens également faux et pernicieux ! La piété aveugle ne fait que des superstitieux , des fanatiques et des persécuteurs , plus dangereux mille fois , plus funestes à la société , que les libertins. On a vu de barbares tyrans ne parler que de la gloire de Dieu , tandis qu'ils écrasaient les peuples , et foulaient aux pieds les plus saintes lois de la nature. C'était par un raffinement de piété , que les *Anabaptistes* du XVI.^e siècle refusaient toute obéissance aux puissances de la terre. *Jacques Clément* et *Ravaillac* , ces parricides exécrables , se crurent animés de la plus sublime dévotion.

§. 127.

De la religion intérieure et extérieure.

La religion consiste dans la doctrine touchant la divinité et les choses de l'autre vie , et dans le culte destiné à honorer l'Etre suprême. En tant qu'elle est dans le cœur , c'est une affaire de conscience dans laquelle chacun doit suivre ses propres lumières : en tant qu'elle est extérieure et publiquement établie , c'est une affaire d'état.

§. 128.

Droits des particuliers , liberté des consciences.

Tout homme est obligé de travailler à se faire de justes idées de la divinité , à con-

naître ses lois , ses vues sur ses créatures , le sort qu'elle leur destine : il doit sans doute l'amour le plus pur , le respect le plus profond à son créateur ; et pour se maintenir dans ces dispositions et agir en conséquence , il faut qu'il honore Dieu dans toutes ses actions , qu'il témoigne , par les moyens les plus convenables , les sentimens dont il est pénétré. Ce court exposé suffit pour faire voir que l'homme est essentiellement et nécessairement libre , dans la religion qu'il doit suivre. La croyance ne se commande pas ; et quel culte que celui qui est forcé ! Le culte consiste dans certaines actions que l'on fait directement en vue d'honorer Dieu ; il ne peut donc y avoir de culte pour chaque homme , que celui qu'il croira propre à cette fin. L'obligation de travailler sincèrement à connaître Dieu , de le servir , de l'honorer du fond du cœur , étant imposée à l'homme par sa nature même , il est impossible que , par ses engagements envers la société , il se soit déchargé de ce devoir , ou privé de la liberté qui lui est absolument nécessaire pour le remplir. Concluons donc que la liberté des consciences est de droit naturel et inviolable. Il est honteux pour l'humanité , qu'une vérité de cette nature ait besoin d'être prouvée.

§. 129.

Etablissement public de la religion ; devoirs et droits de la nation.

Mais il faut bien prendre garde de ne point étendre cette liberté au-delà de ses justes bornes. Un citoyen a seulement le droit de n'être jamais contraint à rien , en matière de religion , et nullement celui de faire au-dehors tout ce qu'il lui plaira , quoiqu'il en puisse résulter à l'égard de la société. L'établissement de la religion par les lois , et son exercice public , sont matière d'état , et ressortissent nécessairement à l'autorité politique. Si tous les hommes doivent servir Dieu , la nation entière , en tant que nation , est sans doute obligée de le servir et de l'honorer (Prélim. §. 5.). Et comme elle doit s'acquitter de ce devoir important de la manière qui lui paraît la meilleure , c'est à elle de déterminer la religion qu'elle veut suivre , et le culte public qu'elle trouve à propos d'établir.

§. 130.

Lorsqu'il n'y a point encore de religion autorisée.

S'il n'y a point encore de religion reçue par autorité publique , la nation doit apporter tous ses soins pour connaître et établir la meilleure. Celle qui aura l'approbation du plus grand nombre , sera reçue , et publiquement établie par les lois ; elle

deviendra la religion de l'état. Mais si une partie considérable de la nation s'obstinait à en suivre une autre , on demande ce que le droit des gens prescrit en pareil cas ? Souvenons-nous d'abord que la liberté des consciences est de droit naturel , point de contrainte à cet égard. Il ne reste donc que deux partis à prendre , ou de permettre à cette partie des citoyens l'exercice de la religion qu'ils veulent professer , ou de les séparer de la société , en leur laissant leurs biens et leur part des pays communs à la nation , et de former ainsi deux états nouveaux , au lieu d'un. Le dernier parti ne paraît nullement convenable ; il affaiblirait la nation , et par-là , il serait contraire au soin qu'elle doit avoir de sa conservation. Il est donc plus avantageux de prendre le premier parti , et d'établir ainsi deux religions dans l'état. Que si ces deux religions sont trop peu compatibles , s'il est à craindre qu'elles ne jettent la division parmi les citoyens et le trouble dans les affaires , il est un troisième parti , un sage tempérament entre les deux premiers , dont la Suisse nous fournit des exemples. Les cantons de *Glaris* et d'*Appenzel* se divisèrent l'un et l'autre en deux parties , dans le XVI.^e siècle ; l'une resta dans l'église romaine , l'autre embrassa la réformation : chaque partie a son gouvernement à part , pour l'intérieur ; mais elles se réunissent pour les affaires du dehors , et ne forment

qu'une même république, un même canton.

Enfin, si le nombre des citoyens qui veulent professer une religion différente de celle que la nation établit, si ce nombre, dis-je, est peu considérable, et que pour de bonnes et justes raisons, on ne trouve pas à propos de souffrir l'exercice de plusieurs religions dans l'état, ces citoyens sont en droit de vendre leurs terres, et de se retirer avec leurs familles, en emportant tous leurs biens. Car leurs engagements envers la société, et leur soumission à l'autorité publique, ne peuvent jamais valoir au préjudice de leur conscience. Si la société ne me permet pas de faire ce à quoi je me crois lié par une obligation indispensable, il faut qu'elle m'accorde mon congé.

§. 131.

Lorsqu'il y en a une établie par les lois.

Lorsque le choix d'une religion se trouve tout fait, lorsqu'il y en a une établie par les lois, la nation doit protéger et maintenir cette religion, la conserver comme un établissement de la plus grande importance; toutefois sans rejeter aveuglément les changemens que l'on pourrait proposer, pour la rendre plus pure et plus utile; car il faut tendre en toutes choses à la perfection. (§. 21.) Mais comme toute innovation, en pareille matière, est pleine de dangers, et ne peut guère s'opérer sans troubles,

on ne doit point l'entreprendre légèrement, sans nécessité, ou sans des raisons très-graves. C'est à la société, à l'état, à la nation entière, de prononcer sur la nécessité, ou la convenance de ces changemens, et il n'appartient à aucun particulier de les entreprendre de son chef, ni par conséquent de prêcher au peuple une doctrine nouvelle. Qu'il propose ses idées aux conducteurs de la nation, et qu'il se soumette aux ordres qu'il en recevra.

Mais si une religion nouvelle se répand et s'établit dans l'esprit des peuples, comme il arrive ordinairement, indépendamment de l'autorité publique, et sans aucune délibération commune, il faudra raisonner alors comme nous venons de faire au paragraphe précédent, pour le cas où il s'agit de choisir une religion; faire attention au nombre de ceux qui suivent les opinions nouvelles, se souvenir que nulle puissance parmi les hommes n'a empire sur les consciences, et allier les maximes de la saine politique avec celles de la justice et de l'équité.

§. 132.

Des devoirs et des droits du souverain à l'égard de la religion.

Voilà en abrégé quels sont les devoirs et les droits d'une nation à l'égard de la religion. Venons maintenant à ceux du souverain. Ils ne peuvent être, en cette

matière, précisément les mêmes que ceux de la nation que le souverain représente : la nature du sujet s'y oppose, la religion étant une chose sur laquelle personne ne peut engager sa liberté. Pour exposer avec netteté ces devoirs et ces droits du prince, et pour les établir solidement, il faut rappeler ici la distinction que nous avons faite dans les deux paragraphes précédens : s'il est question de donner une religion à un état qui n'en a point encore, le souverain peut sans doute favoriser celle qui lui paraît la véritable, ou la meilleure, la faire annoncer, et travailler par des moyens doux et convenables à l'établir : il doit même le faire, par la raison qu'il est obligé de veiller à tout ce qui intéresse le bonheur de la nation. Mais il n'a aucun droit d'user en ceci d'autorité et de contrainte. Puisqu'il n'y avait point de religion établie dans la société, quand il a reçu l'empire, on ne lui a conféré aucun pouvoir à cet égard ; le maintien des lois touchant la religion, n'entre point dans les fonctions, dans l'autorité qui lui ont été confiées. NUMA fut le fondateur de la religion chez les Romains : mais il persuada au peuple de la recevoir. S'il eût pu commander, il n'aurait pas eu recours aux révélations de la nymphe *Egérie*. Quoique le souverain ne puisse point user d'autorité pour établir une religion là où il n'y en a point, il est en droit, et même obligé d'employer toute sa puissance, pour

empêcher que l'on n'en annonce une, qu'il juge pernicieuse aux mœurs et dangereuse à l'état. Car il doit éloigner de son peuple tout ce qui pourrait lui nuire ; et loin qu'une doctrine nouvelle soit exceptée de la règle, elle en est un des plus importants objets. Nous allons voir dans les paragraphes suivans, quels sont les devoirs et les droits du prince, à l'égard de la religion publiquement établie.

§. 133.

Dans le cas où il y a une religion établie par les lois.

Le prince, le conducteur, à qui la nation a confié le soin du gouvernement et l'exercice du souverain pouvoir, est obligé de veiller à la conservation de la religion reçue, du culte établi par les lois, et en droit de réprimer ceux qui entreprennent de les détruire, ou de les troubler. Mais pour s'acquitter de ce devoir d'une manière également juste et sage, il ne doit jamais perdre de vue la qualité qui l'y appelle, et la raison qui le lui impose. La religion est d'une extrême importance pour le bien et la tranquillité de la société, et le prince est obligé de veiller à tout ce qui intéresse l'état. Voilà toute sa vocation, à se mêler de la religion, à la protéger et à la défendre. Il ne peut donc y intervenir que sur ce pied-là ; et par conséquent, il ne doit user de son pouvoir que contre ceux dont

la conduite, en fait de religion, est nuisible ou dangereuse à l'état, et non pour punir de prétendues fautes contre Dieu, dont la vengeance n'appartient qu'à ce souverain juge, scrutateur des cœurs. Souvenons-nous que la religion n'est affaire d'état, qu'autant qu'elle est extérieure et publiquement établie : dans le cœur, elle ne peut dépendre que de la conscience. Le prince n'est en droit de punir que ceux qui troublent la société, et ce serait très-injustement qu'il infligerait des peines à quelqu'un pour ses opinions particulières, lorsque celui-ci ne cherche ni à les divulguer, ni à se faire des sectateurs. C'est un principe fanatique, une source de maux et d'injustices criantes, de s'imaginer que de faibles mortels doivent se charger de la cause de Dieu, soutenir sa gloire par la force, et le venger de ses ennemis. *Donnons seulement aux souverains, dit un grand homme d'état et un excellent citoyen (*)*, donnons-leur pour l'utilité commune, le pouvoir de punir ce qui blesse la charité dans la société. Il n'est point du ressort de la justice humaine de s'ériger en vengeurs de ce qui appartient à la cause de Dieu. CICERON, aussi habile, aussi grand dans les affaires d'état que dans la philosophie et dans l'éloquence, pensait comme

(*) Le duc de SULLY ; voyez ses mémoires rédigés par M. de l'Ecluse, Tom. V. p. 135, 136.

le duc de SULLY. Dans les lois qu'il propose touchant la religion, il dit au sujet de la piété et de la religion intérieure : *Si quelqu'un y fait faute, Dieu en sera le vengeur, Deorum injuriæ Diis curæ.* TACIT. ANNAL. L. I. c. 73. Mais il déclare capital le crime que l'on pourrait commettre contre les cérémonies religieuses, établies pour les affaires publiques, et qui intéressent tout l'état (*). Les sages Romains étaient bien éloignés de persécuter un homme pour sa croyance, ils exigeaient seulement qu'on ne troublât point ce qui touche à l'ordre public.

§. 134.

Objets de ses soins, et moyens qu'il doit employer.

La croyance, ou les opinions des particuliers, leurs sentimens envers la divinité, la religion intérieure, en un mot, sera, de même que la piété, l'objet des attentions du prince : il ne négligera rien pour faire connaître la vérité à ses sujets, et pour les remplir de bons sentimens ; mais il n'emploiera à cette fin que des moyens doux et paternels (**). Ici il ne peut commander.

(*) *Qui secus faxit, Deus ipse vindex erit. . . . Qui non paruerit, capitale esto.* De Legib. Lib. II.

(**) *Quas (religiones) non metu, sed eâ conjunctione, quæ est homini cum Deo, conservandas puto.* Cicero, de Legib. Lib. I. Belle leçon qu'un philosophe païen donne aux chrétiens.

(§. 128.) C'est à l'égard de la religion extérieure et publiquement exercée , que son autorité pourra se déployer. Sa tâche est de la conserver , de prévenir les désordres et les troubles qu'elle pourrait causer. Pour conserver la religion , il doit la maintenir dans la pureté de son institution , tenir la main à ce qu'elle soit fidèlement observée dans tous ses actes publics et ses cérémonies , punir ceux qui oseraient l'attaquer ouvertement. Mais il ne peut exiger par force que le silence , et ne doit jamais contraindre personne à prendre part aux cérémonies extérieures : il ne produirait par la contrainte , que le trouble , ou l'hypocrisie.

La diversité dans les opinions et dans le culte a causé souvent des désordres et de funestes dissensions dans un état : et pour cette raison , plusieurs ne veulent souffrir qu'une seule et même religion. Un souverain prudent et équitable verra dans les conjonctures , s'il convient de tolérer ou de proscrire l'exercice de plusieurs cultes différents.

§. 135.

De la tolérance.

Mais en général , on peut affirmer hardiment que le moyen le plus sûr et le plus équitable de prévenir les troubles que la diversité de religions peut causer , est une tolérance universelle de toutes les religions

qui n'ont rien de dangereux , soit pour les mœurs , soit pour l'état. Laissons déclamer les prêtres intéressés ; ils ne fouleraient pas aux pieds les lois de l'humanité , et celles de Dieu même , pour faire triompher leur doctrine , si elle n'était le fonds de leur opulence , de leur faste et de leur puissance. Ecrasez seulement l'esprit persécuteur , punissez sévèrement quiconque osera troubler les autres pour leur croyance , vous verrez toutes les sectes vivre en paix dans le sein de la commune patrie , et fournir à l'envi de bons citoyens. La Hollande et les états du roi de Prusse en fournissent la preuve : réformés , luthériens , catholiques , piétistes , sociniens , juifs , tous y vivent en paix , parce qu'ils sont tous également protégés du souverain : on n'y punit que les perturbateurs de la tranquillité d'autrui (*).

§. 136.

Ce que doit faire le prince , quand la nation veut changer la religion.

Si malgré les soins du prince pour con-

(*) Les gentils de l'Indostan sont fort tolérans. Ils disent que tous les hommes en général sont agréables à Dieu , que toutes leurs prières sont également admises et sanctifiées par la sincérité de l'intention , que la vraie religion universelle c'est la religion du cœur , et que ces différentes formes de culte sont des accessoires indifférens , relatifs aux temps , aux lieux , à l'éducation , à la naissance. GROSSE. *Voy. aux Indes Orient.* Quel bonheur pour le monde si cette façon de penser pouvait devenir générale ! Elle n'ôte rien à la vraie religion que l'on peut embrasser avec le même amour , en supportant charitablement les hommes qui suivent un autre culte , qu'ils croient être le meilleur.

server la religion établie, la nation entière, ou la plus grande partie, s'en dégoûte, et veut la changer, le souverain ne peut faire violence à son peuple, ni le contraindre en pareille matière. La religion publique est établie pour l'avantage et le salut de la nation. Outre qu'elle est sans efficace, lorsqu'elle ne règne pas dans les cœurs, le souverain n'a à cet égard d'autres droits que ceux qui résultent des soins que la nation lui a confiés : et elle lui a seulement commis celui de protéger la religion qu'elle trouvera bon de professer.

§. 137.

La différence de religion ne dépouille point le prince de sa couronne.

Mais il est très-juste aussi que le prince soit libre de rester dans sa religion, sans perdre sa couronne. Pourvu qu'il protège la religion de l'état, c'est tout ce que l'on peut exiger de lui. En général, la diversité de religion ne peut faire perdre à aucun prince ses droits à la souveraineté, à moins qu'une loi fondamentale n'en dispose autrement. Les Romains païens ne cessèrent pas d'obéir à CONSTANTIN, lorsqu'il embrassa le christianisme; et les chrétiens ne se révoltèrent point contre JULIEN, après qu'il les eut quittés (*).

(*) Lorsque la plupart des peuples de la principauté de Neuchâtel et Valangin, embrassèrent la réformation au

§. 138.

Conciliation des droits et des devoirs du souverain avec ceux des sujets.

Nous avons établi la liberté de conscience pour les particuliers (§. 128.). Cependant nous avons fait voir aussi, que le souverain est en droit, et même dans l'obligation, de protéger et de maintenir la religion de l'état, de ne point souffrir que personne entreprenne de l'altérer, ou de la détruire; qu'il peut même, suivant les circonstances, ne permettre dans tout le pays qu'un seul culte public. Concilions ces devoirs et ces droits divers, entre lesquels il pourrait arriver que l'on croirait remarquer quelque répugnance; et, s'il se peut, ne laissons rien à désirer sur une matière si délicate et si importante.

Si le souverain ne veut permettre que l'exercice public d'une même religion; qu'il n'oblige personne à rien faire contre sa conscience, qu'aucun sujet ne soit forcé de prendre part à un culte qu'il désapprouve, de professer une religion qu'il croit fausse; mais que le particulier, de son côté, se contente de ne point tomber dans une honteuse hypocrisie, qu'il serve Dieu suivant ses

XVI siècle, Jeanne de Hochberg, leur souveraine, continua à vivre dans la religion catholique romaine, et n'en conserva pas moins tous ses droits. Les corps de l'état firent des lois et des constitutions ecclésiastiques semblables à celles des églises réformées de la Suisse, et la princesse leur donna la sanction.

lumières, en secret et dans sa maison, persuadé que la providence ne l'appelle point à un culte public, puisqu'elle l'a placé dans des circonstances, où il ne pourrait s'en acquitter sans troubler l'état. Dieu veut que nous obéissions à notre souverain, que nous évitions tout ce qui pourrait être pernicieux à la société : ce sont-là des préceptes immuables de la loi naturelle. Celui du culte public est conditionnel, et dépendant des effets que ce culte peut produire. Le culte intérieur est nécessaire par lui-même ; et l'on doit s'y borner, dans tous les cas où il est plus convenable. Le culte public est destiné à l'édification des hommes, en glorifiant Dieu. Il va contre cette fin, et cesse d'être louable, dans les occasions où il ne produit que le trouble et le scandale. Si quelqu'un le croit d'une absolue nécessité, qu'il quitte le pays où l'on ne veut pas lui permettre de s'en acquitter suivant les lumières de sa conscience, et qu'il aille se joindre à ceux qui professent la même religion que lui.

§. 139.

Le souverain doit avoir inspection sur les affaires de la religion, et autorité sur ceux qui l'enseignent.

L'extrême influence de la religion sur le bien et la tranquillité de la société prouve invinciblement, que le conducteur de l'état doit avoir inspection sur les matières qui la concernent, et autorité sur ceux qui l'en-

seignent, sur ses ministres. La fin de la société et du gouvernement civil exige nécessairement, que celui qui exerce l'empire soit revêtu de tous les droits, sans lesquels il ne peut l'exercer de la manière la plus avantageuse à l'état : ce sont les *droits de majesté* (§. 55.), dont aucun souverain ne peut se départir sans l'aveu certain de la nation. L'inspection sur les matières de la religion, et l'autorité sur ses ministres forment donc l'un des plus importants de ces droits, puisque sans ce pouvoir, le souverain ne sera jamais en état de prévenir les troubles que la religion peut occasioner dans l'état, ni d'appliquer ce puissant ressort au bien et au salut de la société. Certes il serait bien étrange qu'une nation, qu'une multitude d'hommes, qui s'unissent en société civile pour leur commun avantage, pour que chacun puisse tranquillement pourvoir à ses besoins, travailler à sa perfection et à son bonheur, et vivre comme il convient à un être raisonnable ; qu'une pareille société, dis-je, n'eût pas le droit de suivre ses lumières dans l'objet le plus important ; de déterminer ce qu'elle croit le plus convenable à l'égard de la religion, et de veiller à ce qu'on n'y mêle rien de dangereux ou de nuisible. Qui osera disputer à une nation indépendante le droit de se régler à cet égard, comme à tout autre, sur les lumières de sa conscience ? Et quand une fois elle a fait choix d'une religion et d'un

culte, tout le pouvoir qui lui appartient pour les maintenir, pour les régler, les diriger et les faire observer, n'a-t-elle pas pu le conférer à son conducteur ?

Qu'on ne nous dise point que le soin des choses sacrées n'appartient pas à une main profane : ce discours n'est qu'une vaine déclamation au tribunal de la raison. Il n'est rien sur la terre de plus auguste et de plus sacré qu'un souverain. Et pourquoi Dieu, qui l'appelle par sa providence à veiller au salut et au bonheur de tout un peuple, lui ôterait-il la direction du plus puissant ressort qui fasse mouvoir les hommes ? La loi naturelle lui assure ce droit, avec tous ceux qui sont essentiels à un bon gouvernement, et on ne voit rien dans l'*écriture*, qui change cette disposition. Chez les *Juifs* ni le roi, ni personne, ne pouvait rien innover dans la loi de Moïse ; mais le souverain veillait à sa conservation, et savait réprimer le grand sacrificateur, quand il s'écartait de son devoir. Où trouvera-t-on dans le nouveau Testament, qu'un prince chrétien n'ait rien à dire en matière de religion ? La soumission et l'obéissance aux puissances supérieures y est clairement et formellement prescrite. En vain opposerait-on l'exemple des apôtres qui annoncèrent l'évangile malgré les souverains. Quiconque veut s'écarter des règles ordinaires, a besoin d'une mission divine, et il faut qu'il établisse ses pouvoirs par des miracles. On

On ne peut contester au souverain le droit de veiller à ce qu'on ne mêle point dans la religion des choses contraires au bien et au salut de l'état ; et dès-lors, il lui appartient d'examiner la doctrine, et de marquer ce qui doit être enseigné et ce qui doit être tu.

§. 140.

Il doit empêcher que l'on abuse de la religion reçue.

Le souverain doit encore veiller attentivement à ce qu'on n'abuse point de la religion établie, soit en se servant de la discipline pour satisfaire sa haine, son avarice, ou ses autres passions ; soit en présentant la doctrine sous une face préjudiciable à l'état. Imaginations creuses, dévotion séraphique, sublimes spéculations, quels fruits produiriez-vous dans la société, si vous n'y trouviez que des esprits faibles et des cœurs dociles ? Renoncement au monde, abandon général des affaires, du travail même ; cette société de prétendus saints deviendrait la proie facile et assurée du premier voisin ambitieux ; ou si on la laissait en paix, elle ne survivrait point à la première génération ; les deux sexes, consacrant à Dieu leur *virginité*, se refuseraient aux vues du créateur, à la nature et à l'état. Il est fâcheux pour les missionnaires, qu'il paraisse évidemment, par l'histoire même de la *nouvelle France* du P. CHARLE-

Tome I,

H

VOIX, que leurs travaux furent la principale cause de la ruine des *Hurons*. L'auteur dit expressément que grand nombre de ces *néophytes* ne voulaient plus penser qu'aux choses de la foi, qu'ils oublièrent leur activité et leur valeur, que la division se mit entr'eux et le reste de la nation, etc. Ce peuple fut bientôt détruit par les *Iroquois*, qu'il avait accoutumé de battre auparavant (*).

§. 141.

Autorité du souverain sur les ministres de la religion.

A l'inspection du prince sur les affaires et les matières de la religion, nous avons joint l'autorité sur les ministres. Sans ce dernier droit, le premier est vain et fort inutile ; l'un et l'autre découlent des mêmes principes. Il est absurde et contraire aux premiers fondemens de la société, que des citoyens se prétendent indépendans de l'autorité souveraine, dans des fonctions si importantes au repos, au bonheur et au salut de l'état. C'est établir deux puissances indépendantes dans une même société ; principe certain de division, de trouble et de ruine. Il n'est qu'un pouvoir suprême dans l'état ; les fonctions des subalternes varient suivant leur objet : ecclésiastiques, magistrats, commandans de troupes, tous

(*) Voyez l'*histoire de la nouvelle France*, Liv. V. VI. et VII.

sont des officiers de la république , chacun dans son département ; tous sont également comptables au souverain.

§. 142.

Nature de cette autorité.

A la vérité , le prince ne pourrait avec justice obliger un ecclésiastique à prêcher une doctrine , à suivre un rit que celui-ci ne croirait pas agréable à Dieu. Mais si le ministre de la religion ne peut se conformer à cet égard à la volonté du souverain , il doit quitter sa place , et se considérer comme un homme qui n'est pas appelé à la remplir ; deux choses y étant nécessaires , enseigner et se comporter avec sincérité , suivant sa conscience , et se conformer aux intentions du prince et aux lois de l'état. Qui ne serait indigné de voir un évêque résister audacieusement aux ordres du souverain , aux arrêts des tribunaux suprêmes , et déclarer solennellement , qu'il ne se croit comptable qu'à Dieu seul du pouvoir qui lui est confié ?

§. 143.

Règle à observer à l'égard des ecclésiastiques.

D'un autre côté , si le clergé est avili , il sera hors d'état de produire les fruits auxquels son ministère est destiné. La règle que l'on doit suivre à son égard , peut être conçue en peu de mots : beaucoup de considération , point d'empire , encore moins

d'indépendance. 1.^o Que le clergé, ainsi que tout autre ordre, soit soumis, dans ses fonctions comme dans tout le reste, à la puissance publique, et comptable de sa conduite au souverain. 2.^o Que le prince ait soin de rendre les ministres de la religion respectables au peuple; qu'il leur confie le degré d'autorité nécessaire pour s'acquitter de leurs fonctions avec succès, et qu'il les soutienne au besoin, par le pouvoir qu'il a en main. Tout homme en place doit être muni d'une autorité qui réponde à ses fonctions; autrement il ne pourra les remplir convenablement. Je ne vois aucune raison d'excepter le clergé de cette règle générale: seulement le prince veillera plus particulièrement à ce qu'il n'abuse point de son autorité, la matière étant tout ensemble plus délicate et plus féconde en dangers. S'il rend le caractère des gens d'église respectable, il aura soin que ce respect n'aille point jusqu'à une superstitieuse vénération, jusqu'à mettre dans la main d'un prêtre ambitieux des rênes puissantes, pour entraîner à son gré tous les esprits faibles. Dès que le clergé fait un corps à part, il est formidable. Les Romains, (nous les citerons souvent) les sages Romains prenaient dans le sénat le grand pontife et les principaux ministres des autels: ils ignorèrent la distinction d'*ecclésiastiques* et de *laïques*, tous les citoyens étaient de la même robe,

§. 144.

Récapitulation des raisons qui établissent les droits du souverain en fait de religion ; avec des autorités et des exemples.

Otez au souverain ce pouvoir en matière de religion , et cette autorité sur le clergé ; comment veillera-t-il à ce qu'on ne mêle rien dans la religion de contraire au bien de l'état ? Comment fera-t-il en sorte qu'on l'enseigne et qu'on la pratique toujours de la manière la plus convenable au bien public ? Et sur-tout , comment préviendra-t-il les troubles qu'elle peut occasioner , soit par les dogmes , soit par la manière dont la discipline sera exercée ? Ce sont là tout autant de soins et de devoirs qui ne peuvent convenir qu'au souverain , et desquels rien ne saurait le dispenser.

Aussi voyons-nous que les droits de la couronne , dans les matières ecclésiastiques , ont été fidèlement et constamment défendus par les parlemens de France. Les magistrats sages et éclairés , qui composent ces illustres compagnies , sont pénétrés des maximes que la saine raison dicte sur cette question. Ils savent de quelle conséquence il est de ne pas souffrir que l'on soustraie à l'autorité publique une matière si délicate, si étendue dans ses liaisons et ses influences , et si importante dans ses suites. Quoi ! des ecclésiastiques s'aviseront de proposer à la foi des peuples quelque point obscur, inu-

tile , qui ne fait point partie essentielle de la religion reçue ; ils sépareront de l'église , ils diffameront ceux qui ne montreront pas une aveugle docilité, ils leur refuseront les sacremens, la sépulture même ; et le prince ne pourra protéger ses sujets, et garantir le royaume d'un schisme dangereux ?

Les rois d'Angleterre ont assuré les droits de leur couronne : ils se sont fait reconnaître chefs de la religion ; et ce règlement n'est pas moins approuvé de la raison que de la saine politique. Il est encore conforme à l'ancien usage. Les premiers empereurs chrétiens exerçaient toutes les fonctions de chefs de l'église : ils faisaient des lois sur les matières qui la concernent (*) ; ils assemblaient les conciles , ils y présidaient , ils mettaient en place et destituaient les évêques , etc. Il est en Suisse de sages républiques , dont les souverains , connaissant toute l'étendue de l'autorité suprême , ont su y assujettir les ministres de la religion , sans gêner leur conscience. Ils ont fait dresser un formulaire de la doctrine qui doit être prêchée , et publié les lois de la discipline ecclésiastique , telle qu'ils veulent la voir exercée dans les pays de leur obéissance ; afin que ceux qui ne voudront pas se conformer à ces établissemens , s'abstiennent de se vouer au service de l'église. Ils tiennent tous les ministres

(*) Voyez le *code Théodosien*.

de la religion dans une légitime dépendance, et la discipline ne s'exerce que sous leur autorité. Il n'y a pas d'apparence que l'on voie jamais dans ces républiques des troubles occasionés par la religion.

§. 145.

Pernicieuses conséquences du sentiment contraire.

Si CONSTANTIN et ses successeurs s'étaient fait reconnaître formellement comme chefs de la religion, si les rois et les princes chrétiens avaient su maintenir à cet égard les droits de la souveraineté, eût-on vu jamais ces désordres horribles qu'enfantèrent l'orgueil et l'ambition de quelques papes et des ecclésiastiques enhardis par la faiblesse des princes, et soutenus par la superstition des peuples? Des ruisseaux de sang versés pour des querelles de moines, pour des questions spéculatives, souvent inintelligibles, et presque toujours aussi inutiles au salut des âmes, qu'indifférentes en elles-mêmes au bien de la société; des citoyens, des frères armés les uns contre les autres; les sujets excités à la révolte; des empereurs et des rois renversés de leur trône: *tantum religio potuit suadere malorum!* On connaît l'histoire des empereurs HENRI IV, FREDERIC I, FREDERIC II, LOUIS DE BAVIERE. N'est-ce pas l'indépendance des ecclésiastiques, et ce système dans lequel on soumet les affaires de la reli-

gion à une puissance étrangère , qui plongeait la France dans les horreurs de la *ligue* , et pensa la priver du meilleur et du plus grand de ses rois ? Sans cet étrange et dangereux système , eût-on vu un étranger , le pape SIXTE V , entreprendre de violer la loi fondamentale du royaume , déclarer le légitime héritier inhabile à porter la couronne ? Eût-on vu , en d'autres temps et en d'autres lieux (*), la succession au trône rendue incertaine par le défaut d'une formalité , d'une dispense , dont on contestait la validité , et qu'un prélat étranger se prétendait seul en droit de donner ? Eût-on vu ce même étranger s'arroger le pouvoir de prononcer sur la légitimité des enfans d'un roi ? Eût-on vu des rois assassinés , par les suites d'une doctrine détestable (**); une partie de la France n'osant reconnaître le meilleur de ses rois (***) , avant que Rome l'eût absous ; et plusieurs autres princes , hors d'état de donner une paix solide à leur peuple , parce qu'on ne pouvait rien décider dans le royaume , sur des conditions qui intéressaient la religion (****).

(*) En Angleterre , sous HENRI VIII.

(**) HENRI III et HENRI IV assassinés par des fanatiques , qui croyaient servir Dieu et l'Eglise en poignardant leur roi.

(***) HENRI IV. Quoique rentré dans l'église romaine , grand nombre de catholiques n'osaient le reconnaître avant qu'il eût reçu l'absolution du pape.

(****) Plusieurs rois de France dans les guerres civiles de religion.

§. 146.

Détail des abus. 1.^o La puissance des papes.

Tout ce que nous avons établi ci-dessus, découle si évidemment des notions d'indépendance et de souveraineté, qu'il ne sera jamais contesté par un homme de bonne foi et qui voudra raisonner conséquemment. Si l'on ne peut régler définitivement dans un état tout ce qui concerne la religion, la nation n'est pas libre, et le prince n'est souverain qu'à demi. Il n'y a pas de milieu : ou chaque état doit être maître chez soi, à cet égard comme à tout autre, ou il faudra recevoir le système de BONIFACE VIII, et regarder toute la chrétienté catholique-romaine comme un seul état, dont le pape sera le chef suprême, et les rois administrateurs subordonnés du temporel, chacun dans sa province, à peu près comme furent d'abord les *sultans* sous l'empire des *califes*. On sait que ce pape osa écrire au roi de France, PHILIPPE-LE-BEL, *scire te volumus, quòd in spiritualibus et temporalibus nobis subes* (*) : sachez que vous nous êtes soumis, aussi bien pour le temporel que pour le spirituel. Et l'on peut voir dans le *droit canon* (**) sa fameuse

(*) TURRETIN. *Hist. Ecclesiast. compendium*, p. 182, où l'on pourra voir aussi la réponse vigoureuse du roi de France.

(**) *Extrayag. commun. Lib. I. Tit. De majoritate et obedientia.*

bulle *unam sanctam*, dans laquelle il attribue à l'église deux épées, ou une double puissance, spirituelle et temporelle, et condamne ceux qui pensent autrement, comme gens qui, à l'exemple des *manichéens*, établissent deux principes; déclarant enfin, que c'est un article de foi nécessaire à salut, de croire que toute créature humaine est soumise au pontife de Rome (*).

Nous compterons l'énorme puissance des papes pour le premier abus enfanté par ce système, qui dépouille les souverains de leur autorité en matière de religion. Cette puissance d'une cour étrangère est absolument contraire à l'indépendance des nations et à la souveraineté des princes. Elle est capable de bouleverser un état; et par-tout où elle est reconnue, il est impossible que le sou-

(*) GREGOIRE VII tenta d'assujettir presque tous les états de l'Europe à lui payer tribut. Il prétendait que la Hongrie, la Dalmatie, la Russie, l'Espagne, la Corse lui appartenaient en propre, en sa qualité de successeur de S. Pierre, où étaient des fiefs relevant du S. Siège. GREGOR. *Epist. concil.* Tom. VI. Edit. Harduin. Il cita l'empereur Henri IV à paraître devant lui pour répondre aux accusations de quelques-uns de ses sujets, et sur la désobéissance de l'empereur, il le déposa. Enfin, voici le discours qu'il tint au concile assemblé à Rome pour cette affaire. *Agite nunc, quæso, patres et principes sanctissimi, ut omnis mundus intelligat et cognoscat, quia si potestis in cælo ligare et solvere, potestis in terra imperia, regna, principatus, ducatus, marchias, comitatus et omnium hominum possessiones pro meritis tollere unicuique et concedere.* NATAL. ALEXAND. *Dissert. Eccl.* sect. XI et XII. p. 384.

Le droit canon décide nettement que l'empire est soumis au sacerdoce. *Imperium non præest sacerdotio sed subest et ei obedire tenetur.* RUBRIC. Cap. VI. de major. et obed. Et est multum allegabile, ajoute avec complaisance l'auteur de la rubrique.

verain exerce l'empire de la manière la plus salutaire à la nation. Nous en avons déjà fourni la preuve dans plusieurs traits remarquables (§. précédent), l'histoire en présente sans nombre. Le sénat de Suède ayant condamné TROLLE, archevêque d'*Upsal*, pour crime de rébellion, à donner sa démission et à finir ses jours dans un monastère, le Pape LEON X eut l'audace d'excommunier l'administrateur STENON et tout le sénat, et de les condamner à rebâtir à leurs frais une forteresse de l'archevêché, qu'ils avaient fait démolir, et à une amende de cent mille ducats envers le prélat déposé (*). Le barbare CHRISTIERNE, roi de Danemarck, s'autorisa de ce décret pour désoler la Suède, et pour verser le sang de sa plus illustre noblesse. PAUL V fulmina un interdit contre Venise, pour des lois de police très-sages, mais qui déplaisaient au pontife, et mit la république dans un embarras, dont toute la sagesse et la fermeté du sénat eut peine à la tirer. PIE V, dans la bulle *in cæna Domini* de l'an 1567, déclare, que tous les princes qui mettent dans leurs états de nouvelles impositions, de quelque nature qu'elles soient, ou qui augmentent les anciennes, à moins qu'ils n'aient obtenu l'approbation du S. Siège, sont excommuniés *ipso facto*. N'est-ce point

(*) Histoire des révolutions de Suède.

là attaquer l'indépendance des nations, et ruiner l'autorité des souverains ?

Dans les temps malheureux, dans les siècles de ténèbres qui précédèrent la renaissance des lettres et la réformation, les papes prétendaient régler les démarches des souverains, sous prétexte qu'elles intéressent la conscience ; juger de la validité de leurs traités, rompre leurs alliances et les déclarer nulles. Mais ces entreprises éprouvèrent une vigoureuse résistance dans un pays même où l'on s'imagine communément qu'il n'y avait alors que de la bravoure, et bien peu de lumières. Le nonce du pape, pour détacher les Suisses de la France, publia un monitoire contre tous ceux des cantons qui favorisaient CHARLES VIII, les déclarant excommuniés, si dans l'espace de quinze jours, ils ne se détachaient des intérêts de ce prince, pour entrer dans la confédération qui s'était formée contre lui : mais les Suisses opposèrent à cet acte une protestation qui le déclarait abusif, et la firent afficher dans tous les lieux de leur obéissance ; se moquant ainsi d'une procédure également absurde et contraire aux droits des souverains (*). Nous rapporterons plusieurs entreprises semblables, quand nous parlerons de la foi des traités.

(*) *Vogel*, traité historique et politique des alliances entre la France et les XIII Cantons. p. 33 et 36.

§. 147.

2.^o *Des emplois importans conférés par une puissance étrangère.*

Cette puissance des papes a fait naître un nouvel abus , qui mérite toute l'attention d'un sage gouvernement. Nous voyons divers pays , dans lesquels les dignités ecclésiastiques , les grands bénéfices , sont distribués par une puissance étrangère , par le pape , qui en gratifie ses créatures , et fort souvent des gens qui ne sont point sujets de l'état. Cet usage est également contraire aux droits d'une nation , et aux principes de la plus commune politique. Un peuple ne doit point recevoir la loi des étrangers , ni souffrir qu'ils se mêlent de ses affaires , qu'ils lui enlèvent ses avantages : et comment se trouve-t-il des états capables de permettre qu'un étranger dispose de places très-importantes à leur bonheur et à leur repos ? Les princes qui ont donné les mains à l'introduction d'un abus si énorme , ont manqué également à eux-mêmes et à leur peuple. De nos jours , la cour d'Espagne s'est vue obligée à sacrifier des sommes immenses , pour rentrer paisiblement et sans danger dans l'exercice d'un droit qui appartenait essentiellement à la nation , ou à son chef.

§. 148.

3.^o *Sujets puissans , dépendans d'une cour étrangère.*

Dans les états même dont les souve-

rains ont su retenir un droit de la couronne si important, l'abus subsiste en grande partie. Le souverain nomme, il est vrai, aux évêchés, aux grands bénéfices; mais son autorité ne suffit pas au titulaire pour le mettre dans l'exercice de ses fonctions. il lui faut encore des bulles de Rome (*). Par-là, et par mille autres attaches, tout le clergé y dépend encore de la cour romaine : il en espère des dignités, une pourpre, qui, suivant les fastueuses prétentions de ceux qui en sont revêtus, les égale aux souverains; il a tout à craindre de son courroux. Aussi le voit-on presque toujours disposé à lui complaire. De son côté, la cour de Rome soutient ce clergé de tout son pouvoir; elle l'aide de sa politique et de son crédit; elle le protège contre ses ennemis, contre ceux qui voudraient borner sa puissance, souvent même contre la juste indignation du souverain; et par-là elle se l'attache de plus en plus. Souffrir qu'un grand nombre de sujets, et de sujets en place, dépendent d'une puissance étrangère et lui soient dévoués, n'est-ce pas blesser les droits de la société, et chequer les premiers élémens de l'art de régner? Un souverain prudent recevra-t-il

(*) On peut voir dans les lettres du Cardinal d'OSAT, quelles peines eut HENRI IV, quelles oppositions, quelles longueurs à essayer, lorsqu'il voulut faire passer à l'archevêché de Sens RENAULD DE BAUNE, archevêque de Bourges, qui avait sauvé la France en recevant ce grand roi dans le sein de l'église romaine.

des gens qui prêchent de pareilles maximes ? Il n'en fallut pas davantage pour faire chasser tous les missionnaires de la Chine.

§. 149.

4.^o *Célibat des prêtres ; couvens.*

C'est pour s'assurer d'autant mieux le dévouement du clergé , que le célibat des gens d'église a été inventé. Un prêtre , un prélat , déjà lié au siège de Rome par ses fonctions et par ses espérances , se trouve encore détaché de sa patrie , par le célibat qu'il est forcé de garder. Il ne tient point à la société civile par une famille : ses grands intérêts sont dans l'église ; pourvu qu'il ait la faveur de son chef , il n'est en peine de rien : en quelque pays qu'il soit né , Rome est son refuge , le centre de sa patrie d'élection. Chacun sait que les ordres religieux sont comme autant de milices papales , répandues sur la face de la terre pour soutenir et avancer les intérêts de leur monarque. Voilà sans doute un abus étrange , un renversement des premières lois de la société. Ce n'est pas tout : si les prélats étaient mariés , ils pourraient enrichir l'état d'un grand nombre de bons citoyens , de riches bénéfices leur fournissant les moyens de donner à leurs enfans légitimes une éducation convenable. Mais quelle multitude d'hommes , dans les couvens , consacrés à l'oisiveté , le manteau de la dévotion ! Egalemeut inutiles à la so-

ciété et en paix et en guerre, ils ne la servent ni par leur travail dans les professions nécessaires, ni par leur courage dans les armées, et cependant ils jouissent de revenus immenses : il faut que les sueurs du peuple fournissent à l'entretien de ces essaims de fainéans. Que dirait-on d'un colon qui protégerait d'inutiles frélons pour leur faire dévorer le miel de ses abeilles (*) ? Ce n'est pas la faute des fanatiques prédicateurs d'une sainteté toute céleste, si tous leurs dévots n'imitent pas le célibat des moines. Comment les princes ont-ils pu souffrir que l'on exaltât publiquement comme une vertu sublime, un usage également contraire à la nature, et pernicieux à la société ? Chez les Romains, les lois tendaient à diminuer le nombre des célibataires, et à favoriser le mariage (**). La superstition ne tarda pas à attaquer des dispositions si justes et si sages : persuadés par les gens d'église, les empereurs chrétiens se crurent obligés de les abroger (***). Divers pères de l'église ont censuré ces lois, *faites sans doute*, dit un grand homme (****), *avec un zèle louable pour les*

(*) Cette réflexion ne regarde point les maisons religieuses dans lesquelles on cultive les lettres. Des établissemens qui offrent aux savans une retraite paisible, tout le loisir et toute la tranquillité que demande l'étude profonde des sciences, sont toujours louables, et ils peuvent être fort utiles à l'état.

(**) La loi *Papia-Poppæa*.

(***) Dans le code *Théodosien*.

(****) M. le président de MONTESQUIEU, dans *l'esprit des lois*.

choses de l'autre vie ; mais avec très-peu de connaissance des affaires de celle-ci. Ce grand homme vivait dans l'église romaine ; il n'a pas osé dire nettement, que le célibat volontaire est condamnable, même relativement à la conscience et aux intérêts d'une autre vie. Se conformer à la nature , remplir les vues du créateur , travailler au bien de la société ; voilà certainement une conduite digne de la vraie piété. Si quelqu'un est en état d'élever une famille , qu'il se marie , qu'il s'applique à donner une bonne éducation à ses enfans ; il fera son devoir , et sera véritablement dans le chemin du salut.

§. 150.

5.^o *Prétentions énormes du clergé ; prééminence.*

Les énormes et dangereuses prétentions du clergé , sont encore une suite de ce système , qui soustrait à la puissance civile tout ce qui touche la religion. Premièrement , les ecclésiastiques , sous prétexte de la sainteté de leurs fonctions , ont voulu s'élever au-dessus de tous les autres citoyens , même des principaux magistrats , et contre la défense expresse de leur maître , qui disait à ses apôtres : *ne cherchez point les premières places dans les festins ;* ils se sont arrogés presque par-tout le premier rang. Leur chef , dans l'église romaine , fait baiser ses pieds aux souverains , des empereurs ont tenu la bride

de son cheval ; et si des évêques , ou même de simples prêtres , n'osent pas aujourd'hui s'élever au-dessus de leur prince , c'est que les temps leur sont trop contraires , ils n'ont pas toujours été si modestes ; et un de leurs écrivains a bien osé dire , qu'un *prêtre est autant au-dessus d'un roi , que l'homme est au-dessus de la bête* (*). Combien d'auteurs , plus connus et plus estimés que celui-là , se sont plu à relever et à louer ce mot imbécille , que l'on attribue à l'empereur THÉODOSE I. *Ambroise m'a appris la grande distance qu'il y a de l'empire au sacerdoce !*

Nous l'avons déjà dit , les ecclésiastiques doivent être honorés ; mais la modestie , l'humilité même leur convient ; et leur sied-il de l'oublier pour eux-mêmes , tandis qu'ils la prêchent aux autres ? Je ne parlerais pas d'un vain cérémonial , s'il n'avait des suites trop réelles , par l'orgueil qu'il inspire à bien des prêtres , et par les impressions qu'il peut faire sur l'esprit des peuples. Il est essentiel au bon ordre , que les sujets ne voient rien dans la société de si respectable que leur souverain , et après lui , ceux à qui il confie une partie de son autorité.

§. 151.

6.^o *Indépendance , immunités.*

Les gens d'église ne se sont pas arrêtés en

(*) *Tantum sacerdos præstat regi , quantum homo bestiæ.*
 Stanislaus Orichovius. *Vide* Triibbechov. *Exerc.* I. ad
 Baron. *Annal.* Sect. 2. et Thomas. *Not. ad* Lancell.

si beau chemin. Non contents de se rendre indépendans quant à leurs fonctions, aidés de la Cour de Rome, ils ont même entrepris de se soustraire entièrement et à tous égards, à l'autorité politique. On a vu des temps où l'on ne pouvait faire paraître un ecclésiastique devant un tribunal séculier, pour quelque cause que ce fût (*). Le droit canon le décide formellement ainsi : *il est indécent, dit-il, que des laïques jugent un homme d'église* (**). Les papes PAUL III, PIE V, URBAIN VIII, excommunient les juges laïques qui oseront entreprendre de juger des ecclésiastiques. Les évêques même de France n'ont pas craint de dire, en plusieurs occasions, *qu'ils ne dépendaient d'aucun prince temporel*. Et voici les termes dont osa se servir l'assemblée générale du clergé de France en 1656 : *l'arrêt du conseil ayant été lu, fut*

(*) La congrégation de l'immunité a décidé, que c'est au juge ecclésiastique qu'il appartient de connaître du crime de lèse-majesté, même contre des ecclésiastiques : *Cognitio causæ contra ecclesiasticos, etiam pro delicto læsæ majestatis fieri debet à judice ecclesiastico*. Apud RICCI, *synops. decret. et resol. S. Congreg. Immunit.* p. 105.

Une constitution du pape URBAIN VI, traite de sacrilèges les souverains ou les magistrats qui banniront un ecclésiastique de leurs terres, et déclare qu'ils ont encouru l'excommunication *ipso facto*. Cap. II, de foro compet. in VII.

Ajoutez à cette immunité l'indulgence des tribunaux ecclésiastiques envers les clercs, qu'ils ne punissaient jamais que de peines légères pour les plus grands crimes. Les désordres affreux qui en naissaient, ont enfin produit le remède en France ; on y a soumis le clergé à la juridiction séculière, pour les fautes qui blessent la société. Voy. PAPON, *Arrêts notables*. Liv. I. Tit. V. Act. XXXIV.

(**) *Indecorum est laicos homines viros ecclesiasticos judicare*. Can. in nona actione 22. XVI. q. 7.

improuvé par la compagnie, d'autant qu'il laissait le roi juge des évêques, et semble soumettre leurs immunités à ses juges ()*. Il y a des décrets des papes, qui excommunient quiconque aura mis en prison un évêque. Suivant les principes de Rome, un prince n'est pas en pouvoir de punir de mort un homme d'église rebelle, ou malfaiteur; il faut qu'il s'adresse à la puissance ecclésiastique, et celle-ci le livrera, s'il lui plaît, au bras séculier après l'avoir dégradé (**). On voit dans

(*) Voyez *tradition des faits sur le système d'indépendance des évêques*.

(**) L'an 1725, un curé du canton de Lucerne ayant refusé de paraître devant le conseil souverain, fut banni du canton pour sa désobéissance. L'évêque de Constance, diocésain, osa bien écrire à ce conseil, qu'il avait violé l'immunité ecclésiastique, *qu'il n'est pas permis de soumettre les ministres de la divinité au jugement des puissances temporelles*. Il fut approuvé dans ses prétentions par le nonce du pape et par la cour de Rome. Mais le conseil de Lucerne soutint avec fermeté les droits de la souveraineté; et sans entrer en controverse avec l'évêque, ce qui n'eût pas convenu à sa dignité, il lui répondit : « V. A. Révér. cite » plusieurs endroits des SS. Pères que nous pourrions aussi » avancer nous-mêmes en notre faveur, s'il s'agissait de » cela, ou qu'il fallût combattre par des citations. Que » V. A. Révér. soit assurée que nous sommes en droit de » citer devant nous un prêtre, notre sujet naturel, qui » empiette sur nos droits, pour lui représenter son égarement, l'exhorter à se corriger, et ensuite d'une désobéissance obstinée, après une citation réitérée, le chasser » de nos états. Nous ne doutons pas encore que ce droit ne » nous appartienne, et nous sommes résolus à le défendre. » Et en vérité, on ne devrait proposer à aucun souverain » de paraître comme une partie à côté d'un tel sujet désobéissant, de s'en remettre à la décision d'un tiers, quel » qu'il pût être, et de courir le risque d'être condamné à » souffrir dans ses états un sujet de ce caractère, de quelque » dignité qu'il fût revêtu, etc. » L'évêque de Constance en était venu jusqu'à affirmer dans sa lettre au canton, du

l'histoire mille exemples d'évêques qui sont demeurés impunis, ou qui ont été châtiés légèrement pour des crimes qui coûtaient la vie aux plus grands seigneurs. JEAN DE BRAGANCE, roi de Portugal, fit subir de justes supplices aux seigneurs qui avaient conjuré sa perte ; il n'osa pas faire mourir l'archevêque de *Brague*, auteur de ce détestable complot (*).

Tout un ordre nombreux et puissant, soustrait à l'autorité publique, et rendu dépendant d'une cour étrangère, est un renversement d'ordre dans la république, et une diminution manifeste de la souveraineté. C'est une atteinte mortelle donnée à la société, dont l'essence est, que tout citoyen soit soumis à l'autorité publique. L'immunité que le clergé s'arroe à cet égard, est tellement contraire au droit naturel et nécessaire de la nation, que le roi même n'est pas en pouvoir de l'accorder. Mais les ecclésiastiques nous diront qu'ils tiennent cette immunité de Dieu lui-même. En attendant qu'ils en fournissent la preuve, nous nous en tiendrons à ce principe certain, que Dieu veut le salut des états, et non point ce qui doit y porter le trouble et la destruction.

18 décembre 1625. « Que les ecclésiastiques, dès qu'ils ont » reçu les ordres sacrés, cessent d'être sujets naturels, » et par-là ont accoutumé d'être délivrés de l'esclavage » sous lequel ils étaient auparavant. » *Mém. sur le différend du pape avec le canton de Lucerne*, p. 65, 66.

(*) Révolutions de Portugal.

7.^o *Immunité des biens d'église.*

La même immunité est prétendue pour les biens de l'église. L'état a pu sans doute exempter ces biens de toutes charges, dans les temps où ils suffisaient à peine à l'entretien des ecclésiastiques. Mais ceux-ci ne doivent tenir cette faveur que de l'autorité publique, qui est toujours en droit de la révoquer, quand le bien de l'état l'exige. L'une des lois fondamentales et essentielles de toute société étant que, dans les cas de nécessité, les biens de tous les membres doivent contribuer proportionnellement aux besoins communs; le prince lui-même ne peut, de son autorité, accorder une exemption totale à un corps très nombreux et très-riche, sans faire une extrême injustice au reste de ses sujets, sur qui, par cette exemption, le fardeau retombe tout entier.

Loin que l'exemption appartienne aux biens d'église, parce qu'ils sont consacrés à Dieu, c'est au contraire par cette raison même, qu'ils doivent être pris les premiers pour le salut de l'état. Car il n'y a rien de plus agréable au pere commun des hommes, que de garantir une nation de sa ruine. Dieu n'ayant besoin de rien, lui consacrer des biens, c'est les destiner à des usages qui lui soient agréables. De plus, les biens de l'église, de l'aveu du clergé lui-même, sont en grande partie destinés aux pauvres.

Quand l'état est dans le besoin, il est sans doute le premier pauvre, et le plus digne de secours. Etendons même cela aux cas les plus ordinaires, et disons, que prendre une partie des dépenses courantes sur les biens d'église, pour soulager d'autant le peuple, c'est réellement donner de ces biens aux pauvres, suivant leur destination. Une chose véritablement contraire à la religion et à l'intention des fondateurs, c'est de destiner au luxe, au faste et à la bonne chère, des biens qui devraient être consacrés au soulagement des pauvres (*).

§. 153.

8.^e *Excommunication des gens en place.*

C'était peu de se rendre indépendans ; les ecclésiastiques entreprirent de soumettre tout le monde à leur domination. Véritablement ils avaient droit de mépriser des stupides qui les laissaient faire. L'excommunication était une arme redoutable parmi des ignorans superstitieux, qui ne savaient ni la réduire dans les justes bornes, ni distinguer l'usage de l'abus. De là naquit un désordre, que l'on a vu régner même dans quelques pays protestans. Les ecclésiastiques ont osé, de leur pure autorité, excommunier des gens en place, des magistrats utiles à la société, et prétendre que, frappés des foudres de l'église, ces officiers de l'état ne pouvaient

(*) Voyez lettres sur les prétentions du clergé.

plus exercer leur charge. Quel renversement d'ordre et de raison ! Quoi ! une nation ne sera plus la maîtresse de confier le soin de ses affaires, son bonheur, son repos et sa sûreté, dans les mains qui lui paraîtront les plus habiles et les plus dignes ? Une puissance ecclésiastique privera l'état, quand il lui plaira, de ses plus sages conducteurs, de son plus ferme appui, et le prince, de ses plus fidèles serviteurs ? Une prétention si absurde a été condamnée par des princes, et même par des prélats judicieux et respectables. On lit dans la lettre 171 d'*Ives de Chartres*, à l'archevêque de *Sens*, que les *capitulaires royaux*, conformément au treizième canon du douzième concile de *Tolède* (tenu l'an 681), enjoignent aux prélats de recevoir en leur conversation, ceux que la majesté royale aurait reçus en sa grâce, ou à sa table, quoiqu'ils eussent été excommuniés par eux, ou par autres, afin que l'église ne parût pas rejeter ou condamner ceux dont il plaît au roi de se servir (*).

§. 154.

9.^o *Et des souverains eux-mêmes.*

Les excommunications lancées contre les souverains eux-mêmes, et accompagnées de l'absolution du serment que les sujets leur avaient prêté, mettent le comble à cet abus énorme ; et il est presque incroyable

(*) Voyez lettres sur les prétentions du clergé.

que

que les nations aient pu souffrir des attentats si odieux. Nous en avons touché quelque chose dans les §§. 145 et 146. Le XIII^e siècle en vit des exemples frappans. Pour avoir voulu soutenir les droits de l'empire sur diverses provinces de l'Italie, OTHON IV se vit excommunié, dépouillé de l'empire par le pape INNOCENT III, et ses sujets déliés du serment de fidélité. Abandonné des princes, cet empereur infortuné fut contraint de céder sa couronne à FREDERIC II. JEAN sans terre, roi d'Angleterre, voulant maintenir les droits de son royaume, dans l'élection d'un archevêque de *Cantorbéry*, se vit exposé aux entreprises audacieuses du même pape. *Innocent* excommunie le roi, jette un interdit sur tout le royaume, ose déclarer *Jean* indigne du trône, et délier ses sujets de la fidélité qu'ils lui avaient jurée; il soulève contre lui le clergé, excite le peuple à la révolte; il sollicite le roi de France à prendre les armes, pour détrôner ce prince, publiant même une croisade contre lui, comme il eût pu faire contre les *Sarrasins*. Le roi d'Angleterre parut d'abord vouloir se soutenir avec vigueur; mais bientôt, perdant courage, il se laissa amener jusqu'à cet excès d'infamie, de résigner ses royaumes entre les mains du pape, pour les reprendre de lui, et les tenir comme un fief de l'église, sous la condition d'un tribut (*).

(*) MATTHIEU PARIS: TURRETTIN. *Compend. Hist. Eccl. Secul. XIII.*

Les papes n'ont pas été seuls coupables de ces attentats. Il s'est trouvé des conciles qui y ont pris part. Celui de *Lyon*, convoqué par INNOCENT IV, l'an 1245, eut l'audace de citer l'empereur FREDERIC II à comparaître, pour se purger des accusations portées contre lui, le menaçant des foudres de l'église s'il y manquait. Ce grand prince ne se mit pas fort en peine d'une procédure si irrégulière. Il disait « que le pape vouloit » s'ériger en juge et en souverain, au lieu » que, de toute ancienneté, les empereurs » avaient eux-mêmes convoqué les conciles, » où les papes et les prélats leur rendaient, » comme à leurs souverains, le respect et » l'obéissance qu'ils leurs doivent (*). » Cependant l'empereur, donnant quelque chose à la superstition des temps, daigna envoyer des ambassadeurs au concile, pour plaider sa cause, ce qui n'empêcha pas le pape de l'excommunier, et de le déclarer déchu de l'empire. FREDERIC se moqua, en homme supérieur, de ces foudres vaines, et il sut conserver sa couronne, malgré l'élection de HENRI, landgrave de Turinge, que les électeurs ecclésiastiques et plusieurs évêques osèrent déclarer roi des Romains, mais à qui cette élection ne valut guère autre chose que le titre ridicule de *roi des prêtres*.

Je ne finirais point, si je voulais accumu-

(*) HEISE, histoire de l'empire. Liv. II. Chap. XVII.

ler les exemples. Mais en voilà trop pour l'honneur de l'humanité. Il est humiliant de voir à quel excès de sottise la superstition avait réduit les nations de l'Europe, dans ces temps malheureux (*).

§. 155.

10.^o *Le clergé tirant tout à lui, et troublant l'ordre de la justice.*

Par le moyen des mêmes armes spirituelles, le clergé attirait tout à lui, usurpait l'autorité des tribunaux, et troublait

(*) Il se trouvait quelquefois des souverains, qui favorisaient les attentats des papes, lorsqu'ils pouvaient leur être avantageux, sans en prévoir les conséquences pour la suite. Louis VIII, roi de France, désirant d'envahir les états du comte de Toulouse, sous prétexte de faire la guerre aux Albigeois, demandait au pape, entr'autres choses : *Qu'il fit expédier une bulle par laquelle il déclarerait que les deux Raymond, père et fils, et leurs héritiers, ont été et sont exclus de toutes leurs possessions, de même que tous leurs partisans, associés ou alliés.* Hist. de France, par Velly, Tom. IV. p. 53.

Voici encore un fait de la même nature que le précédent, et bien remarquable. Le pape Martin IV. excommunia Pierre, roi d'Arragon, le déclara déchu de son royaume et de toutes ses terres, même de la dignité royale, et ses sujets déliés de leur serment de fidélité. Il excommunia même ceux qui le reconnaîtraient pour roi, et lui rendraient aucun devoir. Il donna ensuite l'Arragon et la Catalogne au comte de Valois, second fils de Philippe le hardi, à condition que lui et ses successeurs se reconnaîtraient vassaux du S. Siège, lui prêteraient serment de fidélité, et lui payeraient un cens annuel. Le Roi de France assembla ses barons et les prélats du royaume, pour délibérer sur l'offre du pape, et il lui conseillèrent de l'accepter. *Etrange aveuglement des rois et de leur conseil ! s'écrie avec raison un historien moderne, ils ne voyaient pas qu'en acceptant ainsi des royaumes de la main du pape, ils l'autorisaient dans sa prétention de pouvoir les déposer eux-mêmes.* VELLY, Histoire de France, Tom. VI. pag. 390.

l'ordre de la justice. Il prétendait prendre connaissance de tous les procès, *à raison du péché, dont personne de bon sens*, disait le pape INNOCENT III, (in Cap. Novit. de Judiciis) *ne peut ignorer que la connaissance appartient à notre ministère*. L'an 1329, les prélats de France osaient dire au roi PHILIPPE DE VALOIS, qu'empêcher qu'on ne portât toute sorte de causes devant les tribunaux ecclésiastiques, c'était ôter tous les droits des églises, *omnia ecclesiarum jura tollere* (*). Aussi voulaient-ils juger de toutes les contestations. Ils choquaient hardiment l'autorité civile, et se faisaient craindre, en procédant par voie d'excommunication. Il arrivait même, que les diocèses ne se trouvant pas toujours mesurés sur le territoire politique, un évêque citait des étrangers à son tribunal, pour des causes purement civiles, et entreprenait de les juger, par un attentat manifeste au droit des nations. Le désordre allait si loin, il y a trois ou quatre siècles, que nos sages ancêtres se crurent obligés de prendre les plus sérieuses mesures pour l'arrêter. Ils stipulèrent dans leurs traités, que *nul des confédérés ne ferait convenir par devant les justices spirituelles, pour dettes d'argent, puisqu'un chacun se doit contenter de la justice*

(*) Voyez LEIBNITII *codex juris gent. diplomat.* Dipl. LXVII. §. 9.

du lieu (*). On voit dans l'histoire, que les Suisses réprimèrent, en plusieurs occasions, les entreprises des évêques et de leurs officiaux.

Il n'est rien dans toutes les affaires de la vie sur quoi ils n'étendissent leur autorité, sous prétexte que la conscience s'y trouve intéressée. Ils faisaient acheter aux nouveaux mariés la permission de coucher avec leurs femmes les trois premières nuits après le mariage (**).

§. 156.

II.^o *Argent attiré à Rome.*

Cette burlesque invention nous conduit à marquer un autre abus manifestement contraire aux règles d'une sage politique et à ce qu'une nation se doit à elle-même. Je veux parler des sommes immenses que l'expédition des bulles, les dispenses, etc. attire chaque année à Rome, de tous les pays de sa communion. Et le commerce scandaleux des indulgences, que n'en pourrions-nous pas dire ? Mais il devint enfin ruineux à la cour de Rome : pour avoir trop voulu gagner, elle fit des pertes irréparables.

(*) *Ibid.* Alliance de Zurich avec les cantons d'Uri, de Schwytz et d'Underwald, du 1 mai 1551, au §. 7.

(**) Voyez règlement du parlement, arrêt du 19 mars 1409. *Esprit des lois*. C'était bien, dit M. DE MONTESQUIEU, les nuits qu'il fallait choisir ; on n'aurait pas tiré beaucoup d'argent des autres.

12.^o *Lois et pratiques contraires au bien de l'état.*

Enfin cette autorité indépendante, confiée à des ecclésiastiques souvent peu capables de connaître les vraies maximes du gouvernement, ou peu soigneux de s'en instruire, et livrés à des voisins fanatiques, aux spéculations creuses d'une pureté chimérique et outrée; cette autorité, dis-je, a enfanté, sous prétexte de sainteté, des lois et des pratiques pernicieuses à l'état. Nous en avons touché quelques-unes. GROTIUS en rapporte un exemple bien remarquable :
 « Dans l'ancienne église Grecque, dit-il,
 » on observa pendant long-temps un canon
 » par lequel ceux qui avaient tué quelque
 » ennemi, dans quelque guerre que ce fût,
 » étaient excommuniés pour trois ans (*). »
 Belle récompense décernée à des héros, défenseurs de la patrie, au lieu des triomphes, dont Rome païenne les décorait ! Rome païenne devint la maîtresse du monde; elle couronnait ses plus braves guerriers. L'empire devenu chrétien, fut bientôt la proie des barbares; ses sujets gagnaient, en le défendant, une humiliante excommu-

(*) Droit de la guerre et de la paix, Liv. II. Chap. XXVI. à la fin. Il cite *Basil. ad Amphiloeh. X. 13.* *Zonar. in Niceph. Phoc. Tom. III.*

nication : en se vouant à une vie oisive, ils crurent tenir le chemin du ciel, et se virent en effet dans celui des grandeurs et des richesses.

CHAPITRE XIII.

DE LA JUSTICE ET DE LA POLICE.

§. 158.

Une nation doit faire régner la justice.

APRÈS le soin de la religion, un des principaux devoirs d'une nation concerne la justice. Elle doit mettre tous ses soins à la faire régner dans l'état, prendre de justes mesures pour qu'elle soit rendue à tout le monde, de la manière la plus sûre, la plus prompte et la moins onéreuse. Cette obligation découle de la fin et du pacte même de la société civile. Nous avons vu (§. 15). que les hommes ne se sont liés par les engagements de la société, et n'ont consenti à se dépouiller en sa faveur d'une partie de leur liberté naturelle, que dans la vue de jouir tranquillement de ce qui leur appartient, et d'obtenir justice avec sûreté. La nation se manquerait donc à elle-même, et tromperait les particuliers, si elle ne s'appliquait pas sérieusement à faire régner une exacte justice. Elle doit cette attention à son bonheur, à son repos et à sa prospérité. La

confusion, le désordre, le découragement naissent bientôt dans l'état, lorsque les citoyens ne sont pas assurés d'obtenir promptement et facilement justice, dans tous leurs différends; les vertus civiles s'éteignent, et la société s'affaiblit.

§. 159.

Etablir de bonnes lois.

La justice règne par deux moyens; par de bonnes lois, et par l'attention des supérieurs à les faire observer. Lorsque nous traitons de la constitution de l'état (chap. III), nous avons déjà fait voir que la nation doit établir des lois justes et sages, et nous avons aussi indiqué les raisons pour lesquelles nous ne pouvons entrer ici dans le détail de ces lois. Si les hommes étaient toujours également justes, équitables, éclairés, les lois naturelles suffiraient sans doute à la société. Mais l'ignorance, les illusions de l'amour propre, les passions, rendent trop souvent impuissantes ces lois sacrées. Aussi voyons-nous que tous les peuples policés ont senti la nécessité de faire des lois positives. Il est besoin de règles générales et formelles, pour que chacun connaisse clairement son droit, sans se faire illusion; il faut même quelquefois s'écarter de l'équité naturelle, pour prévenir l'abus et la fraude, pour s'accommoder aux circonstances; et puisque le sentiment du devoir est si impuissant dans le cœur de l'homme, il est néces-

saire qu'une sanction pénale donne aux lois toute leur efficace. Voilà comment la loi naturelle se change en loi civile (*). Il serait dangereux de commettre les intérêts des citoyens au pur arbitre de ceux qui doivent rendre la justice ; le législateur doit aider l'entendement des juges , forcer leurs préjugés et leurs penchans , assujettir leur volonté , par des règles simples , fixes et certaines : et voilà encore les lois civiles.

§. 160.

Les faire observer.

Les meilleures lois sont inutiles , si on ne les observe pas. La nation doit donc s'attacher à les maintenir , à les faire respecter et exécuter ponctuellement , elle ne saurait prendre à cet égard des mesures trop justes , trop étendues et trop efficaces. De là dépendent en grande partie , son bonheur , sa gloire et sa tranquillité.

§. 161.

Fonctions et devoirs du prince en cette matière.

Nous avons déjà observé (§. 41.) que le souverain , le conducteur qui représente une nation , qui est revêtu de son autorité , est aussi chargé de ses devoirs. Le soin de faire régner la justice , sera donc l'une des principales fonctions du prince. Rien n'est

(*) Voyez une dissertation sur cette matière , dans le *oïsir philosophique* , p. 71. et suiv.

plus digne de la majesté souveraine. L'empereur JUSTINIEN commence ainsi son livre des *Institutes* : *Imperatoriam majestatem non solum armis decoratam , sed etiam legibus oportet esse armatam : ut utrumque tempus , et bellorum , et pacis , rectè possit gubernari.* Le degré de puissance , confié par la nation au chef de l'état , sera aussi la règle de ses devoirs et de ses fonctions dans l'administration de la justice. De même que la nation peut se réserver le pouvoir législatif , ou le confier à un corps choisi , elle est aussi en droit d'établir , si elle le juge à propos , un tribunal suprême , pour juger de toutes les contestations , indépendamment du prince. Mais le conducteur de l'état doit naturellement avoir une part considérable à la législation ; il peut même en être seul dépositaire. En ce dernier cas , ce sera à lui d'établir des lois dictées par la sagesse et l'équité. Dans tous les cas , il doit protéger les lois , veiller sur ceux qui sont revêtus de l'autorité , et contenir chacun dans le devoir.

§. 162.

Comment il doit rendre la justice.

La puissance exécutive appartient naturellement au souverain , à tout conducteur de la société ; et il en est censé revêtu dans toute son étendue , quand les lois fondamentales ne la restreignent pas. Lors donc que les lois sont établies , c'est au prince

de les faire exécuter. Les maintenir en vigueur, en faire une juste application à tous les cas qui se présentent; c'est ce qu'on appelle, rendre la justice : c'est le devoir du souverain; il est naturellement le juge de son peuple. On a vu les chefs de quelques petits états en faire eux-mêmes les fonctions : mais cet usage devient peu convenable, impossible même, dans un grand royaume.

§. 163.

Il doit établir des juges intègres et éclairés.

Le meilleur et le plus sûr moyen de distribuer la justice, c'est d'établir des juges intègres et éclairés, pour connaître de tous les différends qui peuvent s'élever entre les citoyens. Il est impossible que le prince se charge lui-même de ce pénible travail; il n'aurait ni le temps nécessaire pour s'instruire à fond de toutes les causes, ni même les connaissances requises pour en juger. Le souverain ne pouvant s'acquitter en personne de toutes les fonctions du gouvernement, il doit retenir à lui, avec un juste discernement, celles qu'il peut remplir avec succès et qui sont les plus importantes, et confier les autres à des officiers, à des magistrats, qui les exercent sous son autorité. Il n'y a aucun inconvénient à confier le jugement d'un procès à une compagnie de gens sages, intègres et éclairés; au contraire, c'est tout ce que le prince peut faire de mieux; et il a rempli à cet égard tout ce qu'il

doit à son peuple , quand il lui a donné des juges ornés de toutes les qualités convenables aux ministres de la justice : il ne lui reste qu'à veiller sur leur conduite , afin qu'ils ne se relâchent point.

§. 164.

Les tribunaux ordinaires doivent juger des causes du fisc.

L'établissement des tribunaux de justice est particulièrement nécessaire pour juger les causes du fisc , c'est-à-dire toutes les questions qui peuvent s'élever entre ceux qui exercent les droits utiles du prince , et les sujets. Il serait mal-séant et peu convenable qu'un prince voulût être juge dans sa propre cause ; il ne saurait être trop en garde contre les illusions de l'intérêt et de l'amour propre ; et quand il pourrait s'en garantir , il ne doit pas exposer sa gloire aux sinistres jugemens de la multitude. Ces raisons importantes doivent même l'empêcher d'attribuer le jugement des causes qui l'intéressent aux ministres et aux conseillers particulièrement attachés à sa personne. Dans tous les états bien réglés , dans les pays qui sont un état véritable , et non le domaine d'un despote , les tribunaux ordinaires jugent les procès du prince , avec autant de liberté que ceux des particuliers.

On doit établir des tribunaux souverains qui jugent définitivement.

Le but des jugemens est de terminer avec justice les différends qui s'élèvent entre les citoyens. Si donc les causes s'instruisent devant un juge de première instance, qui en approfondit tous les détails, et vérifie les preuves, il est bien convenable, pour plus grande sûreté, que la partie condamnée par ce premier juge, puisse en appeler à un tribunal supérieur, qui examine la sentence, et qui la réforme, s'il la trouve mal-fondée : mais il faut que ce tribunal suprême ait l'autorité de prononcer définitivement et sans retour ; autrement toute la procédure sera vaine, et le différend ne pourra se terminer.

La pratique de recourir au prince même, en portant sa plainte au pied du trône, quand la cause a été jugée en dernier ressort, paraît sujette à de grands inconvéniens. Il est plus aisé de surprendre le prince, par des raisons spécieuses, qu'une compagnie de magistrats versés dans la connaissance du droit ; et l'expérience ne montre que trop quelles sont, dans une cour, les ressources de la faveur et de l'intrigue. Si cette pratique est autorisée par les lois de l'état, le prince doit toujours craindre que les plaintes ne soient formées dans la vue de traîner un procès en longueur et

d'éloigner une juste condamnation. Un souverain juste et sage ne les admettra qu'avec de grandes précautions ; et s'il casse l'arrêt dont on se plaint , il ne doit point juger lui-même la cause , mais , comme il se pratique en France , en commettre la connaissance à un autre tribunal. Les longueurs ruineuses de cette procédure nous autorisent à dire qu'il est plus convenable et plus avantageux à l'état , d'établir un tribunal souverain , dont les arrêts définitifs ne puissent être infirmés par le prince lui-même. C'est assez , pour la sureté de la justice , que le souverain veille sur la conduite des juges et des magistrats , comme il doit veiller sur celle de tous les officiers de l'état , et qu'il ait le pouvoir de rechercher et de punir les prévaricateurs.

§. 166.

Le prince doit garder les formes de la justice.

Dès que ce tribunal souverain est établi , le prince ne peut toucher à ses arrêts , et en général il est absolument obligé de garder et maintenir les formes de la justice. Entreprendre de les violer , c'est tomber dans la domination arbitraire , à laquelle on ne peut jamais présumer qu'aucune nation ait voulu se soumettre.

Lorsque les formes sont vicieuses , il appartient au législateur de les réformer. Cette opération , faite ou procurée suivant les lois fondamentales , sera l'un des plus

salutaires bienfaits que le souverain puisse répandre sur son peuple. Garantir les citoyens du danger de se ruiner pour la défense de leurs droits , réprimer , étouffer le monstre de la chicane , c'est une action plus glorieuse aux yeux du sage , que tous les exploits d'un conquérant.

§. 167.

*Le prince doit maintenir l'autorité des juges ,
et faire exécuter leurs sentences.*

La justice se rend au nom du souverain : le prince s'en rapporte au jugement des tribunaux , et il prend avec raison ce qu'ils ont prononcé , pour le droit et la justice. Sa partie , dans cette branche du gouvernement , est donc de maintenir l'autorité des juges , et de faire exécuter leurs sentences , sans quoi elles seraient vaines et illusoires ; la justice ne serait point rendue aux citoyens.

§. 168.

*De la justice attributive. Distribution des
emplois et des récompenses.*

Il est une autre espèce de justice , que l'on nomme *attributive* ou *distributive*. Elle consiste en général à traiter un chacun suivant ses mérites. Cette vertu doit régler dans un état la distribution des emplois public , des honneurs et des récompenses. Une nation se doit premièrement à elle-même d'encourager les bons citoyens ,

d'exciter tout le monde à la vertu , par les honneurs et les récompenses , et de ne confier les emplois qu'à des sujets capables de les bien desservir. Elle doit aussi aux particuliers la juste attention de récompenser et d'honorer le mérite. Bien qu'un souverain soit le maître de distribuer ses grâces et les emplois à qui il lui plaît , et que personne n'ait un droit parfait à aucune charge , ou dignité , cependant un homme qui , par une grande application , s'est mis en état de servir utilement la patrie , celui qui a rendu quelque service signalé à l'état , de pareils citoyens , dis-je , peuvent se plaindre avec justice , si le prince les laisse dans l'oubli , pour avancer des gens inutiles et sans mérite. C'est user envers eux d'une ingratitude condamnable et bien propre à éteindre l'émulation. Il n'est guère de faute plus pernicieuse , à la longue , dans un état : elle y introduit un relâchement général , et les affaires , conduites par des mains mal habiles , ne peuvent manquer d'avoir un mauvais succès. Un état puissant se soutient quelque temps par son propre poids , mais enfin il tombe dans la décadence , et c'est peut-être ici l'une des principales causes de ces révolutions , que l'on remarque dans les grands empires. Le souverain est attentif au choix de ceux qu'il emploie , tant qu'il se sent obligé de veiller à sa conservation et d'être sur ses gardes : dès qu'il se croit élevé à un point de gran-

deur et de puissance , qui ne lui laisse plus rien à craindre , il se livre à son caprice , et la faveur distribue toutes les places.

§. 163.

Punition des coupables : fondement du droit de punir.

La punition des coupables se rapporte ordinairement à la justice *attributive* , dont elle est en effet une branche , en tant que le bon ordre demande que l'on inflige aux malfaiteurs les peines qu'ils ont méritées. Mais si on veut l'établir avec évidence sur ses vrais fondemens , il faut remonter aux principes. Le droit de punir , qui , dans l'état de nature , appartient à chaque particulier , est fondé sur le droit de sureté. Tout homme a le droit de se garantir d'injures , et de pourvoir à sa sureté par la force , contre ceux qui l'attaquent injustement. Pour cet effet , il peut infliger une peine à celui qui lui fait injure , tant pour le mettre hors d'état de nuire dans la suite , ou pour le corriger , que pour contenir , par son exemple , ceux qui seraient tentés de l'imiter. Or , quand les hommes s'unissent en société , comme la société est désormais chargée de pourvoir à la sureté de ses membres , tous se dépouillent en sa faveur de leur droit de punir. C'est donc à elle de venger les injures particulières , en protégeant les citoyens. Et comme elle est une personne morale , à qui on peut aussi faire

injure , elle est en droit de maintenir sa sûreté , en punissant ceux qui l'offensent ; c'est-à-dire , qu'elle a le droit de punir les délits publics. Voilà d'où vient le droit de glaive , qui appartient à une nation ou à son conducteur. Quand elle en use contre une autre nation , elle fait la guerre ; lorsqu'elle s'en sert à punir un particulier , elle exerce la justice *vindictive*. Deux choses sont à considérer dans cette partie du gouvernement , les lois et leur exécution.

§. 170.

Des lois criminelles.

Il serait dangereux d'abandonner entièrement la punition des coupables à la discrétion de ceux qui ont l'autorité en main : les passions pourraient se mêler d'une chose que la justice et la sagesse doivent seules régler. La peine assignée d'avance à une mauvaise action , retient plus efficacement les méchants , qu'une crainte vague , sur laquelle ils peuvent se faire illusion. Enfin les peuples , ordinairement émus à la vue d'un misérable , sont mieux convaincus de la justice de son supplice , quand c'est la loi elle-même qui l'ordonne. Tout état policé doit donc avoir ses lois criminelles. C'est au législateur , quel qu'il soit , de les établir avec justice et avec sagesse. Mais ce n'est point ici le lieu d'en donner la théorie générale : bornons-nous à dire que chaque nation doit choisir en cette matière ,

comme en toute autre , les lois qui conviennent le mieux aux circonstances.

§. 171.

De la mesure des peines.

Nous ferons seulement une observation , qui est de notre sujet ; elle regarde la mesure des peines. C'est par le fondement même du droit de punir , par la fin légitime des peines , qu'il faut les retenir dans leurs justes bornes. Puisqu'elles sont destinées à procurer la sûreté de l'état et des citoyens ; elles ne doivent jamais s'étendre au-delà de ce qu'exige cette sûreté. Dire que toute peine est juste , quand le coupable a connu d'avance le châtiment auquel il s'exposait , c'est tenir un langage barbare , contraire à l'humanité et à la loi naturelle , qui nous défend de faire aucun mal aux autres , à moins qu'ils ne nous mettent dans la nécessité de le leur infliger , pour notre défense et notre sûreté. Toutes les fois donc qu'une espèce de délit n'est pas fort à craindre dans la société , lorsque les occasions de le commettre sont rares , que les sujets n'y sont pas enclins , etc. il ne convient pas de le réprimer par des peines trop sévères. On doit encore faire attention à la nature du délit , et le punir à proportion de ce qu'il intéresse la tranquillité publique , le salut de la société , et de ce qu'il annonce de méchanceté dans le coupable.

Non-seulement la justice et l'équité dic-

tent ces maximes, la prudence et l'art de régner ne les recommandent pas moins fortement. L'expérience nous fait voir que l'imagination se familiarise avec les objets qu'on lui présente fréquemment. Si vous multipliez les supplices terribles, les peuples en seront de jour en jour moins frappés ; ils contracteront enfin , comme les *Japponais*, un caractère d'atrocité indomptable : ces spectacles sanglans ne produiront plus l'effet auquel ils sont destinés, ils n'épouvanteront plus les méchans. Il en est de ces exemples comme des honneurs ; un prince qui multiplie à l'excès les titres et les distinctions, les avilit bientôt ; il use mal-habilement l'un des plus puissans et des plus commodes ressorts du gouvernement. Quand on réfléchit sur la pratique criminelle des anciens Romains, quand on se rappelle leur attention scrupuleuse à épargner le sang des citoyens , on ne peut manquer d'être frappé de la facilité avec laquelle il se verse aujourd'hui dans la plupart des états. La république Romaine était-elle donc mal policée ? Voyons-nous plus d'ordre , plus de sûreté parmi nous ? C'est moins l'atrocité des peines , que l'exactitude à les exiger, qui retient tout le monde dans le devoir. Et si l'on punit de mort le simple vol , que réservera-t-on pour mettre la vie des citoyens en sûreté ?

De l'exécution des lois.

L'exécution des lois appartient au conducteur de la société. Il est chargé de ce soin , et indispensablement obligé de s'en acquitter avec sagesse. Le prince veillera donc à faire observer les lois criminelles ; mais il n'entreprendra point de juger lui-même les coupables. Outre toutes les raisons que nous avons alléguées en parlant des jugemens civils , et qui ont plus de force encore à l'égard des causes criminelles , le personnage de juge contre un misérable ne convient point à la majesté du souverain , qui doit paraître en tout le père de son peuple. C'est une maxime très-sage , et communément reçue en France , que le prince doit se réserver toutes les matières de grâce , et abandonner aux magistrats les rigueurs de la justice. Mais cette justice doit s'exercer en son nom et sous son autorité. Un bon prince veillera attentivement sur la conduite des magistrats ; il les obligera à observer scrupuleusement les formes établies. Il se gardera bien lui-même d'y donner jamais atteinte. Tout souverain qui néglige , ou qui viole les formes de la justice , dans la recherche des coupables , marche à grands pas à la tyrannie : il n'y a plus de liberté pour les citoyens , dès qu'ils ne sont pas assurés de ne pouvoir être condamnés que suivant les lois , dans les formes établies ,

et par leurs juges ordinaires. L'usage de donner à un accusé des commissaires, choisis au gré de la cour, est une invention tyrannique de quelques ministres, qui abusaient du pouvoir de leur maître. C'est par ce moyen irrégulier et odieux, qu'un fameux ministre réussissait toujours à faire périr ses ennemis. Un bon prince n'y donnera jamais les mains, s'il est assez éclairé pour prévoir l'horrible abus que ses ministres pourraient en faire. Si le prince ne doit pas juger lui-même, par la même raison, il ne peut aggraver la sentence prononcée par les juges.

§. 173.

Du droit de faire grâce.

La nature même du gouvernement exige que l'exécuteur des lois ait le pouvoir d'en dispenser, lorsqu'il le peut, sans faire tort à personne, et en certains cas particuliers, où le bien de l'état exige une exception. De là vient que le droit de faire grâce est un attribut de la souveraineté. Mais le souverain, dans toute sa conduite, dans ses rigueurs comme dans sa miséricorde, ne doit avoir en vue que le plus grand avantage de la société. Un prince sage saura concilier la justice et la clémence, le soin de la sûreté publique et la charité que l'on doit aux malheureux.

§. 174.

De la police.

La police consiste dans l'attention du prince et des magistrats à maintenir tout en ordre. De sages réglemens doivent prescrire tout ce qui convient le mieux à la sûreté, à l'utilité et à la commodité publique ; et ceux qui ont l'autorité en mains, ne sauraient être trop attentifs à les faire observer. Le souverain, par une sage police, accoutume les peuples à l'ordre et à l'obéissance, il conserve la tranquillité, la paix et la concorde parmi les citoyens. On attribue aux magistrats Hollandais des talens singuliers pour la police : leurs villes, et jusqu'à leurs établissemens dans les Indes, sont généralement, de tous les pays du monde, ceux où on la voit le mieux exercée.

§. 175.

Du duel, ou des combats singuliers.

Les lois et l'autorité des magistrats ayant été substituées à la guerre privée, le conducteur de la nation ne doit point souffrir que des particuliers entreprennent de se faire justice eux-mêmes, lorsqu'ils peuvent recourir aux magistrats. Le duel, ce combat dans lequel on s'engage pour une querelle particulière, est un désordre manifestement contraire au but de la société. Cette fureur était inconnue aux anciens Grecs et Romains, qui ont porté si loin la gloire de

leurs armes : nous la devons à des peuples barbares , qui ne connaissaient d'autre droit que leur épée. LOUIS XIV mérite les plus grandes louanges , par les efforts qu'il a faits pour abolir un usage si féroce.

§. 176.

Moyens d'arrêter ce désordre.

Mais comment ne fit-on point observer à ce prince , que les peines les plus sévères étaient insuffisantes pour guérir la manie du duel ? Elles n'allaient point à la source du mal. Et puisqu'un préjugé ridicule avait persuadé à toute la noblesse et aux gens de guerre , que l'honneur oblige un homme d'épée à venger par ses mains la moindre injure qu'il aura recue , voilà le principe sur lequel il faudrait travailler. Détruisez ce préjugé , ou enchaînez-le par un motif de la même nature. Pendant qu'un gentilhomme , en obéissant à la loi , se fera regarder de ses égaux comme un lâche , comme un homme déshonoré ; qu'un officier dans le même cas , sera forcé de quitter le service , l'empêcherez-vous de se battre , en le menaçant de la mort ? Il mettra , au contraire , une partie de sa bravoure à exposer doublement sa vie pour se laver d'un affront. Et certes , tandis que le préjugé subsiste , tandis qu'un gentilhomme , ou un officier , ne peut le heurter sans répandre l'amertume sur le reste de ses jours , je ne sais si on peut avec justice punir celui qui est forcé de se soumettre à sa tyrannie , ni s'il est bien coupable

pable en bonne morale. Cet honneur du monde, faux et chimérique tant qu'il vous plaira, est pour lui un bien très-réel et très-nécessaire; puisque, sans cet honneur, il ne peut vivre avec ses pareils, ni exercer une profession, qui fait souvent son unique ressource. Lors donc qu'un brutal veut lui ravir injustement cette chimère accréditée et si nécessaire, pourquoi ne pourrait-il pas la défendre, comme il défendrait son bien et sa vie contre un voleur? De même que l'état ne permet point à un particulier de chasser, les armes à la main, l'usurpateur de son bien, parce que le magistrat peut lui en faire justice, si le souverain ne veut pas que ce particulier tire l'épée contre celui qui lui fait une insulte, il doit nécessairement faire en sorte que la patience et l'obéissance du citoyen insulté ne lui portent point préjudice. La société ne peut ôter à l'homme son droit naturel de guerre contre un agresseur, qu'en lui fournissant un autre moyen de se garantir du mal qu'on veut lui faire. Dans toutes les occasions où l'autorité publique ne peut venir à notre secours, nous rentrons dans nos droits primitifs de défense naturelle. Ainsi, un voyageur peut tuer, sans difficulté, le voleur qui l'attaque sur le grand chemin, parce qu'il implorerait en vain, dans ce moment, la protection des lois et du magistrat. Ainsi une fille chaste sera louée, si elle ôte la vie à un brutal qui voudrait lui faire violence.

Tome I.

K

En attendant que les hommes se soient défaits de cette idée *gothique*, que l'honneur les oblige à venger par leurs mains leurs injures personnelles, au mépris même de la loi, le moyen le plus sûr d'arrêter les effets de ce préjugé serait peut-être de faire une distinction entière de l'offensé et de l'agresseur ; d'accorder sans difficulté la grâce du premier, quand il paraîtrait qu'il a été véritablement attaqué en son honneur, et de punir sans miséricorde celui qui l'a outragé. Et ceux qui tirent l'épée pour des bagatelles, pour des pointilleries, des piques ou des railleries qui n'intéressent point l'honneur, je voudrais qu'ils fussent sévèrement punis. De cette manière, on retiendrait ces gens hargneux et brutaux, qui souvent mettent les plus sages dans la nécessité de les réprimer. Chacun serait sur ses gardes, pour éviter d'être considéré comme agresseur ; et voulant se ménager l'avantage de se battre, s'il le faut, sans encourir les peines portées par la loi, on se modérerait de part et d'autre, la querelle tomberait d'elle-même, et n'aurait point de suites. Souvent un brutal est lâche au fond du cœur ; il fait le rogue, il insulte, dans l'espérance que la rigueur des lois obligera à souffrir son insolence : qu'arrive-t-il ? Un homme de cœur s'expose à tout plutôt que de se laisser insulter ; l'agresseur n'ose reculer, et voilà un combat qui n'eût jamais eu lieu, si ce dernier eût pu penser que la loi

même qui le condamne, absolvant l'offensé, rien n'empêcherait celui-ci de punir son audace.

A cette première loi, dont je ne doute point que l'expérience ne montrât bientôt l'efficace, il serait bon de joindre les réglemens suivans : 1.^o Puisque la coutume veut que la noblesse et les gens de guerre marchent toujours armés, en pleine paix, il faudrait au moins tenir exactement la main à l'observation des lois, qui ne permettent qu'à ces deux ordres de porter l'épée. 2.^o Il serait à propos d'établir un tribunal particulier, pour juger sommairement de toutes les affaires d'honneur, entre les personnes de ces deux ordres. Le tribunal des maréchaux de France est déjà en possession de ces fonctions : on pourrait les lui attribuer plus formellement et avec plus d'étendue. Les gouverneurs de province et de place, avec leur état-major, les colonels et capitaines de chaque régiment, seraient pour ce fait subdélégués de messieurs les maréchaux. Ces tribunaux conféreraient seuls, chacun dans son département, le droit de porter l'épée : tout gentilhomme, à l'âge de 16 ou 18 ans, tout homme, à son entrée au régiment, serait obligé de paraître devant le tribunal pour recevoir l'épée. 3.^o Là, en lui remettant l'épée, on lui ferait connaître qu'elle ne lui est confiée que pour la défense de la patrie, et on pourrait lui donner des idées saines sur l'honneur. 4.^o Il me paraît

très important d'ordonner des peines de nature différente, pour les cas différens. On pourrait dégrader de noblesse et des armes, et punir corporellement quiconque s'oublierait jusqu'à injurier, de fait ou de paroles, un homme d'épée; décerner même la peine de mort, suivant l'atrocité de l'injure; et, selon ma première observation, ne lui faire aucune grâce, si le duel s'en est ensuivi, en même temps que son adversaire sera absous de toute peine. Ceux qui se battent pour des sujets légers, je ne voudrais point les condamner à mort, si ce n'est dans le seul cas où l'auteur de la querelle, j'entends celui qui l'a poussée jusqu'à tirer l'épée ou jusqu'à faire un appel, aurait tué son adversaire. On espère d'échapper à la peine, quand elle est trop sévère; et d'ailleurs, la peine de mort, en pareil cas, n'est pas regardée comme une flétrissure. Qu'ils soient honteusement dégradés de noblesse et des armes, privés à jamais, et sans espérance de pardon, du droit de porter l'épée: c'est la peine la plus propre à contenir des gens de cœur. Bien entendu que l'on aurait soin de mettre de la distinction entre les coupables, suivant le degré de leur faute. Pour ce qui est des roturiers qui ne sont point gens de guerre, leurs querelles entr'eux doivent être abandonnées à l'animadversion des tribunaux ordinaires, et le sang qu'ils répandront, vengé suivant les lois communes contre la

violence et le meurtre. Il en serait de même des querelles qui pourraient s'élever entre un roturier et un homme d'épée : c'est au magistrat ordinaire à maintenir l'ordre et la paix entre gens qui ne pourraient point avoir ensemble des *affaires d'honneur*. Protéger le peuple contre la violence des gens d'épée, et le châtier sévèrement, s'il osait les insulter, ce serait encore, comme ce l'est aujourd'hui, la charge du magistrat.

J'ose croire que ces réglemens et cet ordre, bien observés, étoufferaient un monstre, que les lois les plus sévères n'ont pu contenir. Ils vont à la source du mal, en prévenant les querelles, et ils opposent le vif sentiment d'un honneur véritable et réel, au faux et pointilleux honneur qui fait couler tant de sang. Il serait digne d'un grand monarque d'en faire l'essai : le succès immortaliserait son nom, et la seule tentative lui mériterait l'amour et la reconnaissance de son peuple.



CHAPITRE XIV.

TROISIÈME OBJET D'UN BON GOUVERNEMENT , SE FORTIFIER CONTRE LES ATTAQUES DU DEHORS.

§. 177.

Une nation doit se fortifier contre les attaques du dehors.

Nous nous sommes étendus sur ce qui intéresse la vraie félicité d'une nation ; la matière est également riche et compliquée. Venons maintenant à un troisième chef des devoirs d'une nation envers elle-même, à un troisième objet d'un bon gouvernement. L'une des fins de la société politique est de se défendre, à forces réunies, de toute insulte ou violence du dehors (§. 15.). Si la société n'est pas en état de repousser un agresseur , elle est très-imparfaite , elle manque à sa principale destination, et ne peut subsister long-temps. La nation doit se mettre en état de repousser et de dompter un injuste ennemi ; c'est un devoir important, que le soin de sa perfection , de sa conservation même , lui impose , et à son conducteur.

§. 178.

De la puissance d'une nation.

C'est par sa puissance qu'une nation peut

repousser des agresseurs , assurer ses droits , et se rendre par-tout respectable. Tout l'invite à ne rien négliger pour se mettre dans cette heureuse situation. La puissance d'un état consiste en trois choses , le nombre des citoyens , leurs vertus militaires , et les richesses. On peut comprendre sous ce dernier article , les forteresses , l'artillerie , les armes , les chevaux , les munitions , et généralement tout cet attirail immense qui est aujourd'hui nécessaire à la guerre , puisque l'on peut se procurer tout cela à prix d'argent.

§. 179.

Multiplication des citoyens.

L'état ou son conducteur doit donc s'appliquer premièrement à multiplier le nombre des citoyens , autant que cela est possible et convenable. Il y réussira en faisant régner l'abondance dans le pays , comme il y est obligé ; en procurant au peuple les moyens de gagner par son travail de quoi nourrir une famille ; en donnant de bons ordres pour que les sujets faibles , et sur-tout les laboureurs , ne soient pas vexés et opprimés par la levée des impôts ; en gouvernant avec douceur , et d'une manière qui , bien loin de dégoûter et de disperser les sujets , en attire plutôt de nouveaux ; enfin , en encourageant le mariage , à l'exemple des *Romains*. Nous avons déjà remarqué (§. 149). que ce peuple si attentif à tout ce

qui pouvait accroître et soutenir sa puissance, fit de sages lois contre les célibataires, et accorda des privilèges et des exemptions aux gens mariés, principalement à ceux dont la famille était nombreuse : lois aussi justes que sages, puisqu'un citoyen qui élève des sujets pour l'état, a droit d'en attendre plus de faveurs que celui qui ne veut y vivre que pour lui-même (*).

Tout ce qui est contraire à la population est un vice dans un état qui ne regorge pas d'habitans. Nous avons déjà parlé des couvens et du célibat des prêtres. Il est étrange que des établissemens directement contraires aux devoirs de l'homme et du citoyen, au bien et au salut de la société, aient trouvé tant de faveur, et que les princes, loin de s'y opposer comme ils le devaient, les aient protégés et enrichis. Une politique habile à profiter de la superstition pour étendre son pouvoir, fit prendre le change aux puissances et aux sujets sur leurs véritables devoirs; elle sut aveugler les princes, même sur leurs intérêts. L'expérience semble enfin ouvrir les yeux aux

(*) On ne peut lire sans éprouver une sorte d'indignation ce que quelques pères de l'église ont écrit contre le mariage et pour recommander le célibat. TERTULLIEN disait : *videtur esse matrimonii et stupri differentia, sed utrobique est communicatio. Ergo, inquis, et primas nuptias damnas? Nec immerito, quoniam et ipsæ constant ex eo quod est stuprum.* TERTULL. *de exhort. Castit.*

Et S. JEROME. *Hanc tantum esse differentiam inter uxorem et scortum, quod tolerabilius fit uni esse prostitutam quàm plurimis.*

nations et à leurs conducteurs. Le pape même, disons-le à la gloire de BENOÎT XIV, le pape cherche à réduire peu-à-peu un abus si palpable ; par ses ordres, on n'admet plus personne, dans ses états, à faire des vœux avant l'âge de vingt-cinq ans. Ce savant pontife donne aux souverains de sa communion un exemple salutaire : il les invite à se réveiller enfin sur le salut de leurs états, à resserrer au moins les avenues du gouffre qui les épuise, s'ils ne peuvent les fermer entièrement. Parcourez l'Allemagne, et dans des contrées d'ailleurs parfaitement semblables, vous verrez les états protestans deux fois plus peuplés que les états catholiques : comparez l'Espagne déserte, à l'Angleterre regorgeante d'habitans : voyez de belles provinces, même en France, manquant de cultivateurs ; et dites-nous si des milliers de reclus et de recluses ne serviraient pas infiniment mieux et Dieu et la patrie, en donnant des laboureurs à ces riches campagnes ? Il est vrai que la Suisse catholique ne laisse pas d'être très-peuplée : mais c'est qu'une paix profonde, c'est surtout que la nature du gouvernement répare abondamment les pertes causées par les couvens. La liberté est capable de remédier aux plus grands maux ; elle est l'ame d'un état, et c'est avec grand sujet que les Romains l'appelaient *alma libertas*.

De la valeur.

Une multitude lâche et sans discipline est incapable de repousser un ennemi aguerri : la force de l'état consiste moins dans le nombre , que dans les vertus militaires des citoyens. La valeur , cette vertu héroïque , qui brave les dangers pour le salut de la patrie , est le plus ferme appui de l'état : elle le rend formidable à ses ennemis , et lui épargne jusqu'à la peine de se défendre. Un peuple dont la réputation à cet égard est une fois bien établie , sera rarement attaqué , s'il ne provoque personne par ses entreprises. Depuis plus de deux siècles , les Suisses jouissent d'une paix profonde , tandis que le bruit des armes retentit autour d'eux , et que la guerre désole tout le reste de l'Europe. La nature donne le fond de la valeur ; mais diverses causes peuvent l'échauffer , ou l'affaiblir , et même la détruire. Une nation doit donc rechercher et cultiver cette vertu si utile , et le souverain prudent mettra tout en œuvre pour l'inspirer à ses sujets. La sagesse lui en marquera les moyens. C'est ce beau feu qui anime la noblesse *Française* ; enflammée pour la gloire et pour la patrie , elle vole au combat , et répand gaiement son sang dans le champ d'honneur. Où n'iraient point ses conquêtes , si ce royaume était environné de peuples moins belliqueux ? L'*Anglais* gé-

néreux et intrépide, est un lion dans les combats ; et en général les nations de l'Europe surpassent en bravoure tous les peuples du monde.

§. 181.

Des autres vertus militaires.

Mais la valeur seule ne réussit point toujours à la guerre ; les succès constans ne sont dus qu'à l'assemblage de toutes les vertus militaires. L'histoire nous apprend de quelle importance sont les lumières des généraux, la discipline militaire, la frugalité, la force du corps, l'adresse, l'endurcissement aux fatigues et au travail. Ce sont-là tout autant de parties qu'une nation doit cultiver avec soin. Voilà ce qui porta si haut la gloire des Romains, et les rendit maîtres du monde. Ce serait une erreur de croire que la valeur seule ait produit ces actions éclatantes des anciens Suisses, ces victoires de *Morgarten*, de *Sempach*, de *Laupen*, de *Morat*, et tant d'autres : non-seulement les Suisses combattaient avec intrépidité ; ils étudiaient la guerre, ils s'endurcissaient à ses travaux, ils se formaient à l'exécution de toutes les manœuvres, et l'amour même de la liberté les soumettait à une discipline, qui pouvait seule leur assurer ce trésor et sauver la patrie. Leurs troupes n'étaient pas moins célèbres par leur discipline que par leur bravoure. MEZERAY, après avoir rapporté ce que firent les Suisses à la bataille

de *Dreux*, ajoute ces paroles remarquables.
 “ Au jugement de tous les capitaines d’une
 ” part et d’autre qui se trouvèrent-là, les
 ” *Suisses* gagnèrent en cette journée, par
 ” toutes sortes d’épreuves, contre l’infan-
 ” terie et la cavalerie, contre les Français
 ” et les Allemands, le prix de la discipline
 ” militaire, et la réputation d’être les meil-
 ” leurs fantassins du monde (*). ”

§. 182.

Des richesses.

Enfin les richesses d’une nation font une partie considérable de sa puissance; aujourd’hui principalement, que la guerre exige des dépenses immenses. Ce ne sont pas seulement les revenus du souverain, ou le trésor public, qui font la richesse d’une nation; son opulence s’estime aussi par les richesses des particuliers. On appelle communément une nation riche, celle où il se trouve un grand nombre de citoyens aisés et puissans. Les biens des particuliers augmentent réellement les forces de l’état: puisque ces particuliers sont capables de contribuer de grosses sommes pour les besoins publics, et même que, dans une extrémité, le souverain peut employer toutes les richesses des sujets à la défense et au salut de l’état, en vertu du *domaine éminent* qui lui appartient, comme nous le ferons

(*) Histoire de France, Tom. II. p. 888.

voir dans la suite. La nation doit donc s'appliquer à acquérir ces richesses publiques et particulières , qui lui sont si utiles ; et c'est ici une nouvelle raison de cultiver le commerce extérieur , qui en est la source : un nouveau motif pour le souverain , d'avoir l'œil ouvert sur tous les commerces étrangers que son peuple peut exercer , afin de soutenir , de protéger les branches profitables , et de couper celles qui font sortir l'or et l'argent.

§. 183.

Revenus de l'état , et impôts.

Il est nécessaire que l'état ait des revenus proportionnés aux dépenses qu'il est obligé de faire. On peut lui former ces revenus de plusieurs manières , par le domaine que la nation lui réserve , par des contributions , par divers impôts , etc. Nous traiterons ailleurs cette matière.

§. 184.

La nation ne doit pas augmenter sa puissance par des moyens illicites.

Voilà en quoi consiste cette puissance , que la nation doit augmenter et accroître. Est-il nécessaire d'observer qu'elle ne peut y travailler que par des voies justes et innocentes ? Une fin louable ne suffit pas pour légitimer les moyens : ceux-ci doivent être légitimes en eux-mêmes. Car la loi naturelle ne peut se contredire ; si elle pros-

crit une action, comme injuste ou déshon-
nête en elle-même, elle ne la permet jamais,
pour quelque vue que ce soit. Et dans les
cas où on ne peut atteindre à une fin si
bonne et si louable, sans employer des
moyens illégitimes, on doit tenir cette fin
pour impossible et l'abandonner. Ainsi nous
ferons voir, en traitant des justes causes
de la guerre, qu'il n'est point permis à une
nation d'en attaquer une autre, dans la vue
de s'aggrandir en la soumettant à ses lois.
C'est comme si un particulier voulait s'en-
richir en ravissant le bien d'autrui.

§. 185.

La puissance est relative à celle d'autrui.

La puissance d'une nation est relative;
on doit la mesurer sur celle de ses voisins,
ou de tous les peuples dont elle peut avoir
quelque chose à craindre. L'état est assez
puissant lorsqu'il est capable de se faire
respecter et de repousser quiconque vou-
drait l'attaquer. Il peut se procurer cette
heureuse situation, soit par ses propres
forces, en les tenant au niveau, ou même
au dessus des forces de ses voisins, soit en
empêchant que ceux-ci ne s'élèvent à une
puissance prédominante et formidable.
Mais nous ne pouvons marquer ici en quels
cas et par quels moyens un état peut avec
justice mettre des bornes à la puissance
d'un autre état: il faut auparavant expli-
quer les devoirs d'une nation envers les

autres , pour les combiner ensuite avec ses devoirs envers elle - même. Disons seulement , pour le présent , qu'en suivant à cet égard les règles de la prudence et d'une sage politique , elle ne doit jamais perdre de vue celles de la justice.

C H A P I T R E X V.

D E L A G L O I R E D ' U N E N A T I O N .

§. 186.

Combien la gloire est avantageuse.

LA gloire d'une nation tient intimément à sa puissance ; elle en fait une partie très-considérable. C'est ce brillant avantage qui lui attire la considération des autres peuples , qui la rend respectable à ses voisins. Une nation dont la réputation est bien établie , et principalement celle dont la gloire est éclatante , se voit recherchée de tous les souverains : ils désirent son amitié , et craignent de l'offenser : ses amis et ceux qui souhaitent de le devenir , favorisent ses entreprises , et ses envieux n'osent manifester leur mauvaise volonté

§. 187.

Devoir de la nation : comment la véritable gloire s'acquiert.

Il est donc très-avantageux à une nation

d'établir sa réputation et sa gloire ; et ce soin devient l'un des plus importants devoirs envers elle même. La véritable gloire consiste dans le jugement avantageux des gens sages et éclairés : elle s'acquiert par les vertus , ou les qualités de l'esprit et du cœur , et par les belles actions , qui sont les fruits de ces vertus. Une nation peut la mériter à double titre ; 1.^o par ce qu'elle fait en qualité de nation , par la conduite de ceux qui administrent ses affaires , qui ont en main l'autorité et le gouvernement ; 2.^o par le mérite des particuliers qui composent la nation.

§. 188.

Devoir du prince.

Un prince, un souverain, quel qu'il soit, qui se doit tout entier à sa nation , est sans doute obligé d'en étendre la gloire , autant que cela dépend de lui. Nous avons vu que son devoir est de travailler à la perfection de l'état et du peuple qui lui est soumis : par-là il lui fera mériter la bonne réputation et la gloire. Il doit toujours avoir cet objet devant les yeux , dans tout ce qu'il entreprend , et dans l'usage qu'il fait de son pouvoir. Qu'il fasse briller la justice , la modération , la grandeur d'ame dans toutes ses actions ; il se procurera à soi-même et à son peuple un nom respectable dans l'univers , et non moins utile que glorieux. La gloire de HENRI IV.

sauva la France : dans l'état déplorable où il trouva les affaires , ses vertus encouragèrent les sujets fidelles , donnèrent aux étrangers la hardiesse de le secourir , de se liguier avec lui contre l'ambitieux Espagnol. Un prince faible et peu estimé eût été abandonné de tout le monde ; on eût craint de s'associer à sa ruine.

Outre les vertus qui font la gloire des princes comme celles des personnes privées , il est une dignité et des bienséances qui appartiennent particulièrement au rang suprême , et que le souverain doit observer avec le plus grand soin. Il ne peut les négliger sans s'avilir lui-même , et sans imprimer une tache sur l'état. Tout ce qui émane du trône doit porter un caractère de pureté , de noblesse et de grandeur. Quelle idée prend-on d'un peuple , quand on en voit le souverain témoigner dans des actes publics une bassesse de sentimens , dont un particulier se croirait déshonoré ? Toute la majesté de la nation réside dans la personne du prince ; que deviendra-t-elle s'il la prostitue , ou s'il souffre qu'elle soit prostituée par ceux qui parlent et qui agissent en son nom ? Le ministre qui fait tenir à son maître un langage indigne de lui , mérite d'être honteusement chassé.

La réputation des particuliers dérive sur la nation , par une façon de parler et de penser également commune et naturelle. En général on attribue une vertu ou un

vice à un peuple , lorsque ce vice ou cette vertu s'y font remarquer plus fréquemment. On dit qu'une nation est belliqueuse , quand elle produit un grand nombre de braves guerriers ; qu'elle est savante , quand il y a beaucoup de savans parmi ses citoyens , qu'elle excelle dans les arts , lorsqu'elle a dans son sein plusieurs habiles artistes : au contraire , on la dit lâche , paresseuse , stupide , lorsque les gens de ces caractères y sont en plus grand nombre qu'ailleurs. Les citoyens obligés de travailler de tout leur pouvoir au bien et à l'avantage de la patrie , non-seulement se doivent à eux-mêmes le soin de mériter une bonne réputation , ils le doivent encore à la nation , dans la gloire de laquelle la leur est si capable d'influer. BACON , NEWTON , DESCARTES , LEIBNITZ , BERNOULI , ont fait honorer à leur patrie , et l'ont servie utilement par la gloire qu'il ont acquise. Les grands ministres , les grands généraux , un OXENSTIERN , un TURENNE , un MARLBOROUGH , un RUITER servent doublement la patrie , et par leurs actions , et par leur gloire. D'un autre côté , un bon citoyen trouvera un nouveau motif de s'abstenir de toute action honteuse , dans la crainte du déshonneur qui pourrait en rejaillir sur sa patrie. Et le prince ne doit point souffrir que ses sujets se livrent à des vices capables de diffamer la nation , ou de ternir seulement l'éclat de sa gloire : il est en droit de

réprimer et de punir les éclats scandaleux, qui font un tort réel à l'état.

§. 189.

Exemple des Suisses.

L'exemple des *Suisses* est bien propre à faire voir de quelle utilité la gloire peut être à une nation. La haute réputation de valeur qu'ils se sont acquise, et qu'ils soutiennent glorieusement, les maintient en paix depuis plus de deux siècles, et les fait rechercher de toutes les puissances de l'Europe. LOUIS XI, encore dauphin, fut témoin des prodiges de valeur qu'ils firent à la bataille de *Saint Jacques*, auprès de *Basle*, et il forma dès-lors le dessein de s'attacher étroitement une nation si intrépide (*). Les douze cents braves qui attaquèrent, en cette occasion, une armée de cinquante à soixante mille hommes aguerris, battirent d'abord l'avant-garde des *Armagnacs*, forte de dix-huit mille hommes, et donnant ensuite avec trop d'audace sur le gros de l'armée, ils périrent presque tous (**), sans pouvoir achever leur victoire. Mais outre qu'ils effrayèrent l'ennemi et garantirent la Suisse d'une invasion

(*) Voyez les Mémoires de COMMINES.

(**) De cette petite armée, « on compta 1158 morts, » et 32 blessés. Il n'échappa que douze hommes, qui furent » regardés par leurs compatriotes comme des lâches, qui » avaient préféré une vie honteuse à la gloire de mourir » pour leur patrie. » Hist. de la confédération Helvétique, par M. DE WATTEVILLE, Tom. I. pag. 250. et suiv. TSCHUDP, pag. 425.

ruineuse, ils la servirent utilement, par la gloire éclatante qu'ils acquirent à ses armes. La réputation d'une fidélité inviolable n'est pas moins avantageuse à cette nation. Aussi a-t-elle été de tout temps jalouse de se la conserver. Le canton de *Zug* punit de mort cet indigne soldat, qui trahit la confiance du duc de Milan, et décela ce prince aux Français, lorsque, pour leur échapper, il s'était mis dans les rangs des Suisses qui sortaient de *Novare*, habillé comme l'un d'eux (*).

§. 190.

Attaquer la gloire d'une nation, c'est lui faire injure.

Puisque la gloire d'une nation est un bien très-réel, elle est en droit de la défendre, tout comme ses autres avantages. Celui qui attaque sa gloire lui fait injure; elle est fondée à exiger de lui-même, par la force des armes, une juste réparation. On ne peut donc condamner les mesures que prennent quelquefois les souverains, pour maintenir ou pour venger la dignité de leur couronne. Elles sont également justes et nécessaires. Lorsqu'elles ne procèdent point de prétentions trop hautes, les attribuer à un vain orgueil, c'est ignorer grossièrement l'art de régner, et mépriser l'un des plus fermes appuis de la grandeur et de la sûreté d'un état.

(*) VOGEL, traité historique et politique des alliances entre la France et les XIII Cantons, p. 75. 76.

CHAPITRE XVI.

DE LA PROTECTION RECHERCHÉE PAR
UNE NATION , ET DE SA SOUMIS-
SION VOLONTAIRE A UNE PUISSANCE
ÉTRANGÈRE.

§. 191.

De la protection.

LORSQU'UNE nation n'est pas capable de se garantir elle-même d'insulte et d'oppression , elle peut se ménager la protection d'un état plus puissant. Si elle l'obtient , en s'engageant seulement à certaines choses , même à payer un tribut , en reconnaissance de la sûreté qu'on lui procure , à fournir des troupes à son protecteur , et jusqu'à faire cause commune avec lui , dans toutes ses guerres , se réservant du reste le droit de se gouverner à son gré , c'est un simple traité de protection , qui ne déroge point à la souveraineté , et qui ne s'éloigne des traités d'alliance ordinaires , que par la différence qu'il met dans la dignité des parties contractantes.

§. 192.

Soumission volontaire d'une nation à une autre.

Mais on va quelquefois plus loin , et bien qu'une nation doive conserver précieuse-

ment la liberté et l'indépendance qu'elle tient de la nature, lorsqu'elle ne se suffit pas à elle-même, et qu'elle se sent hors d'état de résister à ses ennemis, elle peut légitimement se soumettre à une nation plus puissante, à de certaines conditions, dont elles conviendront, et le pacte ou traité de soumission sera dans la suite la mesure et la règle des droits de l'une et de l'autre. Car celle qui se soumet, cédant un droit qui lui appartient, et le transportant à l'autre, elle est absolument la maîtresse de mettre à ce transport telles conditions qu'il lui plaît, et l'autre, en acceptant la soumission sur ce pied, s'engage à en observer religieusement toutes les clauses.

§. 193.

Diverses espèces de soumissions.

Cette soumission peut varier à l'infini, suivant la volonté des contractans : ou elle laissera subsister en partie la souveraineté de la nation inférieure, la restreignant seulement à certains égards, ou elle l'anéantira totalement, en sorte que la nation supérieure deviendra souveraine de l'autre, ou enfin la moindre sera incorporée dans la plus grande, pour ne former désormais avec elle qu'un seul et même état, et alors ses citoyens auront les mêmes droits que ceux auxquels ils s'unissent. L'histoire Romaine nous fournit des exemples de ces trois espèces de soumissions 1.^o Les alliés du peuple Romain, tels

que furent long-temps les *Latins*, qui dépendaient de Rome à divers égards, et du reste se gouvernaient suivant leurs lois, et par leurs propres magistrats. 2°. Les pays réduits en province Romaine, comme *Capoue*, dont les habitans se soumirent absolument aux Romains (*). 3°. Enfin les peuples à qui Rome accordait le droit de bourgeoisie. Les empereurs donnèrent dans la suite ce droit à tous les peuples soumis à l'empire, et transformèrent ainsi tous les sujets en citoyens.

§. 194.

Droit des citoyens quand la nation se soumet à une puissance étrangère.

Dans le cas d'un véritable assujettissement à une puissance étrangère, les citoyens qui n'approuvent pas ce changement ne sont point obligés de s'y soumettre; on doit leur permettre de vendre leurs biens et de se retirer ailleurs. Car pour être entré dans une société, je ne suis point obligé de suivre son sort, lorsqu'elle se dissout elle-même pour se soumettre à une domination étrangère. Je me suis soumis à la société telle qu'elle était, pour vivre dans cette société et non dans une autre, pour être membre d'un état souverain; je dois lui obéir tant qu'elle de-

(*) *Itaque populum Campanum, urbemque Capuam, agros, delubra Deum, divina humanaque omnia, in vestram, patres conscripti, populi que Romani ditionem dedimus.* TIT. LIV. Lib. VII. Cap. 31.

meure société politique ; lorsqu'elle se dépouille de cette qualité pour recevoir la loi d'un autre état, elle rompt les nœuds qui unissent ses membres, et les délie de leurs engagements.

§. 195.

Ces pactes annulés par le défaut de protection.

Quand une nation s'est mise sous la protection d'une autre plus puissante, ou même s'est assujettie à elle, dans la vue d'en être protégée, si celle-ci ne la protège pas effectivement dans l'occasion, il est manifeste que, manquant à ses engagements, elle perd tous les droits que la convention lui avait acquis, et que l'autre, dégagée de l'obligation qu'elle avait contractée, rentre dans tous ses droits, et recouvre son indépendance ou sa liberté. Il faut remarquer que cela a lieu même dans le cas où le protecteur ne manque point à ses engagements par mauvaise foi, mais par pure impuissance. Car la nation plus faible ne s'étant soumise que pour être protégée, si l'autre ne se trouve point en état de remplir cette condition essentielle, le pacte est anéanti ; la plus faible rentre dans ses droits, et peut, si elle juge à propos, recourir à une protection plus efficace (*). C'est ainsi que les ducs d'*Autriche*,

(*) Nous parlons ici d'une nation qui s'est rendue sujette d'une autre, et non point de celle qui se serait incorporée dans un autre état pour en faire partie. Cette dernière est dans le cas de tous les autres citoyens ; nous en parlerons au chapitre suivant.

qui

qui avaient acquis un droit de protection, et quelque sorte de souveraineté sur la ville de *Lucerne*, ne voulant ou ne pouvant pas la protéger efficacement, cette ville fit alliance avec les trois premiers cantons, et les ducs ayant porté leurs plaintes à l'empereur, les *Lucernois* répondirent, *qu'ils avaient usé du droit naturel et commun à tous les hommes, qui permet à un chacun de chercher sa propre sûreté, quand il est abandonné de ceux qui sont obligés de le secourir (*)*.

§. 196.

Ou par l'infidélité du protégé.

La loi est égale pour les deux contractans : si le protégé ne remplit pas ses engagements avec fidélité, le protecteur est déchargé des siens ; il peut refuser sa protection dans la suite, et déclarer le traité rompu, au cas qu'il le juge à propos pour le bien de ses affaires.

§. 198.

Et par les entreprises du protecteur.

En vertu du même principe, qui délie l'un des contractans quand l'autre manque à ses engagements, si la puissance supérieure veut s'arroger sur la faible, plus de droit que le traité de protection, ou de

(*) Voyez les historiens de la Suisse.

Les Provinces-Unies ayant été obligées de se défendre seules contre les Espagnols, ne voulurent plus relever de l'empire dont elles n'avaient reçu aucun secours. GROTIUS, Hist. des troubles des Pays-Bas. Liv. XVI. pag. 627.

soumission ne lui en donne , celle-ci peut regarder le traité comme rompu , et pourvoir à sa sûreté , suivant sa prudence. S'il en était autrement , la nation inférieure trouverait sa perte dans une convention à laquelle elle ne s'est résolue que pour son salut ; et si elle était encore liée par ses engagements , lorsque son protecteur en abuse et viole ouvertement les siens , le traité deviendrait un piège pour elle. Cependant comme quelques-uns prétendent qu'en ce cas , la nation inférieure a seulement le droit de résister et d'implorer un secours étranger , comme sur-tout les faibles ne peuvent prendre trop de précautions contre les puissans , habiles à colorer leurs entreprises , le plus sûr est d'insérer dans cette espèce de traité , une clause commissoire , qui le déclare nul , dès que la puissance supérieure voudra s'arroger plus de droit que le traité ne lui en donne expressément.

§. 199.

Comment le droit de la nation protégée se perd par son silence.

Mais si la nation protégée , ou soumise à certaines conditions , ne résiste point aux entreprises de celle dont elle a recherché l'appui , si elle n'y fait aucune opposition , si elle garde un profond silence quand elle devrait et pourrait parler , sa patience , après un temps considérable , forme un consentement tacite , qui légitime le droit

de l'usurpateur. Il n'y aurait rien de stable parmi les hommes , et sur-tout entre les nations , si une longue possession , accompagnée du silence des intéressés , ne produisait un certain droit. Mais il faut bien observer que le silence , pour marquer un consentement tacite , doit être volontaire. Si la nation inférieure prouve que la violence et la crainte ont étouffé les témoignages de son opposition , on ne peut rien conclure de son silence , et il ne donne aucun droit à l'usurpateur.

CHAPITRE XVII.

COMMENT UN PEUPLE PEUT SE SÉPARER DE L'ÉTAT DONT IL EST MEMBRE , OU RENONCER A L'OBÉISSANCE DE SON SOUVERAIN , QUAND IL N'EN EST PAS PROTÉGÉ.

§. 200.

Différence entre le cas présent et ceux du chapitre précédent.

Nous avons dit qu'un peuple indépendant , qui , sans devenir membre d'un autre état , s'en est rendu volontairement dépendant ou sujet , afin d'en être protégé , demeure libre de ses engagements , aussitôt que cette protection lui manque , même par l'impuissance du protecteur. Il ne faut

L 2

pas conclure qu'il en soit précisément de même de tout peuple que son souverain naturel , ou l'état dont il est membre , ne peut protéger promptement et efficacement. Les deux cas sont fort différens. Dans le premier , une nation libre n'est pas soumise à un autre état pour participer à tous ses avantages , et faire absolument cause commune avec lui : si celui-ci voulait lui faire tant de faveur , elle serait incorporée , et non assujettie ; elle sacrifie sa liberté , dans la seule vue d'être protégée , sans espérer d'autre retour. Lors donc que la condition unique et nécessaire de son assujettissement vient à manquer , de quelque manière que ce soit , elle est libre de ses engagements , et ses devoirs envers elle-même l'obligent à pourvoir , par de nouveaux moyens , à sa propre sûreté. Mais les divers membres d'un même état , participant tous également aux avantages qu'il procure , doivent constamment le soutenir : ils se sont promis de demeurer unis , de faire en toute occasion cause commune. Si ceux qui sont menacés ou attaqués , pouvaient se détacher des autres , pour éviter un danger présent , tout état serait bientôt dissipé et détruit. Il est donc essentiel au salut de la société , et au bien même de tous ses membres , que chaque partie résiste de toutes ses forces à l'ennemi commun , plutôt que de se détacher des autres ; et c'est par conséquent une des conditions

nécessaires de l'association politique. Les sujets naturels d'un prince lui sont attachés, sans autre réserve que l'observation des lois fondamentales ; ils doivent lui demeurer fidèles, de même qu'il doit prendre soin de les bien gouverner : leurs intérêts sont communs ; ils ne font avec lui qu'un même tout , qu'une même société ; c'est donc encore une condition essentielle et nécessaire de la société politique , que les sujets restent unis à leur prince , autant que cela est en leur pouvoir.

§. 201.

Devoirs des membres d'un état ou des sujets d'un prince qui sont en danger.

Lors donc qu'une ville , une province est menacée , ou actuellement attaquée , elle ne peut , pour se soustraire au danger , se séparer de l'état dont elle est membre , ou abandonner son prince naturel , même quand il n'est pas en pouvoir de lui donner un secours présent et efficace. Son devoir , ses engagements politiques l'obligent à faire les plus grands efforts pour se maintenir dans son état actuel. Si elle succombe à la force , la nécessité , cette loi irrésistible , l'affranchit de ses premiers engagements , et lui donne le droit de traiter avec le vainqueur , pour faire ses conditions les meilleures qu'il lui sera possible. S'il faut se soumettre à lui , ou périr , qui doutera qu'elle ne puisse , qu'elle ne doive même

prendre le premier parti ? L'usage moderne est conforme à cette décision : une ville se soumet à l'ennemi quand elle ne peut attendre son salut d'une résistance vigoureuse ; elle lui prête serment de fidélité, et son souverain n'accuse que la fortune.

§. 202.

Leur droit , quand ils sont abandonnés.

L'état est obligé de défendre et de conserver tous ses membres (§. 17.) , et le prince doit la même assistance à ses sujets. S'ils refusent ou négligent de secourir un peuple qui se trouve dans un danger imminent , ce peuple abandonné devient absolument le maître de pourvoir à sa sûreté et à son salut , de la manière qui lui conviendra le mieux , sans aucun égard pour ceux qui lui ont manqué les premiers. Le pays de *Zug*, attaqué par les Suisses en 1352, envoya au duc d'Autriche son souverain , pour en obtenir du secours. Mais ce prince, occupé à parler de ses oiseaux quand les députés se présentèrent à lui, daigna à peine les écouter : ce peuple abandonné entra dans la confédération Helvétique (*). La ville de *Zurich* s'était vue dans le même cas , une année auparavant. Attaquée par des citoyens rebelles soutenus de la noblesse des environs , et par la maison d'Au-

(*) Voyez ETERLIN , SIMLER , et M. DE WATTEVILLE , *ubi supra*.

triche, elle s'adressa au chef de l'empire ; mais CHARLES IV, pour lors empereur, déclara à ses députés qu'il ne pouvait la défendre : *Zurich* trouva son salut dans l'alliance des Suisses (*). La même raison a autorisé les Suisses en général à se détacher entièrement de l'empire, qui ne les protégeait en aucune rencontre : ils n'en reconnaissaient plus l'autorité dès long-temps, lorsque leur indépendance fut reconnue par l'empereur et par tout le corps germanique, au traité de *Westphalie*.

CHAPITRE XVIII.

DE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE NATION DANS UN PAYS.

§. 203.

Occupation d'un pays par la nation.

JUSQUES ici nous avons considéré la nation purement en elle-même, sans égard au pays qu'elle occupe. Voyons la maintenant établie dans une contrée qui devient son bien propre et sa demeure. La terre appartient aux hommes en général ; destinée par le créateur à être leur habitation

(*) Voyez les mêmes historiens, et BULLINGER, STUMPF, TSCHUDI, STETTLER.

commune et leur mère nourrice , tous tiennent de la nature le droit d'y habiter , et d'en tirer les choses nécessaires à leur subsistance et convenables à leurs besoins. Mais le genre humain s'étant extrêmement multiplié , la terre n'était plus capable de fournir d'elle-même et sans culture à l'entretien de ses habitans , et elle n'eût pu recevoir une culture convenable de peuples vagabonds , auxquels elle eût appartenu en commun. Il devint donc nécessaire que ces peuples se fixassent quelque part , et qu'ils s'appropriassent des portions de terrain , afin que n'étant point troublés dans leur travail , ni frustré du fruit de leurs peines , ils s'appliquassent à rendre ces terres fertiles , pour en tirer leur subsistance. Voilà ce qui doit avoir donné lieu aux droits de *propriété* et de *domaine* , ce qui en justifie l'établissement. Depuis leur introduction , le droit commun à tous les hommes est restreint en particulier à ce que chacun possède légitimement. Le pays qu'une nation habite , soit qu'elle s'y soit transportée , soit que les familles qui la composent , se trouvant répandues dans cette contrée , s'y soient formées en corps de société politique , ce pays , dis-je , est l'établissement de la nation , elle y a un droit propre et exclusif.

§. 204.

Ses droits sur les pays qu'elle occupe.

Ce droit comprend deux choses : 1.^o le do-

maine, en vertu duquel la nation peut user seule de ce pays pour ses besoins, en disposer et en tirer tout l'usage auquel il est propre; 2.^e *l'empire*, ou le droit du souverain commandement, par lequel elle ordonne et dispose à sa volonté de tout ce qui se passe dans le pays.

§. 205.

Occupation de l'empire dans un pays vacant.

Lorsqu'une nation s'empare d'un pays qui n'appartient encore à personne, elle est censée y occuper *l'empire* ou la *souveraineté*, en même temps que le *domaine*. Car, puisqu'elle est libre et indépendante, son intention ne peut être, en s'établissant dans une contrée, d'y laisser à d'autres le droit de commander, ni aucun de ceux qui constituent la souveraineté. Tout l'espace dans lequel une nation étend son empire, forme le ressort de sa juridiction, et s'appelle son *territoire*.

§. 206.

Autre manière d'occuper l'empire dans un pays libre.

Si plusieurs familles libres, répandues dans un pays indépendant, viennent à s'unir, pour former une nation ou un état, elles occupent ensemble l'empire sur tout le pays qu'elles habitent; car elles en possédaient déjà chacune pour sa part, le *domaine*; et puis-

qu'elles veulent former ensemble une société politique, et établir une autorité publique, à laquelle chacun sera tenu d'obéir, il est bien manifeste que leur intention est d'attribuer à cette autorité publique, le droit de commander dans tout le pays.

§. 207.

Comment une nation s'approprie un pays désert.

Tous les hommes ont un droit égal aux choses qui ne sont point encore tombées dans la propriété de quelqu'un; et ces choses-là appartiennent au premier occupant. Lors donc qu'une nation trouve un pays inhabité et sans maître, elle peut légitimement s'en emparer; et après qu'elle a suffisamment marqué sa volonté à cet égard, une autre ne peut l'en dépouiller. C'est ainsi que des navigateurs, allant à la découverte, munis d'une commission de leur souverain, et rencontrant des îles, ou d'autres terres désertes, en ont pris possession au nom de leur nation : et communément ce titre a été respecté, pourvu qu'une possession réelle l'ait suivi de près.

§. 208.

Question à ce sujet.

Mais c'est une question de savoir si une nation peut s'approprier ainsi, par une simple prise de possession, des pays qu'elle n'occupe pas réellement, et s'en réserver de cette

manière beaucoup plus qu'elle n'est capable de peupler et de cultiver. Il n'est pas difficile de décider qu'une pareille prétention serait absolument contraire au droit naturel, et opposée aux vues de la nature, qui, destinant toute la terre aux besoins des hommes en général, ne donne à chaque peuple le droit de s'approprier un pays, que pour les usages qu'il en tire, et non pour empêcher que d'autres en profitent. Le droit des gens ne reconnaîtra donc la *propriété* et la *souveraineté* d'une nation, que sur les pays vides qu'elle aura occupés réellement et de fait, dans lesquels elle aura formé un établissement, ou dont elle tirera un usage actuel. En effet, lorsque des navigateurs ont rencontré des pays déserts, dans lesquels ceux des autres nations avaient dressé en passant quelque monument, pour marquer leur prise de possession, ils ne se sont pas plus mis en peine de cette vaine cérémonie, que de la disposition des papes, qui partagèrent une grande partie du monde entre les couronnes de Castille et de Portugal (*).

(*) Ces actes si singuliers ne se trouvent guère que dans des livres assez rares ; on ne sera pas fâché d'en voir ici un extrait.

Bulle d'ALEXANDRE VI, par laquelle il donne à FERDINAND et ELISABETH (Isabelle) roi et reine de Castille et d'Arragon, le nouveau monde, découvert par CHRISTOPHE COLOMB.

Motu proprio, dit le pape, *non ad vestram, vel alterius pro vobis super hoc nobis oblata petitionis instantiam, sed de nostra mera liberalitate, et ex certa scientia, ac de apostolicæ potestatis plenitudine, omnes insulas et terras*

§. 209.

S'il est permis d'occuper une partie d'un pays, dans lequel il ne se trouve que des peuples errans et en petit nombre.

Il est une autre question célèbre, à laquelle la découverte du nouveau monde a principalement donné lieu. On demande si une nation peut légitimement occuper quelque partie d'une vaste contrée, dans laquelle

firmas, inventas et inveniendas, detectas et detegendas versus occidentem et meridiem (en tirant une ligne d'un pôle à l'autre, à cent lieues à l'ouest des Açores) *auctoritate omnipotentis Dei, nobis in beato Petro concessâ, ac vicariatûs Jesu-Christi, quâ fungimur in terris, cum omnibus illarum dominiis, civitatibus, etc. vobis heredibusque et successoribus vestris Castellæ et Legionis regibus in perpetuum tenore præsentium donamus, concedimus, assignamus, vosque et heredes ac successores præfatos illorum dominos, cum plena, libera et omnimoda potestate, auctoritate et jurisdictione facimus, constituimus et deputamus.* Le pape excepte seulement ce qu'un autre prince chrétien pourrait y avoir occupé avant l'année 1493, comme s'il eût été plus en droit de donner ce qui n'appartenait à personne, et surtout ce qui était possédé par les peuples Américains. Il poursuit ainsi : *ac quibuscumque personis, cujuscumque dignitatis, etiam imperialis et regalis, status, gradus, ordinis, vel conditionis, sub excommunicationis latæ sententiæ pœna, quam eo ipso, si contra fecerint, incurrant, districtius inhibemus ne ad insulas et terras firmas inventas et inveniendas, detectas et detegendas, versus occidentem et meridiem . . . pro mercibus habendis, vel quavis alia de causa, accedere præsumant, absque vestra, ac heredum et successorum vestrorum prædictorum licentia speciali, etc.* Datum Romæ, apud S. Petrum anno 1493. IV. Nonas Maii, Pontific. nostri anno 1.^o LEIBNITII codex juris gent. Diplom. Diplom. 203. Voyez *ibid.* Diplom. 165. l'acte par lequel le pape NICOLAS V donna au roi ALPHONSE de Portugal et à l'Infant HENRI, l'empire de la Guinée et le pouvoir de subjuguier les nations barbares de ces contrées, défendant à tout autre d'y aller sans la permission du Portugal. L'acte est daté de Rome, le VI des Ides de Janvier 1454.

il ne se trouve que des peuples errans , incapables , par leur petit nombre , de l'habiter toute entière. Nous avons déjà remarqué (§. 81.), en établissant l'obligation de cultiver la terre , que ces peuples ne peuvent s'attribuer exclusivement plus de terrain qu'ils n'en ont besoin , et qu'ils ne sont en état d'en habiter et d'en cultiver. Leur habitation vague dans ces immenses régions , ne peut passer pour une véritable et légitime prise de possession ; et les peuples de l'Europe , trop resserrés chez eux , trouvant un terrain dont les sauvages n'avaient nul besoin particulier , et ne faisaient aucun usage actuel et soutenu , ont pu légitimement l'occuper , et y établir des colonies. Nous l'avons déjà dit , la terre appartient au genre humain pour sa subsistance. Si chaque nation eût voulu dès le commencement s'attribuer un vaste pays , pour n'y vivre que de chasse , de pêche et de fruits sauvages , notre globe ne suffirait pas à la dixième partie des hommes qui l'habitent aujourd'hui. On ne s'écarte donc point des vues de la nature , en resserrant les sauvages dans des bornes plus étroites. Cependant on ne peut que louer la modération des *Puritains* Anglais , qui les premiers s'établirent dans la nouvelle Angleterre. Quoique munis d'une charte de leur souverain , ils achetèrent des sauvages le terrain qu'ils voulaient occuper (*). Ce louable exemple fut suivi

(*) Histoire des colonies Anglaises de l'Amérique septentrionale.

254 LE DROIT DES GENS.
par *Guillaume Pen*, et la colonie de Quakers qu'il conduisit dans la Pensilvanie.

§. 210.

Des colonies:

Lorsqu'une nation s'empare d'un pays éloigné, et y établit une colonie, ce pays, quoique séparé de l'établissement principal, fait naturellement partie de l'état, tout comme ses anciennes possessions. Toutes les fois donc que les lois politiques ou les traités n'y apportent point de différence, tout ce qui se dit du territoire d'une nation, doit s'entendre aussi de ses colonies.

CHAPITRE XIX.

DE LA PATRIE ET DE DIVERSES MATIÈRES QUI Y ONT RAPPORT.

§. 211.

Ce que c'est que la patrie.

LA totalité des contrées occupées par une nation, et soumises à ses lois, forme, comme nous l'avons dit, son territoire; c'est aussi la commune patrie de tous les individus de la nation. Nous avons été obligés d'anticiper la définition du terme de *patrie* (§. 122.), parce que nous avions à traiter de l'amour de la patrie, vertu si excellente et si nécessaire dans un état. Sup;

posant donc cette définition connue, il nous reste à expliquer diverses choses relatives à la matière, et à développer les questions qu'elle présente.

§. 212.

Des citoyens et naturels.

Les citoyens sont les membres de la société civile : liés à cette société par certains devoirs, et soumis à son autorité, ils participent avec égalité à ses avantages. Les *naturels*, ou *indigènes*, sont ceux qui sont nés dans le pays, de parens citoyens. La société ne pouvant se soutenir et se perpétuer que par les enfans des citoyens, ces enfans y suivent naturellement la condition de leurs pères, et entrent dans tous leurs droits. La société est censée le vouloir ainsi, par une suite de ce qu'elle doit à sa propre conservation ; et l'on présume de droit que chaque citoyen, en entrant dans la société, réserve à ses enfans le droit d'en être membres. La patrie des pères est donc celle des enfans ; et ceux-ci deviennent de véritables citoyens, par leur simple consentement tacite. Nous verrons bientôt si, parvenus à l'âge de raison, ils peuvent renoncer à leur droit, et ce qu'ils doivent à la société dans laquelle ils sont nés. Je dis que pour être d'un pays, il faut être né d'un père citoyen ; car si vous y êtes né d'un étranger, ce pays sera seulement le lieu de votre naissance, sans être votre patrie.

§. 213.

Des habitans.

Les *habitans*, par distinction des *citoyens*, sont des étrangers auxquels on permet de s'établir à demeure dans le pays. Liés par leur habitation à la société, ils sont soumis aux lois de l'état, tant qu'ils y restent, et ils doivent le défendre, puisqu'ils en sont protégés, quoiqu'ils ne participent pas à tous les droits des citoyens. Ils jouissent seulement des avantages que la loi ou la coutume leur donne. Les *habitans perpétuels* sont ceux qui ont reçu le droit d'habitation perpétuelle. C'est une espèce de citoyens d'un ordre inférieur : ils sont liés à la société, sans participer à tous ses avantages. Leurs enfans suivent la condition des pères ; par cela même que l'état a donné à ceux-ci l'habitation perpétuelle, leur droit passe à leur postérité.

§. 214.

Naturalisation.

Une nation, ou le souverain qui la représente, peut accorder à un étranger la qualité de citoyen, en l'agrégeant au corps de la société politique. Cet acte s'appelle *naturalisation*. Il est des états où le souverain ne peut accorder à un étranger tous les droits de citoyen ; par exemple, celui de parvenir aux charges, et où par conséquent il n'a le pouvoir de donner qu'une naturalisation imparfaite. C'est une disposition de la loi

fondamentale, qui limite le pouvoir du prince. En d'autres états, comme en Angleterre et en Pologne, le prince ne peut naturaliser personne, sans le concours de la nation représentée par ses députés. Il en est enfin, comme l'Angleterre, où la simple naissance dans le pays naturalise les enfans d'un étranger.

§. 215.

Des enfans de citoyens, nés en pays étrangers.

On demande si les enfans nés de citoyens, en pays étranger, sont citoyens? Les lois ont décidé la question en plusieurs pays, et il faut suivre leurs dispositions. Par la loi naturelle seule, les enfans suivent la condition de leurs pères, et entrent dans tous leurs droits (§. 212.); le lieu de la naissance ne fait rien à cela, et ne peut fournir de lui-même aucune raison d'ôter à un enfant ce que la nature lui donne; je dis de lui-même, car la loi civile ou politique peut en ordonner autrement, pour des vues particulières; mais je suppose que le père n'a point quitté entièrement sa patrie pour s'établir ailleurs. S'il a fixé son domicile dans un pays étranger, il est devenu membre d'une autre société, au moins comme habitant perpétuel, et ses enfans en seront aussi.

§. 216.

Des enfans nés sur mer.

Quant aux enfans nés sur mer, s'ils sont

nés dans les parties de la mer occupées par leur nation , ils sont nés dans le pays : si c'est en pleine mer , il n'y a aucune raison de les distinguer de ceux qui naissent dans le pays , car ce n'est point naturellement le lieu de la naissance qui donne des droits , mais l'extraction : et si les enfans sont nés dans un vaisseau de la nation , ils peuvent être réputés nés dans le territoire ; car il est naturel de considérer les vaisseaux de la nation comme des portions de son territoire , sur-tout quand ils voguent sur une mer libre , puisque l'état conserve sa juridiction dans ces vaisseaux. Et comme , suivant l'usage communément reçu , cette juridiction se conserve sur le vaisseau , même quand il se trouve dans des parties de la mer soumises à une domination étrangère , tous les enfans nés dans les vaisseaux d'une nation , seront censés nés dans son territoire. Par la même raison , ceux qui naissent sur un vaisseau étranger seront réputés nés en pays étranger , à moins que ce ne fût dans le port même de la nation ; car le port est plus particulièrement du territoire , et la mère , pour être en ce moment dans le vaisseau étranger , n'est pas hors du pays. Je suppose qu'elle et son mari n'ont point quitté la patrie pour s'établir ailleurs.

§. 217.

Des enfans nés dans les armées de l'état, ou dans la maison de son ministre auprès d'une cour étrangère.

C'est encore par la même raison, que les enfans de citoyens, nés hors du pays, dans les armées de l'état, ou dans la maison de son ministre auprès d'une cour étrangère, sont réputés nés dans le pays; car un citoyen absent avec sa famille, pour le service de l'état, et qui demeure dans sa dépendance et sous sa juridiction, ne peut être considéré comme étant sorti du territoire.

§. 218.

Du domicile.

Le *domicile* est l'habitation fixée en quelque lieu, dans l'intention d'y demeurer toujours. Un homme n'établit donc point son domicile quelque part, à moins qu'il ne fasse suffisamment connaître, soit tacitement, soit par une déclaration expresse, son intention de s'y fixer. Au reste, cette déclaration n'empêche point que, s'il vient à changer de sentiment dans la suite, il ne puisse transporter son domicile ailleurs. En ce sens, celui qui s'arrête, même longtemps, dans un lieu pour ses affaires, n'y a qu'une simple habitation, sans *domicile*. C'est ainsi que l'envoyé d'un prince étranger n'a point de domicile à la cour où il réside.

Le *domicile naturel*, ou *d'origine*, est celui que la naissance nous donne, là où notre père a le sien ; et nous sommes censés le retenir, tant que nous ne l'abandonnons pas pour en choisir un autre. Le *domicile acquis* (*adscititium*) est celui que nous nous établissons par notre propre volonté.

§. 219.

Des vagabonds.

Les *vagabonds* sont des gens sans domicile. Par conséquent, ceux qui naissent de parens vagabonds, n'ont point de patrie ; puisque la patrie d'un homme est le lieu où, au temps de sa naissance, ses parens avaient leur domicile (§. 122.), ou l'état dont son père était membre alors, ce qui revient à la même chose ; car s'établir pour toujours chez une nation, c'est en devenir membre, au moins comme habitant perpétuel, si ce n'est point avec tous les droits des citoyens. Cependant on peut regarder la patrie d'un vagabond comme celle de son enfant, en tant que ce vagabond sera censé n'avoir pas absolument renoncé à son domicile naturel ou d'origine.

§. 220.

Si l'on peut quitter sa patrie.

Il faut nécessairement user de plusieurs distinctions pour bien résoudre cette question célèbre, si un homme peut quitter sa patrie, ou la société dont il est membre.

1.^o Les enfans ont une attache naturelle à la société dans laquelle ils sont nés ; obligés de reconnaître la protection qu'elle a accordée à leurs pères , ils lui sont redevables , en grande partie , de leur naissance et de leur éducation. Ils doivent donc l'aimer , comme nous l'avons déjà fait voir (§. 122.) , lui marquer une juste reconnaissance , lui rendre , autant qu'il est en eux , le bien pour le bien. Nous venons d'observer (§. 212) qu'ils ont droit d'entrer dans la société dont leurs pères étaient membres. Mais tout homme naît libre ; le fils d'un citoyen , parvenu à l'âge de raison , peut examiner s'il lui convient de se joindre à la société que sa naissance lui destine. S'il ne trouve point qu'il lui soit avantageux d'y rester , il est le maître de la quitter , en la dédommageant de ce qu'elle pourrait avoir fait en sa faveur (*), et en conservant pour elle , autant que ses nouveaux engagements le lui permettront , les sentimens d'amour et de reconnaissance qu'il lui doit. Au reste , les obligations d'un homme envers sa patrie naturelle peuvent changer , s'altérer , ou s'évanouir , suivant qu'il l'aura quittée légitimement et avec raison , pour en choisir une autre , ou qu'il en aura été chassé méritoirement ou contre la justice , dans les formes , ou par violence.

2.^o Dès que l'enfant d'un citoyen , devenu

(*) C'est le fondement des *traites foraines* , des droits qu'on appelle en latin *census emigrationis*.

homme, agit comme citoyen, il en prend tacitement la qualité; ses obligations, comme celles de tout autre qui s'engage expressément et formellement envers la société, deviennent plus fortes et plus étendues : le cas est tout différent de celui dont nous venons de parler. Lorsqu'une société n'a point été contractée pour un temps déterminé, il est permis de la quitter, quand cette séparation peut avoir lieu sans causer du dommage à la société. Un citoyen peut donc quitter l'état dont il est membre, pourvu que ce ne soit pas dans des conjonctures où il ne saurait l'abandonner sans lui porter un notable préjudice. Mais il faut distinguer ici ce qui peut se faire à rigueur de droit, de ce qui est honnête et conforme à tous les devoirs; en un mot, l'obligation *interne*, de l'obligation *externe*. Tout homme a le droit de quitter son pays, pour s'établir ailleurs, quand, par cette démarche, il ne compromet point le bien de sa patrie. Mais un bon citoyen ne s'y déterminera jamais sans nécessité, ou sans de très-fortes raisons. Il est peu honnête d'abuser de sa liberté, pour quitter légèrement des associés, après avoir tiré d'eux des avantages considérables; et c'est le cas de tout citoyen avec sa patrie (*).

(*) Charles XII fit condamner à mort et exécuter le général Paykul, Livonien d'origine, qui fut pris dans une affaire contre les Saxons. Cette mort fut injuste. Paykul était à la vérité né sujet du roi de Suède, mais il avait quitté la Livonie à l'âge de douze ans; et s'étant avancé dans les troupes de Saxe, il avait vendu, avec la permis-

3.^o Quant à ceux qui l'abandonnent lâchement dans le péril, cherchant à se mettre en sûreté, au lieu de la défendre, ils violent manifestement le pacte de société par lequel on s'est engagé à se défendre tous ensemble et de concert : ce sont d'infâmes déserteurs, que l'état est en droit de punir sévèrement.

§. 221.

Comment on peut s'en absenter pour un temps.

Dans les temps de paix et de tranquillité, lorsque la patrie n'a aucun besoin actuel de tous ses enfans, le bien même de l'état et celui des citoyens exige qu'il soit permis à un chacun de voyager pour ses affaires, pourvu qu'il soit toujours prêt à revenir, dès que l'intérêt public le rappellera. On ne présume point qu'aucun homme se soit engagé envers la société dont il est membre, à ne pouvoir sortir du pays, quand le bien de ses affaires l'exigera, et lorsqu'il pourra s'absenter sans nuire à sa patrie.

§. 222.

Variation des lois politiques à cet égard. Il faut leur obéir.

Les lois politiques des nations varient

sion du roi, les biens qu'il possédait en Livonie. Il avait donc quitté sa patrie pour en choisir une autre, ce qui est permis à un homme libre, à moins que ce ne soit, comme nous l'observons ici, dans un temps critique où la patrie a besoin de tous ses enfans ; et le roi de Suède, en lui permettant de vendre ses biens, avait consenti à sa transmigration. *Hist. intéress. du Nord. pag. 120.*

beaucoup à cet égard. Chez les unes il est permis en tout temps, si ce n'est dans le cas d'une guerre actuelle, à tout citoyen de s'absenter, et même de quitter entièrement le pays, quand il le trouve à propos, et sans en rendre aucune raison. Cette licence, contraire par elle-même au bien et au salut de la société, ne peut se tolérer que dans un pays sans ressources, incapable de suffire aux besoins des habitans. Il n'y a dans un tel pays qu'une société imparfaite; car il faut que la société civile puisse mettre ses membres en état de se procurer, par leur travail et leur industrie, tout ce qui leur est nécessaire; sans cela, elle n'est pas en droit d'exiger qu'ils se dévouent absolument à elle. En d'autres états, tout le monde peut voyager librement pour ses affaires, mais non quitter entièrement la patrie sans la permission expresse du souverain. Enfin il en est où la rigueur du gouvernement ne permet à qui que ce soit de sortir du pays, sans des passe-ports en forme, lesquels ne s'accordent même que très-difficilement. Dans tous ces cas, il faut se conformer aux lois, quand elles sont faites par une autorité légitime. Mais dans le dernier, le souverain abuse de son pouvoir, et réduit les sujets dans un esclavage insupportable, s'il leur refuse la permission de voyager pour leur utilité, lorsqu'il pourrait la leur accorder sans inconvénient et sans danger pour l'état. Nous allons même voir qu'en certaines occasions il

il ne peut retenir, sous aucun prétexte, ceux qui veulent s'en aller pour toujours.

§. 223.

Des cas où un citoyen est en droit de quitter la patrie.

Il est des cas dans lesquels un citoyen est absolument en droit, par des raisons prises du pacte même de la société politique, de renoncer à sa patrie et de l'abandonner.

1.^o Si le citoyen ne peut trouver sa subsistance dans sa patrie, il lui est permis sans doute de la chercher ailleurs. Car la société politique, ou civile, n'étant contractée que dans la vue de faciliter à un chacun les moyens de vivre et de se faire un sort heureux et assuré, il serait absurde de prétendre qu'un membre, à qui elle ne pourra procurer les choses les plus nécessaires, ne sera pas en droit de la quitter.

2.^o Si le corps de la société, ou celui qui le représente, manque absolument à ses obligations envers un citoyen, celui-ci peut se retirer. Car si l'un des contractans n'observe point ses engagements, l'autre n'est plus tenu à remplir les siens, et le contrat est réciproque entre la société et ses membres. C'est sur ce fondement que l'on peut aussi chasser de la société un membre qui en viole les lois.

3.^o Si la majeure partie de la nation, ou le souverain qui la représente, veut établir des lois sur des choses à l'égard desquelles

le pacte de société ne peut obliger tout citoyen à se soumettre, ceux à qui ces lois déplaisent, sont en droit de quitter la société, pour s'établir ailleurs. Par exemple, si le souverain, ou la plus grande partie de la nation, ne veut souffrir qu'une seule religion dans l'état, ceux qui croient et professent une autre religion, sont en droit de se retirer, d'emporter leurs biens et d'emmener leurs familles. Car ils n'ont jamais pu s'assujettir à l'autorité des hommes dans une affaire de conscience (*); et si la société souffre et s'affaiblit par leur départ, c'est la faute des intolérans, ce sont ces derniers qui manquent au pacte de la société, qui le rompent et qui forcent les autres à se séparer. Nous avons touché ailleurs quelques autres exemples de ce troisième cas : celui d'un état populaire, qui veut se donner un souverain, (§. 33.) et celui d'une nation indépendante, qui prend la résolution de se soumettre à une puissance étrangère. (§. 195.)

§. 224.

Des émigrans.

Ceux qui quittent leur patrie pour quelque raison légitime, dans le dessein de s'établir ailleurs, s'appellent *Emigrans*. Ils emportent tous leurs biens avec eux, et emmènent leurs familles.

(*) Voyez ci-dessus le chapitre de la religion.

§. 225.

Sources de leurs droits.

Leur droit d'émigration peut venir de diverses sources. 1.^o Dans les cas que nous venons de toucher (§. 223), c'est un droit naturel , qui leur est certainement réservé dans le pacte même d'association civile.

2.^o L'émigration peut être assurée aux citoyens , en certains cas , par une loi fondamentale de l'état. Les bourgeois de *Neuchâtel* et de *Valangin* en Suisse , peuvent quitter le pays , et emporter leurs biens comme il leur plaît , sans payer même aucuns droits.

3.^o Elle peut leur être accordée volontairement par le souverain.

4.^o Enfin ce droit peut naître de quelque traité fait avec une puissance étrangère , par lequel un souverain aura promis de laisser toute liberté à ceux de ses sujets qui , pour certaine raison , pour cause de religion , par exemple , voudront se transplanter dans les terres de cette puissance là. Il y a de pareils traités entre les princes d'Allemagne , pour le cas en particulier où il s'agit de la religion. De même en Suisse , un bourgeois de *Berne* , qui veut se transplanter à *Fribourg* , et réciproquement un bourgeois de *Fribourg* , qui va s'établir à *Berne* , pour y professer la religion du pays , est en droit de quitter sa patrie , et d'en emporter tout ce qui est à lui.

M 2

268 LE DROIT DES GENS.

Il paraît, par divers traits de l'histoire, en particulier de l'histoire de Suisse et des pays voisins, que le droit des gens établi par la coutume dans ces pays-là, il y a quelques siècles, ne permettait pas à un état de recevoir au nombre de ses citoyens les sujets d'un autre état. Cet article d'une coutume vicieuse, n'avait d'autre fondement que l'esclavage dans lequel les peuples étaient alors réduits. Un prince, un seigneur, comptait ses sujets dans le rang de ses *biens propres*, il en calculait le nombre comme celui de ses troupeaux; et, à la honte de l'humanité, cet étrange abus n'est pas encore détruit par-tout.

§. 226.

Si le souverain viole leur droit, il leur fait injure.

Si le souverain entreprend de troubler ceux qui ont le droit d'émigration, il leur fait injure; et ces gens-là peuvent légitimement implorer la protection de la puissance qui voudra les recevoir. C'est ainsi que l'on a vu le roi de Prusse, FRÉDÉRIC-GUILLAUME, accorder sa protection aux protestans émigrans de *Saltzbourg*.

§. 227.

Des supplians.

On appelle *supplians*, tous fugitifs qui implorent la protection d'un souverain contre la nation ou le prince qu'ils ont quitté.

Nous ne pouvons établir solidement ce que le droit des gens décide à leur égard, avant que nous ayions traité des devoirs d'une nation envers les autres.

§. 228.

De l'exil et du bannissement.

Enfin l'*exil* est une autre manière de quitter la patrie. Un *exilé* est un homme chassé du lieu de son domicile, ou contraint d'en sortir, mais sans note d'infamie. Le *bannissement* est une pareille expulsion, avec note d'infamie (*). L'un et l'autre peuvent être pour un temps limité, ou à perpétuité. Si un *exilé* ou un *banni* avait son domicile dans sa patrie, il est exilé, ou banni de sa patrie. Au reste, il est bon de remarquer que dans l'usage ordinaire on applique aussi les termes d'*exil* et de *bannissement* à l'expulsion d'un étranger hors d'un pays où il n'avait point de domicile, avec défense à lui d'y rentrer, soit pour un temps, soit pour toujours.

Un droit, quel qu'il soit, pouvant être ôté à un homme par manière de peine, l'*exil* qui le prive du droit d'habiter en certain lieu, peut être une peine : le *bannissement* en est toujours une ; car on ne peut noter

(*) L'usage ne répugne point au sens que nous donnons à ces deux termes. L'académie Française dit : bannissement ne se dit que des condamnations faites en justice, et exil n'est qu'un éloignement causé par quelque disgrâce de la cour. C'est qu'une pareille condamnation faite en justice, est infamante, et qu'une disgrâce de la cour ne l'est point ordinairement.

quelqu'un d'infamie, que dans la vue de le punir d'une faute réelle ou prétendue.

Quand la société retranche un de ses membres, par un *bannissement* perpétuel, il n'est banni que des terres de cette société, et elle ne peut l'empêcher de demeurer par-tout ailleurs où il lui plaira; car, après l'avoir chassé, elle n'a plus aucun droit sur lui. Cependant le contraire peut avoir lieu, par des conventions particulières entre deux ou plusieurs états. C'est ainsi que chaque membre de la confédération Helvétique peut bannir ses propres sujets de tout le territoire de la Suisse; le banni ne sera alors souffert dans aucun des cantons, ou de leurs alliés.

L'exil se divise en *volontaire* et *involontaire*. Il est volontaire, quand un homme quitte son domicile pour se soustraire à une peine, ou pour éviter quelque calamité; et involontaire, quand il est l'effet d'un ordre supérieur.

Quelquefois on prescrit à un exilé le lieu où il doit demeurer pendant le temps de son exil, ou on lui marque seulement un certain espace, dans lequel il lui est défendu d'entrer. Ces diverses circonstances et modifications dépendent de celui qui a le pouvoir d'exiler.

§. 229.

Les exilés et les bannis ont droit d'habiter quelque part.

Un homme, pour être exilé ou banni,

ne perd point sa qualité d'homme, ni par conséquent le droit d'habiter quelque part sur la terre. Il tient ce droit de la nature, ou plutôt de son auteur, qui a destiné la terre aux hommes pour leur habitation; et la propriété n'a pu s'introduire au préjudice du droit que tout homme apporte en naissant, à l'usage des choses absolument nécessaires.

§. 230.

Nature de ce droit.

Mais si ce droit est nécessaire et parfait dans sa généralité, il faut bien observer qu'il n'est qu'imparfait à l'égard de chaque pays en particulier. Car, d'un autre côté, toute nation est en droit de refuser à un étranger l'entrée de son pays, lorsqu'il ne pourrait y entrer sans la mettre dans un danger évident, ou sans lui porter un notable préjudice. Ce qu'elle se doit à elle-même, le soin de sa propre sûreté, lui donne ce droit. Et en vertu de sa liberté naturelle, c'est à la nation de juger si elle est ou si elle n'est pas dans le cas de recevoir cet étranger. (Prelim. §. 16.) Il ne peut donc s'établir de plein droit, et comme il lui plaira, dans le lieu qu'il aura choisi; mais il doit en demander la permission au supérieur du lieu, et si on la lui refuse, c'est à lui de se soumettre.

Devoir des nations envers eux.

Cependant, comme la propriété n'a pu s'introduire qu'en réservant le droit acquis à toute créature humaine, de n'être point absolument privée des choses nécessaires, aucune nation ne peut refuser, sans de bonnes raisons, l'habitation, même perpétuelle, à un homme chassé de sa demeure. Mais si des raisons particulières et solides l'empêchent de lui donner un asile, cet homme n'a plus aucun droit de l'exiger; parce qu'en pareil cas, le pays que la nation habite ne peut servir en même temps à son usage et à celui de cet étranger. Or, quand même on supposerait que toutes choses sont encore communes, personne ne peut s'arroger l'usage d'une chose qui sert actuellement aux besoins d'un autre. C'est ainsi qu'une nation dont les terres suffisent à peine aux besoins des citoyens, n'est point obligée d'y recevoir une troupe de fugitifs ou d'exilés. Ainsi doit-elle même les rejeter absolument, s'ils sont infectés de quelque maladie contagieuse. Ainsi est-elle fondée à les renvoyer ailleurs, si elle a un juste sujet de craindre qu'ils ne corrompent les mœurs des citoyens, qu'ils ne troublent la religion, ou qu'ils ne causent quelque autre désordre contraire au salut public. En un mot, elle est en droit, et même obligée de suivre à cet égard les règles de la prudence. Mais cette prudence

ne doit pas être ombrageuse, ni poussée au point de refuser une retraite à des infortunés, pour des raisons légères, et sur des craintes peu fondées, ou frivoles. Le moyen de la tempérer sera de ne perdre jamais de vue la charité et la commisération qui sont dues aux malheureux. On ne peut refuser ces sentimens, même à ceux qui sont tombés dans l'infortune par leur faute. Car on doit haïr le crime, et aimer la personne, puisque tous les hommes doivent s'aimer.

§. 232.

Une nation ne peut les punir pour des fautes commises hors de son territoire.

Si un exilé ou un banni a été chassé de sa patrie pour quelque crime, il n'appartient point à la nation chez laquelle il se réfugie de le punir pour cette faute commise dans un pays étranger. Car la nature ne donne aux hommes et aux nations le droit de punir, que pour leur défense et leur sûreté (§. 169.); d'où il suit que l'on ne peut punir que ceux par qui on a été lésé.

§. 233.

Si ce n'est pour celles qui intéressent la sûreté du genre humain.

Mais cette raison même fait voir que si la justice de chaque état doit en général se borner à punir les crimes commis dans son territoire, il faut excepter de la règle ces

scélérats, qui, par la qualité et la fréquence habituelle de leurs crimes, violent toute sûreté publique, et se déclarent les ennemis du genre humain. Les empoisonneurs, les assassins, les incendiaires de profession peuvent être exterminés par-tout où on les saisit; car ils attaquent et outragent toutes les nations, en foulant aux pieds les fondemens de leur sûreté commune. C'est ainsi que les pirates sont envoyés à la potence par les premiers entre les mains de qui ils tombent. Si le souverain du pays où des crimes de cette nature ont été commis, en réclame les auteurs pour en faire la punition, on doit les lui rendre, comme à celui qui est principalement intéressé à les punir exemplairement. Et comme il est convenable de convaincre les coupables et de leur faire leur procès dans toutes les formes, c'est une seconde raison pourquoi on livre ordinairement les malfaiteurs de cet ordre aux états qui ont été le théâtre de leurs crimes.



C H A P I T R E XX.

DES BIENS PUBLICS, COMMUNS
ET PARTICULIERS.

§. 234.

De ce que les Romains appelaient res communes.

V OYONS maintenant quelle est la nature des différentes choses que renferme le pays occupé par la nation , et tâchons d'établir les principes généraux du droit qui les régit. Cette matière est traitée par les jurisconsultes , sous le titre , *de rerum divisione*. Il est des choses qui , de leur nature , ne peuvent être occupées ; il en est dont personne ne s'attribue la propriété , et qui demeurent dans la communion primitive , lorsqu'une nation s'empare d'un pays : les jurisconsultes Romains appellent ces choses-là , *res communes* , choses communes : tels étaient chez eux l'air , l'eau courante , la mer , les poissons , les bêtes sauvages.

§. 235.

Totalité des biens de la nation , et leur division.

Tout ce qui est susceptible de propriété , est censé appartenir à la nation qui occupe

le pays , et forme la masse totale de ses biens. Mais la nation ne possède pas tous ces biens de la même manière. Ceux qui ne sont point partagés entre les communautés particulières , ou les individus de la nation , s'appellent *biens publics*. Les uns sont réservés pour les besoins de l'état , et font le domaine de la couronne , ou de la république ; les autres demeurent communs à tous les citoyens , qui en profitent , chacun suivant ses besoins , ou suivant les lois qui en règlent l'usage , et on appelle ceux-ci *biens communs*. Il en est d'autres qui appartiennent à quelque corps ou communauté : on les nomme *biens de communauté*, *res universitatis* , et ils sont pour ce corps en particulier ce que sont les *biens publics* pour toute la nation. La nation pouvant être envisagée comme une grande communauté , ou peut appeler indifféremment *biens communs* , ceux qui lui appartiennent en commun , de manière que tous les citoyens peuvent en faire usage , et ceux qui sont possédés de même par un corps , ou une communauté : les mêmes règles ont lieu pour les uns et pour les autres. Enfin les biens possédés par des particuliers , s'appellent *biens particuliers* , *res singulorum*.

§. 236.

Deux manières d'acquérir des biens publics.

Lorsqu'une nation en corps s'empare d'un pays , tout ce qui ne se partage point

entre ses membres , demeure commun à toute la nation , et devient *bien public*. Il est une seconde manière dont la nation , et en général toute communauté , peut acquérir des biens ; savoir , par la volonté de quiconque juge à propos de lui transporter , à quelque titre que ce soit , le domaine ou la propriété de ce qu'il possède.

§. 237.

Les revenus des biens publics sont naturellement à la disposition du souverain.

Dès que la nation remet les rênes de l'état entre les mains d'un prince , elle est censée lui remettre en même temps les moyens de gouverner. Puis donc que les revenus des biens publics , du domaine de l'état , sont destinés aux dépenses du gouvernement , ils sont naturellement à la disposition du prince , et on doit toujours le juger ainsi , à moins que la nation ne les ait formellement exceptés , en remettant l'autorité suprême , et n'ait pourvu de quelque autre manière à leur administration , aux dépenses nécessaires de l'état , et à l'entretien de la personne même du prince et de sa maison. Toutes les fois donc que l'autorité souveraine est remise purement et simplement au prince , elle emporte avec soi le pouvoir de disposer librement des revenus publics. Le devoir du souverain l'oblige véritablement à n'employer ces

deniers qu'aux besoins de l'état ; mais c'est à lui seul d'en déterminer l'application convenable , et il n'en doit compte à personne.

§. 238.

La nation peut lui céder l'usage et la propriété des biens communs.

La nation peut attribuer au supérieur seul l'usage de ses *biens communs* , et les ajouter ainsi au *domaine* de l'état. Elle peut même lui en céder la propriété. Mais ce transport d'usage ou de propriété exige un acte exprès du propriétaire , qui est la nation. Il est difficile de le fonder sur un consentement tacite , parce que la crainte empêche trop souvent les sujets de réclamer contre les entreprises injustes du souverain.

§. 239.

Elle peut lui en attribuer le domaine et s'en réserver l'usage.

Le peuple peut de même attribuer au supérieur le domaine des choses qu'il possède en commun , et s'en réserver l'usage , en tout ou en partie. Ainsi le domaine d'un fleuve , par exemple , peut être cédé au prince , tandis que le peuple s'en réserve l'usage pour la navigation , la pêche , l'abreuvement des bestiaux , etc. On peut encore attribuer au prince seul le droit de pêcher dans ce fleuve , etc. En un mot , le peuple peut céder au supérieur tel droit qu'il voudra sur les biens communs de la

nation ; mais tous ces droits particuliers ne découlent point naturellement et par eux-mêmes de la souveraineté.

§. 240.

Des impôts.

Si le revenu des biens publics ou du domaine ne suffit pas aux besoins publics , l'état y supplée par des impôts. Ils doivent être réglés de manière que tous les citoyens en payent leur quote-part , à proportion de leurs facultés et des avantages qu'ils retirent de la société. Tous les membres de la société civile étant également obligés de contribuer , selon leur pouvoir , à son avantage et à son salut , ils ne peuvent refuser de fournir les subsides nécessaires à sa conservation , suivant qu'ils sont exigés par une puissance légitime.

§. 241.

La nation peut se réserver le droit de les établir.

Plusieurs nations n'ont point voulu commettre à leur prince un soin si délicat , ni lui remettre un pouvoir dont il est si facile d'abuser. En établissant un *domaine* pour l'entretien du souverain et pour les dépenses ordinaires de l'état , elles se sont réservé le droit de pourvoir , par elles-mêmes ou par leurs représentans , aux besoins extraordinaires , en imposant des taxes , payables

par tous les habitans. En Angleterre, le roi expose les besoins de l'état au parlement, et ce corps représentatif de la nation délibère et statue, avec le concours du roi, sur la quantité du subside et sur la manière de le lever. Il se fait même rendre compte de l'emploi que le prince en a fait.

§. 242.

Du souverain qui a ce pouvoir.

En d'autres états, où le souverain possède l'empire plein et absolu, c'est lui seul qui établit les impôts, qui règle la manière de les lever, et il en fait l'usage qu'il trouve à propos, sans en rendre compte à personne. Le roi jouit aujourd'hui de cette autorité en France, avec la simple formalité de faire vérifier ses édits en parlement; et cette cour a le droit de lui faire de très-humbles remontrances, si elle trouve des inconvéniens dans l'imposition ordonnée par le prince. Sage établissement pour faire parvenir la vérité et les cris du peuple jusqu'aux oreilles du souverain, et pour mettre quelques bornes à ses dissipations, ou à l'avidité des ministres et des gens de finance (*) !

(*) On ne peut être trop attentif à l'établissement des impôts, qui, une fois introduits, non-seulement continuent, mais encore se multiplient avec tant de facilité. Alphonse VIII, roi de Castille, assiégeant sur les Maures la ville de *Concham*, *urbem in celtiberis*, et manquant d'argent, demanda aux états de pouvoir imposer sur chaque homme libre une capitation de cinq maravedis d'or. Pierre, comte de... (*Laræ comes*) s'y opposa vigoureusement, *contractaque nobilium manu ex conventu discedit, armis tueri para-*

§. 243.

Devoir du prince à l'égard des impôts.

Le prince qui est revêtu du pouvoir de mettre des impôts sur son peuple, doit se garder d'envisager les deniers qui en proviennent comme son bien propre. Il ne doit jamais perdre de vue la fin pour laquelle ce pouvoir lui a été remis ; la nation a voulu le mettre en état de pourvoir, selon sa sagesse, aux besoins de l'état. S'il divertit ces deniers à d'autres usages, s'il les consume dans un luxe frivole, pour ses plaisirs, pour assouvir la cupidité de ses maîtresses et de ses favoris, osons le dire aux souverains encore capables d'entendre la vérité, il n'est pas moins coupable, il l'est mille fois plus qu'un particulier qui se sert du bien d'autrui pour satisfaire ses passions déréglées : l'injustice, pour être impunie, n'en est pas moins honteuse.

§. 244.

Du domaine éminent attaché à la souveraineté.

Tout doit tendre au bien commun dans

tus, partam armis et virtute à majoribus immunitatem : neque passurum affirmans nobilitatis opprimendæ atque novis vectigalibus vexandæ ab eo aditu initium fieri. Mauros opprimere non esse tanti, ut graviore servitute rempublicam implicari finant. Rex, periculo permotus, ab eâ cogitatione desistit. Petrum nobiles consilio communicato quotannis convivio accipere decreverunt, ipsum et posteros navatæ operæ mercedem, rei gestæ bonæ posteritati monumentum, documentum que ne quâvis occasione jus libertatis immuni patiantur. MARIANA ibid. Cap. VIII.

la société politique, et si la personne même des citoyens est soumise à cette règle, leurs biens n'en peuvent être exceptés. L'état ne pourrait subsister, ou administrer toujours les affaires publiques de la manière la plus avantageuse, s'il n'avait pas le pouvoir de disposer, dans l'occasion, de toutes sortes de biens soumis à son empire. On doit même présumer que quand la nation s'empare d'un pays, la propriété de certaines choses n'est abandonnée aux particuliers qu'avec cette réserve. Le droit qui appartient à la société ou au souverain, de disposer, en cas de nécessité et pour le salut public, de tout bien renfermé dans l'état, s'appelle *domaine éminent*. Il est donc évident que ce droit est nécessaire, en certains cas, à celui qui gouverne, et par conséquent qu'il fait partie de l'empire ou du souverain pouvoir, et doit être mis au nombre des *droits de majesté*. (§. 45.) Lors donc que le peuple défère l'empire à quelqu'un, il lui attribue en même temps le *domaine éminent*, à moins qu'il ne le réserve expressément. Tout prince véritablement souverain est revêtu de ce droit, quand la nation ne l'a point excepté, de quelque manière que son autorité soit limitée à d'autres égards.

Si le souverain dispose des *biens publics* en vertu de son *domaine éminent*, l'aliénation est valide, comme ayant été faite avec un pouvoir suffisant.

Lorsqu'il dispose de même, dans un

besoin, des biens d'une communauté ou d'un particulier; l'aliénation sera valide, par la même raison. Mais la justice demande que cette communauté, ou ce particulier, soit dédommagé des deniers publics; et si le trésor n'est pas en état de le faire, tous les citoyens sont obligés d'y contribuer: car les charges de l'état doivent être supportées avec égalité, ou dans une juste proportion. Il en est de cela comme du jet des marchandises, qui se fait pour sauver le vaisseau.

§. 245.

De l'empire sur les choses publiques.

Outre le *domaine éminent*, la souveraineté donne un droit d'une autre nature sur tous les biens publics, communs et particuliers; c'est l'empire, ou le droit de commander dans tous les lieux du pays qui appartient à la nation. Le pouvoir suprême s'étend à tout ce qui se passe dans l'état, en quelque lieu que soit la scène, et par conséquent le souverain commande dans tous les lieux publics, sur les fleuves, dans les grands chemins, dans les déserts, etc. Tout ce qui y arrive est soumis à son autorité.

§. 246.

Le supérieur peut faire des lois sur l'usage des biens communs.

En vertu de la même autorité, le souve-

rain peut faire des lois qui règlent la manière dont on doit user des biens communs , tant de ceux de la nation entière , que des biens des corps ou des communautés. Il ne peut , à la vérité , priver de leur droit ceux qui ont part à ces biens ; mais le soin qu'il doit prendre du repos public et de l'avantage commun des citoyens , le met sans doute en droit d'établir des lois qui tendent à ce but , et de régler par conséquent la manière dont on doit jouir des biens communs. Cette matière pourrait donner lieu à des abus , exciter des troubles qu'il importe à l'état de prévenir , et contre lesquels le prince est obligé de prendre de justes mesures. C'est ainsi que le souverain peut établir une sage police dans la chasse et dans la pêche , les interdire dans les temps de la multiplication , défendre l'usage de certains filets , de toute méthode destructive , etc. Mais comme c'est en qualité de père commun , de gouverneur et de tuteur de son peuple que le souverain est en droit de faire ces lois , il ne doit jamais oublier les fins qui l'y appellent ; et s'il fait à cet égard des ordonnances dans quelque autre vue que celle du bien public , il abuse de son pouvoir.

§. 247.

De l'aliénation des biens de communauté.

Une communauté , ainsi que tout propriétaire , a le droit d'aliéner et d'engager

ses biens ; mais ceux qui la composent pour le présent , ne doivent jamais perdre de vue la destination de ces biens communs , ni en disposer autrement que pour l'avantage du corps , ou dans les cas de nécessité. S'ils les distraient dans d'autres vues , ils abusent de leur pouvoir , ils péchent contre ce qu'ils doivent à leur communauté et à leur postérité ; et le prince , en qualité de père commun , est en droit de s'y opposer. D'ailleurs , l'intérêt de l'état demande que les biens des communautés ne se dissipent point ; ce qui donne au prince , chargé de veiller au salut public , un nouveau droit d'empêcher l'aliénation de ces biens-là. Il est donc très-convenable d'ordonner , dans un état , que l'aliénation des biens de communauté sera invalide , si le consentement du supérieur n'y est intervenu. Aussi les lois civiles donnent-elles à cet égard aux communautés les droits des mineurs. Mais c'est-là une loi purement civile ; et le sentiment de ceux qui , en droit naturel , ôtent à une communauté le pouvoir d'aliéner ses biens sans le consentement du souverain , me paraît destitué de fondement , et contraire à la notion de la propriété. Il est vrai qu'une communauté peut avoir reçu des biens , soit de ses prédécesseurs , soit de quelqu'autre , à la charge de ne pouvoir les aliéner ; mais , en ce cas , elle n'en a que l'usufruit perpétuel , et non l'entière et libre propriété. Si quelques-uns de ses biens ont été donnés pour la conserva-

tion du corps, il est manifeste que la communauté n'a pas le pouvoir de les aliéner, si ce n'est dans le cas d'une extrême nécessité; et tous ceux qu'elle peut avoir reçus du souverain, sont présumés être de cette nature.

§. 248.

De l'usage des biens communs.

Tous les membres d'une communauté ont un droit égal à l'usage de ses biens communs. Mais le corps de la communauté peut faire, sur la manière d'en jouir, tels réglemens qu'il juge à propos, pourvu que ces réglemens ne donnent aucune atteinte à l'égalité qui doit régner dans une communion de biens. C'est ainsi qu'une communauté peut déterminer l'usage d'une forêt commune ou d'un pâturage commun, soit en le permettant à tous les membres suivant leur besoin, soit en fixant une portion égale pour chacun; mais elle n'a pas le droit d'en exclure aucun, ou de le distinguer, en lui assignant une part moindre que celle des autres.

§. 249.

Manière dont chacun doit en jouir.

Tous les membres d'un corps ayant un droit égal à ses biens communs, chacun doit en profiter de manière qu'il ne nuise en aucune façon à l'usage commun. Suivant cette règle, il n'est pas permis à un parti-

consument dans l'usage ; elles appartiennent au premier qui y met la main pour s'en servir , et un second qui survient n'a aucun droit de l'en dépouiller. Je me rends dans une forêt commune , je commence à abattre un arbre ; vous survenez , et vous voudriez avoir ce même arbre ; vous ne pouvez me l'ôter , car ce serait vous arroger un droit supérieur au mien , et nos droits sont égaux. Cette règle est la même que le droit de la nature prescrit dans l'usage des biens de la terre , avant l'introduction de la propriété.

§. 252.

De la conservation et de la réparation des biens communs.

Les dépenses que peut exiger la conservation ou la réparation des choses qui appartiennent au public ou à une communauté , doivent être supportées avec égalité par tous ceux qui ont part à ces choses-là , soit qu'on tire les sommes nécessaires des coffres communs , soit que chaque particulier y contribue sa quote-part. La nation , la communauté , et tout corps en général peut aussi établir des taxes extraordinaires , ou des impôts , des contributions annuelles pour subvenir à ces dépenses , pourvu qu'il n'y ait point de vexation , et que les deniers exigés soient fidèlement appliqués à leur destination. C'est encore pour cette fin , comme nous l'avons observé (§. 103) , que les droits de péage sont légitimement établis.

établis. Les chemins, les ponts, les chaussées sont des choses publiques, dont tous ceux qui y passent profitent : il est juste que tous ces passans contribuent à leur entretien.

§. 253.

Devoir et droit du souverain à cet égard.

Nous verrons tout à l'heure que le souverain doit pourvoir à la conservation des biens publics. Il n'est pas moins obligé, comme conducteur de toute la nation, de veiller à celle des biens d'une communauté. Tout l'état est intéressé à ce qu'une communauté ne tombe pas dans l'indigence par la mauvaise conduite de ceux qui la composent actuellement ; et comme l'obligation produit le droit sans lequel on ne peut la remplir, le souverain est en droit de mettre à cet égard la communauté dans son devoir. Si donc il s'aperçoit, par exemple, qu'elle laisse dépérir des bâtimens nécessaires, qu'elle dégrade ses forêts, il est en droit de lui prescrire ce qu'elle doit faire, et de la mettre en règle.

§. 254.

Des biens particuliers.

Nous n'avons qu'un mot à dire des *biens particuliers*. Tout propriétaire a droit de régir son bien, et d'en disposer comme bon lui semble, tant que le droit d'un tiers ne s'y trouve pas intéressé. Cependant le souverain, comme père de son peuple, peut

culier de faire sur une rivière , qui est un bien public , aucun ouvrage capable de la rendre moins propre à l'usage de tout le monde , comme d'y construire des moulins , d'y faire une tranchée pour en détourner l'eau sur son fonds , etc. S'il l'entreprenait , il s'arrogerait un droit particulier , contraire au droit commun de tous.

§. 250.

Du droit de prévention dans leur usage.

Le droit de *prévention* (*jus præventionis*) doit être fidèlement observé dans l'usage des choses communes qui ne peuvent servir en même temps à plusieurs. On appelle de ce nom le droit du premier venu dans l'usage de ces sortes de choses. Par exemple, si je tire actuellement de l'eau d'un puits commun ou public , un autre qui survient ne peut me chasser pour en puiser lui-même , et il doit attendre que j'aie fini ; car j'use de mon droit en puisant de cette eau , et personne ne peut m'y troubler : un second , qui a un droit égal , ne peut le faire valoir au préjudice du mien , me faire cesser par son arrivée ; ce serait s'attribuer plus de droit qu'à moi , et blesser la loi de l'égalité.

§. 251.

Du même droit , dans un autre cas.

La même règle doit être observée à l'égard de ces choses communes qui se

Des héritages.

Tout homme peut naturellement choisir celui à qui il veut laisser ses biens après sa mort, autant que son droit n'est pas limité par quelque obligation indispensable, comme, par exemple, celle de pourvoir à la subsistance de ses enfans. Les enfans ont aussi naturellement le droit de succéder avec égalité aux biens de leur père. Mais tout cela n'empêche pas que l'on ne puisse établir dans un état des lois particulières sur les testamens et les héritages, en respectant toutefois les droits essentiels de la nature. C'est ainsi que, pour soutenir les familles nobles, il est établi en plusieurs lieux, que l'aîné est de droit le principal héritier de son père. Les terres substituées à perpétuité à l'aîné d'une maison, lui parviennent en vertu d'un autre droit, lequel a sa source dans la volonté de celui qui, étant maître de ces terres, les a affectées à cette destination.



CHAPITRE XXI.

DE L'ALIÉNATION DES BIENS PUBLICS
OU DU DOMAINE, ET DE CELLE D'UNE
PARTIE DE L'ÉTAT.

§. 257.

La nation peut aliéner ses biens publics.

LA nation étant seule maîtresse des biens qu'elle possède, elle peut en disposer comme bon lui semble, les aliéner ou les engager valablement. Ce droit est une conséquence nécessaire du domaine plein et absolu : l'exercice en est seulement restreint par le droit naturel, à l'égard des propriétaires qui n'ont pas l'usage de la raison nécessaire pour la conduite de leurs affaires ; ce qui n'est pas le cas d'une nation. Ceux qui pensent autrement, ne peuvent alléguer aucune raison solide de leur sentiment ; et il suivrait de leurs principes que l'on ne pourrait jamais contracter surement avec aucune nation ; ce qui attaque par les fondemens tous les traités publics.

§. 258.

Devoir d'une nation à cet égard.

Mais il est très-vrai de dire que la nation doit conserver précieusement ses biens pu-

blics , en faire un usage convenable , n'en disposer que pour de bonnes raisons , ne les aliéner ou engager que pour son avantage manifeste , ou dans le cas d'une pressante nécessité. Tout cela est une suite évidente des devoirs d'une nation envers elle-même. Les biens publics lui sont très-utiles et même nécessaires ; elle ne peut les dissiper mal à propos sans se faire tort et se manquer à soi-même honteusement. Je parle des biens publics proprement dits , ou du domaine de l'état. C'est couper les nerfs du gouvernement que de lui ôter ses revenus. Quant aux biens communs à tous les citoyens , la nation fait tort à ceux qui en profitent , si elle les aliène sans nécessité ou sans de bonnes raisons. Elle est en droit de le faire , comme propriétaire de ces biens ; mais elle ne doit en disposer que d'une manière convenable aux devoirs du corps envers ses membres.

§. 259.

Ceux du prince.

Ces mêmes devoirs regardent le prince , le conducteur de la nation. Il doit veiller à la conservation et à la sage administration des biens publics , arrêter et prévenir leur dissipation , et ne point souffrir qu'ils soient divertis à des usages étrangers.

§. 260.

Il ne peut aliéner les biens publics.

Le prince ou le supérieur quelconque de

N 3

ne présume point que la nation le lui ait donné ; et si elle n'en a pas fait une loi expresse , on doit tenir que le prince n'en est point revêtu , à moins qu'il n'ait reçu l'empire absolument illimité, plein et absolu.

§. 262.

Règles à ce sujet, pour les traités de nation à nation.

Les règles que nous venons d'établir , concernent les aliénations des biens publics faites en faveur des particuliers. La question change , quand il s'agit d'aliénations faites de nation à nation (*) : il faut d'autres principes pour la décider , dans les différens cas qui peuvent se présenter. Essayons d'en donner la théorie générale.

1.^o Il est nécessaire que les nations puissent traiter et transiger validement entr'elles , sans quoi elles n'auraient aucun moyen de terminer leurs affaires , de se mettre dans un état tranquille et assuré. D'où il suit que quand une nation a cédé quelque partie de ses biens à une autre , la cession doit être tenue pour valide et irrévocable , comme elle l'est en effet , en vertu de la notion de *propriété*. Ce principe ne peut être ébranlé par aucune loi fondamentale , au moyen de laquelle une nation prétendrait s'ôter à

(*) *Quod domania regnorum inalienabilia et semper revocabilia dicuntur , id respectu privatorum intelligitur ; nam contra alias gentes divino privilegio opus foret.* LEIBNITIVS , Præfat. ad Codic. Jur. Gent. Diplom. .

la société, n'étant naturellement que l'administrateur et non le propriétaire de l'état, sa qualité de chef de la nation, de souverain, ne lui donne point par elle-même le droit d'aliéner ou d'engager les biens publics. La règle générale est donc que le supérieur ne peut disposer des biens publics quant à la substance; ce droit étant réservé au seul propriétaire, puisque l'on définit la propriété par le droit de disposer d'une chose quant à la substance. Si le supérieur vient à passer son pouvoir à l'égard de ces biens, l'aliénation qu'il en aura faite est invalide, et peut toujours être révoquée par son successeur ou par la nation. C'est la loi communément reçue dans le royaume de France; et c'est sur ce principe que le duc de SULLY (*) conseilla à HENRI IV de retirer toutes les parties du domaine de la couronne, qui avaient été aliénées par ses prédécesseurs.

§. 261.

La nation peut lui en donner le droit.

La nation ayant la libre disposition de tous les biens qui lui appartiennent (§. 257.) elle peut transporter son droit au souverain, et lui conférer par conséquent celui d'aliéner et d'engager les biens publics. Mais ce droit n'étant pas nécessaire au conducteur de l'état pour gouverner heureusement, on

(*) Voyez ses mémoires.

ne présume point que la nation le lui ait donné ; et si elle n'en a pas fait une loi expresse , on doit tenir que le prince n'en est point revêtu , à moins qu'il n'ait reçu l'empire absolument illimité, plein et absolu.

§. 262.

Règles à ce sujet, pour les traités de nation à nation.

Les règles que nous venons d'établir , concernent les aliénations des biens publics faites en faveur des particuliers. La question change , quand il s'agit d'aliénations faites de nation à nation (*) : il faut d'autres principes pour la décider , dans les différens cas qui peuvent se présenter. Essayons d'en donner la théorie générale.

1.^o Il est nécessaire que les nations puissent traiter et transiger validement entr'elles , sans quoi elles n'auraient aucun moyen de terminer leurs affaires , de se mettre dans un état tranquille et assuré. D'où il suit que quand une nation a cédé quelque partie de ses biens à une autre , la cession doit être tenue pour valide et irrévocable , comme elle l'est en effet , en vertu de la notion de *propriété*. Ce principe ne peut être ébranlé par aucune loi fondamentale , au moyen de laquelle une nation prétendrait s'ôter à

(*) *Quod domania regnorum inalienabilia et semper revocabilia dicuntur , id respectu privatorum intelligitur ; nam contra alias gentes divino privilegio opus foret.* LEIBNITIVS , Præfat. ad Codic. Jur. Gent. Diplom. .

elle-même le pouvoir d'aliéner ce qui lui appartient ; car ce serait vouloir s'interdire tout contrat avec d'autres peuples , ou prétendre les tromper. Avec une pareille loi, une nation ne devrait jamais traiter de ses biens : si la nécessité l'y oblige , ou si son propre avantage l'y détermine , dès qu'elle entre en traité , elle renonce à sa loi fondamentale. On ne conteste guère à la nation entière le pouvoir d'aliéner ce qui lui appartient ; mais on demande si son conducteur, si le souverain a ce pouvoir ? La question peut être décidée par les lois fondamentales. Les lois ne disent-elles rien directement là-dessus ? voici notre second principe.

2.^o Si la nation a déferé la pleine souveraineté à son conducteur , si elle lui a commis le soin et donné sans réserve le droit de traiter et de contracter avec les autres états , elle est censée l'avoir revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour contracter valablement. Le prince est alors l'organe de la nation , ce qu'il fait est réputé fait par elle-même ; et bien qu'il ne soit pas le propriétaire des biens publics , il les aliène valablement , comme étant dûment autorisé.

§. 263.

De l'aliénation d'une partie de l'état.

La question devient plus difficile quand il s'agit , non de l'aliénation de quelques biens publics , mais du démembrement de

la nation même ou de l'état, de la cession d'une ville ou d'une province qui en fait partie. Toutefois elle se résout solidement par les mêmes principes. Une nation se doit conserver elle-même (§. 16), elle doit conserver tous ses membres, elle ne peut les abandonner, et elle est obligée envers eux à les maintenir dans leur état de membres de la nation (§. 17). Elle n'est donc point en droit de trafiquer de leur état et de leur liberté, pour quelques avantages qu'elle se promettrait d'une pareille négociation. Ils se sont unis à la société pour en être membres; ils reconnaissent l'autorité de l'état pour travailler de concert au bien et au salut commun, et non pour être à sa disposition, comme une métairie ou comme un troupeau de bétail. Mais la nation peut légitimement les abandonner, dans le cas d'une extrême nécessité, et elle est en droit de les retrancher du corps, si le salut public l'exige. Lors donc qu'en pareil cas l'état abandonne une ville ou une province à un voisin ou à un ennemi puissant, la cession doit demeurer valide quant à l'état, puisqu'il a été en droit de la faire: il n'y peut plus rien prétendre, il a cédé tous les droits qu'il pouvait y avoir.

§. 264.

Droit de ceux qu'on veut démembrer.

Mais cette province ou cette ville, ainsi abandonnée et démembrée de l'état, n'est

point obligée de recevoir le nouveau maître qu'on voudrait lui donner. Séparée de la société dont elle était membre, elle rentre dans tous ses droits ; et s'il lui est possible de défendre sa liberté contre celui qui voudrait la soumettre, elle lui résiste légitimement. FRANÇOIS I.^{er} s'étant engagé, par le traité de *Madrid*, à céder le duché de Bourgogne à l'empereur CHARLES V, les états de cette province déclarèrent, " que
 " n'ayant jamais été sujets que de la cou-
 " ronne de France, ils mourraient sous
 " cette obéissance ; et que si le roi les aban-
 " donnait, ils prendraient les armes et s'ef-
 " forceraient de se mettre en liberté, plutôt
 " que de passer d'une sujétion dans une
 " autre (*). " Il est vrai que rarement les sujets sont en état de résister dans ces occasions, et d'ordinaire le meilleur parti qu'ils aient à prendre, est de se soumettre à leur nouveau maître, en faisant leurs conditions aussi bonnes qu'il est possible.

§. 265.

Si le prince a le pouvoir de démembrer l'état.

Le prince, le supérieur, quel qu'il soit, a-t-il le pouvoir de démembrer l'état ? Répondons comme nous avons fait ci-dessus à l'égard du domaine. Si la loi fondamentale défend au souverain tout démembrement, il ne peut le faire sans le concours de la nation ou de ses représentans. Mais

(*) MEZERAY, histoire de France, Tom. II p. 458.

si la loi se tait, et si le prince a reçu l'empire plein et absolu, il est alors le dépositaire des droits de la nation, et l'organe de sa volonté. La nation ne doit abandonner ses membres que dans la nécessité, ou en vue du salut public, et pour se préserver elle-même de sa ruine totale. Le prince ne doit les céder que pour les mêmes raisons. Mais puisqu'il a reçu l'empire absolu, c'est à lui de juger du cas de nécessité, et de ce que demande le salut de l'état.

A l'occasion du même traité de *Madrid*, dont nous venons de parler, les notables du royaume de France, assemblés à *Cognac* après le retour du roi, conclurent tous d'une voix, « que son autorité ne s'étendait point jusqu'à démembrer la couronne (*). » Le traité fut déclaré nul, comme étant contraire à la loi fondamentale du royaume; Et véritablement il était fait sans pouvoirs suffisans; la loi refusait formellement au roi le pouvoir de démembrer le royaume, le concours de la nation y était nécessaire, et elle pouvait donner son consentement par l'organe des états généraux. Charles V ne devait point relâcher son prisonnier avant que ces mêmes états généraux eussent approuvé le traité; ou plutôt, usant de sa victoire avec plus de générosité, il devait imposer des conditions moins dures, qui eussent été au pouvoir de FRANÇOIS I, et

(*) MEZERAY, *ibid.*

dont ce prince n'eût pu se dédire sans honte.
 Mais aujourd'hui que les états généraux ne s'assemblent plus en France, le roi demeure le seul organe de l'état envers les autres puissances : elles sont en droit de prendre sa volonté pour celle de la France entière ; et les cessions que le roi pourrait leur faire, demeureraient valides, en vertu du consentement tacite par lequel la nation a remis tout pouvoir entre les mains de son roi, pour traiter avec elles. S'il en était autrement, on ne pourrait contracter surement avec la couronne de France. Souvent, pour plus de précaution, les puissances ont demandé que leurs traités fussent enregistrés au parlement de Paris ; mais aujourd'hui cette formalité même ne paraît plus en usage.

CHAPITRE XXII.

DES FLEUVES, DES RIVIÈRES ET DES LACS.

§. 266.

D'un fleuve qui sépare deux territoires :

LORSQU'UNE nation s'empare d'un pays, pour en faire sa demeure, elle occupe tout ce que le pays renferme, terres, lacs, rivières, etc. Mais il peut arriver que ce pays soit terminé et séparé d'un autre par un fleuve. On demande à qui ce fleuve

appartiendra ? Il est manifeste , par les principes que nous avons établis au chapitre XVIII , qu'il doit appartenir à la nation qui s'en est emparée la première. On ne peut nier ce principe : mais la difficulté est d'en faire l'application. Il n'est pas aisé de décider laquelle des deux nations voisines a été la première à s'emparer d'un fleuve qui les sépare. Voici les règles que les principes du droit des gens fournissent , pour vider ces sortes de questions.

1.^o Quand une nation s'empare d'un pays terminé par un fleuve , elle est censée s'approprier aussi le fleuve même ; car un fleuve est d'un trop grand usage , pour que l'on puisse présumer que la nation n'ait pas eu intention de se le réserver. Par conséquent , le peuple qui le premier a établi sa domination sur l'un des bords du fleuve , est censé le premier occupant de toute la partie de ce fleuve qui termine son territoire. Cette présomption est indubitable , quand il s'agit d'un fleuve extrêmement large , au moins pour une partie de sa largeur ; et la force de la présomption croît ou diminue , à l'égard du tout , en raison inverse de la largeur du fleuve ; car plus le fleuve est resserré , plus la sûreté et la commodité de l'usage demande qu'il soit soumis tout entier à l'empire et à la propriété.

2.^o Si ce peuple a fait quelque usage du fleuve , comme pour la navigation , ou pour

la pêche , on présume d'autant plus sûrement qu'il a voulu se l'approprier.

3.^o Si ni l'un ni l'autre des deux voisins du fleuve ne peut prouver que lui-même , ou celui dont il a le droit , s'est établi le premier dans ces contrées , on suppose que tous les deux y sont venus en même temps , puisqu'aucun n'a des raisons de préférence ; et en ce cas , la domination de l'un et de l'autre s'étend jusqu'au milieu du fleuve.

4.^o Une longue possession , non contredite , établit le droit des nations ; autrement il n'y aurait point de paix , ni rien de stable entr'elles ; et les faits notoires doivent prouver la possession. Ainsi , lorsque depuis un temps immémorial , une nation exerce sans contradiction les droits de souveraineté sur un fleuve qui lui sert de limites , personne ne peut lui en disputer l'empire.

5.^o Enfin si les traités définissent quelque chose sur la question , il faut les observer. La décider par des conventions bien expresses , est le parti le plus sûr ; et c'est en effet celui que prennent aujourd'hui la plupart des puissances.

§. 267.

Du lit d'une rivière qui tarit , ou qui prend son cours ailleurs.

Si une rivière abandonne son lit , soit qu'elle tarisse , soit qu'elle prenne son cours ailleurs , le lit demeure au maître de la rivière ; car le lit fait partie de la rivière ,

et celui qui s'est approprié le tout, s'est nécessairement approprié ses parties.

§. 268.

Du droit d'alluvion.

Si le territoire qui aboutit à un fleuve limitrophe, n'a point d'autres limites que le fleuve même, il est au nombre des territoires à limites naturelles, ou indéterminées, (*territoria arcifinia*), et il jouit du droit d'*alluvion*; c'est à-dire que les atterrissemens qui peuvent s'y former peu à peu par le cours du fleuve, les accroissemens insensibles, sont des accroissemens de ce territoire, qui en suivent la condition, et appartiennent au même maître. Car si je m'empare d'un terrain, en déclarant que je veux pour limites le fleuve qui le baigne, ou s'il m'est donné sur ce pied-là, j'occupe par cela même d'avance le droit d'*alluvion*, et par conséquent, je puis seul m'approprier tout ce que le courant de l'eau ajoutera insensiblement à mon terrain. Je dis *insensiblement*, parce que dans le cas très-rare que l'on nomme *alluvion*, lorsque la violence de l'eau détache une portion considérable d'un fonds, et la joint à une autre, en sorte qu'elle est encore reconnaissable, cette pièce de terre demeure naturellement à son premier maître. De particulier à particulier, les lois civiles ont prévu et décidé le cas; ils doivent combiner l'équité avec le bien de l'état et le soin de prévenir les procès.

En cas de doute , tout territoire aboutissant à un fleuve , est présumé n'avoir d'autres limites que le fleuve même ; parce que rien n'est plus naturel que de le prendre pour bornes , quand on s'établit sur ses bords ; et dans le doute , on présume toujours ce qui est plus naturel et plus profitable.

§. 269.

Si l'alluvion apporte quelque changement aux droits sur le fleuve.

Dès qu'il est établi qu'un fleuve fait la séparation de deux territoires , soit qu'il demeure commun aux deux riverains opposés , soit qu'ils le partagent par moitié , soit enfin qu'il appartienne tout entier à l'un des deux , les divers droits sur le fleuve ne souffrent aucun changement par l'alluvion. S'il arrive donc que , par un effet naturel du courant , l'un des deux territoires reçoive de l'accroissement , tandis que le fleuve gagne peu à peu sur la rive opposée , le fleuve demeure la borne naturelle des deux territoires , et chacun y conserve ses mêmes droits malgré son déplacement successif , en sorte , par exemple , que s'il est partagé par le milieu entre les deux riverains , ce milieu , quoiqu'il ait changé de place , continuera à être la ligne de séparation des deux voisins. L'un perd , il est vrai , tandis que l'autre gagne ; mais la nature seule fait ce changement : elle

détruit le terrain de l'un , pendant qu'elle en forme un nouveau pour l'autre. La chose ne peut pas être autrement , dès qu'on a pris le fleuve seul pour limites.

§. 270.

De ce qui arrive quand le fleuve change son cours.

Mais si au lieu d'un déplacement successif , le fleuve , par un accident purement naturel , se défourne entièrement de son cours , et se jette dans l'un des deux états voisins , le lit qu'il abandonne , reste alors pour limites ; il demeure maître du fleuve (§. 267). Le fleuve périt dans toute cette partie , tandis qu'il naît dans son nouveau lit , et qu'il y naît uniquement pour l'état dans lequel il coule.

Ce cas est tout différent de celui d'une rivière qui change son cours , sans sortir du même état. Celle-ci continue , dans son nouveau cours , à appartenir au même maître , soit à l'état , soit à celui à qui l'état l'a donnée ; parce que les rivières appartiennent au public , en quelque lieu du pays qu'elles coulent. Le lit abandonné accroît par moitié aux terres contiguës de part et d'autre , si elles sont *arcifinies* , c'est-à-dire à limites naturelles et avec droit d'alluvion. Ce lit n'est plus au public , malgré ce que nous avons dit au (§. 267.), à cause du droit d'alluvion des voisins , et parce qu'ici le public ne possédait cet

espace que par la raison seule qu'il était une rivière ; mais il lui demeure , si les terres adjacentes ne sont point *arcifinies*. Le nouveau terrain sur lequel la rivière prend son cours , périt pour le propriétaire ; parce que toutes les rivières du pays sont réservées au public.

§. 271.

Des ouvrages tendans à détourner le courant.

Il n'est pas permis de faire sur le bord de l'eau des ouvrages tendans à en détourner le cours et à le rejeter sur la rive opposée : ce serait vouloir gagner au préjudice d'autrui. Chacun peut seulement se garantir et empêcher que le courant ne mine et n'entraîne son terrain.

§. 272.

Ou en général préjudiciables aux droits d'autrui.

En général on ne peut construire sur un fleuve , non plus qu'ailleurs , aucun ouvrage préjudiciable aux droits d'autrui. Si une rivière appartient à une nation , et qu'une autre y ait incontestablement le droit de navigation , la première ne peut y construire une digue , ou des moulins , qui la feraient cesser d'être navigable : son droit , en ce cas , n'est qu'une propriété limitée , et elle ne peut l'exercer qu'en respectant les droits d'autrui.

Règles au sujet de deux droits qui sont en contradiction.

Mais lorsque deux droits différens sur une même chose se trouvent en contradiction, il n'est pas toujours aisé de décider lequel doit céder à l'autre. On ne peut y réussir qu'en considérant attentivement la nature des droits et leur origine. Par exemple, une rivière m'appartient, mais vous y avez droit de pêche : puis-je construire dans ma rivière des moulins, qui rendraient la pêche plus difficile et moins fructueuse ? L'affirmative semble suivre de la nature de nos droits. J'ai, comme propriétaire, un droit essentiel sur la chose même ; vous n'y avez qu'un droit d'usage, accessoire et dépendant du mien : vous avez seulement en général le droit de pêcher, comme vous pourrez, dans ma rivière, telle qu'elle sera, en tel état qu'il me conviendra de la posséder. Je ne vous ôte point votre droit, en construisant mes moulins ; il subsiste dans sa généralité, et s'il vous devient moins utile, c'est par accident, et parce qu'il est dépendant de l'exercice du mien.

Il n'en est pas ainsi du droit de navigation, dont nous venons de parler. Ce droit suppose nécessairement que la rivière demeurera libre et navigable ; il exclut tout ouvrage qui interromprait absolument la navigation.

L'ancienneté et l'origine des droits ne servent pas moins que leur nature à décider la question. Le droit le plus ancien, s'il est absolu, s'exerce dans toute son étendue, et l'autre seulement autant qu'il peut s'étendre, sans préjudice du premier; car il n'a pu s'établir que sur ce pied-là, à moins que le possesseur du premier droit, n'ait expressément consenti à sa limitation.

De même, les droits cédés par le propriétaire de la chose sont censés cédés sans préjudice des autres droits qui lui compètent, et seulement autant qu'ils pourront s'accorder avec ceux-ci; à moins qu'une déclaration expresse, ou que la nature même des droits n'en décide autrement. Si j'ai cédé à un autre le droit de pêche dans ma rivière, il est manifeste que je l'ai cédé sans préjudice de mes autres droits, et que je demeure le maître de construire dans cette rivière tels ouvrages que je trouverai à propos, quand même ils gêneraient la pêche, pourvu qu'ils ne la détruisent pas entièrement. Un ouvrage de cette dernière espèce, tel que serait une digue, qui empêcherait le poisson de remonter, ne pourrait se construire que dans un cas de nécessité, et selon les circonstances, en dédommageant celui qui a droit de pêche.

§. 274.

Des lacs.

Ce que nous avons dit des fleuves et des

rivières, peut être facilement appliqué aux lacs. Tout lac entièrement renfermé dans un pays, appartient à la nation maîtresse du pays, laquelle en s'emparant d'un territoire, est censée s'être approprié tout ce qu'il renferme : et comme il n'arrive guère que la propriété d'un lac un peu considérable tombe à des particuliers, il demeure commun à la nation. Si ce lac est situé entre deux états, on le présume partagé entre eux par son milieu, tant qu'il n'y a ni titre ni usage constant et manifeste pour en décider autrement.

§. 275.

Des accroissemens d'un lac.

Ce qui a été dit du droit d'alluvion, en parlant des rivières, doit s'entendre aussi des lacs. Lorsqu'un lac qui termine un état, lui appartient tout entier, les accroissemens de ce lac suivent le sort du tout ; mais il faut que ce soient des accroissemens insensibles, comme ceux d'un terrain dans l'alluvion, et de plus des accroissemens véritables, constants et consommés : je m'explique. 1.^o Je parle d'accroissemens insensibles. C'est ici le revers de l'alluvion ; il s'agit des accroissemens d'un lac, comme il s'agissait là de ceux d'un terrain. Si ces accroissemens ne sont pas insensibles, si le lac, franchissant ses bords, inondait tout à coup un grand pays, cette nouvelle portion du lac, ce pays couvert d'eau appartiendrait encore

à son ancien maître. Sur quoy en fonderait-on l'acquisition pour le maître du lac ? L'espace est très-reconnaissable, quoiqu'il ait changé de nature, et trop considérable pour présumer que le maître n'ait pas eu l'intention de se le conserver, malgré les changemens qui pourraient y survenir.

Mais 2.^o si le lac mine insensiblement une portion du territoire opposé, la détruit, la rend méconnaissable, en s'y établissant et l'ajoutant à son lit, cette portion de terrain périt pour son maître, elle n'existe plus, et le lac ainsi accru appartient toujours au même état, dans sa totalité.

3.^o Que si quelques terres voisines du lac sont seulement inondées par les grandes eaux, cet accident passager ne peut apporter aucun changement à leur dépendance. La raison pour laquelle le sol que le lac envahit peu à peu, appartient au maître du lac, et périt pour l'ancien propriétaire, c'est d'état à état, que ce propriétaire n'a d'autres limites que le lac, ni d'autres marques que ses bords pour reconnaître jusqu'où s'étend sa possession. Si l'eau avance insensiblement, il perd ; si elle se retire de même, il gagne : telle a dû être l'intention des peuples qui se sont respectivement approprié le lac et les terres voisines ; on ne peut guère leur en supposer d'autre. Mais un terrain inondé pour un temps n'est point confondu avec le reste du lac ; il est encore reconnaissable, et le maître peut y conserver son

droit de propriété. S'il en était autrement, une ville inondée par un lac changerait de domination pendant les grandes eaux, pour retourner à son ancien maître au temps de la sécheresse.

4.^o Par les mêmes raisons, si les eaux du lac pénétrant par une ouverture dans le pays voisin, en forment une baie, ou en quelque façon un nouveau lac joint au premier par un canal, ce nouvel amas d'eau et le canal appartiennent au maître du pays dans lequel ils se sont formés. Car les limites sont fort reconnaissables; et on ne présume point l'intention d'abandonner un espace si considérable, s'il vient à être envahi par les eaux d'un lac voisin.

Observons encore ici que nous traitons la question d'état à état; elle se décide par d'autres principes entre les propriétaires membres d'un même état. Ici ce ne sont point les seules limites du sol qui en déterminent la possession, ce sont aussi sa nature et son usage. Le particulier qui possède un champ au bord d'un lac, ne peut plus en jouir comme d'un champ, lorsqu'il est inondé; celui qui a, par exemple, le droit de pêche dans ce lac, exerce son droit dans cette nouvelle étendue: si les eaux se retirent, le champ est rendu à l'usage de son maître. Si le lac pénètre par une ouverture dans les terres basses du voisinage, et les submerge pour toujours, ce nouveau lac appartient au public, parce que tous les lacs sont à ce public.

§. 276.

*Des atterrissemens formés sur les bords
d'un lac,*

Les mêmes principes font voir, que si le lac forme insensiblement des atterrissemens sur ses bords, soit en se retirant, soit de quelqu'autre manière, ces accroissemens appartiennent au pays auquel ils se joignent, lorsque ce pays n'a d'autres limites que le lac. C'est la même chose que l'alluvion sur les bords d'une rivière.

§. 277.

Du lit d'un lac desséché.

Mais si le lac venait à se dessécher subitement, dans la totalité, ou en grande partie, le lit demeurerait au souverain du lac; la nature si reconnaissable du fonds marquant suffisamment les limites.

§. 278.

De la juridiction sur les lacs et les rivières,

L'empire, ou la juridiction sur les lacs et les rivières, suit les mêmes règles que la propriété, dans tous les cas que nous venons d'examiner. Elle appartient naturellement à chaque état, sur la portion ou sur le tout dont il a le domaine. Nous avons vu (§. 245.) que la nation, ou son souverain, commande dans tous les lieux qu'elle possède.

CHAPITRE

CHAPITRE XXIII.

DE LA MER.

§. 279.

De la mer et de son usage.

POUR achever d'exposer les principes du droit de gens à l'égard de ce qu'une nation peut posséder, il nous reste à parler de la pleine mer. L'usage de la pleine mer consiste dans la navigation et dans la pêche ; le long des côtes, elle sert de plus à la recherche des choses qui se trouvent près des côtes ou sur le rivage, telles que les coquillages, les perles, l'ambre, etc., à faire du sel, et enfin à établir des retraites et des lieux de sûreté pour les vaisseaux.

§. 280.

Si la mer peut être occupée et soumise à la domination.

La pleine mer n'est point de nature à être occupée, personne ne pouvant s'y établir de manière à empêcher les autres d'y passer. Mais une nation puissante sur mer pourrait défendre aux autres d'y pêcher et d'y naviguer, déclarant qu'elle s'en approprie le domaine, et qu'elle détruira les vaisseaux qui oseront y paraître sans sa permission. Voyons si elle serait en droit de le faire.

Tome I.

O

Personne n'est en droit de s'approprier l'usage de la pleine mer.

Il est manifeste que l'usage de la pleine mer, lequel consiste dans la navigation et dans la pêche, est innocent et inépuisable, c'est-à-dire, que celui qui navigue ou qui pêche en pleine mer ne nuit à personne, et que la mer, à ces deux égards, peut fournir aux besoins de tous les hommes. Or, la nature ne donne point aux hommes le droit de s'approprier les choses dont l'usage est innocent, inépuisable et suffisant à tous; puisque chacun pouvant y trouver, dans leur état de communion, de quoi satisfaire à ses besoins, entreprendre de s'en rendre seul maître, et d'en exclure les autres, ce serait vouloir les priver sans raison des bienfaits de la nature. La terre ne fournissant plus sans culture toutes les choses nécessaires ou utiles au genre humain, extrêmement multiplié, il devint convenable d'introduire le droit de propriété, afin que chacun pût s'appliquer avec plus de succès à cultiver ce qui lui était échu en partage, et à multiplier par son travail les diverses choses utiles à la vie. Voilà pourquoi la loi naturelle approuve les droits de domaine et de propriété, qui ont mis fin à la communion primitive. Mais cette raison ne peut avoir lieu à l'égard des choses dont l'usage est inépuisable, ni par consé-

quent devenir un juste sujet de se les approprier. Si le libre et commun usage d'une chose de cette nature était nuisible ou dangereux à une nation, le soin de sa propre sûreté l'autoriserait à soumettre, si elle le pouvait, cette chose-là à sa domination, afin de n'en permettre l'usage qu'avec les précautions que lui dicterait la prudence. Mais ce n'est point le cas de la pleine mer, dans laquelle on peut naviguer et pêcher, sans porter préjudice à qui que ce soit, et sans mettre personne en péril. Aucune nation n'a donc le droit de s'emparer de la pleine mer, ou de s'en attribuer l'usage, à l'exclusion des autres. Les rois de Portugal ont voulu autrefois s'arroger l'empire des mers de Guinée et des Indes orientales (*); mais les autres puissances maritimes se sont peu mises en peine d'une pareille prétention.

§. 282.

La nation qui veut en exclure une autre lui fait injure.

Le droit de naviguer et de pêcher en pleine mer étant donc un droit commun à tous les hommes, la nation qui entreprend d'exclure une autre de cet avantage, lui fait injure, et lui donne un juste sujet de guerre; la nature autorisant une nation à repousser

(*) Voyez GROTIUS, *mare liberum*, et SELDEN, *mare clausum*. Lib. I. Cap. XVII.

l'injure , c'est-à-dire , à opposer la force à quiconque veut la priver de son droit.

§. 283.

Elle fait même injure à toutes les nations.

Disons plus , une nation qui veut s'arroger sans titre un droit exclusif sur la mer , et le soutenir par la force , fait injure à toutes les nations , dont elle viole le droit commun , et toutes sont fondées à se réunir contre elle pour la réprimer. Les nations ont le plus grand intérêt à faire universellement respecter le droit des gens , qui est la base de leur tranquillité. Si quelqu'un le foule ouvertement aux pieds , toutes peuvent et doivent s'élever contre lui ; et en réunissant leurs forces pour châtier cet ennemi commun , elles s'acquitteront de leurs devoirs envers elles-mêmes , et envers la société humaine dont elles sont membres (Prélim. §. 22).

§. 284.

Elle peut acquérir un droit exclusif par des traités.

Cependant , comme il est libre à un chacun de renoncer à son droit , une nation peut acquérir des droits exclusifs de navigation et de pêche par des traités , dans lesquels d'autres nations renoncent en sa faveur aux droits qu'elles tiennent de la nature. Celles-ci sont obligées d'observer leurs traités , et la nation qu'ils favorisent

est en droit de se maintenir par la force dans la possession de ses avantages. C'est ainsi que la maison d'Autriche a renoncé, en faveur des Anglais et des Hollandais, au droit d'envoyer des vaisseaux des Pays-Bas aux Indes orientales. On peut voir dans GROTIUS *de Jure B. et P. Lib. II. cap. III. §. 15.* plusieurs exemples de pareils traités.

§. 285.

Mais non par prescription et par un long usage.

Les droits de navigation, de pêche et autres, que l'on peut exercer sur la mer, étant de ces droits de pure faculté (*jura meræ facultatis*) qui sont imprescriptibles (§. 95.), ils ne peuvent se prendre par le non-usage. Par conséquent, quand même une nation se trouverait seule, depuis un temps immémorial, en possession de naviguer ou de pêcher en certaines mers, elle ne pourrait, sur ce fondement, s'en attribuer le droit exclusif. Car de ce que les autres n'ont point fait usage du droit commun qu'elles avaient à la navigation et à la pêche dans ces temps-là, il ne s'ensuit point qu'elles aient voulu y renoncer, et elles sont les maîtresses d'en user toutes les fois qu'il leur plaira.

§. 286.

Si ce n'est en vertu d'un pacte tacite.

Mais il peut arriver que le non-usage

revête la nature d'un consentement, ou d'un pacte tacite, et devienne ainsi un titre en faveur d'une nation contre une autre. Qu'une nation en possession de la navigation et de la pêche en certains parages, y prétende un droit exclusif, et défende à d'autres d'y prendre part; si celles-ci obéissent à cette défense, avec des marques suffisantes d'acquiescement, elles renoncent tacitement à leur droit en faveur de celle-là, et lui en établissent un, qu'elle peut légitimement soutenir contre elles dans la suite, sur-tout lorsqu'il est confirmé par un long usage.

§. 287.

La mer près des côtes peut être soumise à la propriété.

Les divers usages de la mer, près des côtes, la rendent très-susceptible de propriété. On y pêche, on en tire des coquillages, des perles, de l'ambre, etc. Or, à tous ces égards, son usage n'est point inépuisable; en sorte que la nation à qui les côtes appartiennent, peut s'approprier un bien dont elle est à portée de s'emparer, et en faire son profit, de même qu'elle a pu occuper le domaine des terres qu'elle habite. Qui doutera que les pêcheries des perles de *Bahrem* et de *Ceylan* ne puissent légitimement tomber en propriété? Et quoique la pêche du poisson paraisse d'un usage plus inépuisable, si un peuple a sur ses côtes une

pêcherie particulière et fructueuse, dont il peut se rendre maître, ne lui sera-t-il pas permis de s'approprier ce bienfait de la nature comme une dépendance du pays qu'il occupe, et s'il y a assez de poisson pour en fournir aux nations voisines, de se réserver les grands avantages qu'il en peut tirer pour le commerce ? Mais si, loin de s'en emparer, il a une fois reconnu le droit commun des autres peuples d'y venir pêcher, il ne peut plus les en exclure ; il a laissé cette pêche dans sa communion primitive, au moins à l'égard de ceux qui sont en possession d'en profiter. Les Anglais ne s'étant point emparés dès le commencement de la pêche du *hareng* sur leurs côtes, elle leur est devenue commune avec d'autres nations.

§. 288.

Autre raison de s'approprier la mer voisine des côtes.

Une nation peut s'approprier les choses dont l'usage libre et commun lui serait nuisible ou dangereux. C'est une seconde raison pour laquelle les puissances étendent leur domination sur la mer et le long des côtes aussi loin qu'elles peuvent protéger leur droit. Il importe à la sûreté et au bien de leur état, qu'il ne soit pas libre à tout le monde de venir si près de leurs possessions, sur-tout avec des vaisseaux de guerre, d'en empêcher l'accès aux nations commerçantes, et d'y troubler leur navigation. Pendant

les guerres des Espagnols avec les Provinces-Unies, JACQUES I, roi d'Angleterre, fit désigner tout le long de ses côtes des limites, dans lesquelles il déclara qu'il ne souffrirait point qu'aucune des puissances en guerre poursuivît ses ennemis, ni même que ses vaisseaux armés s'y arrêtassent pour épier les navires qui voudraient entrer dans les ports, ou en sortir (*). Ces parties de la mer, ainsi soumises à une nation, sont comprises dans son territoire; on ne peut y naviguer malgré elle. Mais elle ne peut en refuser l'accès à des vaisseaux non suspects, pour des usages innocens, sans pécher contre son devoir, tout propriétaire étant obligé d'accorder aux étrangers le passage, même sur terre, lorsqu'il est sans dommage et sans péril. Il est vrai que c'est à elle à juger de ce qu'elle peut faire, dans tout cas particulier qui se présente; et si elle juge mal, elle pêche, mais les autres doivent le souffrir. Il n'en est pas de même des cas de nécessité, comme, par exemple, quand un vaisseau est obligé d'entrer dans une rade qui vous appartient, pour se mettre à couvert de la tempête. En ce cas, le droit d'entrer partout, en n'y causant point de dommage, ou en le réparant, est, comme nous le ferons voir plus au long, un reste de la communauté primitive, dont aucun homme n'a pu se dépouiller; et le vaisseau entrera lé-

(*) SELDEN *mare clausum*, Lib. II.

gitimement malgré vous, si vous le refusez injustement.

§. 289.

Jusqu'où cette possession peut s'étendre.

Il n'est pas aisé de déterminer jusqu'à quelle distance une nation peut étendre ses droits sur les mers qui l'entourent. BODIN (*) prétend que, suivant le droit commun de tous les peuples maritimes, la domination du prince s'étend jusqu'à trente lieues des côtes. Mais cette détermination précise ne pourrait être fondée que sur un consentement général des nations, qu'il serait difficile de prouver. Chaque état peut ordonner, à cet égard, ce qu'il trouvera bon, pour ce qui concerne les citoyens entre eux, ou leurs affaires avec le souverain. Mais de nation à nation, tout ce que l'on peut dire de plus raisonnable, c'est qu'en général la domination de l'état sur la mer voisine, va aussi loin qu'il est nécessaire pour sa sûreté, et qu'il peut la faire respecter, puisque, d'un côté, il ne peut s'approprier une chose commune, telle que la mer, qu'autant qu'il en a besoin pour quelque fin légitime (§. 281), et que, d'un autre côté, ce serait une prétention vaine et ridicule de s'attribuer un droit que l'on ne serait aucunement en état de faire valoir. Les forces navales de l'Angleterre ont donné

(*) De la République, Liv. I. Chap. X.

lieu à ses rois de s'attribuer l'empire des mers qui l'entourent, jusque sur les côtes opposées (*). SELDEN rapporte un acte solennel (**), par lequel il paraît que cet empire, au temps d'ÉDOUARD I, était reconnu par la plus grande partie des peuples maritimes de l'Europe; et la république des Provinces-Unies le reconnut en quelque façon par le traité de *Breda*, en 1667, au moins quant aux honneurs du pavillon. Mais pour établir solidement un droit si étendu, il faudrait montrer bien clairement le consentement exprès ou tacite de toutes les puissances intéressées. Les Français n'ont jamais donné les mains à cette prétention de l'Angleterre; et dans ce même traité de *Breda*, dont nous venons de parler, LOUIS XIV ne voulut pas souffrir seulement que la *Manche* fût appelée *canal d'Angleterre*, ou *mer Britannique*. La république de Venise s'attribue l'empire de la mer *Adriatique*, et chacun sait la cérémonie qui se pratique tous les ans à ce sujet. On rapporte, pour confirmer ce droit, les exemples d'ULADISLAS, roi de Naples, de l'empereur FREDERIC III, et de quelques rois de Hongrie, qui demandèrent aux *Vénitiens* la permission de faire passer leurs vaisseaux dans cette mer (***). Que l'empire en appartienne à la république

(*) Voyez le traité de SELDEN, *mare clausum*.

(**) *Ibid.* Lib. II. Cap. XXVIII.

(***) SELDEN, *ibid.* Lib. I. Cap. XVI.

jusqu'à une certaine distance de ses côtes , dans les lieux dont elle peut s'emparer , et qu'il lui importe d'occuper et de garder , pour sa sûreté , c'est ce qui me paraît incontestable ; mais je doute fort qu'aujourd'hui aucune puissance fût disposée à reconnaître sa souveraineté sur la mer Adriatique toute entière. Ces prétendus empires sont respectés , tandis que la nation qui se les attribue est en état de les soutenir par la force ; ils tombent avec sa puissance. Aujourd'hui , tout l'espace de mer qui est à la portée du canon , le long des côtes , est regardé comme faisant partie du territoire ; et pour cette raison , un vaisseau pris sous le canon d'une forteresse neutre n'est pas de bonne prise.

§. 290.

Des rivages et des ports.

Les rivages de la mer appartiennent incontestablement à la nation , maîtresse du pays dont ils font partie , et ils sont au nombre des choses publiques. Si les jurisconsultes Romains les mettent au rang des choses communes à tout le monde (*res communes*) , c'est à l'égard de leur usage seulement ; et on n'en doit pas conclure qu'ils les regardassent comme indépendans de l'empire ; le contraire paraît par un grand nombre de lois. Les ports et les havres sont encore manifestement une dépendance et une partie même du pays ,

324 I E D R O I T D E S G E N S.

et par conséquent ils appartiennent en propre à la nation. On peut leur appliquer, quant aux effets du domaine et de l'empire, tout ce qui se dit de la terre même.

§. 291.

Des baies et des détroits.

Tout ce que nous avons dit des parties de la mer voisine des côtes, se dit plus particulièrement, et à plus forte raison, des rades, des baies et des détroits, comme plus capables encore d'être occupés, et plus importants à la sûreté du pays. Mais je parle des baies et détroits de peu d'étendue, et non de ces grands espaces de mer auxquels on donne quelquefois ces noms, tels que la baie de *Hudson*, le détroit de *Magellan*, sur lesquels l'empire ne saurait s'étendre, et moins encore la propriété. Une baie dont on peut défendre l'entrée, peut être occupée et soumise aux lois du souverain; il importe qu'elle le soit, puisque le pays pourrait être beaucoup plus aisément insulté en cet endroit que sur des côtes ouvertes aux vents et à l'impétuosité des flots.

§. 292.

Des détroits en particulier.

Il faut remarquer en particulier, à l'égard des détroits, que quand ils servent à la communication de deux mers dont la navigation est commune à toutes les nations ou

à plusieurs , celle qui possède le détroit ne peut y refuser le passage aux autres , pourvu que ce passage soit innocent et sans danger pour elle. En le refusant sans juste raison , elle priverait ces nations d'un avantage qui leur est accordé par la nature ; et , encore un coup , le droit d'un tel passage est un reste de la communion primitive. Seulement le soin de sa propre sûreté autorise le maître du détroit à user de certaines précautions , à exiger des formalités établies d'ordinaire par la coutume des nations. Il est encore fondé à lever un droit modique sur les vaisseaux qui passent , soit pour l'incommodité qu'ils lui causent en l'obligeant d'être sur ses gardes , soit pour la sûreté qu'il leur procure en les protégeant contre leurs ennemis , en éloignant les pirates , et en se chargeant d'entretenir des fanaux , des balises et autres choses nécessaires au salut des navigateurs. C'est ainsi que le roi de Danemark exige un péage au détroit du *Sund*. Pareils droits doivent être fondés sur les mêmes raisons , et soumis aux mêmes règles que les péages établis sur terre ou sur une rivière (Voyez les §§. 103 et 104).

§. 293.

Du droit de naufrage.

Est-il nécessaire de parler du *droit de naufrage* , fruit malheureux de la barbarie , et qui a heureusement disparu presque par-

tout avec elle ? La justice et l'humanité ne peuvent lui donner lieu que dans le seul cas où les propriétaires des effets sauvés du naufrage ne pourraient absolument point être connus. Ces effets sont alors au premier occupant ou au souverain, si la loi les lui réserve.

§. 294.

D'une mer enclavée dans les terres d'une nation.

Si une mer se trouve entièrement enclavée dans les terres d'une nation, communiquant seulement à l'Océan par un canal dont cette nation peut s'emparer, il paraît qu'une pareille mer n'est pas moins susceptible d'occupation et de propriété que la terre ; elle doit suivre le sort des pays qui l'entourent. La mer Méditerranée était autrefois absolument renfermée dans les terres du peuple Romain. Ce peuple, en se rendant maître du détroit qui la joint à l'Océan, pouvait la soumettre à son empire et s'en attribuer le domaine. Il ne blessait point par-là les droits des autres nations ; une mer particulière étant manifestement destinée par la nature à l'usage des pays et des peuples qui l'entourent. D'ailleurs, en défendant l'entrée de la Méditerranée à tout vaisseau suspect, les Romains mettaient d'un seul coup en sûreté toute l'immense étendue de ces côtes ; cette raison suffisait pour les autoriser à s'en emparer ;

et comme elle ne communiquait absolument qu'avec leurs états, ils étaient les maîtres d'en permettre ou d'en défendre l'entrée, tout comme celle de leur ville et de leurs provinces.

§. 295.

Les parties de la mer occupées par une puissance sont de sa juridiction.

Quand une nation s'empare de certaines parties de la mer, elle y occupe l'empire aussi bien que le domaine, par la même raison que nous avons alléguée en parlant des terres (§. 205.) Ces parties de la mer sont de la juridiction, du territoire de la nation; le souverain y commande, y donne des lois, et peut réprimer ceux qui les violent; en un mot, il y a tous les mêmes droits qui lui appartiennent sur la terre, et en général tous ceux que la loi de l'état lui donne.

Il est vrai cependant que *l'empire et le domaine*, ou la *propriété* ne sont pas inséparables de la nature, même pour un état souverain (*). De même qu'une nation pourrait posséder en propre le domaine d'un espace de terre ou de mer sans en avoir la souveraineté, il pourrait arriver aussi qu'elle eût l'empire d'un lieu dont la propriété ou le domaine utile serait à quelqu'autre peuple. Mais on présume toujours, quand elle possède le domaine utile d'un

(*) Voyez ci-dessous. Liv. II, §. 83.

lieu quelconque , qu'elle en a aussi le haut domaine et l'empire , ou la souveraineté (§. 205). On ne conclut pas si naturellement de l'empire au domaine utile ; car une nation peut avoir de bonnes raisons de s'attribuer l'empire dans une contrée , et particulièrement dans un espace de mer , sans y prétendre aucune propriété , aucun domaine utile. Les Anglais n'ont jamais prétendu la propriété de toutes les mers , dont ils s'attribuaient l'empire.

Voilà tout ce que nous avons à dire dans ce premier livre. Un plus grand détail sur les devoirs et les droits d'une nation considérée en elle-même , nous mènerait trop loin. Il faut , comme nous l'avons déjà dit , le chercher dans les traités particuliers de droit public et de politique. Nous sommes fort éloignés de nous flatter que nous n'avons omis aucun article important. C'est ici une légère esquisse d'un immense tableau. Mais un lecteur intelligent suppléera sans peine à toutes nos omissions , en faisant usage des principes généraux. Nous avons donné tous nos soins à établir solidement ces principes , et à les développer avec précision et netteté.

Fin du Tome premier.

